

Le Journal de l'Armée du Canada

7,3 / 7,4

Automne / hiver 2004



Le 3^e Bataillon, PPCLI en Afghanistan :
l'envol d'une force interarmées
Capitaine Éric Dion, CD, MBA

Patrouille en milieu urbain
Capitaine A.J. Gimby

Leçons retenues de reconnaissance en
Afghanistan
Capitaine S. Trenholm

Rotation 0 de l'Op Athena — Médias intégrés
Major J. Janzen

Opérations de contre-minage dans la vallée
de Jowz, Afghanistan
Major K.A. Cameron

Centre de coordination de l'acquisition
d'objectifs — leçons apprises
Capitaine R.N.W. Little

L'enfer des parachutistes au cours de la
Seconde Guerre mondiale
Colonel B. Horn

Les forces électronique ! L'évolution des
groupements tactiques face aux défis du
XXI^e siècle
Major J.C.A.E. Dion

Une force de premier plan : l'évolution des
forces d'opérations spéciales
Colonel B. Horn

Recours aux forces aéroportées (forces de
parachutistes) dans la guerre asymétrique
moderne
Capitaine J.N. Rickard

The Canadian Army Journal

Canada's Professional Journal on Army Issues

The Canadian Army Journal, a refereed forum of ideas and issues, is the official quarterly publication of Land Force Command. This periodical is dedicated to the expression of mature professional thought on the art and science of land warfare, the dissemination and discussion of doctrinal and training concepts, as well as ideas, concepts, and opinions by all army personnel and those civilians with an interest in such matters. Articles on related subjects such as leadership, ethics, technology, and military history are also invited and presented. The Canadian Army Journal is central to the intellectual health of the Army and the production of valid future concepts, doctrine, and training policies. It serves as a vehicle for the continuing education and professional development of all ranks and personnel in the Army, as well as members from other environments, government agencies, and academia concerned with army, defence, and security affairs.

Editorial Staff

Editor-in-Chief-DGLCD, Brigadier-General Michael J. Ward, CD, BA, MSc
Senior Editor-COS DGLCD, Lieutenant-Colonel Ken E. Faulkner, CD
Managing Editor-Major T.H. Dillenberg, CD
Associate Editor-Captain Steven Nolan

Editorial Board

Commandant, Canadian Land Force Command and Staff College, Colonel Jean C. Collin, OMM, CD, MPA
Director of Land Strategic Concepts, Colonel Guy Maillet, CD, MA
Director of Army Doctrine, Colonel Fred Lewis, CD, BEng, MA
Director of Army Training, Colonel Mark D. Hodgson, CD, BSc, MSc
Director Land Synthetic Environments, Lieutenant-Colonel Louis Cyr, CD, BEng
Director Land Personnel Concepts and Policies, Colonel M.D. Capstick, CD, BA

The Army Publishing Office

Army Publishing Officer, Lieutenant-Commander Brian R. Lawrie-Munro, CD, MA
Army Publishing Office Coordinator, Sergeant Christina Tripp, CD, BA, BEd
Linguistics Services Officer, Mr Robert Boyer, BSc, MA
Graphic Designer, Mrs Patricia Bridger

Correspondence

All correspondence, contributions, and submissions should sent to The Canadian Army Journal, c/o the Managing Editor at Land Force Doctrine and Training System, PO Box 17000 Station Forces, Kingston, Ontario, Canada, K7K 7J3. Telephone: 613.541.5010 ext.8721, Fax: 613.540.8713, Email: Godfrey.AB@forces.gc.ca

Distribution and Subscription

The Canadian Army Journal is distributed throughout the Army and to select National Defence Headquarters, Maritime Command, Air Command, and Directorate of Information Systems Operations addresses.

Copies are also provided to defence-related organizations, allied armies, and members of the public and academia. Inquiries regarding distribution, subscription, and change of address are to be made to the Managing Editor. On the Internet, visit The Canadian Army Journal at <http://armyapp.dnd.ca/acl/ADTB-BDIAT.asp>.

Submission Guidelines

Unsolicited article manuscripts, research notes, book reviews, and points of interest are welcome. Articles should be 5000-7000 words exclusive of endnotes, research notes 1500-2500 words exclusive of endnotes, book review essays and reviews 1000-2500 words, and points of interest 1000 words or less. Articles may be submitted in either official language. Authors must include a brief biography. Authors must supply any supporting tables, charts, maps, and images, and these should not be embedded in the article text. Articles may be submitted via email or regular mail. All submissions are peer reviewed and the Managing Editor will notify contributors on the status of their submission. Further details regarding author submission guidelines are available at <http://armyapp.dnd.ca/acl/ADTB-BDIAT.asp>.

Disclaimer

Opinions expressed in the articles remain those of the author and do not represent departmental or Canadian Forces policy. The doctrine, training, and other updates do not represent authority for action on that particular topic. All published material remains the copyright of The Department of National Defence and may be used with written permission from the Managing Editor.

TABLE DES MATIÈRES

Un mot du rédacteur en chef <i>Major T.H. Dillenberg, CD</i>	2
Où en sommes-nous? <i>Brigadier-général M.J. Ward</i>	3
Aperçu de l'étude sur la rationalisation de l'instruction individuelle et de l'éducation dans l'Armée de terre <i>Major R. Martin</i>	6
Le 3^e Bataillon, PPCLI en Afghanistan : l'envol d'une force interarmées <i>Lieutenant-colonel P. Strogan</i>	16
Patrouille en milieu urbain <i>Capitaine A.J. Gimby</i>	25
Leçons retenues de reconnaissance en Afghanistan <i>Capitaine S. Trenholm</i>	40
Rotation 0 de l'Op Athena — Médias intégrés <i>Major J. Janzen</i>	50
« CONTACT AVEC UNE MINE — CONTACT AVEC UNE MINE — CONTACT AVEC UNE MINE » Opérations de contre-minage dans la vallée de Jowz, Afghanistan <i>Major K.A. Cameron</i>	61
Centre de coordination de l'acquisition d'objectifs — Leçons apprises suite à la mise en service opérationnel du VATGT et du radar de contrebatterie et d'acquisition d'objectifs <i>Capitaine R.N.W. Little</i>	79
L'enfer des parachutistes au cours de la Seconde Guerre mondiale <i>Colonel B. Horn</i>	88
Les forces électroniques ! L'évolution des groupements tactiques face aux défis du XXI^e siècle <i>Major J.C.A.E. Dion</i>	102
Une force de premier plan : l'évolution des forces d'opérations spéciales <i>Colonel B. Horn</i>	116
Recours aux forces aéroportées (forces de parachutistes) dans la guerre asymétrique moderne <i>Capitaine J.N. Rickard</i>	129
Critiques de livres	144
Tribune libre	156

UN MOT DU RÉDACTEUR EN CHEF

Major T. H. Dillenberg, CD

Le présent numéro renferme plusieurs articles qui semblent s'écarter de la ligne de pensée éditoriale qui a animé jusqu'à ce jour l'équipe du *Journal de l'Armée du Canada*. Faisant ressortir la myriade de défis auxquels ont été confrontés les militaires du 3 PPCLI en Afghanistan, le Colonel Stogran nous livre un aperçu saisissant de la mission de ce régiment dans le cadre de l'Opération Apollo. La publication d'une série d'articles réfléchis rédigés par des membres du groupe-bataillon 3 RCR à l'occasion de la Roto 0 de l'Opération Athena en Afghanistan permettra à nos lecteurs de profiter de diverses leçons fondamentales apprises sur le terrain. Ces articles dépeignent sans conteste l'aspect pratico-pratique des efforts actuels de l'Armée de terre à l'étranger, tout en rappelant qu'il existe une belle puissance intellectuelle au niveau de l'unité. Pour sa part, le Colonel Horn livre les résultats d'une étude fascinante des forces d'opérations spéciales et de leur évolution dans les conflits récents. Un autre article élogieux sur les forces aéroportées et leur impact sur la guerre moderne est également rédigé de main de maître par le Capitaine Rickard. Finalement, le Major Dion s'attaque aux opinions toutes faites en abordant à nouveau l'évolution constante des forces électroniques dans une suite à un article qu'il a déjà écrit sur le sujet. J'espère que vous saisirez l'occasion de lire attentivement voire de contester les arguments énoncés dans ce numéro.

La matière, les idées et les débats professionnels véhiculés dans *Le Journal de l'Armée du Canada* sont à la base du succès que remporte cette revue. À cet effet, la transformation que vit actuellement l'Armée de terre constitue un riche terreau pour la formulation de critiques ou de remèdes à des problèmes. À titre de rédacteur en chef, je m'efforce de favoriser la liberté de pensée et d'encourager tous et chacun à faire preuve de courage intellectuel au sein de l'Armée de terre. Les auteurs, indépendamment de leur grade, doivent être incités à écrire sans avoir à craindre des conséquences sur le plan professionnel ou personnel, pour qu'ils puissent ainsi faire connaître leur point de vue sans une censure indue de la part de membres de la chaîne de commandement. Rappelez-vous, cette revue est ouverte à la réfutation des arguments qui y sont avancés. À ce sujet d'ailleurs, la lecture d'une phrase, dans une lettre qui m'était récemment adressée, m'a amené à réfléchir. Tout en m'offrant conseils et encouragements, le Brigadier-général (à la retraite) C. de L. Kirby écrivait : « Il semble qu'il sied bien au *Journal de l'Armée du Canada* de représenter résolument les points de vue des membres de l'Armée de terre canadienne, une institution professionnelle passionnée et optimiste dont les performances ultimes pourraient être mal aiguillées et qui pourrait être déviée de son ethos par des modèles froidement professionnels. Bon journalisme et que votre influence s'avère positive! »

En terminant, j'aimerais mentionner que l'équipe de rédaction compte maintenant deux nouveaux membres, le Major Andrew Godefroy et le Capitaine Steve Nolan, qui font tous les deux partie de l'effectif du Directeur général — Développement des capacités de la Force terrestre (DGDCFT). Nous sommes effectivement chanceux de pouvoir compter sur ces officiers talentueux qui ont fait de belles études et qui apportent avec eux un bon bagage de connaissances militaires. Je désire transmettre mes sincères remerciements à toutes les personnes qui ont pris la peine d'envoyer des articles, des commentaires et des critiques de livres. J'invite les rédacteurs en puissance de la majorité silencieuse à faire preuve de courage et à soumettre vos textes pour publication.

OÙ EN SOMMES-NOUS?

Brigadier-général M.J. Ward

Après des années de planification stratégique, d'élaboration de processus et de réorientation des capacités et des ressources de l'Armée de terre, nous approchons finalement d'un carrefour important. Les meilleures idées des commandants supérieurs, des états-majors et des militaires de tous grades de l'Armée de terre, telles qu'exposées dans le présent journal, quittent progressivement le monde de la théorie pour entrer dans le monde de la réalité. Nous en sommes à l'étape où une myriade de projets se mettent simultanément en branle et orientent l'Armée de terre vers un niveau de capacité supérieur. N'ayant été jusqu'à maintenant présenté que sous forme de diapositives Power Point, ce dernier pourra, dans un avenir rapproché, être mesuré en termes de puissance de combat et de capacité opérationnelle. Cette hausse concertée du niveau de capacité de l'Armée de terre se fera, à mon avis, selon trois axes principaux : le Système d'instruction individuelle de l'Armée de terre, le nouveau Cadre de gestion de l'instruction de l'Armée de terre et le *Concept d'emploi de la force* actuellement en vigueur.

C'est grâce au Système d'instruction individuelle de l'Armée de terre que, en ce qui concerne la formation des soldats et des leaders, nous avons réussi avec brio à nous maintenir à flot au cours de toutes les périodes de perfectionnement (PP). Au cours des 11 dernières années, soit du moment où a eu lieu le dernier exercice Rendez-vous de l'Armée de terre à Wainwright à celui où, en 2003, a eu lieu l'Exercice de brigade 2003, nous avons eu beaucoup de difficulté à garder le cap sur l'instruction collective. La réussite de nos opérations est davantage liée à la qualité exceptionnelle de l'instruction individuelle au sein de l'organisation qu'à la préparation collective en vue d'une mission. L'instruction individuelle a toujours été et continue d'être au cœur à la fois du perfectionnement professionnel et de la capacité opérationnelle. La révision des cours d'instruction individuelle de l'Armée de terre commencée en 2000 a permis de constater la pertinence de nos méthodes d'enseignement et des compétences enseignées. Cela nous a également permis de nous tourner vers l'avenir et d'intégrer à notre système les nouvelles méthodes et compétences requises pour combattre et remporter la victoire dans le nouvel environnement de sécurité auquel nous devons aujourd'hui faire face. Nous en sommes toujours à la première ronde de cette révision. Certains de nos objectifs ont été atteints, d'autres ont été contrecarrés par certains événements. Nous pouvons faire mieux. La nécessité de revoir continuellement la matière enseignée, d'y intégrer les leçons retenues, et d'adopter les meilleures pratiques de nos alliés afin d'acquérir plus rapidement les connaissances et les compétences requises sont tous des éléments auxquels nous devons accorder une extrême importance si nous voulons demeurer une force armée de pointe.

La qualité du leadership au sein de l'Armée de terre est de calibre mondial. Néanmoins, comme toute équipe à haut rendement, nous ne pouvons nous endormir sur nos lauriers; nous pouvons accomplir davantage. Tout d'abord, en ce qui a trait à la voie à suivre, nous devons, dans le cadre de la formation des leaders, laisser plus de place à l'innovation et à la créativité si nous voulons que nos officiers et nos s/off disposent de tous les outils nécessaires pour faire face aux opérations toujours plus imprévues et complexes. Il n'est toutefois pas possible actuellement d'adopter concrètement une telle attitude pour l'ensemble des GPM de l'Armée de terre, ni pour les GPM communs à tous les services. De ce fait, nous devons travailler étroitement avec

tous les établissements d'instruction des Forces canadiennes pour faire en sorte que l'instruction, pour tous les services, soit le plus possible axée sur les opérations, qu'elle permette d'acquérir les meilleures compétences de leadership, qu'elle optimise la condition physique des militaires et qu'elle assure la meilleure progression de l'instruction possible, et ce, dès l'enrôlement des militaires. L'Armée de terre dispose d'un nombre limité de ressources pour réaliser sa mission. Par conséquent, nous devons réduire au minimum le temps inutilement consacré à l'instruction individuelle et maximiser le niveau de compétence des militaires par une instruction collective subséquente et le recours à toutes les armes et à tous les services en vue de préparer les opérations.

La B-GL-300-008/FP-002 *L'instruction de l'Armée de terre du Canada* définit quatre piliers du perfectionnement professionnel : l'instruction individuelle, l'instruction collective, l'autoperfectionnement et l'expérience professionnelle. Trop peu d'attention a été accordée au pilier « instruction collective ». Grâce au nouveau Cadre de gestion de l'instruction de l'Armée de terre (CGIAT) et au Cadre de gestion de l'instruction collective (CGIC) en cours d'élaboration, nous pourrions orienter l'instruction collective et répartir les ressources en fonction des besoins de la disponibilité opérationnelle gérée et des opérations. Ainsi, l'instruction collective sera davantage structurée et les troupes s'entraîneront en vue d'accomplir les tâches qui leur sont réellement assignées et en fonction de la norme appropriée. De plus, un soutien adéquat sera assuré afin d'obtenir le plus haut degré de préparation en vue des opérations et des tâches générales de défense. Nos unités des forces de campagne acquerront la capacité de visualiser le combat et les effets du champ de bataille mieux que jamais auparavant au sein de l'Armée de terre grâce à l'instruction collective avec et sans munitions et au recours à des simulations constructives (JCATS), virtuelles (simulateurs d'instruction de tir de l'équipage Phoenix et VBL III), et réelles (simulateur des effets des armes MILES 2000) et à des simunitions. Cela nous permettra d'évaluer l'efficacité tactique au moyen de mesures du rendement une fois les troupes engagées dans des opérations tactiques. Nous pourrions également observer les conséquences de deuxième et troisième ordres de décisions prises pendant les combats, de façon à améliorer le commandement et le contrôle notamment en ce qui concerne la façon de gérer, de surmonter et d'exploiter les situations chaotiques dans un espace de combat complexe. Cela sera utile aux leaders de toutes les armes et de tous les services. Qui plus est, il s'agit d'une situation dont tous bénéficieront. Afin d'assurer une marche constante vers l'atteinte des normes de disponibilité opérationnelle dans la cadre de toute la gamme des opérations, l'instruction collective se tiendra dans les unités locales, dans les secteurs d'entraînement régionaux et au Centre canadien d'entraînement aux manœuvres (CCEM). Les exercices de brigade annuels, axés sur le maintien des aptitudes générales au combat et basés sur une nouvelle doctrine et sur de nouveaux concepts opérationnels, permettront aux troupes de passer de l'instruction collective au niveau du groupement tactique aux opérations de manœuvre au niveau du groupe-brigade, qui, pour leur part, mettront au défi les compétences des leaders des forces de campagne de tous les niveaux. Nous établirons ainsi un calendrier vérifiable au sein duquel seront prévues l'intégration de nouvelles tactiques, techniques et procédures (TTP), l'acquisition de capacités de pointe et la validation de l'entraînement d'équipes interarmes jusqu'au niveau du groupe-brigade.

Le CGIAT et le CGIC traiteront également de l'instruction collective de la Réserve, de l'instruction collective de base aux rotations CCEM. Les forces de la Réserve utilisent déjà la simulation et les simunitions dans le cadre des Concentrations de Secteur telles que l'Exercice

STALWART GUARDIAN du SCFT, tenu en août 2004 et au cours duquel on a procédé à des opérations en zones bâties au niveau de la compagnie en utilisant des simunitions pour évaluer l'issue des combats. On ne peut surestimer la valeur éducative de cet outil, lorsqu'il est utilisé dans le cadre d'exercices valables comptant une instruction préparatoire, des révisions post-exercice et de nombreux scénarios d'attaque. Au cours de l'année 2004-2005, l'état-major du Directeur de l'Instruction de l'Armée de terre élaborera le modèle d'instruction pour l'instruction collective de la Réserve afin que, au moment où le CGIC entrera en vigueur, soit au début de l'année 2006, on ait atteint un niveau de préparation minimum et un niveau de préparation maximum. Cela mènera éventuellement à une gestion convenable de la disponibilité opérationnelle de la Réserve, pour lequel beaucoup de travail reste à faire.

Le *Concept de l'emploi de la force* (CEF), publié en mars 2004, expose le modèle théorique qui sous-tendra la façon de combattre de l'Armée de terre intérimaire. Dorénavant, ce document phare orientera l'élaboration de la doctrine et des TTP, tout en gouvernant le développement des méthodes de combat et des forces. Le premier pas en ce sens fut l'élaboration de TTP « expérimentales » pour le Système de tir direct et l'ébauche de doctrine dans le document intitulé *Opérations du groupement tactique*. Celles-ci seront validées au cours d'essais en campagne et d'instruction collective dès l'automne 2005 et concorderont avec la capacité opérationnelle initiale du CGIC d'ici 2006. Le CEF définit les relations entre les cinq fonctions opérationnelles — commandement, détection, action, maintien en puissance et protection — et indique comment elles permettront aux commandants d'obtenir un succès tactique décisif dans le cadre d'une guerre de manœuvre, du commandement de mission et d'opérations fondées sur les effets. Notre capacité à acquérir les compétences décrites dans le CEF et à les adapter au contexte de « guerre à trois volets » (« three-block war ») dépend de notre capacité à bien préparer nos leaders et nos soldats à faire face aux défis et aux réalités de la guerre terrestre de haute intensité. Pour cela, il faut maintenir, au sein des troupes, un esprit combatif cohésif, tout en développant les compétences et la capacité opérationnelle de chaque militaire. C'est grâce à la fois à l'instruction individuelle et à l'instruction collective que nous serons en mesure d'atteindre cet état final.

L'intention du présent éditorial n'est pas de verser dans l'utopie ou de minimiser l'importance de la myriade de défis auxquels nous devons faire face. Il vise plutôt à mettre en lumière les principaux éléments qui, mis ensemble, permettront d'obtenir un système d'instruction de l'Armée de terre efficace et professionnel. Comme toute ressource, ces éléments ne seront utiles que si chacun d'entre nous s'efforce d'en tirer le maximum. En tant que membre de l'Armée de terre nous devons profiter des occasions et des défis que rendra possibles une instruction davantage réaliste. Nous devons tirer profit de l'instruction — y compris de nos échecs — évaluer honnêtement nos points forts et nos points faibles et toujours chercher à apprendre le plus possible de chaque activité. Notre but sera atteint lorsque nous pourrons affirmer avec assurance que notre système d'instruction forme les leaders et les soldats les plus innovateurs, créatifs, habiles et souples à avoir foulé un champ de bataille. Nous en sommes capables et, de plus en plus, nous disposons des outils pour y arriver.

APERÇU DE L'ÉTUDE SUR LA RATIONALISATION DE L'INSTRUCTION INDIVIDUELLE ET DE L'ÉDUCATION DANS L'ARMÉE DE TERRE

par le Major R. Martin

INTRODUCTION

Entre octobre 2003 et mars 2004, la Direction de l'instruction de l'Armée de terre (DIAT) et le personnel du quartier général et des écoles du Centre d'instruction au combat (CIC), à Gagetown, ont procédé à une étude détaillée sur la rationalisation en matière d'instruction individuelle et d'éducation dans l'Armée de terre (II et E). Les résultats de l'étude ont été présentés le 15 avril 2004 au Chef d'état-major de l'Armée de terre par intérim (CEMAT p. i.), le Major-général Caron, et au Conseil de l'Armée. Même si les auteurs de l'étude ont envisagé des réductions radicales du débit de l'instruction et de la durée des cours, le CEMAT p. i. a ordonné que seules des réductions modérées soient mises en œuvre et qu'il n'y ait pas d'autres transferts de l'instruction individuelle aux unités de campagne sans que toutes les autres répercussions aient d'abord été prises en considération.

C'est la nécessité de réduire le rythme croissant des opérations de la force de campagne qui est à la base de l'étude. Au cours de la dernière décennie, le personnel de l'Armée de terre a été soumis à une pression individuelle intense à cause de l'enchaînement des déploiements opérationnels, du nombre élevé des affectations individuelles et des besoins accrus touchant l'éducation et l'instruction. Bien que sa capacité de réduire les tâches opérationnelles soit limitée, l'Armée de terre jouit d'une latitude considérable pour ce qui est d'examiner les domaines relevant du Chef d'état-major de l'Armée de terre (CEMAT) en vue de réduire le rythme élevé des opérations. L'instruction individuelle est peut-être le domaine le plus important relevant du CEMAT, tant du point de vue des cours qui sont donnés que de celui des tâches visant à les appuyer. La citation suivante du CEMAT, le Lieutenant-général Hillier, résume bien l'importance de la rationalisation.

Je suis grandement préoccupé par le fardeau imposé à nos soldats. Nous échouerons si nous ne nous occupons pas d'eux et de leur famille. Les commandants de tous les niveaux feront la promotion active et assureront la mise en œuvre de mon principe, soit « le soldat avant tout ». Je m'attends à ce que le rythme des opérations soit géré intelligemment et que nous prenions toutes les mesures nécessaires afin d'atténuer la pression exercée sur nos militaires. Nous allons réexaminer le contenu et la prestation de l'instruction comme première étape visant à réduire la cadence opérationnelle actuelle de l'Armée de terre'.

Le présent article n'est qu'un bref aperçu de l'étude sur la rationalisation de l'II et E. Même s'il peut donner l'impression qu'il s'agit d'un processus séquentiel et mesuré, la réalité est que le personnel de la DIAT et du CIC a dû à plus d'une reprise repartir à zéro et qu'il a eu du mal à élaborer les concepts et les méthodes qui convenaient pour analyser la situation et présenter ses résultats. En fait, nous innovions dans la façon dont nous avons conceptualisé et analysé l'instruction individuelle dans l'Armée de terre. Dans les paragraphes qui suivent, nous allons explorer la nature de la rationalisation de l'II et E de l'Armée de terre, la façon dont l'étude sur

la rationalisation a été menée et, enfin, les résultats de l'étude, y compris les décisions que le CEMAT p. i. a prises.

Raison d'être de la rationalisation de l'II et E

D'après le *Petit Robert*, rationaliser, c'est « rendre (une tâche ou une activité) rationnelle, conforme à la raison, l'organiser de manière rationnelle² ». Tant l'approche systémique de l'instruction de l'Armée de terre (ASIAT) que le Système de l'instruction individuelle et de l'éducation des Forces canadiennes (SIIEFC) cherchent à offrir l'instruction et l'éducation qui conviennent le mieux « aux bonnes personnes, au bon moment, au coût qui convient³ ». Autrement dit, l'efficacité et l'efficacités sont des principes fondamentaux de notre système d'instruction individuelle. L'étude sur la rationalisation de l'II et E de l'Armée de terre représente toutefois le premier examen systémique de toute l'instruction qui relève de l'Armée de terre réalisé d'un coup dans le but de la rendre plus efficace tout en préservant son efficacité.

Il est vite devenu apparent que la question de la rationalisation de l'II et E soulève les passions. Les officiers et les sous-officiers de l'Armée de terre du Canada sont très attachés à la manière dont nous nous y prenons pour rendre le personnel apte à servir au sein des unités. Cet attachement est principalement dû au succès et à l'efficacité des méthodes d'instruction de l'Armée de terre. Ainsi, virtuellement tous les membres de l'Armée de terre reconnaissent que nos compétences et nos connaissances, au niveau individuel, sont de premier ordre et ils en attribuent sans hésiter la responsabilité à notre système d'instruction individuelle. De plus, le fait que nous devons surtout à la grande qualité et à la nature exigeante de nos cours d'avoir pu mener à bien des missions opérationnelles durant les années 1990 et au début des années 2000, en dépit des sévères restrictions budgétaires, du manque de personnel et des possibilités limitées d'instruction collective, fait largement consensus dans l'Armée de terre.

Ce genre de succès a toutefois eu un coût élevé. Le CEMAT a reconnu l'énorme impact que le système d'instruction individuelle a dans la détermination du rythme des opérations dans l'Armée de terre. En termes simples, lorsqu'un militaire part suivre un cours, son unité perd ses services. Lorsque le cours ne se donne pas à la base d'appartenance du militaire, ce dernier doit quitter sa famille pendant tout le cours, ce qui accroît les effets d'un rythme élevé des opérations sur la qualité de vie. L'instruction individuelle régulière exige un ensemble d'écoles et un personnel instructeur à plein temps. De plus, si les instructeurs chargés de donner les cours dans les écoles ne sont pas assez nombreux, les unités sont alors priées de fournir des instructeurs supplémentaires ou un personnel de soutien de l'instruction pour compléter le personnel des écoles. En conséquence, bien que les avantages systémiques de l'instruction individuelle et de l'éducation soient évidents, l'II et E exigent des ressources et en particulier des ressources *humaines*. Par conséquent, toute amélioration de l'efficacité devrait normalement entraîner une nette réduction du rythme des opérations de la force de campagne.

À cette fin, le CEMAT a, en septembre 2003, ordonné au Système de la doctrine et de l'instruction de la Force terrestre (SDIFT) de procéder à un examen fondamental de la façon dont l'instruction individuelle et l'éducation se déroulent dans l'Armée de terre en vue de rationaliser nos activités d'instruction individuelle et de réduire le rythme des opérations⁴. Le SDIFT devait en outre déterminer les économies éventuelles pour que l'argent puisse être réaffecté à l'instruction collective. Le CEMAT s'est dit prêt à accepter un risque considérable et a insisté sur la nécessité d'être impitoyable dans l'étude des formules de réduction possibles.

Afin de garantir que des formules radicales seraient envisagées, il a ordonné une analyse complète des impacts et des risques associés à une réduction, dans une mesure atteignant 50 p. 100, des besoins de l'Armée de terre en matière d'instruction individuelle. Ces directives ont amené le SDIFT et le CIC, à Gagetown, à réaliser une étude détaillée sur la rationalisation de l'I et E qui incluait une analyse touchant une réduction de l'instruction de l'ordre de 50 p. 100⁵.

Déroulement de l'étude⁶

Le système d'I et E de l'Armée de terre est constitué de deux sous-systèmes interdépendants. L'un est constitué des divers établissements d'instruction (écoles des différents corps, centres d'instruction de secteur, etc.) et de leurs installations, autrement dit la structure de l'instruction. L'autre est constitué de la totalité des procédures, des méthodes et des principes qui servent à concevoir et à réaliser les activités d'instruction individuelle et d'éducation dans l'Armée de terre, autrement dit l'ASIAT.

Le personnel de la DIAT et du CIC a d'abord examiné le sous-système de la structure de l'instruction afin de déterminer s'il était possible, du point de vue organisationnel, de faire quoi que ce soit pour réduire le nombre de tâches et ainsi diminuer le rythme des opérations. De fait, deux programmes visant à réduire le nombre de tâches touchant les instructeurs supplémentaires et le personnel de soutien de l'instruction, tous deux entrepris en 2001, étaient déjà en cours : le rééquilibrage du système d'instruction de l'Armée de terre (RSIAT) et le bassin d'instructeurs pour l'instruction individuelle (BII). Le RSIAT avait pour but d'affecter des officiers et des sous-officiers additionnels aux établissements d'instruction de l'Armée de terre afin de réduire les affectations d'augmentation. Pour sa part, le BII avait pour but d'accroître le budget attribué aux secteurs de la Force terrestre pour engager des réservistes supplémentaires chargés d'appuyer l'instruction de la milice, en particulier durant la période de pointe de l'été. Une vérification faite par le CIC a permis de déterminer que, en combinant un personnel additionnel, un budget adéquat et une utilisation efficace du personnel des écoles, l'Armée de terre réduisait déjà considérablement ses besoins prévus en personnel chargé d'appuyer l'instruction. Dans certains cas, la nécessité de recourir à un personnel supplémentaire a été complètement éliminée. Essentiellement, la décision de « réinvestir » dans la structure d'instruction individuelle de l'Armée de terre portait fruit, mais, comme il faut du temps pour déplacer le personnel et comme il faut procéder par étapes, les effets produits sur le rythme des opérations commençaient seulement à se faire sentir⁷.

Le personnel de la DIAT a aussi, au cours de l'examen de la structure de l'instruction de l'Armée de terre, brièvement envisagé d'autres formules, mais l'effet produit sur le rythme des opérations n'était pas immédiatement évident. Les formules proposées auraient aussi pu entraîner des modifications majeures touchant les processus de la planification des activités et d'assignation des tâches, mais les avantages auraient dans tous les cas été quelque peu douteux. Le personnel de la DIAT et du CIC a donc concentré ses efforts sur l'analyse de l'ASIAT afin d'évaluer le potentiel de rationalisation.

La production est le facteur déterminant du rythme des opérations et de l'utilisation des ressources en appui du système d'instruction individuelle. Le terme « production » désigne la nécessité de qualifier les militaires pour qu'ils puissent progresser professionnellement et contribuer à la préparation opérationnelle des unités. Dans le cas de la Force régulière, les exigences relatives à la production sont une fonction du recrutement, par l'entremise du Plan

stratégique de contingentement (PSC), et des promotions, par l'entremise de l'examen annuel des groupes professionnels militaires (EAGPM). Ces processus aident à préparer une projection sur cinq ans des qualifications requises pour garantir à long terme la santé des groupes professionnels de l'Armée de terre. Dans le cas de la Première réserve, la production est historiquement liée aux taux d'abandon élevés, surtout au niveau d'entrée. La diminution du taux d'abandon qui existe dans la Première réserve pourrait permettre une réduction importante du besoin total relatif à l'instruction dans la Force terrestre, mais les auteurs de l'étude ont jugé que cet aspect ne relevait pas de leur mandat.

Pour la plupart des fins, par exemple la planification des cours dans les écoles ou le contingentement des cours, il était suffisant d'exprimer la production en nombre de cours et de stagiaires par cours. Toutefois, aux fins de l'étude sur la rationalisation, un concept mathématique était nécessaire pour permettre la représentation abstraite des divers types d'instruction. La raison en est que certains cours ont un effet disproportionné sur le système d'II et E à cause du nombre élevé de cours qui doivent se donner tous les ans. Ainsi, parce que c'est la qualification commune qui s'applique à tous les MR de l'Armée de terre, la Qualification de soldat (QS) est celle qui correspond à l'exigence de production annuelle la plus élevée, puisque près de 2000 personnes doivent être qualifiées au cours d'une année donnée. Par conséquent, même si la QS ne donne pas un cours particulièrement long (il dure actuellement 33 jours), l'Armée de terre doit lui consacrer une part importante de ses ressources d'instruction simplement parce qu'il faut qualifier autant de personnes. En d'autres termes, la QS est un cours à « débit » élevé.

Le terme « débit » désigne le produit de la production annuelle totale à atteindre qui s'applique à chaque cours (compte tenu du nombre de personnes recrutées et des exigences en matière de promotion, par grade et par groupe professionnel) et de sa durée. Il s'exprime en « jours-stagiaires »⁸. Le débit permet de comparer d'après des modalités communes les divers types de cours qui sont offerts au personnel de différents grades et aux membres de différents groupes professionnels. Il exprime également de façon neutre l'effet de tous les cours du point de vue des ressources. Ainsi, alors qu'un cours élémentaire tel que celui de la QS représente environ 28 p. 100 du débit de l'Armée de terre en jours-stagiaires, un cours avancé tel que le cours du niveau de qualification 6B de l'infanterie représente environ 1,5 p. 100 du débit total. Cela signifie qu'une réduction minime de la production ou de la durée de la QS pourrait avoir un plus grand effet, du point de vue des ressources et du rythme des opérations, qu'une réduction importante de la production ou de la durée des cours avancés.

Si l'on accepte le fait que le jour-stagiaire est l'unité de mesure fondamentale de la production, le moyen évident de rationaliser l'instruction individuelle consiste à réduire le débit global en jours-stagiaires. En principe, cette réduction peut se faire de deux manières. La première consisterait à conserver la durée actuelle pour tous les cours tout en réduisant le nombre des personnes qui reçoivent une formation régulière. La seconde consisterait à réduire la durée de tous les cours tout en maintenant au même niveau le nombre des personnes qui reçoivent la formation.

Le SDIFT a examiné le concept d'une réduction de la production passant par l'élimination, jusqu'à la moitié, du nombre total de cours applicable à toute la formation du niveau national qui se donne au sein de la Force terrestre, compte tenu des besoins actuels touchant le perfectionnement professionnel dans l'Armée de terre et l'avancement dans la carrière au sein

des groupes professionnels. Il a supposé que cette mesure pourrait entraîner une réduction importante des tâches d'augmentation et une économie de ressources. Même si cette approche était rudimentaire et ne faisait pas de distinction, elle a au début semblé être le moyen le plus rapide et le plus efficace permettant de réduire l'instruction individuelle. Le commandant du SDIFT a donc ordonné au commandant du CIC l'ordre de préparer une évaluation des impacts qu'entraînerait la réduction, dans une mesure de l'ordre de 50 p. 100, de la production associée aux cours de niveau national de l'Armée de terre. L'analyse qui en a résulté a indiqué qu'une réduction de la formation découlant d'une réduction radicale de la production n'était pas une formule viable aux fins de la rationalisation, car elle contribuerait à tout le moins au manque latent de chefs subalternes qualifiés et risque de menacer la préparation opérationnelle des unités.

En fin de compte, une approche de ce genre pourrait se révéler désastreuse pour l'Armée de terre, en particulier en conséquence du recrutement accru des dernières années et de la nécessité prévue de qualifier au cours des prochaines années une « nouvelle vague » de chefs subalternes. De plus, toute réduction du rythme des opérations serait sûrement compensée par un mécontentement croissant découlant des possibilités de plus en plus limitées qu'aurait le personnel de se qualifier en suivant les cours de formation professionnelle.

Le Directeur — Instruction de l'Armée de terre a présenté les résultats de ce travail d'analyse initial au CEMAT à l'occasion de la réunion du Conseil de l'Armée du 3 novembre 2003 et recommandé que l'Armée de terre se serve des résultats positifs du RSIAT et du BIII. Il a également recommandé que toute analyse supplémentaire de la rationalisation consiste en une réévaluation stratégique fondamentale de notre façon de faire les choses dans le système d'II et E. La solution pour arriver à des réductions vraiment majeures de l'instruction individuelle pourrait inclure une transformation complète de la façon dont l'instruction se déroule. Le CEMAT a accepté les recommandations proposées et a ordonné que les résultats d'une analyse complète de la réduction de l'instruction soient présentés au Conseil de l'Armée en avril 2004.

Comme une simple réduction de la production associée à l'instruction individuelle n'était pas possible, il était essentiel d'étudier des moyens permettant de réduire la durée des cours afin de diminuer le débit. Le Directeur — Instruction de l'Armée de terre a donc jugé que le meilleur moyen d'atteindre l'objectif du CEMAT serait d'analyser chacun des cours que l'Armée de terre donne afin de voir les réductions possibles. Chaque réduction devrait être évaluée du point de vue des impacts et des risques systémiques et des stratégies d'atténuation possibles devraient être trouvées afin de tenir compte des risques inacceptables et de préserver la viabilité des groupes professionnels de même que la préparation opérationnelle des unités.

Le personnel de la DIAT a fait une analyse initiale de toutes les qualifications de l'Armée de terre et des armes de combat afin de déterminer les réductions possibles par groupe professionnel et par période de perfectionnement. Le Directeur - Instruction de l'Armée de terre a ensuite donné des instructions au commandant du CIC au début de janvier 2004. Le personnel du QG CIC et des écoles a ensuite procédé, relativement à chacun des cours, à des analyses détaillées de la réduction fondées sur les instructions en question. Des évaluations des impacts et des risques ont également eu lieu. Des matrices de réduction de l'instruction ont été préparées et validées par le personnel de la DIAT et elles ont été la base du rapport subséquent sur la rationalisation de l'II et E présenté au Conseil de l'Armée.

Le commandant du SDIFT a à l'origine ordonné que l'étude se limite à analyser des réductions, touchant chaque cours, de l'ordre de 50 p. 100. Le commandant du CIC a toutefois proposé que des réductions plus modérées soient aussi analysées pour offrir la possibilité de moduler la mise en œuvre de la rationalisation et de tenir compte des réductions, déjà en cours de mise en œuvre, qui pourraient ne pas avoir été remarquées au niveau stratégique.

Deux formules ont donc été retenues en vue d'une analyse détaillée et d'une présentation au Conseil de l'Armée. Pour plus de clarté, elles peuvent être résumées comme suit.

◆ **Formule des réductions mineures.** Même si les réductions étudiées n'avaient rien de mineur, elles étaient beaucoup plus modérées et pratiques que les réductions majeures. Cette formule était basée sur une réduction de la durée des cours de l'ordre, en moyenne, de 20 à 25 p. 100. Essentiellement, elle présentait et représentait des initiatives de rationalisation déjà en cours de mise en œuvre, comme les modifications apportées au système de perfectionnement professionnel de l'artillerie, la nouvelle orientation adoptée par l'Arme blindée et la réduction de la QS, datant de septembre 2003, qui est passée de la durée originale de 57 jours à la durée actuelle de 33 jours.

◆ **Formule des réductions majeures.** Cette formule était basée sur une réduction moyenne de la durée de tous les cours réguliers de l'ordre de 50 p. 100. En pratique, les auteurs de l'analyse se sont donnés une marge de 5 p. 100 afin de disposer d'une certaine souplesse dans le calcul des réductions.

Le personnel de la DIAT et du CIC a étudié 38 cours de la Force régulière basés sur les groupes professionnels militaires de l'Arme blindée, de l'artillerie et de l'infanterie et les groupes de l'élément terre⁹. Le plan et le programme d'instruction de chaque cours ont été analysés jusqu'au niveau des objectifs de compétence (OCOM) en vue de repérer la matière de cours susceptible d'être modifiée, éliminée ou transférée aux unités en vue d'un apprentissage par l'expérience fondé sur l'instruction collective, la formation en cours d'emploi ou d'autres moyens d'instruction tels qu'un apprentissage fait selon un rythme personnel ou des séances de perfectionnement professionnel à l'unité. De plus, chaque modification potentielle de l'instruction actuelle a été évaluée du point de vue des impacts et des risques systémiques. L'évaluation s'est appliquée à chaque groupe professionnel, pour ce qui est tant de la formule des réductions mineures que de celle des réductions majeures, et chaque formule a alors été comparée à la durée de référence de chacun des cours jusqu'au niveau des OCOM. Le G3 Développement de l'instruction individuelle de l'Armée de terre, au QG CIC, a constitué une base de données pour permettre la compilation, le suivi, la comparaison et la présentation des analyses en question. Enfin, un modèle de production applicable à chaque formule et permettant de déterminer l'impact global des réductions proposées de la durée de l'instruction sur le débit a été élaboré relativement à chaque groupe professionnel et aux cours communs de l'Armée de terre. Les modèles de production comparaient le débit réduit de chaque cours au débit de référence et montraient également le débit relatif attribuable à chaque cours au sein d'un groupe professionnel, tant pour la configuration de référence que pour la formule en cause.

Les résultats de cette analyse de la réduction de l'instruction ont été présentés au Conseil de l'Armée le 1er avril 2004 dans un rapport très détaillé qui a été suivi, le 15 avril, d'un briefing détaillé au Conseil par le Directeur — Instruction de l'Armée de terre. Ce briefing mettait l'accent sur les risques propres à chaque formule et à chaque réduction éventuelle.

Les résultats de l'étude

Une des constatations intéressantes de l'étude sur la rationalisation, et plus particulièrement de l'analyse de la réduction de l'instruction, est le montant très limité qu'une réduction de l'instruction individuelle permettrait d'économiser, même si la formule de la réduction majeure de l'ordre de 50 p. 100 était entièrement mise en œuvre. En fait, l'analyse a révélé que la majeure partie des ressources financières consacrées à l'instruction individuelle couvre les frais fixes associés à notre structure de l'instruction et à nos installations mais non les frais variables associés à la production et au débit. En d'autres termes, c'est infrastructure de l'instruction de l'Armée de terre qui coûte cher, pas les stagiaires.

Plus surprenant encore, toutefois, c'est la mesure dans laquelle le système d'II et E de l'Armée de terre était déjà en train d'être rationalisé. Ainsi, les modifications apportées au système de perfectionnement professionnel de l'artillerie, entreprises en 2002, ont mené à une révision fondamentale de la façon dont les MR de l'artillerie de campagne et de l'artillerie antiaérienne sont formés et employés. Dans certains cas, les réductions de l'instruction résultant de ces modifications fondamentales sont de l'ordre de 75 p. 100. Les réductions de l'instruction touchant l'Arme blindée résultant de la décision de concentrer les activités sur la reconnaissance blindée sont aussi très importantes. En fait, 22 des 33 cours qui ont été analysés en détail en vue des formules des réductions mineures et des réductions majeures faisaient déjà l'objet d'initiatives de rationalisation prenant la forme d'une réduction de la durée des cours ou d'une modification des exigences touchant la production.

Une autre observation s'impose en ce qui concerne l'impact des nouvelles technologies sur l'instruction. Grâce à l'étude sur la rationalisation,

les leaders de l'Armée de terre comprennent très bien que, dans un avenir rapproché, le temps consacré à l'instruction individuelle aura sans doute tendance à augmenter plutôt qu'à diminuer, en raison des nouvelles technologies. Ils ont également admis que, pendant les cours d'instruction individuelle, il faut consacrer plus de temps à ces technologies. Leur adoption cause également, à la force de campagne, des problèmes de maintien des habiletés, ce qui augmente les besoins en instruction de recyclage. Par exemple, comme conséquence directe de l'adoption du VBL III, les cours de la phase IV Infanterie, qui se terminaient d'habitude à la mi-août avec l'instruction sur le M113, doivent maintenant se poursuivre jusqu'au début de septembre. Le cours d'officier observateur avancé (OOA) est également plus long en raison de l'adoption du véhicule blindé léger — véhicule poste d'observation (VBL VPO)¹⁰.

Dans le cas de la formule des réductions mineures qui a été analysée et présentée au Conseil de l'Armée, le débit total des jours-stagiaires diminuerait d'environ 31 p. 100 par rapport au débit de référence de 2003. La raison en est l'effet disproportionné des réductions touchant les cours à débit élevé tels que la QS et la formation professionnelle des MR. Ces réductions seraient relativement peu risquées, car bon nombre des changements proposés dans cette formule sont déjà en cours de mise en œuvre ou envisagés. Les besoins relatifs à l'augmentation, qui entraînent l'affectation d'instructeurs supplémentaires et de personnel de soutien, diminueraient à peu près du quart sans compter les effets du RSIAT.

Dans le cas de la formule des réductions majeures, qui était basée sur des réductions moyennes de la durée des cours de l'ordre de 50 p. 100, le débit total des jours-stagiaires diminuerait de

48 p. 100. Toutefois, contrairement à ce qui se passe dans le cas de la formule des réductions mineures, cette formule nécessiterait des changements majeurs touchant la façon dont l'instruction individuelle se fait, notamment le transfert d'un grand nombre de besoins à la force de campagne. Les risques touchant le personnel et la préparation opérationnelle seraient eux aussi importants. Les besoins relatifs à l'augmentation pourraient être réduits à peu près de 50 p. 100.

L'effet des réductions de la durée des cours sur les besoins relatifs à l'augmentation, et en conséquence l'impact sur le rythme des opérations, était essentiellement linéaire dans les deux formules étudiées. Toutefois, comme la formule des réductions mineures découlait essentiellement des projets de rationalisation déjà en cours, le Conseil de l'Armée a jugé les risques plus raisonnables que les risques associés à la formule des réductions majeures radicales.

Le fait que la formule des réductions mineures peut être mise en œuvre relativement vite est un autre de ses avantages. Dans certains cas, les réductions figuraient déjà dans le plan des activités du CIC et ont été mises en œuvre en 2004-2005. De l'autre côté, la formule des réductions majeures nécessiterait un important travail d'état-major additionnel avant qu'elle puisse être mise en œuvre et elle entraînerait des modifications fondamentales au système d'II et E de l'Armée de terre. Étant donné les risques propres à cette dernière formule, il n'était pas clair que des réductions de l'ordre de 50 p. 100 vaudraient l'effort requis.

Le 15 avril 2004, l'ensemble du Conseil de l'Armée était en faveur de la formule des réductions mineures. Toutefois, de nombreux membres du Conseil ont relevé la stabilité dont le système d'II et E a besoin, car le rythme des changements s'est accru ces dernières années. Le transfert possible de l'instruction individuelle aux unités de campagne était aussi pour eux un sujet de préoccupation, de même que l'impression que les normes applicables aux cours communs de l'Armée de terre baisseraient. C'est pourquoi le CEMAT p. i. a ordonné la mise en œuvre de la formule des réductions mineures, compte tenu des observations suivantes :

- ◆ les réductions mineures vont être mises en œuvre, ou vont continuer à l'être, lorsqu'il n'y a aucun effet sur la force de campagne, en particulier en ce qui concerne le transfert de l'instruction individuelle;
- ◆ il a reconnu les préoccupations concernant les réductions possibles de la durée ou des normes applicables aux cours communs de l'Armée de terre et a ordonné qu'aucune modification ne devait toucher la Qualification de soldat (QS), la Qualification élémentaire en leadership — Terre (QEL-T) et la Phase commune de l'Armée de terre (PCAT) en attendant une évaluation complète des impacts des réductions touchant les cours en question;
- ◆ nous devons comprendre toutes les répercussions que la mise en œuvre des réductions mineures aurait pour la force de campagne;
- ◆ le SDIFT va continuer à rationaliser l'II et E par une application judicieuse et opportune de l'approche systémique de l'instruction de l'Armée de terre.

À la suite de cette directive stratégique du CEMAT p. i., le commandant du SDIFT a donné ses ordres de mise en œuvre à la formation¹¹. Au cours des deux prochaines années, le CIC va mettre en œuvre la formule des réductions mineures, essentiellement en poursuivant les projets déjà en cours. En qualité de responsable de l'instruction individuelle de l'Armée de terre, le

commandant du CIC a publié un plan de mise en œuvre qui donne des renseignements détaillés sur les modifications exactes qui vont toucher chacun des cours et présente le calendrier de mise en œuvre¹². Il est toutefois important de noter qu'aucune des modifications en question ne va entraîner un transfert de l'instruction aux unités de campagne. De plus, les modifications sont toutes une suite des tendances actuelles et devraient donc être relativement bien connues dans chaque corps.

En outre, afin de limiter le plus possible les bouleversements inutiles et de permettre une certaine stabilité, le commandant du SDIFT a imposé jusqu'au 1^{er} avril 2005 un moratoire sur les modifications touchant la QS, la QEL-T, la PCAT et le cours sur les opérations de l'Armée de terre, ce qui va permettre un examen complet de la formation commune de l'Armée de terre par le personnel de la DIAT, en particulier la formation qui vise les chefs subalternes. Cet examen va tenir compte des projets actuels qui visent à rehausser les normes et la pertinence opérationnelle des cours communs des FC tels que la Qualification militaire de base, la Qualification militaire de base — Officier et la QEL, de même que de l'examen quinquennal des descriptions des exigences militaires fondamentales applicables aux MR et aux officiers.

CONCLUSION

Le présent article donne un très bref aperçu de l'étude sur la rationalisation de l'I et E de l'Armée de terre et de l'analyse connexe de la réduction de l'instruction. Nous espérons toutefois qu'il permet aussi de sentir la complexité de notre système d'instruction et les défis auxquels le personnel de la DIAT et du CIC a fait face lorsqu'il l'a analysé.

Globalement, nous voyons et nous comprenons beaucoup mieux comment et pourquoi l'instruction individuelle se donne, les liens entre la production, la durée des cours et les besoins touchant les ressources et l'effet que les niveaux de dotation des établissements d'instruction ont sur la nécessité d'affecter du personnel supplémentaire. Surtout, l'étude a donné une visibilité au niveau stratégique à la myriade de projets qui ont été lancés et mis en œuvre ces dernières années et qui vont aider à réduire les affectations d'augmentation et la durée des cours. Par conséquent, le rythme des opérations devrait s'améliorer sensiblement.

D'un autre côté, l'ancien commandant du SDIFT, le Brigadier-général Nordick, a déclaré ce qui suit.

Les conclusions du Conseil de l'Armée [auxquelles il est arrivé le 15 avril 2004] indiquent que les leaders de l'Armée de terre savent très bien que, dans un avenir rapproché, le temps consacré à l'instruction individuelle aura sans doute tendance à augmenter plutôt qu'à diminuer. Cela s'explique en raison des nouvelles technologies, des types d'équipements de plus en plus variés et du besoin d'avoir des normes plus rigides dans certains secteurs. Il s'agit d'une réalité qu'il faudra surveiller étroitement, car elle semble en contradiction avec notre désir de rationaliser l'instruction individuelle et d'augmenter l'instruction collective¹³.

C'est pourquoi il est critique que nous continuions à rationaliser le système d'I et E de l'Armée de terre, ce qui doit se faire conformément aux méthodes et aux procédures établies, par exemple l'ASIAT et la planification des activités¹⁴. La Direction de l'instruction de l'Armée de terre passe actuellement en revue toute l'instruction commune de l'Armée de terre pour garantir que les normes restent pertinentes et que les projets en cours au sein des FC sont pris en considération. Cette revue inclut un examen complet de l'instruction et de l'éducation des

officiers de l'Armée de terre de la période de perfectionnement 2. De plus, le CIC et les centres d'instruction des secteurs continuent de s'employer à mettre au point des projets qui visent à accroître l'efficacité, à rationaliser les besoins et à tirer parti de la technologie, aussi bien afin de réduire les ressources nécessaires que pour diminuer le rythme des opérations et accroître la qualité de vie de nos soldats.

NOTES

1. Direction du commandant, Directives stratégiques sur les opérations et les ressources 2004, mod. 1, chapitre 1.
2. « Rationaliser », *Le Petit Robert*, Paris, 1989.
3. A-P9-000-001/PT-000, *Manuel de l'instruction individuelle et de l'éducation des FC*, vol. 1, p. 11.
4. L'étude sur la rationalisation de l'II et E a porté uniquement sur les GPM de l'Armée de terre dont cette dernière est l'autorité de gestion (homme d'équipage et officier de l'Arme blindée, MR et officier de l'artillerie de campagne, MR de l'artillerie antiaérienne et MR et officier de l'infanterie); plus tard, avec l'accord du GISFC, cette liste a aussi inclu les GPM GÉNIE DE COMBAT et SAPEUR de l'Armée de terre.
5. QG du Système de la doctrine et de l'instruction de la Force terrestre, 4500-1 (DIAT 5-6), « Rapport sur l'analyse de la réduction de l'instruction du Conseil de l'Armée », le 1^{er} avril 2004.
6. Cette section est en grande partie basée sur la lettre d'accompagnement du rapport, dont l'auteur du présent article est aussi l'auteur.
7. Annexe A de la note documentaire sur la stratégie de rationalisation de l'II et E adressée au Conseil de l'Armée, « Sommaire de la vérification du rééquilibrage du système d'instruction de l'Armée de terre (RSIAT) », le 29 octobre 2003.
8. Par exemple, si un cours dure 20 jours d'instruction et si la production annuelle requise s'élève à 100 personnes, ce cours a un débit total de 2000 jours-stagiaires (100 stagiaires x 20 jours = 2000 jours-stagiaires).
9. Les auteurs de l'étude ont décidé tôt au cours de celle-ci de limiter l'analyse de la rationalisation aux cours à l'égard desquels l'Armée de terre a pleins pouvoirs. La réduction a été envisagée seulement dans le cas des cours de l'Arme blindée, de l'artillerie (artillerie de campagne et artillerie antiaérienne) et de l'infanterie et des cours communs de l'Armée de terre (par exemple la Qualification de soldat, la Qualification élémentaire en leadership — Terre et le cours sur les opérations de l'Armée de terre) parce qu'ils relèvent entièrement du CEMAT, qui est l'autorité de gestion compétente. Bien que le personnel du génie de combat fasse en fait partie des armes de combat, il n'est que partiellement géré par l'Armée de terre.
10. QG responsable de l'instruction individuelle de l'Armée de terre / Centre d'instruction au combat, 4500-1 (G3), « Instruction individuelle — Plan de mise en oeuvre du projet de rationalisation », le 30 juin 2004, p. 3/11.
11. QG du Système de la doctrine et de l'instruction de la Force terrestre, 4500-1 (DIAT 5-6), « Directive du Commandant — Rationalisation de l'instruction individuelle et de l'éducation (II et E) », le 4 mai 2004.
12. QG responsable de l'instruction individuelle de l'Armée de terre / Centre d'instruction au combat, 4500-1 (G3), « Instruction individuelle — Plan de mise en oeuvre du projet de rationalisation », le 30 juin 2004.
13. QG du Système de la doctrine et de l'instruction de la Force terrestre, 4500-1 (DIAT 5-6), « Directive du Commandant — Rationalisation de l'instruction individuelle et de l'éducation (II et E) », le 4 mai 2004, p. 1/7.
14. Ibid.

LE 3^E BATAILLON, PRINCESS PATRICIA'S CANADIAN LIGHT INFANTRY EN AFGHANISTAN : L'ENVOL D'UNE FORCE INTERARMÉES

par le Lieutenant-colonel P. Stogran

La tactique comprend l'art de choisir dans l'ensemble des techniques dont nous disposons celles qui permettront d'adopter une approche particulière en fonction de l'ennemi, du moment et de l'endroit. L'éducation est à la base de ce choix — il ne s'agit pas d'avoir appris quoi faire, mais comment penser. [traduction]

William S. Lind, Maneuver Warfare Handbook

INTRODUCTION

Je suis persuadé que tous s'accorderont pour dire que le déploiement en Afghanistan des membres du 3^e Bataillon, Princess Patricia's Canadian Light Infantry (3 PPCLI) a marqué un tournant majeur dans nos vies. Plus important encore, je crois que cette mission peut donner aux Forces canadiennes, en tant qu'institution, un aperçu de la manière dont nous devrions, à titre de force militaire professionnelle, être préparés à mener des opérations dans le futur. Il serait présomptueux de ma part, cependant, de laisser entendre que notre déploiement représente le modèle à suivre dans les prochaines années. À l'instar des opérations de 1992 en Croatie, dans l'ex-Yougoslavie, qui n'étaient pas une reproduction de celles en Somalie, au Rwanda ou dans tout autre pays où des missions critiques de maintien de la paix ont eu lieu au cours de la dernière décennie — sans oublier l'opération Athena —, les opérations en Afghanistan sont particulières au moment et à l'endroit où elles se déroulent. Notre expérience en Afghanistan, à mon avis, montre plutôt que nous devons « exceller à la base » et, en tant que professionnels, être entièrement préparés à prendre part à des scénarios inattendus et non conventionnels.

En fait, lorsque j'ai pris le commandement du 3 PPCLI, un bataillon voué au démantèlement en raison de la transformation de l'Armée de terre, j'ai rédigé un article intitulé *Le bataillon d'infanterie légère : Un début prometteur au sein de la force interarmées*. Dans cet article, je décris l'importance et l'utilité des forces légères dans le nouvel ordre mondial. Cependant, l'article a suscité peu d'intérêt. À plusieurs reprises, on m'a dit : « Nous (l'Armée de terre) n'allons pas dans cette direction. » Je ne m'arrêterai même pas, ici, au fait qu'une telle remarque devrait décourager quiconque de donner son point de vue professionnel. Néanmoins, ni la *Revue militaire canadienne* ni le *Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre* n'ont manifesté beaucoup d'intérêt à l'égard de l'article, sauf à la suite de notre déploiement en Afghanistan dans le cas du dernier.

Aussi incroyable que cela puisse paraître, quelques jours avant le déploiement, un « émissaire politique » de l'état-major de l'Armée de terre a pris à partie les officiers et sous-officiers (s/off) supérieurs du 3^e Bataillon, leur reprochant, d'une certaine manière, d'être assez naïfs pour s'attendre à ce qu'un bataillon léger, même désigné force de réaction immédiate (FRI), soit

déployé dans un pays du tiers monde en crise. On connaît la suite de l'histoire. Enfin, aussi impensables que les événements du 11 septembre 2001 pouvaient l'être, je n'aurais pu songer à un scénario d'exercice final plus approprié clôturant ma période de service auprès du 3^e Bataillon que l'opération Apollo en Afghanistan. Voilà pourquoi le présent article s'intitule : « Le 3^e Bataillon, Princess Patricia's Canadian Light Infantry : L'envol d'une force interarmées ».

Lorsque nous avons finalement été déployés en Afghanistan en janvier 2002, après deux mois d'attente inquiète à la suite de l'avertissement initial, j'étais persuadé que les niveaux subalternes du Bataillon seraient pleinement utilisés d'un bout à l'autre de la mission, peu importe sa durée.

C'est le long entraînement des soldats du 3 PPCLI à l'aide de simulateurs comme Simunition et MILES qui m'a permis d'affirmer en toute tranquillité de conscience qu'ils étaient prêts pour les opérations

Je dois admettre, toutefois, que j'avais peur de devoir aller trouver le commandant de brigade américain, le Colonel Francis J. Wiercinski, avant la fin de notre séjour pour l'implorer de donner une chance au groupement tactique de se joindre à une opération de bataillon. Finalement, la réalité a été tout autre. En fait, nous avons mené quatre opérations de bataillon qui reflétaient assez fidèlement l'ensemble du spectre des tâches pour lesquelles nous avons été déployés.

Le présent chapitre expose quelques histoires de guerre — la guerre telle que je la connais, qui est très différente de la guerre qu'ont connue nos anciens combattants et des opérations de soutien de la paix à l'époque de la guerre froide et de l'après-guerre froide. Néanmoins, ces histoires de guerre peuvent, à mon avis, donner lieu à une réflexion féconde et permettre de tirer des leçons dont nous devrions, en tant qu'Armée de terre, tenir compte lors de nos futurs déploiements.

LA PRÉ-GUERRE

Un an avant le 11 septembre 2001, le 3 PPCLI, même s'il constituait la FRI (Terre), était en fait considéré comme un bataillon mécanisé « d'équipement seulement » qui était voué au démantèlement. En raison du budget d'instruction restreint, j'ai dû jouer des coudes pour profiter de toutes les activités ou occasions qui étaient offertes ailleurs dans l'Armée de terre. Nous sommes parvenus à obtenir plusieurs échanges de petites unités, une place à la British Cambrian Patrol Competition ainsi que l'occasion de participer à des essais d'équipement et à des exercices de soutien de la paix outre-mer. Cela, selon moi, allait permettre d'affermir l'éthos combiné et interarmées du Bataillon, un aspect d'une importance capitale pour l'élément terrestre d'une force de réaction rapide.

Nous avons également eu l'immense chance d'être choisis pour un projet d'« achat et mise à l'essai » d'une Simunition (c.-à-d. une cartouche de peinture pour le fusil C7) qui nous a permis de mener des exercices à double action de manière presque quotidienne durant plusieurs mois dans la région de la garnison, et ce, en engageant peu ou pas de frais. Nous avons également eu le bonheur de voir le Brigadier-général Ivan Fenton et le Colonel Stu Beare, respectivement commandant de Secteur et commandant de Brigade au Secteur de l'Ouest de la Force terrestre, traiter en priorité certaines questions liées à la FRI (Terre) avant les événements du 11 septembre 2001. De plus, lorsque notre activité d'entraînement clé avec le Groupe des opérations spéciales à Fort Lewis, prévue pour octobre 2001, a été annulée en raison du

déploiement de ce dernier en Afghanistan, le Colonel Beare a eu l'idée de louer le simulateur MILES 2000 pour permettre au Bataillon de poursuivre son entraînement de FRI (Terre) à Dundurn, en Saskatchewan. Cette décision était tout à son honneur puisque c'était bien avant qu'on ait le moindre indice que le 3 PPCLI serait déployé en Afghanistan. Au bout du compte, c'est le long entraînement des soldats du 3 PPCLI à l'aide de simulateurs comme Simunition et MILES qui m'a permis d'affirmer en toute tranquillité de conscience qu'ils étaient prêts pour les opérations dès le premier avertissement à la mi-novembre. Cet entraînement s'est également avéré un élément clé de notre succès outre-mer.

Lorsque nous avons finalement reçu l'ordre en janvier 2002, le Quartier général de la Défense nationale (QGDN) nous a confié quatre types de mission en Afghanistan qui se résument ainsi : protection des aérodromes, exploitation de site sensible, aide humanitaire et opérations de combat. Au départ, je pensais que la protection des aérodromes était singularisée des opérations de combat parce que le QGDN avait prévu que des policiers militaires, munis de vêtements pare-balles, d'une arme courte et d'un béret, s'en occuperaient en vérifiant les pièces d'identité à la barrière. En même temps, je croyais que les opérations de combat étaient singularisées parce qu'on nous avait dit que si nous devions participer à une opération impliquant une personne ou un groupe de gens appartenant avec certitude aux talibans ou au réseau Al-Qaïda, nous devions nous conformer au droit des conflits armés. Pour toutes les autres opérations, cependant, nous devions nous conformer aux règles d'engagement (ROE). Nous avons manifestement parcouru un long chemin depuis les missions mémorables de maintien de la paix des années 1990 car les règles d'engagement qui nous avaient été données étaient, en grande majorité, suffisamment costaudes pour nous permettre d'accomplir notre mission.

OPÉRATION VIGILANT — PROTECTION DES AÉRODROMES

La défense de l'aérodrome a été la première opération de bataillon à laquelle nous avons participé. Jusqu'à ce que nous prenions la relève, le United States Marine Corps (USMC), suivi de la 101st Airborne Division, effectuaient des patrouilles à l'extérieur du périmètre à bord de véhicules blindés. Malgré tout, il y a eu plusieurs intrusions dans le périmètre qui ont donné lieu à des échanges de feu. Lorsque nous avons pris le relais, j'ai demandé au Colonel Wiercinski si nous pouvions apporter une « touche canadienne » à la façon de dominer la zone neutre. Compte tenu de l'incertitude de l'environnement à ce moment-là, il a acquiescé d'emblée à ma demande, ce qui est tout à son honneur.

En conséquence, j'ai déployé notre peloton de reconnaissance (reco) à l'extérieur des barbelés pour qu'il rejoigne les moudjahidines qui travaillaient avec la Coalition. Le peloton a effectué des patrouilles et établi des postes de contrôle autour de l'aérodrome de Kandahar. Grâce à notre véhicule de surveillance Coyote qui donnait l'alerte rapide jour et nuit sans discontinuer et à notre peloton de reconnaissance qui assurait le commandement et la liaison avec les moudjahidines, l'environnement de sécurité autour de l'aérodrome de Kandahar a littéralement changé du jour au lendemain. À un point tel que les terroristes se sont terrés, ont recouru à des attaques à la roquette autoguidée (bien inutiles d'ailleurs) et ont posé des mines sur des itinéraires de patrouille qui avaient été dégagés précédemment. C'est, à mon avis, à partir de ce moment qu'ont commencé à tomber les préjugés entretenus par certaines armées du monde au sujet de ce que les soldats canadiens sont capables, ou incapables, de faire.

OPÉRATION HARPOON — OPÉRATIONS DE COMBAT

Le premier et le plus important assaut aérien conventionnel de l'opération Enduring Freedom, dont le nom de code était Anaconda, a été mené par des unités de la 101st Airborne Division, appuyées par un bataillon de la 10th Mountain Division. Les troupes se sont déployées dans la vallée de Shaw-I-Kot. Pour l'attaque, les tireurs d'élite ont été fournis par le 3 PPCLI. Il est intéressant de noter que ce fait semble avoir semé la consternation au sein de la chaîne de commandement canadienne. Cependant, j'ai fait valoir que si nous n'avions qu'à claquer des doigts pour que les Américains nous fournissent l'appui de leur aviation, ce qui, d'ailleurs, était le cas, nous pouvions difficilement refuser de leur fournir des tireurs d'élite armés de fusils de calibre 0,50. Et les services de nos tireurs d'élite ont été grandement appréciés!

Plus tard, l'opération Harpoon, notre premier assaut aérien, a fait suite à Anaconda. Le but de cette mission était de dégager la montagne connue sous le nom de « Whale », un impressionnant sommet à l'extrémité ouest de la vallée de Shaw-I-Kot, tenu par les forces d'Al-Qaïda armées de mortiers lourds et de mitrailleuses. En l'espace de quelques jours, le 3 PPCLI s'est rendu de Kandahar à Bagram, a exécuté sa procédure de combat et a donné l'assaut. L'horaire était tellement serré que les tubes des mortiers de 81 mm sont arrivés quelques heures seulement avant leur chargement à bord des hélicoptères Chinook et que les troupes, en route vers la zone d'embarquement (ZE) en prévision de l'assaut aérien, s'arrêtaient pour prendre les munitions de mortier presque directement de la rampe de l'aéronef de transport C-130 Hercules.

On avait prévenu les soldats canadiens que les ennemis seraient au nombre de 60 à 100, mais le contact s'est finalement avéré minimal. Même si les soldats étaient déçus de ne pas avoir eu la chance de mettre à l'épreuve leurs compétences en combat rapproché, la mission a prouvé de nouveau à la coalition et au monde entier la ténacité, le professionnalisme et la détermination des soldats canadiens.

OPÉRATION TOR II — EXPLOITATION DE SITE SENSIBLE

L'Opération TOR II était une opération d'exploitation de site sensible menée au niveau du bataillon. En gros, il s'agissait d'une tâche de reconnaissance en force visant à recueillir de l'information et des preuves sur Al-Qaïda. La zone de l'objectif était Tora Bora, l'endroit où Oussama ben Laden se trouvait lors de sa dernière sortie contre les forces de la coalition en novembre 2001. Étant donné que ben Laden ne s'était pas manifesté depuis l'échec de sa défense, on avait pensé qu'il avait peut-être trouvé la mort à cet endroit. Des éléments du 3^e Bataillon devaient fouiller le réseau des abris souterrains rendu public par la chaîne CNN avec l'espoir de découvrir ce qu'il était advenu de ben Laden.

La mission a été retardée car les forces spéciales américaines devaient d'abord pénétrer le secteur très accidenté pour dénicher des zones de débarquement (ZD). Par conséquent, les troupes ont eu davantage de temps pour répéter la mission à Bagram. Vu que la zone de l'objectif était très escarpée et qu'il était possible que les « souterrains de CNN » aient des puits à la verticale, les soldats se sont entraînés à Bagram sur toutes les structures verticales qu'ils pouvaient trouver pour perfectionner leurs compétences dans le domaine des opérations en montagne et développer des procédures d'assaut à la verticale et de dégagement de souterrains. La ville était envahie d'« hommes araignées verts ».

Nous avons rapidement prouvé notre niveau de professionnalisme et de capacité. Les troupes des forces spéciales américaines sont restées abasourdis de voir que le peloton de reconnaissance du 3 PPCLI avait réussi à établir l'écran dans les hautes chaînes de montagne en seulement huit heures après son insertion dans la ZD. Les soldats des forces spéciales américaines avaient estimé qu'il faudrait au moins trois fois plus de temps pour parvenir à la position. Les éléments du génie de combat ont déplacé des tonnes de terre à la recherche d'entrées dans les abris souterrains qui auraient pu être recouvertes par les frappes aériennes à l'aide de JDAM. L'infanterie a utilisé des moyens de destruction pour dégager des ZD en vue d'insertions futures et a détruit plus de trente bunkers solides pour en interdire l'usage à Al-Qaïda.

Le Bataillon a également exploité un objectif inopiné en exhumant les dépouilles de vingt gardes du corps personnels de ben Laden qui étaient enterrées dans un village des environs. Les soldats, qui ne savaient pas comment l'idée d'exhumer les restes de combattants d'Al-Qaïda allait être accueillie par la population locale, ont procédé avec soin et prudence; dès que les villageois ont réalisé que les troupes de la coalition n'étaient pas là pour brûler leurs cultures d'opium, ils ont accueilli les soldats à bras ouverts. Ils leur ont même fourni des conseils techniques pour s'assurer que les sépultures étaient manipulées en conformité avec les règles de la religion islamiste.

Même si nous n'avons pas trouvé le corps de ben Laden, la mission a sans conteste été une réussite. Nous avons mis au jour un grand nombre de preuves sur Al-Qaïda, nous avons fait en sorte qu'il ne puisse plus mener d'opérations dans la vallée et nous avons montré que la coalition était prête à aller partout, de jour comme de nuit, pour aborder et détruire Al-Qaïda. L'opération a, une fois de plus, servi à montrer à la coalition les compétences et le savoir-faire des soldats canadiens.

OPÉRATION CHEROKEE SKY

L'opération Cherokee Sky a eu lieu en juillet, quelque temps avant la fin des opérations. C'est la seule fois que l'ensemble du groupement tactique a mené une opération indépendante. Au départ, l'opération Cherokee Sky devait être la première des trois phases d'une opération qui devait permettre à la coalition d'étendre son influence jusqu'à la province de Zabol, dont le gouverneur était réputé collaborer avec les talibans et les forces d'Al-Qaïda.

J'ai alors dit que je croyais que les trois phases de l'opération pourraient être achevées en une semaine si toutes les ressources du groupement tactique du 3 PPCLI étaient libérées de l'aérodrome. Par conséquent, pour la première fois au cours du déploiement, notre peloton de reconnaissance a effectué des reco tactiques pour le compte du groupement tactique à la place des forces spéciales américaines. Les soldats ont signalé la présence probable d'un centre d'entraînement dans le fort du gouverneur datant du 13^e siècle et qui domine toute la région autour de la capitale de Qalat. J'avais donc l'intention d'exploiter le potentiel d'action de choc des véhicules blindés légers Coyote pour contenir le fort et mener simultanément une opération d'exploitation de site sensible. Cependant, la chaîne de commandement de la coalition a exigé que l'opération soit moins agressive afin d'éviter de s'aliéner le gouverneur qui entretient des liens, bien que fragiles, avec Hamid Karzai, le leader de l'autorité intérimaire afghane.

Nous avons donc adopté une tactique en conséquence et le groupement tactique a en fait mené une opération interarmées avec les forces militaires afghanes en vue de capturer les talibans et les membres d'Al-Qaïda qui, aux dires du gouverneur, se trouvaient dans la vallée de Shinkay. Nous nous sommes établis dans la vallée et, peu de temps après, j'ai pris conscience que toute l'opération était une ruse et j'ai exprimé sans détour mon profond mécontentement au commandant des forces de Zabol. Le groupement tactique s'est retiré et s'est redéployé à Kandahar, déçu de n'avoir pu aborder l'ennemi. Néanmoins, la mission n'a pas été un échec, loin de là. Afin de sauver la face après sa duperie, le gouverneur a remis près de 30 missiles surface-air aux forces spéciales américaines, soit un objectif très rentable pour la coalition.

AIDE HUMANITAIRE AU NIVEAU LOCAL

Lorsqu'on nous a prévenus que nous serions déployés en Afghanistan, nous étions excités à l'idée du risque et de l'aventure associés à la mission — une mission de combat. Cependant, quand nous avons fait appel à l'Agence canadienne de développement international (ACDI) pour obtenir de l'aide humanitaire, nous avons eu l'impression que l'aspect « guerrier » de notre mission jouait en notre défaveur. Au départ, l'ACDI avait offert de nous donner des fonds d'amorçage pour l'aide humanitaire car nous devons faire partie de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS). Toutefois, étant donné que nous avons été déployés pour une mission de combat, l'Agence a pris ses distances et n'a fourni aucune aide.

Cette aversion qu'ont les organismes d'aide à collaborer avec les forces militaires n'est pas nouvelle. En effet, les déboires du Major-général Roméo Dallaire avec les organismes d'aide au Rwanda sont bien documentés. Cependant, les organismes comme l'ACDI auraient dû affronter la réalité il y a longtemps déjà. Afin de préserver leur propre image d'impartialité, les organismes d'aide refusent de collaborer avec les forces militaires. Il semblerait qu'ils préfèrent retirer leur aide lorsque l'environnement devient peu sûr, même si cela se fait au détriment des civils et cause souvent la mort de milliers de gens, plutôt que de travailler avec les militaires de peur qu'une telle collaboration porte atteinte à leurs principes et/ou à leur impartialité. Certains organismes prétendent même que nous, les militaires, n'utilisons pas la coercition pour établir des conditions de base qui permettraient aux populations locales de reprendre une vie normale et de rebâtir leur pays. Il est absolument ridicule de la part des organismes d'aide de prétendre que les troupes canadiennes déployées en Afghanistan avaient pour mission de détruire les talibans et l'Al-Qaïda pour une raison autre que celle de soutenir la stabilité internationale et de permettre aux Afghans de reconstruire leur pays. En fait, le bilan de l'Armée canadienne montre que nous mettons continuellement notre vie en danger pour permettre à d'autres de jouir de leurs droits individuels et de la primauté du droit. Existe-t-il geste plus altruiste?

Bien que les soldats aient été excités à l'idée de participer à des opérations de combat, nous voulions aider les habitants des environs de l'aérodrome de Kandahar. Étant donné que les organismes gouvernementaux ne fournissaient aucune aide financière, les troupes ont retroussé leurs manches et ont donné près de dix mille dollars pour acheter des fournitures scolaires. Les soldats ont également fait appel à la générosité de leurs amis et parents au Canada et ont sollicité l'aide des gens d'affaires canadiens à Dubai, lesquels ont donné des dizaines de milliers de dollars. Au bout du compte, les soldats canadiens ont eu un énorme impact sur la qualité de vie des habitants de Kandahar de très nombreuses façons. Lorsque nous déployons nos soldats

outre-mer, même pour des opérations de combat, nous exportons les valeurs canadiennes. Les événements en Afghanistan ont montré que les soldats canadiens sont les travailleurs de l'Aide les plus dévoués et les plus rentables au monde.

CONCLUSION

À mon avis, même les conformistes inébranlables parmi nous auraient de la difficulté à soutenir que nous ne vivons pas à une époque d'incertitude et d'imprévu. Les forces militaires seront de plus en plus appelées à faire face à des menaces asymétriques telles le terrorisme, le crime transnational et les États voyous qui soutiennent ces activités. Par conséquent, en particulier à la lumière de l'expérience vécue en Afghanistan, quelles sont les répercussions pour l'Armée canadienne? Voici un certain nombre de déductions/leçons tirées de mon expérience personnelle.

INTEROPÉRABILITÉ

Tout d'abord, nos attentes en ce qui concerne un concept futur d'emploi opérationnel devront être proportionnelles à la capacité. En Afghanistan, on m'a fait remarquer que le 3 PPCLI n'aurait pas dû être sous le contrôle opérationnel (OPCON) des Américains comme nous l'étions, mais qu'il aurait plutôt dû avoir sa propre zone d'opérations, comme les Britanniques de la FIAS. Je crois toutefois qu'une telle opinion est à la limite de l'in vraisemblance, à moins que l'opération en cause exige beaucoup de marche à pied. Nous devrions nous attendre à un statut de commandement et de contrôle (C2) avec nos partenaires de la coalition semblable à celui observé dans le cadre de l'opération Enduring Freedom, à moins que nous soyons prêts à nous déployer dans une zone d'opérations avec tout l'arsenal nécessaire, c'est-à-dire l'aviation, les chars, l'appui-feu ainsi que le soutien tactique et stratégique, provenant de ressources canadiennes. C'est pourquoi nous devons raffermir nos liens avec l'US Army pour surmonter certains problèmes d'interopérabilité, dont les suivants :

Nos attentes en ce qui
concerne un concept
futur d'emploi
opérationnel devront
être proportionnelles à la
capacité

- ◆ Nos CAA/CMFA doivent collaborer avec la force aérienne américaine pour bâtir la confiance car ils ne sont pas accrédités;
- ◆ La classification NOFORN nous a grandement empêchés d'obtenir du renseignement;
- ◆ La prise de décision stratégique/le choix des objectifs des missions/le choix des cibles par les Forces canadiennes doivent être rationalisés. Nous devrions soit nous fier à la capacité de prise de décision des commandants de groupement tactique dans la zone d'opérations pour agir à titre de commandants opérationnels soit expliquer aux futurs partenaires de la coalition le rôle du SCEMD et du QGDN dans la prise de décision tactique;
- ◆ Les questions stratégiques, comme la détention de personnes et l'utilisation de mines, seront toujours présentes et tributaires de la situation. Bien qu'elles puissent avoir un effet sur les opérations militaires, je crois que nous devrons nous y faire.

DÉPOUSSIÉRAGE DU CONCEPT INTERARMÉES

La quête « interarmées » des Forces canadiennes m'a laissé un goût amer car, en réalité, il s'agit tout au plus de rhétorique. Comme le concept « interarmées » dans son sens habituel semble ne jamais pouvoir s'appliquer dans les Forces canadiennes, je crois que nous devons abattre d'autres barrières et unir nos forces à celles d'autres organisations canadiennes pour faire face aux nouvelles menaces. Ce concept « interarmées » permettrait notamment aux FC de travailler en étroite collaboration avec les organismes suivants :

- ◆ le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS);
- ◆ l'Agence canadienne de développement international (ACDI);
- ◆ la Gendarmerie royale du Canada (GRC);
- ◆ le Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI).

PRÉCISION

Si nous devons intervenir dans des scénarios in extremis qui ne ressemblent en rien à ce qu'on retrouve sur les « feuilles roses des DGE » de nos collègues d'état-major, le jargon de l'Armée de terre doit être plus précis. Afin de fonctionner efficacement dans les environnements de commandement et de contrôle de demain, nous devrions établir des définitions strictes de termes tels que commandement national, contrôle opérationnel, commandement tactique et moyen de contrôle tactique.

COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE

Les soldats doivent être plus prêts que jamais à affronter des situations complexes. Le droit des conflits armés (LOAC) est l'un des domaines à développer et à approfondir. Je me souviens d'avoir joué le rôle de commandant de bataillon dans le cadre d'un exercice assisté par ordinateur (CAX) en environnement urbain où le commandant de brigade n'autorisait aucun dommage collatéral car nous devons remettre la région aux autorités civiles une fois le conflit réglé. Certains de mes collègues étaient en désaccord et faisaient valoir que c'était une manifestation du plan d'action pour le maintien de la paix, un plan d'action qui a longtemps ébranlé notre ethos de la guerre. Je répondrais que, si nous avons réellement compris le LOAC, et plus précisément la proportionnalité et l'importance relative des objectifs militaires, mon commandant de brigade et mes collègues auraient envisagé la question selon une perspective différente. Parmi les autres domaines que nous devons approfondir, nous retrouvons les suivants :

- ◆ Traiter avec les médias;
- ◆ Rechercher des preuves;
- ◆ Utiliser des armes non létales pour donner une solution de rechange aux soldats au lieu de ne rien faire et d'utiliser une force mortelle, et pas seulement lors des supposées opérations d'affrontement des foules. De plus, les compétences en combat au contact devront être raffinées et employées avec discernement;

-
- ◆ L'aide humanitaire devrait occuper une place à part entière dans toutes les opérations militaires.

IMPÉRATIF JURIDIQUE

Des expériences personnelles avec des membres de la branche du Juge-avocat général (JAG), qui m'étaient parfaitement inconnus, montrent que si notre force militaire ne veut plus être marginalisée par d'autres armées, la chaîne de commandement devra s'entendre avec notre branche du JAG sur l'interprétation des lois et des conventions internationales. En Afghanistan, nous avons une politique de choix des objectifs stratégiques qui s'appliquait aux objectifs tactiques parce que des avocats exubérants du bureau du JAG prétendaient que nous ne pouvions pas exposer le Canada à des poursuites en vertu de lois internationales pour des actions au niveau tactique. En fait, les contraintes et les tracasseries administratives ont touché tous les aspects de l'opération. Tandis que nous étions à débattre du statut juridique de notre représentant du SCRS, à savoir s'il pouvait ou non porter un uniforme canadien ou participer aux opérations militaires, les spécialistes du F.B.I., de la CIA et de la Grande-Bretagne étaient déjà sur place en Afghanistan.

J'ajouterais que le droit international est suffisamment flou, désuet, souvent déconnecté de la réalité du XXI^e siècle et incohérent en matière de préséance pour que nous exigions de notre branche du JAG qu'elle adopte une approche plus pragmatique concernant les opérations. En fait, un avocat militaire m'a dit que nous devrions mettre sur pied un mécanisme de choix des objectifs stratégiques applicable aux objectifs tactiques afin de prévenir une situation semblable à celle qui a suivi les crimes commis en Somalie et qui a eu pour conséquence des poursuites intentées contre le Gouvernement canadien par les familles des victimes. L'affaire s'est réglée à l'amiable, ce qui, en termes juridiques, est une forme d'évitement et non un aveu de culpabilité.

CONCLUSION

Si certains de mes commentaires sont perçus comme provocants, tant pis. Si nous voulons faire face à la multitude de menaces qui nous attendent en ce nouveau millénaire, nous allons devoir nous défaire de quelques tabous, ce qui provoquera de profonds débats. Nous ne pouvons plus seulement enseigner à nos camarades quoi faire (p. ex., processus de planification opérationnelle (OPP), analyse tactique graphique (ATG)). La clé du succès sera plutôt de leur enseigner à réfléchir.

PATROUILLE EN MILIEU URBAIN

par le Capitaine A. J. Gimby

SUJET

Depuis l'arrivée du groupe-bataillon (gp-bon) 3 RCR à Kaboul (Afghanistan), nous avons rencontré tous les types de terrain urbain. Même si les principes de la patrouille en milieu urbain continuent de s'appliquer, les menaces spécifiques auxquelles nous faisons face, l'espace de combat dans lequel nous évoluons et la nature de notre mission nous ont forcés à les préciser. Essentiellement, nous avons adapté ces principes de base à la situation à Kaboul. Pour essayer de trouver le type de patrouille qui convient le mieux et la meilleure configuration possible, nous avons mis à l'essai une myriade de combinaisons de patrouilles débarquées et embarquées.

BUT

Le présent article a pour but de vous expliquer comment la menace, l'espace de combat et la mission à Kaboul nous ont forcés à aiguiser nos habiletés de patrouille en milieu urbain. Il portera principalement sur l'espace de combat, les patrouilles débarquées/embarquées, l'équipement, les patrouilles de nuit et l'attitude de la patrouille. L'objectif visé ici est de permettre au lecteur de mieux comprendre les problèmes que nous avons rencontrés et les solutions que nous avons conçues pour les surmonter. Le lecteur doit bien comprendre que les principes de base de la patrouille en milieu urbain ne sont pas remis en question, mais simplement adaptés et précisés en fonction de l'environnement de Kaboul.

DISCUSSION

MENACE/ESPACE DE COMBAT

L'espace de combat urbain de Kaboul est conforme à ce qu'on peut s'attendre à retrouver dans une ville ravagée par la guerre. Il y a cependant certains facteurs qui font de Kaboul un environnement unique dans lequel patrouiller. En effet, Kaboul est une ville très densément peuplée, ce qui cause plusieurs problèmes lorsqu'on veut exécuter des patrouilles dans ses rues. Ces facteurs ont une grande incidence sur la sécurité et rendent même la circulation dans certains secteurs de la ville pratiquement impossible à certains moments de la journée.

Cette situation a obligé des patrouilles à changer leur itinéraire dans la ville pour éviter d'être immobilisées dans les rues. À cause de la congestion, il est également nécessaire de maintenir une sécurité tous azimuts autour des véhicules, en tout temps. Dans beaucoup de marchés, l'espace devient tellement congestionné que les civils se retrouvent à moins de quelques pouces du véhicule. Un contingent antérieur a déjà signalé qu'un passant avait laissé tomber une grenade dans une jeep en patrouille. Malgré cela, les patrouilles doivent continuer de circuler dans ces endroits régulièrement afin de maintenir une présence forte. Ce que nous avons découvert, c'est que certains types de patrouilles sont mieux adaptés à ces secteurs que d'autres.

Kaboul est un centre urbain densément peuplé dont les rues sont fortement congestionnées et où les habitants (en véhicule et à pied) se déplacent très près des patrouilles. Le contrôle de la circulation et des piétons est presque totalement absent.

Contrairement à la plupart des cités, Kaboul n'a presque aucune règle de circulation ni aucun moyen de contrôler les intersections. Ces deux facteurs posent tout un défi lorsqu'on exécute des patrouilles embarquées et débarquées/embarquées.

Certains secteurs de la ville comptent des routes asphaltées assez larges, mais une bonne partie de la ville est constituée de petites ruelles étroites bordées des deux côtés par des murs d'enceinte de huit pieds de hauteur. En outre, il y a habituellement un fossé d'égout en plein milieu de la ruelle, ce qui vient encore réduire la mobilité du véhicule. Le VLB III est incapable de manœuvrer dans ces ruelles étroites et même le Iltis est parfois incapable de patrouiller dans ces secteurs.

Une bonne partie de la ville de Kaboul est caractérisée par des ruelles étroites, mal drainées et bordées de hauts murs dans lesquelles la mobilité est limitée.

La menace présente dans la zone d'opération (ZO) canadienne nous a également forcé à réévaluer certains aspects de nos patrouilles. La menace la plus omniprésente à laquelle nos patrouilles font face est celle constituée par les dispositifs explosifs de circonstance (IED), qu'il s'agisse d'IED placés dans un véhicule (VBIED) — une bombe humaine — ou d'IED télécommandés (RCIED). La menace associée à une bombe humaine se déplaçant à pied a la même incidence. Les patrouilles font également face à la possibilité d'une action directe (une embuscade). Notre réaction face à cette menace tient, principalement, à nos drills de réaction immédiate par opposition à l'exécution de la patrouille en soi.

Enfin, la dernière menace à laquelle les patrouilles font face dans leur mission à Kaboul et dans les environs est la présence de mines. L'Afghanistan est l'un des pays les plus minés au monde et le risque de tomber sur une vieille mine est très élevé. Cette menace a influé sur les endroits où les patrouilles peuvent se rendre et sur le type particulier de patrouille requis dans certains secteurs. Plusieurs secteurs périphériques de Kaboul ne peuvent être franchis qu'à bord de véhicules blindés à cause de la menace que posent ces mines. Par conséquent, seules des patrouilles embarquées peuvent être exécutées dans ces secteurs.

Les IED (placés dans un véhicule, télécommandés et bombes humaines à pied) sont les menaces les plus importantes auxquelles les patrouilles font face en zone urbaine. Pour leur part, les mines constituent une menace importante dans les régions périphériques rurales de Kaboul.

PATROUILLES DÉBARQUÉES

Il y a plusieurs avantages et inconvénients associés au fait d'exécuter des patrouilles purement débarquées dans les environs de Kaboul. La ville est constituée d'un mélange intéressant de rues modernes, mais ravagées par la guerre, et de vieilles ruelles qui ne font souvent pas plus d'un mètre de largeur. Une grande partie de ces ruelles sont tellement étroites que même un Iltis ne pourrait y circuler. En plus, ces ruelles sont parcourues par un fossé d'égout en leur centre qui représente un autre obstacle au passage des véhicules. Même dans les ruelles où il est possible de circuler en véhicule, la circulation civile rend le passage presque impossible. La patrouille débarquée peut surmonter chacun de ces obstacles parce que les ruelles étroites ou la circulation civile congestionnée ne l'empêchent pas de passer.

Les patrouilles débarquées sont en mesure de surmonter tous les obstacles au mouvement dans les zones bâties.

Les patrouilles à pied sont également une excellente occasion d'interaction avec les habitants de la ville. Comme l'une des tâches les plus importantes qu'accomplissent les patrouilles dans le cadre de l'ISAF IV est celle d'obtenir des informations, il est très important que la population locale ait confiance en nous. Les patrouilles débarquées établissent ce lien de confiance en présentant une image moins menaçante que les patrouilles embarquées. Il est beaucoup plus facile de se mélanger aux habitants locaux et de parler avec eux lorsqu'on se déplace à pied que lorsqu'on passe à toute vitesse dans un Iltis ou un gros véhicule blindé. Ces déplacements à pied indiquent un certain degré de confiance tout en envoyant le message que nous ne sommes pas intimidés ou effrayés à l'idée de nous déplacer sans Iltis ou VBL III.

Les patrouilles débarquées sont une meilleure occasion d'interaction avec les habitants et sont donc plus efficaces pour gagner la confiance de la population et recueillir des informations auprès d'elle.

Même si la majorité des patrouilles que nous exécutons et des postes d'observation que nous établissons se font de façon ouverte, il arrive des moments où les patrouilles et les postes d'observation furtifs sont la meilleure option pour accomplir la mission. Pour exécuter ces tâches furtives, les patrouilles débarquées sont évidemment la meilleure option qui existe à cause de leur capacité de se déplacer furtivement. Il est presque impossible d'aller prendre position à bord d'un Iltis ou d'un VBL sans que la population locale ne le sache.

Le meilleur moyen d'insérer des troupes furtivement pour des opérations à Kaboul est de recourir à la patrouille débarquée.

Malgré tous les avantages de la patrouille débarquée, celle-ci présente inévitablement certains inconvénients. Les patrouilles débarquées ont tendance à être les plus vulnérables aux menaces directes et indirectes. La principale raison en est que la patrouille débarquée ne possède pas de moyen de transport intégral. Cela signifie que si la patrouille vient en contact avec l'ennemi, que ce contact prenne la forme d'un dispositif explosif de circonstance (IED) ou d'une action directe, elle doit littéralement se retrancher jusqu'à ce que la force d'intervention rapide (QRF) puisse intervenir. Selon le secteur de la ZO dans laquelle la patrouille se trouve, il pourrait s'écouler de 30 à 45 minutes avant que la QRF n'arrive sur place. La patrouille doit donc pouvoir être autonome pour cette période.

Les patrouilles débarquées sont plus vulnérables aux attaques (se déplacent plus lentement, sont moins protégées) et sont incapables de s'extraire elles-mêmes rapidement des situations de confrontation.

Les patrouilles débarquées peuvent également être très exigeantes sur le plan de la main-d'œuvre. Au minimum, une patrouille débarquée devrait être composée de six soldats mais, de préférence, devrait être constituée d'une section complète de huit hommes. À cela s'ajoute un interprète et, s'il s'agit d'une patrouille conjointe, de peut-être deux agents de la police de Kaboul. En outre, la capacité du peloton est affectée du fait que l'effectif du peloton est d'environ 75 % pour une grande partie de la durée du déploiement à cause des congés au domicile (IDCD).

Les patrouilles débarquées peuvent être exigeantes sur le plan de la main-d'œuvre, en particulier dans le cas d'un peloton en manque d'effectif à cause des congés.

Les patrouilles débarquées ont aussi tendance à être très fatigantes à cause de la charge que doit transporter chaque soldat sur une distance d'environ 12 km. Il ne faudrait donc pas s'attendre à ce qu'une section exécute uniquement des patrouilles débarquées chaque jour.

Environ 50 % des patrouilles débarquées sont exécutées conjointement avec la police de Kaboul. Ce facteur est important parce que le rôle des forces de l'ISAF est un rôle d'assistance auprès de la police locale et des unités militaires pour assurer la sécurité à Kaboul et dans les environs. Grâce à cette approche d'assistance, l'ISAF peut favoriser une approche professionnelle à la sécurité et aux tâches de police en orientant discrètement la police et les unités militaires dans la bonne direction. L'une des meilleures façons d'accomplir cet objectif est par le biais des patrouilles et des postes de contrôle de la circulation conjoints.

L'exécution de patrouilles conjointes avec la police de Kaboul est l'une des meilleures façons de favoriser une approche professionnelle à la sécurité et à la fonction policière.

Normalement, une patrouille demande à deux agents de police de l'accompagner dans sa mission ou de l'aider à établir un poste de contrôle de la circulation. Dans le cas des postes de contrôle de la circulation, la patrouille assure la sécurité et dirige l'opération depuis les coulisses. Selon le niveau de professionnalisme des agents de police en fonction, le commandant de patrouille détermine à quel point le rôle de la patrouille doit être proactif. Le but visé est de permettre aux policiers de faire les fouilles sous la direction du commandant de patrouille, au besoin.

Par l'exécution de patrouilles conjointes, l'ISAF peut s'assurer que la police patrouille dans chaque partie de son district à toutes les périodes du jour et de la nuit, ce qui n'est pas toujours le cas autrement. L'inconvénient le plus important des patrouilles conjointes tient au fait que les résidents de Kaboul sont moins enclins à offrir des informations à cause de la présence de policiers locaux. Partout dans Kaboul, la corruption de la police est un grave problème et, en conséquence, les habitants ne font pas confiance d'office à la police.

À cause de ses pratiques antérieures, y compris la corruption, la police de Kaboul n'a pas encore regagné la confiance de la population, ce qui fait que la cueillette d'informations est plus difficile lorsqu'on exécute des patrouilles conjointes avec les membres de la police.

La présence d'interprètes est une nécessité pour l'exécution d'une patrouille à Kaboul. Le travail le plus important qu'accomplit la patrouille est celui de recueillir des informations auprès des habitants. Sans la présence d'un interprète, ce travail est pratiquement impossible. Il est essentiel que le commandant de patrouille fasse bien comprendre à l'interprète la nécessité de traduire tout ce qui est dit durant une conversation. Comme bon nombre des interprètes sont de jeunes étudiants, ils ont tendance à être facilement intimidés par la police de Kaboul et les forces militaires afghanes. Il arrive donc que certaines menaces ou d'autres éléments d'information ne soient pas communiqués avant que la rencontre ne soit terminée. Le commandant de patrouille doit essayer de prévenir ce genre de situation.

Les interprètes sont une nécessité au sein des patrouilles et on doit leur indiquer de répéter tout ce qui se dit durant la conversation et ce, au moment où la conversation se déroule.

PATROUILLES DÉBARQUÉES/EMBARQUÉES (ILTIS ET BISON/VBL)

En vertu de cette méthode, la patrouille se fait à pied, mais conjointement avec une patrouille embarquée. Cette solution compense le principal inconvénient de la patrouille débarquée en lui

fournissant un moyen de transport intégral. Si la patrouille débarquée vient en contact avec l'ennemi, elle est en mesure de s'extraire elle-même à bord de son véhicule et n'a pas à attendre l'arrivée de la QRF. Cette configuration de patrouille confère de la souplesse non seulement si la patrouille est impliquée dans un incident, mais également pour l'exécution de la patrouille elle-même. La présence d'un VBL III ou d'un Bison améliore la protection et la puissance de feu de la patrouille au besoin, mais le Iltis peut également être utilisé pour extraire la patrouille et fournir un appui supplémentaire grâce à la mitrailleuse montée sur le véhicule.

Les patrouilles embarquées/débarquées élargissent également l'empreinte d'une seule patrouille. Pendant que les troupes débarquées exécutent une patrouille, l'élément embarqué peut également patrouiller sur un autre itinéraire. Ce double emploi élargit le périmètre d'influence d'une seule patrouille pendant la période en cause.

Cette configuration mixte a cependant un inconvénient principal. En effet, les patrouilles débarquées/embarquées sont les plus exigeantes sur le plan de la main-d'œuvre à cause de la nécessité d'assurer la sécurité du véhicule et celle d'avoir au moins six soldats débarqués, ce qui vient encore une fois confirmer l'avantage d'affecter une section complète de huit hommes à la patrouille. Pour chaque type de véhicule, les besoins en personnel varient comme suit :

Iltis. Il doit y avoir au moins deux véhicules Iltis par patrouille et deux militaires à bord de chaque véhicule. Il y a toujours un conducteur et un préposé à la sécurité. Comme il faut au moins six soldats débarqués pour une patrouille, cela signifie qu'il faudrait un troisième Iltis.

VBL III. Dans le cas du VBL, il faut au moins quatre militaires pour constituer l'équipage du véhicule et assurer la sécurité, à savoir : un conducteur, un canonnier, un chef d'équipage et un guetteur aérien pour assurer la sécurité arrière.

Bison. Le Bison exige au moins trois personnes pour constituer l'équipage et assurer la sécurité du véhicule. Ce groupe inclut un conducteur, un canonnier/chef d'équipage et un guetteur aérien.

Outre le personnel requis pour exploiter le véhicule, l'élément débarqué de la patrouille doit être composé d'au moins six soldats. Cela augmente grandement le nombre de soldats requis pour chaque patrouille. Cette configuration peut donc être difficile à soutenir pour une période prolongée lorsqu'on tient compte des questions de main-d'œuvre, par exemple la période de l'IDCD.

Les patrouilles mixtes embarquées et débarquées éliminent le principal inconvénient des patrouilles débarquées. En outre, elles améliorent l'efficacité de la patrouille sur le plan de la zone couverte et contrôlée. Cependant, selon le type de véhicule utilisé, les ressources humaines requises deviennent un défi, à divers degrés, même pour un peloton.

Des recommandations précises sur la configuration des patrouilles sont comprises dans la partie consacrée aux recommandations. Le facteur le plus important à considérer est que les éléments embarqué et débarqué de ces patrouilles travaillent ensemble et non séparément. L'élément embarqué peut exécuter une patrouille séparée, établir un PO ou suivre derrière l'élément débarqué pour assurer l'appui rapproché.

PATROUILLES EMBARQUÉES

Les patrouilles embarquées peuvent impliquer un Ittis, un Bison ou un VBL III. L'avantage le plus apparent de ce genre de patrouille tient à l'amélioration importante de la protection de la force. Ce facteur devient encore plus évident lorsqu'on pense aux véhicules blindés VBL III ou Bison. Les patrouilles embarquées sont une nécessité dans de nombreux secteurs de Kaboul et de ses environs, en partie à cause de la menace que présentent les mines. Les patrouilles exclusivement constituées de véhicules Ittis peuvent être exécutées dans la ville et sont un excellent moyen de liaison avec les autorités locales. Par contre, les secteurs à l'extérieur de la ville où la menace posée par les mines est accrue ne peuvent être patrouillés qu'à bord de véhicules blindés.

Les patrouilles embarquées à bord de véhicules blindés sont une nécessité dans de nombreux secteurs périphériques de Kaboul à cause de la présence des mines.

Les patrouilles embarquées jouissent également de l'avantage de ne pas être limitées par la distance à laquelle l'objectif de patrouille se trouve. Elles peuvent se rendre dans n'importe quel district de police de Kaboul, peu importe la distance à laquelle il se trouve du Camp JULIEN. Cela représente un important avantage par rapport aux patrouilles exclusivement débarquées. De nombreux secteurs dans l'ensemble de la ZO canadienne ne sont accessibles que par véhicule à cause de la distance à laquelle ils se trouvent du camp. Très peu de districts de police sont accessibles à pied et tous exigent un moyen de transport pour se rendre au secteur de patrouille.

La patrouille embarquée est aussi beaucoup moins exigeante sur le plan de la main-d'œuvre que les deux autres configurations déjà mentionnées. Elles sont donc plus faciles à soutenir à long terme. Le nombre maximum de personnes requises serait de six dans le cas d'une patrouille en Ittis. Les besoins en main-d'œuvre pour les patrouilles en Bison et en VBL III ont été mentionnés précédemment.

Les patrouilles embarquées sont beaucoup plus faciles à soutenir, en particulier pendant les périodes où les ressources humaines sont limitées.

Malgré tous les avantages des patrouilles embarquées, certains inconvénients clés en font l'option la moins intéressante. En effet, les patrouilles embarquées permettent moins d'interaction avec la population locale et pourraient facilement intimider les civils. Le fait de se déplacer dans des gros véhicules blindés peut donner l'impression que nous faisons partie d'une armée de conquérants ou au moins d'une force d'occupation. Cette impression peut être extrêmement nuisible à l'établissement de liens de confiance avec la population. Bien entendu, il y a des cas où l'intimidation est l'approche souhaitée dans les rapports avec certaines personnes, mais il n'est ni souhaitable ni nécessaire de présenter cette image à tous et en tout temps.

Les patrouilles embarquées ne permettent pas de gagner la confiance des habitants et les patrouilles exécutées à bord de véhicules blindés sont intimidantes, ce qui est souvent indésirable.

L'autre inconvénient important associé aux patrouilles exclusivement embarquées est que la patrouille elle-même est limitée du point de vue des endroits où elle peut se rendre. La zone

d'influence durant la patrouille est réduite à cause de l'incapacité de la patrouille de se rendre dans certains secteurs importants au cœur de Kaboul. Ce genre de patrouille est beaucoup plus utile en périphérie de la ville où la menace posée par les mines est plus grande, où une plus grande proportion des routes sont faites de terre durcie ou meuble et où il est plus facile de circuler en véhicule.

PATROUILLE DE NUIT

Il est essentiel de maintenir une présence dans l'ensemble de la ZO la nuit. Cela est particulièrement important, car c'est durant la nuit que les activités criminelles et les déplacements éventuels des terroristes risquent le plus de se produire.

Il faut patrouiller la nuit pour contrer les activités criminelles et les déplacements de terroristes.

Il est important de remarquer que de grandes parties de Kaboul, en particulier dans les zones rurales, sont dépourvues de lumières de rue, ce qui rend la ville est complètement noire la nuit. Cela signifie que les patrouilles doivent utiliser des lunettes de vision nocturne ou la lumière blanche selon que la patrouille est secrète ou non.

Les patrouilles ou les postes d'observation secrets sont surtout utilisés lorsqu'il y a un secteur ou un objectif particulier au sujet duquel nous sommes intéressés à recueillir plus d'informations sans attirer l'attention. Il s'agit normalement de menaces potentielles visant l'Autorité provisoire ou contre nous-mêmes. La majorité des patrouilles exécutées sont des patrouilles de présence, c'est-à-dire des patrouilles ouvertes. Il est important que les gens voient les patrouilles pour savoir que nous sommes toujours dans le secteur comme élément dissuasif face à toute force militaire d'opposition.

Un bon pourcentage des patrouilles de nuit sont des patrouilles conjointes avec la police de Kaboul. Ces patrouilles sont de nature ouverte et utilisent la lumière blanche dans les ruelles. L'une des plus importantes menaces qu'on est susceptible de rencontrer dans ces ruelles est celle associée aux civils qui se tiennent sur les murs d'enceinte pour protéger leur maison. Pour minimiser cette menace, on utilise la lumière blanche et les agents de la police de Kaboul précèdent la patrouille, sous la direction du commandant de patrouille.

Les patrouilles de présence ouvertes améliorent le niveau de confiance envers le niveau de sécurité. Le recours à des patrouilles conjointes de la police de Kaboul et de la BMNK utilisant la lumière blanche, la police de Kaboul en tête, évite la confusion d'identité et des attaques accidentelles contre les patrouilles de la part des habitants cherchant à protéger leur propriété.

ÉQUIPEMENT

L'équipement que doit transporter chaque soldat ne change pas, qu'il s'agisse d'une patrouille débarquée ou d'une patrouille embarquée, de jour ou de nuit. Au moment de dresser la liste de l'équipement à emporter en patrouille, il est impératif que le commandant de patrouille sache que si un problème survient, la patrouille doit être en mesure de suffire à ses propres besoins et de se défendre en attendant de l'aide. Cette période d'attente pourrait aller de 45 minutes à 3 heures selon le type d'incident en cause et l'endroit où il est survenu. Nous avons établi une liste d'équipement minimal pour chaque patrouille, mais il ne s'agit là que d'un minimum et le commandant de patrouille a toute latitude pour adapter cette liste à la mission qu'il prépare. La charge minimale par soldat est décrite dans la section des recommandations.

Il est important de se rappeler que chaque patrouille doit être prête à suffire à ses propres besoins et à se défendre en attendant l'arrivée de la QRF (ce qui pourrait prendre jusqu'à 3 heures) en cas d'accident; cette autosuffisance inclut la capacité de livrer combat en période de visibilité réduite.

PROCÉDURE DE COMBAT

Toutes les étapes de la procédure de combat sont d'une importance vitale, mais un certain nombre d'entre elles doivent être soulignées à répétition, peu importe le nombre de fois où une patrouille a circulé dans un secteur en particulier. Avant chaque patrouille, il faut toujours donner des ordres détaillés pour empêcher les soldats de s'enliser trop profondément dans une routine. Les sources du renseignement identifient constamment de nouvelles menaces pour le personnel de l'ISAF, ce qui renforce la nécessité d'une vigilance continue.

L'entretien de l'équipement est une autre étape de la procédure de combat qu'il faut appliquer rigoureusement. Cet entretien ne vise pas seulement l'équipement et les armes personnels, mais il faut aussi insister sur la maintenance du véhicule. L'Ilitis approche de la fin de son cycle de vie et doit faire l'objet d'une maintenance appropriée à cause de l'utilisation constante en conditions difficiles à laquelle il est soumis. C'est au peloton et à la patrouille qu'il incombe de s'assurer que le véhicule passe une inspection détaillée chaque jour (au minimum) et que les défauts sont signalés immédiatement. Si les véhicules tombent en panne, il est alors impossible d'exécuter les patrouilles.

La dernière étape de la procédure de combat sur laquelle il faut insister est celle des répétitions. À cause de la menace constante qui pèse sur les patrouilles par suite de la présence de dispositifs explosifs de circonstance, de bombes humaines, d'actions directes et de mines, il faut s'exercer diligemment à appliquer des drills de réaction immédiate pour chacun de ces scénarios avant le départ de chaque patrouille. Le plus grand ennemi de la patrouille est la complaisance; les répétitions constantes l'empêchent de s'établir.

ATTITUDE

Même s'il s'agit d'un sujet traité brièvement, ce facteur devrait être considéré comme extrêmement important et presque vital à l'accomplissement de la mission d'une patrouille. L'attitude projetée par la patrouille devrait toujours être non agressive au départ. Si la patrouille circule dans les rues l'arme à l'épaule, prête à tirer, ou met un genou au sol chaque fois qu'elle s'arrête, la population locale sera moins disposée à interagir avec les membres de la patrouille. Ce type d'attitude suscitera aussi un sentiment de peur et d'intimidation dans la population et non un sentiment de confiance. Même s'il y a des occasions où l'intimidation et l'agressivité sont les impressions qu'on veut produire, ces occasions ne touchent pas la population générale. En ayant une attitude plus ouverte, les membres de la patrouille mettent les habitants de la ville plus à l'aise de venir leur parler. En gagnant ainsi la confiance des citoyens, la patrouille parviendra à obtenir des informations plus nombreuses et plus cruciales auprès d'eux. Il convient de signaler qu'en adoptant une attitude non agressive, la patrouille n'en est pas moins vigilante ou moins préparée à faire face à toute situation qui pourrait survenir. Ce que nous accomplissons avant tout, c'est de gagner le cœur et l'esprit de la population locale, ce que nous ne pouvons accomplir avec une attitude agressive.

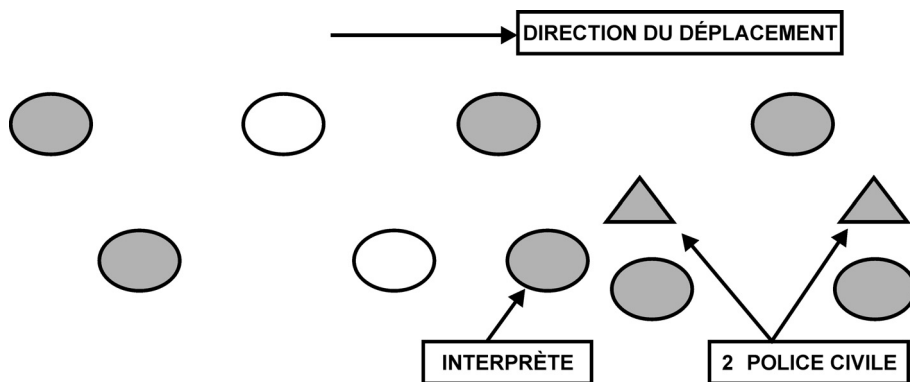
La patrouille parviendra à obtenir des informations plus nombreuses et plus cruciales des citoyens de la ville en se montrant ouverte plutôt qu'intimidante. L'attitude de la patrouille devrait être amicale et non agressive tout en restant vigilante.

RECOMMANDATIONS

PATROUILLES DÉBARQUÉES

Il est absolument nécessaire d'exécuter des patrouilles débarquées pour dominer complètement la zone d'opération. Les patrouilles débarquées peuvent se rendre dans les ruelles étroites et dissimulées, là où les véhicules ne peuvent circuler. Ce genre de patrouille offre également la meilleure interaction avec les habitants de la ville, ce qui aide aux membres de la patrouille à obtenir des informations de valeur. Voici certaines recommandations particulières.

Formations



Patrouille débarquée de huit personnes avec la police civile

Cette formation s'adapte facilement à une section de six personnes en supprimant simplement une équipe de tir représentée par les cercles transparents. Les deux policiers civils sont placés de telle manière que le commandant de patrouille peut maintenir la communication avec l'officier de police par l'intermédiaire de l'interprète et que le gendarme puisse se déplacer devant la patrouille. Il est important de noter que même si le gendarme circule devant la patrouille, c'est le commandant de patrouille qui l'oriente sur l'itinéraire. Le gendarme se place en avant par mesure de sécurité. En circulant devant la patrouille, celui-ci est en mesure d'informer les citoyens qu'une patrouille de l'ISAF s'approche. Cet aspect revêt une importance particulière la nuit.

À moins que la zone de patrouille ne se trouve près du camp, il faut que la patrouille soit transportée jusqu'à l'endroit voulu et aille rejoindre les véhicules à un point d'embarquement spécifié. Le véhicule idéal pour ce transport est le Bison ou le VBL III parce qu'un transport par l'itis exige énormément de main-d'œuvre.

Durant une patrouille débarquée, la communication entre les membres de la patrouille est vitale. On note particulièrement cette importance dans les déplacements dans les marchés où la foule est nombreuse ou dans les ruelles étroites de jour ou de nuit. Le poste radio personnel (PRP) est une pièce d'équipement essentielle qui permet aux membres de la patrouille de rester en communication constante les uns avec les autres. Le système de connaissance de la situation (SCS) pourrait aussi grandement améliorer la connaissance de la situation du centre des opérations tactiques. Dans un rôle débarqué, ce système, même s'il est bénéfique, pourrait devenir un fardeau à cause de son poids et de sa taille. Les soldats transportent déjà chacun

entre 70 et 80 livres d'équipement. Le poids additionnel d'un système de connaissance de la situation épuiserait rapidement les soldats et ralentirait la patrouille.

Comme on l'a mentionné précédemment, une patrouille débarquée devrait être constituée d'au moins six soldats. De préférence, la patrouille devrait compter huit membres mais, comme toujours, la souplesse est une nécessité une fois que les congés dans le théâtre commencent.

PATROUILLES DÉBARQUÉES/EMBARQUÉES (ILTIS ET BISON/VBL)

Voici les trois configurations possibles utilisées pour les patrouilles débarquées/embarquées :

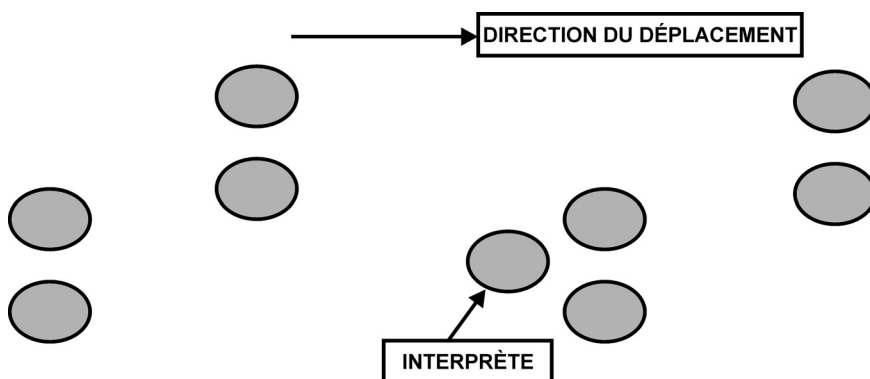
Le véhicule reste près de l'élément débarqué de la patrouille, toujours à moins de 100 m (selon la nature du terrain) des soldats débarqués. Ainsi, il peut fournir un appui rapide au besoin. Cette méthode fonctionne bien avec les véhicules Iltis, mais pas nécessairement avec le Bison ou le VBL III.

Dans une deuxième configuration, les véhicules se déplacent indépendamment des soldats débarqués et exécutent une patrouille embarquée. Les deux éléments de la patrouille peuvent se déplacer indépendamment, mais continuent de travailler conjointement. Ils devraient rester en communication radio constante et peuvent établir des RV durant la patrouille. Ce genre de patrouille exige beaucoup de main-d'œuvre lorsqu'on utilise le Iltis et est beaucoup plus avantageuse si elle utilise le Bison ou le VBL III. Dans ce genre de patrouille, on peut également couvrir une plus grande partie de la ZO, ce qui maximise l'efficacité du temps passé en patrouille. L'élément embarqué peut également servir de force d'intervention rapide intégrale pour l'élément débarqué s'il y a contact.

Finalement, une fois que les soldats devant patrouiller à pied sont descendus des véhicules, ceux-ci peuvent s'éloigner pour adopter une position de surveillance et établir un poste d'observation. Dans cette méthode, on peut utiliser le Iltis, mais le VBL III conviendrait mieux à cause de ses ressources optiques.

Peu importe le type de véhicule utilisé, il est extrêmement important d'assurer la sécurité tous azimuts en tout temps. Ce facteur revêt une importance toute particulière dans les zones densément peuplées. Pour assurer ce genre de sécurité, l'Iltis a été modifié de façon qu'un des sièges arrière soit tourné vers l'arrière. À bord du VBL III ou du Bison, cette sécurité est facile à obtenir grâce à un guetteur aérien.

Formation de patrouille embarquée/débarquée :



Cette formation offre une sécurité tous azimuts à la patrouille et aux équipes de tir individuelles. Dans cette formation, les soldats se déplacent dos à dos. Cet aspect est important car lorsque la patrouille arrête de se déplacer, elle est normalement submergée par les adultes et les enfants. Il est fréquent que les citoyens de la ville touchent les soldats dans le dos; de plus, il devient de plus en plus difficile d'identifier la menace lorsque la foule augmente. Cette formation aide à assurer la sécurité dos-à-dos en présence des citoyens de la ville et de toute menace potentielle.

Une des menaces mentionnées précédemment est le dispositif explosif de circonstance placé dans un véhicule. Pour faire face à toute menace, l'espacement entre les véhicules durant le déplacement est extrêmement important. L'objectif est de forcer le terroriste à choisir comme cible un véhicule ou l'autre. On espère ainsi sauver la vie des soldats qui se trouvent dans le véhicule non ciblé. En règle générale, il doit y avoir un espacement d'au moins 100 m entre les véhicules durant le mouvement. Évidemment, cet espacement dépend de la nature du terrain et de la zone dans laquelle la patrouille circule.

PATROUILLES EMBARQUÉES

L'inconvénient le plus évident des patrouilles exclusivement embarquées est la perception qu'a la population locale de la patrouille. Les gros véhicules blindés nuisent à la capacité de la patrouille d'échanger avec les habitants de la ville et de gagner leur confiance. Cet inconvénient existe aussi pour les patrouilles à bord d'Iltis, mais à un moindre degré. Les deux avantages dont bénéficie la patrouille embarquée à bord de l'Iltis par rapport à la patrouille à bord du VBL III ou du Bison est que les soldats sont visibles pour les habitants. On obtient ainsi une interaction minimale. De plus, le véhicule Iltis est beaucoup moins intimidant qu'un gros véhicule blindé. Pour compenser ce manque d'interaction avec les citoyens, le commandant de patrouille doit essayer de s'arrêter périodiquement pour parler aux habitants. Cette solution ne procure pas la même qualité d'interaction que celle obtenue par une patrouille débarquée, mais représente quand même une solution partielle.

Les patrouilles embarquées sont idéalement adaptées à certaines tâches particulières. La plus évidente de ces tâches est celle de la patrouille de liaison avec les autorités locales. Ce genre de patrouille est acceptable parce que l'objectif principal est de parler aux autorités et non aux gens dans la rue. Il est important de noter que si une patrouille embarquée est exécutée, une patrouille débarquée ou débarquée/embarquée devrait également être exécutée avant, après ou durant l'autre patrouille, de manière à parler aux habitants.

Il convient de noter que dans le contexte d'une patrouille embarquée de plus d'un véhicule, il faut maintenir un espacement de 100 m entre les véhicules. Cette précaution vise à empêcher que les deux véhicules ne deviennent victimes d'un dispositif explosif de circonstance.

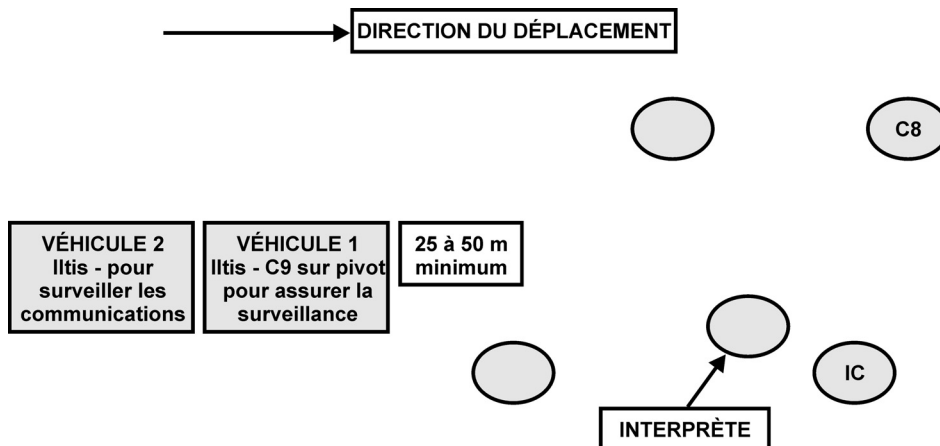
PATROUILLE DE NUIT

Il faut exécuter des patrouilles la nuit pour dominer la ZO. Pour accomplir cette tâche, on se sert d'une combinaison de lunettes de vision nocturne (LVN) et de lumière blanche selon l'objectif visé par la patrouille.

Selon la visibilité la nuit, les LVN sont un équipement indispensable pour la patrouille. Dans le cas d'une patrouille ou d'un PO, les LVN sont une ressource de grande valeur parce que de nombreux secteurs de la ville ne sont pas éclairés la nuit. Elles sont très utiles pour identifier la menace longtemps avant que les individus concernés ne sachent que vous les observez.

Dans les patrouilles conjointes menées avec la police locale, il est conseillé de recourir à une combinaison de lumière blanche et de LVN. Ce genre de patrouille est de nature ouverte car il est important que la population locale observe la coopération entre nos forces et la police locale.

Formation de patrouille embarquée/débarquée :



Dans cet exemple de patrouille embarquée/débarquée, les véhicules suivent derrière l'élément débarqué. On pourrait aussi utiliser les véhicules comme patrouille embarquée sur un itinéraire différent mais il faudrait alors plus de soldats à moins que le véhicule utilisé ne soit un VBL III ou un Bison. Une autre option consiste à faire avancer les véhicules par dépassement par rapport à l'élément débarqué pour assurer la surveillance pendant le déplacement de l'élément débarqué.

Peu importe l'heure à laquelle la patrouille doit se dérouler, il faut toujours transporter des LVN. Même si la patrouille se met en marche tôt le matin, elle doit toujours être prête à poursuivre sa mission après la dernière lueur. Il faut toujours être prêt.

Les imageurs thermiques de type SOPHIE se sont également révélés une ressource de grande valeur pour les patrouilles débarquées et les patrouilles en Ittis. Ils représentent un système d'imagerie thermique facile à transporter qui peut améliorer l'efficacité de la patrouille la nuit. Ils sont particulièrement utiles dans les postes d'observation, mais sont également un outil de grande valeur pour les patrouilles.

ÉQUIPEMENT

Vous trouverez ci-dessous une liste standard de la charge transportée par la section en patrouille. Il convient de se rappeler que cette liste ne représente qu'une charge de base et qu'elle peut être adaptée à chaque patrouille.

Radios

Patrouille débarquée

Pour une patrouille essentiellement débarquée, les soldats devraient disposer de PRP pour les communications internes dans la patrouille.

Une radio portable 522 doit être emportée pour maintenir les communications avec le centre des opérations tactiques.

Patrouille débarquée/embarquée

L'élément débarqué de la patrouille doit transporter le même nombre et le même type de radio que dans la patrouille débarquée.

L'élément embarqué de la patrouille doit également rester en communication avec l'élément débarqué et avec le centre des opérations tactiques. Le VBL III ou le Bison peuvent maintenir ces communications grâce à la radio du véhicule. Dans le cas du Ilitis, il est important que chaque véhicule dispose de moyens de communication de relève au cas où une radio serait endommagée.

Qu'il s'agisse d'une patrouille débarquée ou débarquée/embarquée, les communications au sein de la patrouille et entre la patrouille et le centre des opérations tactiques sont vitales. Pour s'assurer de maintenir ces communications et de faire connaître la position de la patrouille en tout temps, des vérifications radio régulières sont faites et des comptes rendus de position sont transmis toutes les 30 minutes. Les comptes rendus réguliers ne sont pas uniquement requis entre la patrouille et le centre des opérations tactiques, mais entre les éléments embarqués et débarqués d'une même patrouille.

Armes et munitions

Les types et quantités minimum d'armes et de munitions à emporter en patrouille sont les mêmes dans le cas des patrouilles débarquées, débarquées/embarquées ou exclusivement embarquées. La seule différence est que chaque véhicule dispose également d'une AABCP(Lég) M 72 dans le cas des patrouilles embarquées. Au minimum, une section en patrouille doit disposer de l'armement suivant :

Minimum 1 mitrailleuse C9, 1 fusil de chasse, 1 M203 et des C7.

La carabine C8 (ou une variante) est l'arme personnelle de prédilection de tout soldat pour diverses raisons. La raison la plus évidente est que dans un environnement urbain où le combat se déroulera au corps-à-corps et dans des bâtisses, une arme plus courte est essentielle. De plus, comme la plupart des patrouilles comportent des déplacements en véhicule, dans diverses proportions du temps, une arme plus courte est plus facile à manipuler dans un espace restreint comme celui offert par le Ilitis.

Il est également avantageux que chaque soldat dispose d'un PAC 2/4 et d'un dispositif d'éclairage Sure-Fire pour leur arme personnelle. Ces accessoires se sont révélés indispensables pour les patrouilles dans Kaboul. En particulier, le dispositif d'éclairage Sure-Fire est un excellent système pour produire une lumière blanche au besoin. Il permet aux soldats de laisser au camp leur grosse lampe de poche Mag Lite qui n'est pas aussi efficace et produit moins de lumière.

Fusil C7 : 10 chargeurs de 30 cartouches (dans le cas d'une patrouille embarquée, les 5 chargeurs supplémentaires sont transportés à bord du véhicule, dans le lot de patrouille. Dans le cas des patrouilles débarquées, c'est le commandant de patrouille qui décide si chaque soldat transportera 5 ou 10 chargeurs. La procédure de combat du commandant de patrouille détermine la quantité de munitions à transporter);

Mitrailleuse C9 : 3 boîtes de munitions;

Fusil de chasse : 10 cartouches incluant 5 cartouches à balles et 5 cartouches à plomb;

M 203 : 6 projectiles explosifs.

Autre

Au même titre que les armes et les munitions, le reste de l'équipement transporté par chaque soldat ne change pas. Comme on l'a vu précédemment, la raison à l'appui de cette uniformité est que la patrouille doit en tout temps être prête à opérer de jour ou de nuit et pour une période de 24 heures. Les trois dernières pièces d'équipement aident à combler cette exigence.

LVN;

Eau : au minimum 5 L d'eau par soldat;

Équipement de protection personnel : Veste pare-éclats (avec plaques), veste tactique et casque.

RÉSUMÉ

Les principes généraux de la patrouille en milieu urbain s'appliquent à Kaboul et sont le guide de base de chaque soldat et chef. Comme chaque environnement particulier, Kaboul et les menaces qu'elle présente comportent plusieurs aspects uniques qui nous ont forcés à adapter ce que nous savions déjà sur les patrouilles en milieu urbain. Compte tenu de ces facteurs uniques, les commandants de patrouille ont réussi à perfectionner les principes de base de la patrouille en milieu urbain en fonction de l'espace de combat de Kaboul. Les leçons apprises mentionnées ci-dessus sont le fruit des essais et erreurs faits par nos patrouilles et correspondent aux solutions les plus efficaces que nous avons trouvées. Il faut insister sur le fait que les principes de base des opérations en milieu urbain ne changent pas.

Aucun type de patrouille en particulier ne peut accomplir efficacement toutes les tâches et missions assignées. Il est préférable de recourir à une combinaison de patrouilles débarquées, débarquées/embarquées et embarquées dans votre matrice de patrouille pour accomplir efficacement la mission assignée. Cette solution est la seule qui permet d'obtenir la couverture et la domination complète de la ZO. Peu importe le type de patrouille exécutée, l'accent doit être mis sur une procédure de combat appropriée en tout temps.

Il est nécessaire d'opérer la nuit pour dominer complètement la ZO. Grâce aux progrès de la technologie et à l'équipement de vision nocturne à la disposition des soldats, nous jouissons d'un avantage absolu sur les forces militaires d'opposition et nous devons en profiter.

La procédure de combat est une étape importante de la préparation de chaque patrouille. La plupart des patrouilles exécutées dans l'ensemble de la ZO sont des patrouilles de dissuasion/de présence qui peuvent devenir routinières. Lorsque la section a exécuté plusieurs de ces patrouilles, la procédure de combat peut être raccourcie, mais certaines étapes doivent en être soulignées pour prévenir l'établissement d'une atmosphère de complaisance. L'accent doit être mis sur la diffusion d'ordres détaillés, la maintenance de l'équipement et des véhicules, et les répétitions. Ces étapes permettent d'éviter la complaisance et renforcent la vigilance constante que les patrouilles doivent maintenir.

L'attitude d'une patrouille est très importante, car elle influe sur la quantité d'informations que la patrouille peut obtenir auprès des habitants de la ville. Pour obtenir le plus d'informations possible, il est important que les habitants ne nous craignent pas et il est donc préférable d'adopter une attitude non agressive.

Il est important que les membres de la patrouille entretiennent une attitude non agressive pendant toute la durée de la patrouille, sauf exception. Ce genre d'attitude permet d'établir entre la patrouille et les habitants de la ville un climat amical qui doit être encouragé parce que les citoyens de la ville sont notre plus grande source d'informations.

Au sujet de l'auteur...

Le Capitaine Andrew Gimby a occupé le poste de commandant du 6e peloton, cie November, dans le cadre de la ROTO 0 de l'Op Athena. Il s'est enrôlé dans la Première réserve, comme soldat de l'infanterie, en 1996. Il opté pour un transfert de catégorie de service et s'est joint à la Force régulière en 1999, après avoir obtenu un baccalauréat ès arts de la University of Western Ontario. C'est alors qu'il a reçu sa commission. Le Capitaine Gimby est actuellement l'officier du personnel de soutien de la Force régulière auprès du 1er Bataillon, The Nova Scotia Highlanders, à Truro, N.-É.

LEÇONS RETENUES DE RECONNAISSANCE EN AFGHANISTAN

par le Captain S. Trenholm

SITUATION

Depuis que les soldats canadiens sont arrivés à Kaboul, ils ont eu beaucoup de défis à relever. La population, le climat et le terrain sont des points en apparence mineurs qui ont nécessité une planification additionnelle et suscité une certaine consternation durant le séjour du peloton de reconnaissance en Afghanistan. Les limites de l'équipement et les contraintes d'ordre médical, physique et logistique ont toutes été directement influencées par le milieu dans lequel les missions de reconnaissance devaient être exécutées.

Pendant son déploiement dans le cadre de l'Op ATHENA (rotation 0), le peloton de reconnaissance a exécuté de nombreuses missions difficiles, en particulier l'observation et la surveillance, la reconnaissance à courte distance des objectifs et la patrouille (principalement à pied) de régions éloignées dans les montagnes entourant Kaboul. L'exécution des missions susmentionnées exigeait une importante planification détaillée, car il fallait tenir compte d'un grand nombre de facteurs environnementaux. Le terrain accidenté, l'altitude, les itinéraires sûrs / les zones exemptes de mines terrestres et le manque de couvert naturel ont obligé les chefs, à tous les niveaux du peloton, à être très diligents dans leur planification de chaque opération.

Le terrain montagneux a posé des problèmes en ce qui concerne la mobilité, mais il a aussi compliqué l'aspect médical (plus particulièrement l'évacuation sanitaire), l'aspect logistique (plus particulièrement le réapprovisionnement) et les communications. De plus, l'altitude de Kaboul et de ses environs a imposé d'autres contraintes d'ordre médical et physique qui, même si elles ont été surmontées, auraient dû être abordées avant le déploiement. Les sommets irréguliers et les pentes raides se sont révélés des obstacles à toutes les opérations, mais ils paraissent dérisoires par rapport à la menace latente inhérente que représentent les mines partout à l'extérieur des villes. Nous avons découvert des champs de mines non enregistrés dans des zones où on ne s'attendrait pas à en trouver. Nous avons en conséquence recouru au génie pour essayer d'accroître le niveau de protection de la force qui existait déjà.

Beaucoup de missions ont exigé de nous, en qualité de patrouilleurs de reconnaissance, que le peloton exécute des patrouilles hors route qui l'ont inévitablement amené à gravir et à franchir certains sommets très élevés entourant Kaboul. Les problèmes et les limites touchant l'équipement actuel sont vite devenus évidents, car les patrouilleurs étaient en action sur un terrain très différent de celui qu'on retrouve au Canada. La température élevée durant le jour, le terrain accidenté et l'altitude se sont révélés physiquement éprouvants pour chaque soldat. Gravissant péniblement des pentes raides, ce qui prenait parfois de quatre à cinq heures, les soldats ont commencé à se ressentir des effets de l'épuisement et de la fatigue attribuables à la chaleur, car leur équipement nuisait à la ventilation et ajoutait un excédent de poids à leur charge déjà lourde. Le lien entre l'environnement, la menace perçue contre l'ISAF et l'équipement actuel est devenu un ensemble de facteurs important à prendre en considération peu après l'arrivée dans le théâtre. Rétrospectivement, toutefois, de nombreux problèmes ont été abordés avant le déploiement ou peu après, mais beaucoup n'ont été complètement compris

qu'à partir du moment où les opérations du peloton ont commencé à Kaboul.

OBJET

Le présent article a pour but d'expliquer l'effet combiné que l'altitude et le terrain montagneux ont sur les opérations de reconnaissance menées à Kaboul et aux environs, en vue de formuler des recommandations permettant de préparer et d'employer adéquatement un peloton de reconnaissance dans le même genre de milieu au cours d'opérations futures.

DISCUSSION

Une fois le déploiement imminent du 3 RCR en Afghanistan confirmé, les soldats du groupe-bataillon ont commencé à s'y préparer sérieusement. Au moment où la période comprimée des activités préalables au déploiement atteignait un sommet d'intensité, le peloton de reconnaissance essayait de concentrer ses efforts sur l'instruction qui, selon lui, l'aiderait à accomplir ses missions ultérieures. Malheureusement, toutefois, le peu de temps prévu pour la formation prescrite et la nécessaire période de congé préalable au déploiement ont limité le peloton quant aux domaines sur lesquels il pouvait se concentrer en vue de sa propre instruction préalable. Le résultat est que le peloton s'est déployé sans grande possibilité de se concentrer sur les habiletés jugées cruciales au succès dans un milieu tel que l'Afghanistan.



Avec la permission — Caméra de combat

Une fois déployé, le peloton a profité de la période initiale de deux semaines pour s'acclimater et se familiariser avec le secteur, car ces deux aspects avaient une importance vitale. Au moment où les derniers vols arrivaient, le peloton a vite été déployé aux environs de Kaboul pour essayer d'établir une présence et permettre aux soldats de se familiariser davantage avec le terrain. Durant la rotation 0, le peloton de reconnaissance a exécuté diverses missions incluant l'observation / la surveillance, la patrouille de secteurs inconnus, l'observation et la prise en note des modes de vie et enfin la reconnaissance à courte distance des objectifs. Tout en étant affecté à des tâches de ce genre, le peloton a aussi de temps à autre reçu instruction de fournir du personnel destiné à constituer des équipes de contre-attaque lorsque des personnages officiels visitaient la ZO de l'ISAF. Cette situation a souvent été la source de problèmes d'effectifs et l'envergure de certaines missions a en conséquence été réduite.

ADAPTATION À LA MENACE PERÇUE

Comme la plupart des missions consistaient, entre autres, en des patrouilles d'observation ou de présence, la menace perçue à l'égard d'une mission ou d'une autre a varié selon le secteur où le peloton devait être en action. Des mesures ont été prises en conséquence afin d'équilibrer le niveau de protection de la force et la menace perçue applicables à chaque mission.

La menace visant l'ISAF semblait avoir pour source non pas du personnel armé mais des mines terrestres oubliées. Durant des missions antérieures, on avait cru que la menace directe perçue pour le peloton provenait de personnel armé, mais il est vite devenu évident que beaucoup de personnes restaient à l'écart des montagnes. Les personnes rencontrées dans les montagnes étaient surtout des gardiens de troupeaux de chèvres et des personnes recueillant des broussailles pour faire du feu. On a toutefois déterminé dès le début que les mines terrestres sont une menace latente certaine chaque fois qu'on se déplace hors route. Nous avons en conséquence demandé, pour deux raisons, l'autorisation de permettre aux patrouilleurs de laisser leurs vestes antifragementation au camp lorsqu'ils exécutaient des opérations dans les montagnes.

◆ D'après l'évaluation, la menace imminente pour une patrouille ne provenait pas d'accrochages armés avec du personnel de forces militaires d'opposition (FMO) mais plutôt des mines terrestres. Nous en avons déduit que la menace se trouvait sous les pieds du soldat plutôt que devant, à côté ou derrière lui et que la veste antifragementation ne protégerait que les personnes debout à proximité immédiate de la personne qui fait sauter la mine. Le maintien de l'écart tactique devrait normalement limiter les dommages indirects subis par les autres membres de la patrouille.

◆ Les patrouilleurs doivent gravir des montagnes abruptes (parfois pendant des heures) portant sur le dos des charges de plus de 120 lb avant qu'une base de patrouille ou un PO soit établi. Comme la veste ne permet pas une ventilation adéquate, le risque d'épuisement et de fatigue attribuables à la chaleur est nettement inquiétant lorsqu'on tient de plus compte de son poids.

Nous avons décidé de renoncer aux vestes antifragementation durant les opérations hors route tout simplement parce qu'elles n'offrent qu'une protection minime contre les mines terrestres antipersonnel, que leur poids et la réduction de la ventilation provoquent l'épuisement par la chaleur et que, après qu'il a escaladé un terrain accidenté avec un lourd sac à dos, le personnel doit pouvoir manœuvrer adéquatement en cas de tir hostile. De plus, si un membre de la patrouille est victime de l'épuisement par la chaleur pendant une patrouille dans les montagnes, il serait très difficile d'organiser une évacuation sanitaire avant qu'il soit ramené à la base de la montagne. Le risque associé au port de la veste dans les montagnes est nettement plus grand que le risque d'accrochage avec les FMO. Lorsqu'ils étaient déployés dans les zones bâties de Kaboul, les patrouilleurs portaient les vestes, car ils risquaient davantage de faire face à un tir hostile et à des dispositifs explosifs de circonstance (IED), et ils abandonnaient les sacs à dos en faveur de la musette de patrouille pour les missions de plus courte durée.

Rétrospectivement, la décision de renoncer aux vestes antifragementation durant les opérations en montagne a grandement accru l'efficacité globale du peloton. Comme la menace imminente, pour les patrouilleurs, provenait non pas d'un tir hostile mais de mines terrestres latentes, le port de la veste s'est révélé plus nuisible qu'avantageux pour le peloton. Escalader des montagnes avec 120 lb sur le dos est au mieux une tâche ardue, en particulier compte tenu du supplément de poids d'un équipement qui ne procure qu'une protection additionnelle relativement minime. Le risque d'épuisement et la « menace par le bas » que représentent les mines terrestres sont les facteurs atténuants pris en considération dans la décision relative à l'abandon de la veste antifragementation durant les opérations en montagne. À l'inverse, toutefois, en zone urbaine, les patrouilleurs portaient la veste antifragementation parce que la

menace associée aux mines terrestres diminuait alors que la menace d'un tir hostile augmentait considérablement.

FACTEURS RELATIFS À L'EMPLOI DE LA FORCE

Avant l'Op ATHENA (rotation 0), l'effectif total du peloton de reconnaissance correspondait à peu près à la moitié du niveau qu'il a atteint durant la mission en Afghanistan. Lorsque les rumeurs du déploiement prévu ont été confirmées, l'effectif total du peloton a été porté à 44 personnes, tous grades confondus. Le personnel additionnel et l'organisation particulière du peloton l'ont rendu beaucoup plus polyvalent et lui ont permis d'exécuter adéquatement des tâches multiples et des missions difficiles.

Afin de faciliter l'exécution des missions de reconnaissance, le peloton a reçu un personnel additionnel pour porter son effectif d'environ 25 membres, en garnison, à un niveau opérationnel de 44 membres (tous grades confondus) - PC du peloton, trois sections de reconnaissance et une section de tireurs d'élite. La prévoyance qui a mené à l'affectation de soldats supplémentaires au peloton a grandement accru sa capacité d'accomplir adéquatement la totalité des missions. Une fois le cycle des congés au domicile commencé, le tiers, au moins, des soldats était à un moment ou à un autre absent et les problèmes de personnel sont vite devenus apparents une fois les congés combinés aux tâches (équipe de contre-attaque, PIR, PCC) étrangères au 3 RCR. Sans ce nombre accru de personnel, l'efficacité globale et l'employabilité du peloton auraient été considérablement réduites.

Comme la plupart des missions consistaient en tâches d'observation ou en patrouilles de présence, l'emploi de chaque section a varié d'une opération à l'autre. Comme dans toute mission, le terrain dicte de nombreuses choses et en particulier l'exécution de la mission. Afin d'observer adéquatement les modes de vie et de les prendre en note, le peloton a souvent dû déployer chaque section en différents endroits pour voir des objectifs distincts au lieu de fonctionner en un seul élément. Les sommets irréguliers et les vallées profondes offraient d'excellentes positions d'observation et une dispersion appropriée des sections permettait d'observer davantage de terrain.

L'organisation particulière du peloton de reconnaissance peut être trompeuse. Bien que le peloton compte trois sections de reconnaissance et une section de tireurs d'élite, il est à noter que cette dernière n'est essentiellement attachée au peloton de reconnaissance qu'à des fins administratives. Le maître-tireur d'élite de l'unité, qui est aussi le commandant de la section de tireurs d'élite, rend directement compte au commandant de l'unité relativement à tout ce qui concerne les tireurs d'élite. Si les tireurs d'élite n'ont pas de tâches à exécuter, la section exécute des tâches d'observation en appui des missions de reconnaissance. Cette façon de faire a aidé à atténuer la diminution des effectifs attribuable aux congés à domicile et aux tâches permanentes du camp.

Le personnel additionnel attribué au peloton de reconnaissance a grandement accru sa capacité d'accomplir de nombreuses tâches différentes et, en même temps, d'être toujours polyvalent. Lorsque les tâches et les congés au domicile ont commencé à diminuer le nombre des soldats disponibles, le surplus d'effectif s'est révélé précieux. Lorsque le nombre des tâches destinées à appuyer des éléments étrangers au 3 RCR a augmenté, le tiers du peloton y était assigné. Lorsque le tout est combiné aux effets des congés au domicile (l'équivalent, en tout temps, d'une section) et des tâches de sécurité du camp (une demi-section), le peloton devient

inévitablement incapable de préparer tout ce qui dépasse une opération de l'ordre de la section. En réaction à cette situation, nous recommandons que les tâches de contre-attaque et d'intervention rapide (FIR) appuyant les visites de personnages officiels soient considérées comme une opération de peloton plutôt que comme une opération de section. Cette mesure permettra au peloton de conserver sa cohésion et de concentrer ses efforts sur une tâche pendant que les congés au domicile et les tâches de sécurité du camp battent leur plein. Une fois les congés au domicile terminés, le peloton va compter un personnel suffisant pour pouvoir se charger de tâches multiples.

EFFETS DE L'ENVIRONNEMENT SUR LA MOBILITÉ ET LA PROTECTION DE LA FORCE

L'environnement et la menace perçue contre l'ISAF ont eu un effet important sur la mobilité et ont été la source de nouveaux problèmes pour les opérations de reconnaissance. Le terrain accidenté, la menace que représentent les mines et le manque de couvert naturel ont soumis le mode d'opération du peloton à d'importantes restrictions.

Comme nous l'avons déjà laissé entendre, les soldats qui servent en Afghanistan font face à de nombreuses menaces directes et indirectes. Si la menace directe perçue semble résider dans

La présence de déjections animales était toutefois le signe principal d'un secteur possiblement exempt de mines

les dispositifs explosifs de circonstance et les actions terroristes, la menace indirecte que les mines terrestres font peser est beaucoup plus préoccupante pour les membres du peloton de reconnaissance. Les montagnes de Kaboul et des environs sont truffées de mines par suite des nombreuses années de conflit qui ont ravagé l'Afghanistan. Si les montagnes offrent d'excellentes positions pour observer les villages, elles constituent aussi d'excellents itinéraires de contrebande et des endroits idéaux pour lancer des roquettes sur des objectifs situés à Kaboul. En conséquence, la majorité des opérations du

peloton ont consisté à patrouiller les montagnes pour trouver des emplacements de tir de roquettes, détecter les activités et les itinéraires de contrebande et exécuter des missions d'observation. Toutefois, la menace que les mines terrestres font peser et le terrain accidenté que les soldats devraient gravir ont présenté des défis additionnels.

Une section du génie a été attachée au peloton afin d'accroître la sécurité en vue des opérations en montagne. Le personnel du génie a ajouté des capacités de déminage aux opérations, car les soldats circulaient sur un terrain truffé de mines et de munitions explosives non explosées. Cet aspect était vital, car le risque associé aux mines terrestres, dans chacun des secteurs où le peloton était en activité, était jugé élevé. Sans l'appui du génie, le peloton aurait pu subir des pertes. La menace associée aux mines terrestres est devenue un facteur atténuant dans la planification des itinéraires. Les rivières et le lit des cours d'eau, ou oued, auraient normalement été le chemin préféré pour gravir les pentes raides afin d'atteindre des positions dans les montagnes, mais les vieilles mines et les munitions explosives non explosées se concentrent près des oueds à la suite de chaque pluie et après le ruissellement du printemps. Le niveau de difficulté des itinéraires choisis a augmenté parce que les pentes les plus difficiles étaient jugées les plus sûres. La présence de déjections animales était toutefois le signe principal d'un secteur possiblement exempt de mines. Si les soldats pouvaient voir des déjections animales, ils croyaient généralement que le secteur était relativement exempt de mines et ils pouvaient

procéder à un déminage de niveau un de l'itinéraire envisagé situé devant eux tout en gravissant péniblement les montagnes. Cette méthode a grandement accru le sentiment de sécurité qu'ils avaient en circulant dans un secteur à risque élevé mais a réduit leur capacité d'observer de façon cohérente leurs arcs et de repérer d'autres personnes. C'est un risque qu'il fallait accepter, car, dans cet environnement, il était impossible de gravir une pente sans chercher des mines terrestres. Cette situation a aussi dans certains cas donné des contacts inattendus avec des gardiens de troupeaux et des personnes de la place recueillant des broussailles pour faire du feu, ce qui a compromis des missions qui étaient censées être secrètes.

Le grand nombre de sommets, de ravins et de vallées a aussi fait qu'il était très difficile d'éviter la détection et le couvert naturel minime constituait une restriction majeure. Comme le combustible nécessaire pour se chauffer et faire cuire les aliments est difficile à trouver, de nombreuses personnes montent dans la montagne pour chercher des broussailles. C'est pourquoi le peloton a souvent rencontré des gardiens de troupeaux de chèvres et des personnes cherchant du bois pour faire du feu à des altitudes auxquelles personnes ne s'y serait attendu. Nous avons souvent vu des chèvres et des gardiens de troupeaux au sommet de montagnes qu'il fallait trois à quatre heures pour escalader. Il est donc facile de comprendre comment une patrouille pouvait être compromise sans avertissement.

La planification des opérations de reconnaissance doit toujours tenir compte de l'environnement où la mission doit être exécutée. Le terrain accidenté et hostile des environs de Kaboul justifie abondamment cette affirmation. En août 2003, lorsque le peloton de reconnaissance a entrepris ses premières opérations, les soldats ne s'étaient pas encore complètement acclimatés à leur nouvel environnement — et en particulier à la chaleur estivale et à l'altitude de Kaboul. Il fallait transporter de grandes quantités d'eau, car la température grimpait le jour à près de 40° Celsius et tombait la nuit de près de 20 degrés et encore plus à plus grande altitude. Il faut boire beaucoup lorsqu'on se déplace en terrain montagneux sous un climat sec et chaud, d'où le poids accru à transporter, car le réapprovisionnement est un problème qu'il n'a pas été facile de régler. Afin d'atténuer les problèmes de la consommation d'eau et du réapprovisionnement, chaque soldat devait transporter assez d'eau pour toute la durée de la mission, soit ordinairement huit à dix bouteilles de 1,5 L par soldat.

L'altitude est aussi devenue un problème après le déploiement en Afghanistan. Les sommets qui surplombent Kaboul atteignent près de 3000 mètres au-dessus du niveau de la mer et l'altitude peut avoir un effet considérable sur l'efficacité globale de toute personne qui n'est pas assez bien acclimatée. Des membres du peloton ont, en plusieurs occasions, commencé à ressentir les effets de l'altitude (épuisement rapide, essoufflement, maux de tête) lorsqu'ils étaient en patrouille. Même si ces symptômes ressemblent à ceux de la déshydratation et de l'épuisement, le niveau inférieur d'oxygène a eu un effet certain sur les patrouilleurs.

Les limites touchant le transport aérien ont imposé de nombreuses restrictions à la planification de chaque opération. Les mines terrestres et l'altitude étaient des facteurs atténuants relativement à chaque demande. Afin d'obtenir le transport aérien demandé pour chaque mission, il fallait inspecter la zone d'atterrissage prévue et la certifier exempte de mines et de munitions explosives non explosées. C'était manifestement un problème, car, dans les missions de reconnaissance, le peloton est inséré avant l'arrivée des autres forces. C'est pourquoi l'insertion, l'exfiltration et le réapprovisionnement ont dû se faire par véhicule. Étant donné le nombre minime d'itinéraires dégagés dans les montagnes et le fait que nous dépendons en permanence des forces allemandes pour ce qui est de l'appui aérien, les missions finissent par

être définies en grande mesure par la méthode d'insertion et d'exfiltration possible, ce qui limite les possibilités dans les plans de contingence.

Il est évident que le terrain accidenté a un effet important sur la mobilité et qu'il crée de nouveaux problèmes pour l'exécution des tâches de reconnaissance. Toutefois, lorsque la menace des mines terrestres devient une partie de l'équation, la situation se complique. Pour essayer d'atténuer certains des problèmes relatifs à la mobilité et aux mines, le peloton a recouru à des sapeurs et est resté le plus près possible des secteurs où il savait que des animaux broutaient. Il n'était pas possible de confirmer le choix des itinéraires et l'emplacement envisagé des PO / des bases de patrouille avant que le déploiement soit terminé et que la mission soit en cours depuis un bon moment. La souplesse est devenue une exigence clé dans l'accomplissement de la mission, car il fallait tenir compte des itinéraires, du choix des zones d'atterrissage et des effets de l'altitude.

FACTEURS RELATIFS AUX COMMUNICATIONS

Les positions en haute altitude facilitent ordinairement les communications, car les transmissions peuvent passer au-dessus des accidents de terrain qui font obstacle, mais, comme bon nombre des sommets qui entourent Kaboul dépassent 10 000 pieds, les communications deviennent vite difficiles.

Chaque opération a éprouvé des problèmes de communications, car les patrouilles montaient et descendaient le long des accidents de terrain. Afin d'atténuer ce problème, chaque patrouille a été équipée de téléphones mobiles à utiliser en cas de rupture totale des communications. Des plages de communications ont dû être établies :

- ◆ afin d'économiser les piles et de limiter au minimum les signaux transmis;
- ◆ afin de permettre aux patrouilles d'aller des zones de silence des communications à un emplacement plus élevé et plus approprié et d'ainsi leur permettre d'examiner les zones en contrebas sans s'inquiéter de la possibilité qu'on pense qu'elles ont des ennuis;
- ◆ afin d'accroître la liberté de mouvement en patrouille.

Si les communications n'étaient pas établies durant les plages désignées, il était prévu d'envoyer une FIR examiner la situation et exfiltrer au besoin les patrouilleurs. Le téléphone mobile n'était pas le principal moyen de communication utilisé, car les piles ne sont pas assez puissantes pour lui permettre de fonctionner continuellement et c'est un moyen de communications non protégé. C'est le poste 522 qui a été le principal moyen de communication du peloton lorsqu'il était en mission. Ce poste radio assurait des communications chiffrées fiables, mais son poids est un inconvénient majeur, car il est jugé beaucoup trop lourd pour les opérations à pied. Le poste radio personnel (PRP) était de son côté idéal pour les communications intra-peloton, car il est fiable, durable et léger.

L'utilisation de téléphones mobiles a assurément accru la capacité du peloton de communiquer efficacement. La combinaison de méthodes de communication multiples a permis au peloton de circuler sur le terrain qui, autrement, aurait consisté en zones de silence des communications. Il ne fait pas de doute que les téléphones mobiles devraient servir de moyen de communications de secours dans toutes les missions qui se déroulent à l'extérieur des zones bâties.

FACTEURS RELATIFS À L'ÉQUIPEMENT

Le terrain accidenté présente de nouveaux problèmes sur le plan de l'observation, de l'instruction requise et de l'équipement personnel. Comme les montagnes offraient d'excellents points d'observation, il fallait aussi satisfaire certaines exigences touchant l'instruction, le soutien médical et l'équipement.

L'observation était moins difficile à partir des emplacements en hauteur mais de nombreux PO ont, afin d'échapper à la détection, été établis trop loin de l'objectif pour qu'il soit possible d'obtenir des renseignements détaillés. L'équipement utilisé par les patrouilles était toutefois très léger et très efficace. Le dispositif portable d'imagerie thermique SOPHIE, le dispositif PVS-14 et les jumelles VECTOR IV se sont révélés très fiables. Le PVS-14 est un dispositif de vision nocturne très léger et qui dérange moins (du point de vue de la connaissance de la situation), car il permet à l'utilisateur de garder un œil « libre » pour se servir de son arme. Il permet aussi de conserver une perception partielle de la profondeur. Les jumelles VECTOR IV permettent à l'utilisateur d'observer l'objectif adéquatement et avec exactitude et d'en déterminer la distance grâce à son télémètre laser. Ces appareils d'observation ont grandement accru la capacité des soldats de travailler, car ils sont légers, durables et efficaces - ils conviennent parfaitement aux opérations à pied menées dans un environnement montagneux.

Comme la nature des missions du peloton exigeait qu'elles aient lieu à l'extérieur des zones bâties, un soutien médical avancé intrinsèque était nécessaire, car le secourisme élémentaire était jugé inadéquat à cause de notre isolement durant les missions. C'est pourquoi un adjoint médical ou un adjoint au médecin (titulaire de la qualification relative au mal de l'altitude) était attaché au peloton en vue de chaque mission. Le risque de blessures graves (associées aux mines terrestres ou se manifestant par des fractures provoquées par des chutes, etc.) était plus important que dans la plupart des autres composantes du groupe-bataillon et ce, strictement en raison de la nature des opérations. En cas de blessure grave, le secourisme élémentaire risquait d'être insuffisant pour stabiliser le blessé jusqu'à son évacuation. Les membres du peloton ont aussi reçu une formation en soins tactiques aux personnes blessées au combat et en soins d'urgence élémentaires afin d'assurer un soutien médical supplémentaire en cas de blessure grave.

Le sac à dos actuel ne convient pas, en terrain montagneux, aux charges lourdes

Une certaine formation préparatoire critique est nécessaire à la lumière des missions précédentes. Un cours élémentaire d'opérations en montagne donne au soldat les habiletés qui pourraient l'aider dans cet environnement. Les habiletés telles que l'art de faire des nœuds, le sauvetage et la descente des blessés, et les techniques d'escalade élémentaires seraient un atout pour tout soldat qui doit travailler en montagne. Comme l'Afghanistan est un des pays les plus minés du monde, une connaissance approfondie des mines et une formation de sensibilisation aux mines sont cruciales pour la sécurité des soldats. Une formation en secourisme de niveau avancé est aussi nécessaire parce qu'en cas de blessure un bon moment pourrait s'écouler avant qu'une aide médicale additionnelle arrive.

L'exécution de plusieurs missions durant l'Op ATHENA (rotation 0) a fait ressortir de nombreux problèmes touchant l'équipement. Le sac à dos actuel ne convient pas, en terrain montagneux, aux charges lourdes. Il ne répartit pas la charge également sur le corps du porteur, ce qui

soumet ce dernier à un stress supplémentaire. Une charge mal équilibrée peut déséquilibrer le porteur de la charge, ce qui pourrait être très dangereux à flanc de montagne. De même, les bottes de brousse et les bottes de combat actuelles ne procurent pas au soldat un soutien ou une traction suffisants lorsqu'il circule sur des pentes raides avec des charges lourdes. Parce qu'ils ne disposaient pas de bottes de montagne appropriées, les soldats ont souffert d'entorses et de contusions aux pieds et sont tombés parce que leurs chaussures ne convenaient pas à l'environnement. Des chaussures et des sacs à dos appropriés sont les problèmes les plus importants depuis le début des opérations en Afghanistan. Comme de nouveaux articles d'équipement arrivent régulièrement, il est concevable que ce problème sera réglé sous peu.

L'absence d'un terrain similaire à celui de l'Afghanistan près de Petawawa a nui à la formation préparatoire du peloton, sans compter que les membres du peloton avaient une compréhension minimale du genre d'environnement où ils étaient sur le point de passer six mois. L'équipement d'observation actuel que les patrouilleurs utilisent est excellent et très utile dans l'environnement de l'Afghanistan. Toutefois, le besoin inhérent d'une formation additionnelle propre à la mission et d'un équipement individuel amélioré devient évident durant les opérations exécutées à Kaboul et aux environs.

LEÇONS RETENUES

Plusieurs recommandations peuvent découler des nombreuses leçons retenues durant l'Op ATHENA (rotation 0). Les points suivants touchent des problèmes qui n'ont pas encore de solution.

◆ **Équipement** : Même si de nouveaux articles d'équipement arrivent régulièrement, les chaussures et le sac à dos actuels ne conviennent pas au terrain de l'Afghanistan. Comme les montagnes couvrent une forte proportion de pays, les soldats devraient recevoir des bottes de montagne de bonne qualité. Ces bottes accroissent la stabilité et améliorent la traction le long de pentes raides, ce qui diminue le risque d'entorses et de contusions aux pieds et de perte d'équilibre (qui peut entraîner des blessures graves et nuire à l'opération). De même, les sacs à dos de montagne à armature interne aident à mieux répartir la charge et aident le soldat à conserver son équilibre sur les pentes raides. Les FC s'emploient actuellement à mettre au point un sac amélioré qui ne devrait toutefois pas être distribué avant 2005. Comme nous l'avons déjà mentionné, l'équipement de communications actuel est fiable, mais il est trop lourd et trop encombrant pour les opérations à pied. Un poste radio léger doté des mêmes capacités que le poste 522 serait une excellente solution.

◆ **Mobilité** : Le manque d'appui aérien est source de grands problèmes, car les insertions et exfiltrations et le réapprovisionnement doivent dans tous les cas se faire par véhicule. Les missions s'appuient sur des plans de contingence très limités, car elles ne peuvent pas compter sur les ressources aériennes. Comme les hélicoptères canadiens ne sont pas assez puissants pour être utilisés dans cet environnement, nous sommes limités à l'appui aérien allemand, qui est minime. Les FC ont besoin d'un hélicoptère polyvalent de grande taille tel que le « Sea Stallion » ou le « Blackhawk », ce qui nous permettrait de nous affranchir des autres forces et de leur incapacité de fournir l'appui nécessaire aux opérations.

◆ L'instruction préalable au déploiement était insuffisante compte tenu de la nature des opérations menées en Afghanistan. Il faut s'efforcer de donner aux soldats l'occasion de s'entraîner avant le déploiement sur un terrain semblable (c'est-à-dire dans les Rocheuses). Ils auraient ainsi une meilleure idée du mode d'exécution des opérations en terrain montagneux et

de nombreux concepts pourraient être mis à l'essai avant l'arrivée dans le théâtre. Une instruction plus spécialisée sur les mines et une instruction en secourisme de niveau avancé sont essentielles. Il est en soi dangereux de mener des opérations dans des endroits éloignés sans une formation adéquate en secourisme. Entraînez-vous comme vous allez combattre et vous allez combattre comme vous vous êtes entraîné.

♦ La structure de la force devrait refléter la nature des opérations exécutées. Comme la menace associée aux mines terrestres est jugée élevée, des ressources du génie et des ressources médicales devraient être attachées au peloton durant chaque mission — dans toute la mesure possible de façon permanente.

Au sujet de l'auteur...

Le Capitaine Sean Trenholm était commandant du peloton de reconnaissance, Gp Bon 3 RCR, durant la Roto 0 de l'Op Athena. Il s'est engagé dans les Forces canadiennes en octobre 1999 à Halifax, après l'obtention d'un baccalauréat ès arts à l'Université du Nouveau-Brunswick. Le Capt Trenholm sert actuellement comme aide de camp du commandant du SCFT au QG SCFT.

ROTATION 0 DE L'OP ATHENA — MÉDIAS INTÉGRÉS

par le Major J. Janzen

SITUATION

L'intégration des médias aux unités de première ligne au cours des opérations militaires est depuis longtemps une source de discordance tant pour les journalistes que pour les militaires. Ce débat a reçu une attention considérable ces derniers mois, à cause de la couverture généralisée des opérations militaires en Iraq et en Afghanistan. L'Op Athena n'y a pas fait exception; les troupes canadiennes déployées ont fait face à une couverture intense et soutenue des médias tout au long de la mission. Les reporters continuent à exiger un accès accru aux théâtres d'opérations, alors que les commandants supérieurs s'efforcent de déterminer comment ils peuvent contrôler les moyens de communication de masse et les influencer à leur avantage. La recherche d'un juste milieu se poursuit des deux côtés.

OBJET

Le présent document a pour but d'éclairer le lecteur sur les méthodes applicables aux relations avec les médias employées par le groupe-bataillon du 3 RCR durant la rotation 0 de l'Op Athena et de présenter quelques recommandations générales applicables au niveau tactique en vue des missions ultérieures.

DISCUSSION

L'expression « médias intégrés » est entrée dans le langage populaire au début de la guerre en Iraq, au début de 2003. Même si tant les journalistes que les forces armées américaines prétendent que l'intégration a été fructueuse, elle n'a pas été sans controverse. Les points sur lesquels les deux parties ne s'entendent pas comprennent le processus d'attribution des postes intégrés, le faible nombre de postes disponibles au sein des unités de première ligne et l'expulsion de plusieurs journalistes jouissant d'une très bonne réputation à la suite d'infractions à la sécurité des opérations. Au moment où les forces canadiennes commençaient à planifier leur mission d'une durée d'un an en Afghanistan, le débat entourant l'intégration des médias aux opérations était à un point critique. Il convient de noter que les commandants des forces canadiennes avaient « hébergé » des médias à plusieurs reprises au cours d'opérations antérieures et qu'ils étaient tout à fait disposés à le faire une fois de plus en Afghanistan. Étant donné, toutefois, la nouvelle controverse concernant l'intégration et la tendance visant à assurer un accès accru aux soldats et à l'information à caractère confidentiel, les états-majors du SCEMD et du SMA (AP) se sont creusé la tête pour déterminer comment les médias seraient gérés durant l'Op Athena. Des directives officielles et des règles de base régissant le processus de l'intégration et prenant pour guide les règles de base et les procédures des Américains ont été mises en vigueur durant l'été de 2003. Ces documents ont constitué un excellent point de départ en vue de l'intégration de journalistes au groupe-bataillon du 3 RCR. Il est toutefois vite devenu très évident qu'il existait des différences fondamentales entre la façon dont les médias étaient gérés en Iraq et la réalité qui existait sur le terrain à Kaboul.

Le concept d'intégration des Américains et les règles de base qui en découlait étaient spécifiquement conçus en vue d'opérations de guerre. Durant la guerre contre l'Iraq, les représentants des médias étaient assignés à des sous-unités précises pour toute la durée du conflit. Ces unités ne sont pas restées longtemps immobiles; elles se sont plutôt déplacées rapidement tandis que la coalition avançait vers Bagdad et d'autres objectifs stratégiques. Les journalistes ont dormi et mangé et se sont déplacés pendant plusieurs mois avec des membres de la même unité. Une fois la période initiale d'inscription et d'accréditation terminée, les correspondants des médias n'ont presque pas eu de contact avec les officiers des affaires publiques ou les commandants supérieurs. Ils étaient administrés et renseignés en campagne par des commandants de peloton ou de compagnie qui avaient une expérience limitée des affaires publiques. Les occasions de donner des briefings aux médias ou de les influencer à partir du niveau stratégique étaient donc peu nombreuses et les mesures de modération se limitaient essentiellement aux règles de base strictes établies avant le déploiement. Durant l'Op Athena, toutefois, tous les journalistes étaient centralisés au camp Julien et vivaient dans des locaux distincts de ceux des soldats. Le personnel des médias avait des contacts presque quotidiens avec les officiers des affaires publiques et des contacts réguliers avec les commandants supérieurs. Les journalistes ont donc été sur place pendant virtuellement toute l'opération. Le tableau 1-1 montre les nettes différences touchant les relations avec les médias au cours des opérations Iraqi Freedom et Athena.

OPÉRATION IRAQI FREEDOM(opération de guerre)Médias intégrés	OPÉRATION ATHENA(opération de paix)Médias intégrés
Contact minime avec les officiers des affaires publiques.	Contact quotidien avec les officiers des affaires publiques.
Contact minime avec les commandants supérieurs.	Contact régulier avec les commandants supérieurs.
Rares occasions d'influencer les médias.	Nombreuses occasions d'influencer les médias.
Les médias connaissent peu la situation dans son ensemble.	Les médias connaissent plus la situation dans son ensemble.

Tableau 1-1

La gestion canadienne des médias intégrés à Kaboul a différé des directives et des règles de base américaines de référence utilisées au cours de la récente guerre en Iraq parce qu'il s'agissait dans le premier cas d'une opération de paix statique centrée sur une base et dans le second d'opérations de combats associées à une guerre de manœuvre.

Ces différences majeures servent de base aux discussions qui suivent sur les meilleures méthodes applicables aux relations avec les médias intégrés, à l'accès des médias aux opérations et à l'accès des médias à l'information à caractère confidentiel. Comme il faut s'attendre à ce que la majorité des missions futures des Forces canadiennes soient des opérations autres que la guerre, nous croyons que les déductions et les recommandations qui en découlent devraient rester applicables aux déploiements à venir.

COMMANDANTS DES FORCES MILITAIRES ET JOURNALISTES INTÉGRÉS

La rotation 0 de l'Op Athena a révélé plusieurs pratiques exemplaires que les commandants des forces militaires peuvent employer dans leurs relations avec le personnel des médias dans un

contexte intégré. En fin de compte, les relations entre les militaires et les médias ne sont pas très différentes des relations entre deux personnes. Les clés du succès sont notamment le respect réciproque, une communication ouverte et la définition d'un terrain commun en cas de désaccord. L'une des grandes raisons pour lesquelles le processus de

Les relations entre les militaires et les médias ne sont pas très différentes des relations entre deux personnes. Les clés du succès sont notamment le respect réciproque, une communication ouverte et la définition de règles de base communes en cas de désaccord.

l'intégration a bien fonctionné au cours de la rotation 0 de l'Op Athena est le fait que le personnel supérieur de la chaîne de commandement a, dès le début de la mission, reconnu et employé ces principes. Avant le déploiement, la chaîne de commandement a indiqué clairement au personnel de tous les grades que le volet des médias était important pour le succès global de l'opération. L'exemple à cet égard a été donné tôt au cours du déploiement. Lorsque les journalistes sont arrivés au camp, ils ont vite été présentés aux commandants occupant les postes clés sur le terrain. Les officiers supérieurs ont pu immédiatement établir des liens en assurant aux journalistes qu'ils étaient les bienvenus et qu'ils auraient le soutien nécessaire. Des entrevues ont très souvent été accordées sur-le-champ, ce qui a clairement démontré aux médias qu'ils auraient accès au personnel clé durant leur séjour avec les Forces canadiennes. Cette situation a aussitôt mis les reporters à l'aise et posé les fondations d'une relation professionnelle.

Les efforts faits par la chaîne de commandement pour que les médias soient les bienvenus, pour établir des relations positives et pour appuyer les médias dans l'intérêt commun, et les instructions en ce sens sont une des grandes raisons du succès du processus de l'intégration.

Une attitude proactive envers les journalistes est une autre forme très efficace de relation avec les médias que les commandants ont employée. Il est souvent arrivé que les officiers supérieurs se joignent aux membres des médias pour manger ou pour prendre un café. Ces rencontres imprévues ont suggéré aux journalistes qu'ils n'étaient pas considérés comme des gens qui dérangent ou qu'il faut éviter. Elles ont de plus permis des discussions libres entre les deux parties au cours desquelles, souvent, des sujets de reportage positifs allaient être communiqués aux journalistes. De nombreux commandants de compagnie sont aussi allés voir les journalistes lorsque leur personnel était sur le point de partir accomplir des missions intéressantes ou importantes. Les reporters ont été reconnaissants du fait qu'ils recevaient de l'information sur les activités prévues au lieu d'avoir à la chercher. En alimentant les médias en informations, le bataillon a aussi pu influencer dans une certaine mesure sur ce que les journalistes décidaient de couvrir. Lorsque l'occasion de couvrir une mission ou un événement était présentée de façon proactive à un reporter, un reportage suivait presque toujours.

En communiquant régulièrement avec les médias et en les alimentant en informations d'une manière positive et proactive qui les incluait avant les événements, la chaîne de commandement a établi des relations très efficaces avec les médias.

L'interaction avec les journalistes qui ont séjourné longtemps dans le théâtre tend à avoir été plus positive qu'avec les journalistes dont le séjour a été court. De plus, les relations de travail étaient beaucoup plus cordiales avec les journalistes qui ont été intégrés dans le camp qu'avec

ceux qui ont décidé de ne pas être intégrés. La couverture assurée par les journalistes intégrés pour une longue période tend à avoir été plus exacte que celle assurée par les journalistes qui n'ont effectué qu'un court séjour ou qui ont décidé de vivre à l'extérieur du camp. Les désaccords entre les militaires et les journalistes tendent à avoir été plus faciles à résoudre dans le cas des médias intégrés. Les reporters et les commandants supérieurs ont, en plusieurs occasions, pu se rencontrer et régler des situations difficiles à la satisfaction de tous. Par contre, les litiges ont souvent, dans le cas des médias non intégrés, été difficiles à régler. Souvent, les journalistes non intégrés quittaient le camp avant que le problème ait été réglé et revenaient, vexés, des jours plus tard. Le règlement de ces désaccords a rarement été fructueux. Il est toutefois à noter que le respect joue dans les deux sens et qu'il est arrivé que des membres des médias fassent des commentaires très choquants pour les militaires. Durant le déploiement, il y a eu des périodes de tension, notamment avec du personnel intégré des médias, mais l'expérience a, dans son ensemble, été très franchement positive. Il ne fait pas l'ombre d'un doute que le fait de respecter les médias et d'établir des liens avec eux accroît grandement l'efficacité des relations avec les médias.

L'établissement de liens et le partage des expériences ont donné de meilleures relations entre les militaires et les médias intégrés qu'entre les militaires et les journalistes non intégrés.

Du point de vue des relations avec les médias, il a été très avantageux que des journalistes soient intégrés aux troupes canadiennes. Dans les opérations de paix où les commandants supérieurs et les officiers des affaires publiques sont co-implantés avec les médias, il est possible d'établir des relations solides qui aident beaucoup à faire en sorte que les médias soient informés comme il convient. La co-implantation procure aussi des occasions d'influencer les journalistes et de régler les problèmes éventuels. Voici quelques recommandations précises.

- ◆ Les commandants supérieurs devraient accueillir personnellement les journalistes intégrés et leur garantir un soutien d'un niveau élevé.
- ◆ Les commandants devraient chercher de façon proactive à établir des relations professionnelles avec les journalistes intégrés et les tenir au courant des événements qui peuvent les intéresser.
- ◆ Les postes intégrés devraient aller aux journalistes qui sont disposés à couvrir l'opération pendant de longues périodes.

FACILITER L'ACCÈS AUX OPÉRATIONS MILITAIRES AUX MÉDIAS INTÉGRÉS

Un des plus grands défis auxquels les commandants des forces militaires font face dans le processus de l'intégration consiste à donner aux médias l'accès dont ils ont besoin pour faire des reportages précis sur la mission sans mettre les opérations militaires en danger ou leur nuire. Durant l'opération Iraqi Freedom, beaucoup de journalistes se sont plaints du manque d'accès aux premières lignes. Seuls quelques reporters ont pu couvrir les unités de combat, alors que d'autres étaient loin du front.

Il n'est pas toujours possible de donner à des journalistes qui sont en concurrence les uns avec les autres accès à la couverture qu'ils veulent parce que le nombre des

représentants intéressés des médias peut dépasser celui des sous-unités disponibles. Vous devez toutefois satisfaire tous les journalistes sans perturber les opérations.

Étant donné les différences fondamentales entre les missions exposées plus haut, il a été facile d'éviter ce problème durant la rotation 0 de l'Op Athena. L'intérêt des médias était à son maximum à la fin d'août et au début de septembre 2003. À ce moment-là, huit journalistes représentant cinq agences différentes étaient intégrés. Les journalistes voulaient tous être jumelés à des compagnies de fusiliers, mais il n'y en a que trois. Il ne fallait pas songer à intégrer plus d'une agence par compagnie, car les opérations auraient été perturbées dans une mesure inacceptable. En conséquence, nous avons décidé de ne pas intégrer des journalistes de façon permanente aux compagnies pendant de longues périodes. Si nous l'avions fait, les journalistes jumelés à des compagnies de fusiliers auraient été heureux et les autres auraient été mécontents. Il était clair qu'ils devraient passer régulièrement d'une unité à l'autre pour que chacun ait l'occasion de couvrir les troupes de première ligne. L'inconvénient, dans la rotation des reporters, est qu'elle ne favoriserait pas l'établissement de relations solides entre le personnel des médias et le personnel des sous-unités. C'est pourquoi nous avons préparé un calendrier permettant aux journalistes de couvrir deux sous-unités, soit une compagnie de fusiliers et une autre organisation. Un reporter était assigné à la première sous-unité pendant la première semaine et à la seconde pendant la deuxième semaine. Pendant la troisième semaine, le reporter devait retourner à la sous-unité qu'il avait couverte pendant la première semaine, d'où la possibilité de parvenir à une certaine familiarité et d'établir des relations entre les unités et les journalistes. Le tableau 2-1 est un exemple du calendrier utilisé par le groupe-bataillon du 3 RCR.

SOUS-UNITÉ	PREMIÈRE SEMAINE	DEUXIÈME SEMAINE	TROISIÈME SEMAINE
Compagnie de parachutistes	Journaliste A	Journaliste B	Journaliste A
Compagnie Québec	Journaliste B	Journaliste A	Journaliste B
Compagnie Charles	Journaliste C	Journaliste D	Journaliste C
Cellule de COCIM	Journaliste D	Journaliste C	Journaliste D
Compagnie Novembre	Journaliste E	Journaliste F	Journaliste E
24e Escadron de campagne	Journaliste F	Journaliste E	Journaliste F

Tableau 2-1

Le calendrier intégré était assez souple pour tenir compte des demandes spéciales des médias. Parfois, des journalistes ont été autorisés à changer d'unité ou à couvrir d'autres sous-unités que celles auxquelles ils étaient associés. Chaque demande était traitée séparément. Globalement, la rotation a beaucoup plu aux journalistes, car elle leur a permis de couvrir une large gamme d'activités et de personnes. Le groupe-bataillon était lui aussi satisfait, car les médias étaient soumis à un certain contrôle et les opérations étaient touchées de façon minime, puisque seulement un journaliste était à un moment ou à un autre intégré à une sous-unité.

Un accès égal des médias est essentiel pour que l'harmonie reste assurée. Même si ce principe va à l'encontre du concept de l'intégration - c'est-à-dire le passage successif de

divers journalistes dans une sous-unité - une certaine répétition permet l'établissement de relations et la souplesse permet de faire face aux imprévus.

Le groupe-bataillon du 3 RCR a aussi dû, pour ce qui est de faciliter l'accès aux opérations, relever le défi qui consiste à transporter les journalistes, en particulier durant les patrouilles en Ittis. Conformément à la réglementation du théâtre, trois des quatre sièges de chaque Ittis devaient être occupés par des militaires. Les autres sièges devaient souvent être occupés par des adjoints médicaux et des interprètes, qui jouaient aussi un rôle vital dans la mission. Nous avons recouru à différentes solutions pour permettre aux membres des médias d'accompagner les troupes canadiennes en patrouille. Lorsque des véhicules et des équipages de rechange étaient disponibles, un troisième Ittis était déployé pour transporter les journalistes. C'était la formule préférée du point de vue de la sécurité. Toutefois, étant donné la cadence élevée des opérations, il était rare que des véhicules et du personnel de rechange soient disponibles. Heureusement, les journalistes avaient été prévenus, avant de se joindre au groupe-bataillon, que leur transport n'était assuré que dans la mesure où il était disponible. En conséquence, de nombreux membres des médias ont eux-mêmes loué des véhicules et engagé des conducteurs pour se déplacer lorsque des moyens de transport militaires n'étaient pas disponibles. Cette solution a été acceptée dans la mesure où le commandant de la patrouille était prévenu et pouvait prendre les dispositions tactiques nécessaires. Les journalistes qui ont décidé de louer des véhicules particuliers semblaient favoriser ce mode de fonctionnement. La plupart ont continué à se servir de leurs véhicules même lorsque des places étaient disponibles à bord des véhicules militaires. Les journalistes des petites agences ne pouvaient toutefois pas se permettre d'engager des conducteurs de façon régulière. Ces reporters ont simplement été jumelés aux patrouilles qui disposaient des places nécessaires. Les sous-unités ont fait preuve d'une très grande débrouillardise pour ce qui est de trouver des moyens permettant aux médias de couvrir leurs activités. Les journalistes intégrés ont constaté que les soldats faisaient l'effort supplémentaire nécessaire pour les aider, ce qui a encore renforcé les liens qui se tissaient entre les reporters et les unités auxquels ils étaient assignés.

Le transport tactique des médias peut être un défi. Communiquez le fait que le transport n'est disponible que si c'est possible du point de vue tactique. L'inclusion d'un véhicule particulier loué par les journalistes qui représentent les agences fortunées devrait être permise (et prise en compte dans les plans relatifs aux opérations / à la sécurité). Les efforts supplémentaires faits pour prendre les journalistes des petites agences à bord des véhicules militaires vont être bien accueillis et vont renforcer davantage les relations.

L'accès égal accordé à tous les membres des médias intégrés a grandement amélioré les relations entre les médias et les militaires. Un certain effort en matière de planification et d'administration a été nécessaire pour concevoir un ensemble de mesures permettant aux journalistes de voir une gamme d'opérations différentes et de maintenir en même temps un niveau de cohérence permettant aux reporters et aux soldats d'apprendre à se faire confiance. Les sous-unités ont pu surmonter les restrictions touchant le transport pour garantir que les reporters avaient toutes les occasions possibles de couvrir les opérations militaires en cours. Voici quelques recommandations précises concernant l'accès des médias.

- ◆ Établir un calendrier permettant à tous les journalistes de couvrir les unités de première ligne.

-
- ◆ Veiller à ce que les rotations soient assez longues pour que des liens puissent se tisser entre les journalistes et des sous-unités particulières.
 - ◆ Donner assez de souplesse au plan de rotation pour tenir compte des modifications et des demandes imprévues.
 - ◆ Signaler d'emblée aux éventuels journalistes intégrés que le transport est assuré seulement dans la mesure où il est disponible.
 - ◆ Permettre aux journalistes d'utiliser des moyens de transport particuliers si c'est possible du point de vue tactique.

ACCÈS DES MÉDIAS À L'INFORMATION À CARACTÈRE CONFIDENTIEL

Le point le plus litigieux des relations des militaires avec les médias concerne l'exposition à l'information et aux opérations à caractère confidentiel qui devrait être accordée aux journalistes. Durant la rotation 0 de l'Op Athena, les membres des médias ont eu un accès modéré à des informations opérationnelles. Souvent, pour les aider à comprendre et à communiquer aux Canadiens la mission globale accomplie par nos forces à Kaboul, ils ont eu des briefings sur les opérations prévues et été exposés à des documents à caractère confidentiel. Pour garantir qu'ils ne dévoilaient pas de renseignements classifiés dans leurs reportages, les membres des médias ont dû accepter de respecter certaines règles de base, notamment une liste des informations qu'ils pouvaient et ne pouvaient pas dévoiler. Ces documents étaient de nature tout à fait générique et les membres des médias ont jugé qu'ils étaient trop restrictifs et qu'ils portaient trop à confusion. Par exemple, la directive sur l'information concernant l'équipement et le personnel déployés qu'ils ne pouvaient pas dévoiler se lisait ainsi : « L'information précise sur les effectifs, l'équipement ou les approvisionnements critiques (c'est-à-dire l'artillerie, les chars, les engins de débarquement, les radars, les camions, l'eau, etc.). » Les journalistes ne savaient pas vraiment s'ils pouvaient même mentionner un élément d'information simple tel que le nom d'un véhicule ou le nombre approximatif de soldats que comptait le groupe-bataillon du 3 RCR. Beaucoup de ces problèmes ont été réglés par la publication de règles de base propres au théâtre de même que par des briefings détaillés visant à mieux délimiter les informations qu'ils pouvaient et ne pouvaient pas dévoiler.

La question des informations à caractère confidentiel porte à confusion et est parfois contestée par les journalistes.

Les journalistes canadiens couvrant la rotation 0 de l'Op Athena ont présenté plusieurs centaines de reportages. De tous ceux-ci, seuls quelques-uns ont par mégarde dévoilé des informations que les autorités militaires ont jugées inopportunes. Les infractions avaient dans tous les cas un caractère mineur et n'ont pas eu d'effet important sur les opérations. Il a été facile de régler la plupart des incidents en signalant l'infraction au journaliste et en parlant des mesures visant à éviter la répétition des erreurs. Un reporter a cependant dévoilé à plusieurs reprises des informations à caractère confidentiel. Le commandant de la force opérationnelle a réussi à résoudre le problème en mettant personnellement le journaliste en garde contre les répercussions possibles de ses actions. Globalement, les reporters se sont révélés tout à fait dignes de confiance en ce qui concerne la sécurité des opérations. Ils ont reconnu qu'il est nécessaire de limiter la divulgation de certains renseignements et les raisons pour lesquelles il en est ainsi et se sont efforcés tout à fait consciencieusement de respecter la réglementation.

Il faut apprendre tôt aux journalistes ce qui, précisément, constitue des informations à caractère confidentiel, qu'ils ne peuvent pas dévoiler, et expliquer les raisons. S'ils sont bien renseignés à ce sujet, la majorité des reporters vont éviter de compromettre la sécurité en dévoilant des documents à caractère confidentiel. Les mesures correctives appropriées doivent être prises sur-le-champ contre ceux qui enfreignent la réglementation concernant la divulgation de ce genre d'information.

Les tensions entourant la divulgation d'informations à caractère confidentiel sont devenues beaucoup plus prononcées durant les crises causées par les avertissements d'attaques à la roquette et l'incident de la mine. Les membres des médias ont alors fait savoir très clairement et avec impatience qu'ils exigeaient des informations, alors que les commandants des forces militaires tendaient à faire plus attention à ce qui pouvait être divulgué. Dans certains cas, des journalistes ont quitté les secteurs protégés qui leur étaient assignés durant les périodes d'alerte afin de chercher des informations ou des images pour leurs reportages. La seule manière de contenir les journalistes dans ces circonstances consistait à les faire escorter par un officier des affaires publiques et à les tenir au courant de l'évolution de la situation. Il était, même lorsque la communication avec les médias du Canada était limitée, important d'alimenter constamment les reporters intégrés en informations.

S'ils n'ont pas accès à l'information, surtout durant une situation d'urgence évidente, les journalistes vont la rechercher activement.

Les membres des médias voulaient commencer à préparer le plus tôt possible leurs reportages pour pouvoir les envoyer dès la période d'interdiction terminée. Durant l'incident de la mine, nous nous sommes efforcés de donner régulièrement des briefings aux médias sur l'évolution des événements. Le commandant de la force opérationnelle s'est mis à leur disposition le soir même de l'incident et les journalistes ont eu accès au commandant de la compagnie de parachutistes le lendemain. Les médias intégrés ont reconnu qu'ils étaient tenus informés et, en conséquence, les relations avec eux ont été très bonnes au cours des jours qui ont suivi ce tragique événement. Ils ont été raisonnablement patients et compréhensifs même lorsqu'ils ont appris qu'ils n'auraient pas accès au véhicule détruit et qu'ils devraient attendre plusieurs jours pour rencontrer le personnel blessé. Les journalistes étaient normalement très coopératifs tant que les communications étaient ouvertes et honnêtes, même en situation de crise.

En gardant les voies de communication ouvertes et en se mettant à la disposition des journalistes même durant les moments les plus difficiles, les autorités militaires ont pu maintenir la patience et la coopération des médias.

Des plans relatifs à des opérations à caractère très confidentiel telles que l'arrestation possible de terroristes en action dans la capitale afghane ou des plans de contingence relatifs à la défense du gouvernement afghan ont en quelques occasions été préparés. Les journalistes (de même que le personnel militaire qui n'était pas directement en cause) n'était généralement pas au courant de ces plans, car les risques découlant d'une infraction à la sécurité étaient extrêmes. Il y a un inconvénient au fait que les journalistes ne sont pas associés, au moins dans une certaine mesure, à ce genre d'opérations. En effet, les Canadiens risquent d'avoir l'impression que les Forces canadiennes prennent part à une mission de maintien de la paix toute simple, alors que les troupes sont en fait affectées à des missions dangereuses et à caractère confidentiel. Le problème consiste à laisser les membres des médias couvrir au moins certains aspects de ces missions tout en veillant à ce qu'un haut niveau de sécurité des opérations reste assuré.

Il est difficile de mettre les médias au courant d'opérations secrètes durant la planification tout comme la majorité des troupes ne le sont pas, pour des raisons de sécurité des opérations (OPSEC). La crainte du personnel des médias et des affaires publiques est que les Canadiens aient l'impression que les Forces canadiennes prennent part à une mission de maintien de la paix toute simple alors que ce n'est pas le cas.

Le cas échéant, un membre des médias peut accepter de se soumettre à des mesures de sécurité extrêmes pour pouvoir couvrir une mission à caractère très confidentiel. Un journaliste pourrait ainsi être tenu de signer un accord dans lequel il s'engage à ne pas dévoiler des renseignements avant une certaine date et à ne pas parler dans ses reportages de certains aspects de l'opération. Les accords devraient être signés au préalable afin de garantir la sécurité des opérations, avant la divulgation de renseignements importants. Il est probable que certains médias refuseraient ce genre d'accord, tandis que d'autres seraient prêts à s'engager. Il serait important de rappeler aux reporters les ramifications possibles des infractions touchant la sécurité des opérations, en particulier dans le cas des opérations à caractère très confidentiel. En fin de compte, les commandants des forces militaires doivent prendre la décision d'associer les médias à des opérations classifiées en fonction de chaque cas et la sécurité des opérations doit toujours être un critère prépondérant. Il peut toutefois, dans certains cas, être possible de s'entendre pour qu'un journaliste puisse couvrir des opérations à caractère confidentiel. Cette mesure donnerait encore plus de visibilité au travail important que les soldats canadiens font au cours des opérations de paix.

La sécurité des opérations devrait-elle être compromise pour communiquer le fait que des soldats canadiens prennent directement part à des opérations à caractère très confidentiel?

L'accès à des informations à caractère confidentiel sera toujours un point litigieux dans les relations entre les militaires et les médias. Les clés du succès comprennent des limites clairement définies et des communications constantes entre les deux parties, particulièrement en période de crise. Voici quelques recommandations précises.

- ◆ Il serait bon d'élaborer des règles de base et des briefings propres au théâtre pour être sûr que les journalistes intégrés comprennent bien les informations qu'ils peuvent et qu'ils ne peuvent pas dévoiler.
- ◆ Si des informations à caractère confidentiel sont dévoilées, il faut vite prendre les mesures qui s'imposent à l'égard des journalistes.
- ◆ Durant les périodes d'alerte, il faut donner régulièrement des briefings aux journalistes et, si la situation l'exige, les faire escorter par un officier des affaires publiques.
- ◆ L'accès aux opérations à caractère très confidentiel est normalement restreint, mais, lorsqu'il y a lieu, il serait bon de l'envisager pour que tout l'éventail des missions exécutées soit communiqué aux Canadiens.

LEÇONS RETENUES

Les troupes canadiennes affectées à l'Op Athena ont fait l'objet d'une longue et intense exposition aux médias durant tout le déploiement. La couverture a été très nettement positive

et a fait grand honneur à la force opérationnelle et aux Forces canadiennes dans leur ensemble. Les médias intégrés ont joué un rôle clé à cet égard au moyen de nombreux reportages sur les troupes canadiennes déployées en Afghanistan. Le programme d'intégration a été fructueux surtout à cause de l'exceptionnelle détermination de la chaîne de commandement, à tous les niveaux, à appuyer les journalistes dans les efforts faits par ces derniers pour couvrir l'opération. L'Op Athena n'a pas éprouvé les mêmes problèmes que l'opération Iraqi Freedom parce que les médias étaient co-implantés avec les membres de la chaîne de commandement. Les commandants ont accueilli les journalistes à bras ouverts et leur ont fait part de leur respect pour les médias et pour le rôle qu'ils jouent dans les opérations militaires. Les reporters ont eu un accès considérable à des opérations tout comme à des informations à caractère confidentiel, ce qui leur a permis de comprendre l'importance de la mission et de la communiquer au grand public. Des communications ouvertes et les relations solides qui ont été établies entre les commandants et les journalistes ont permis de régler rapidement les désaccords. Globalement, le programme des médias intégrés a été un succès retentissant.

RECOMMANDATIONS

- ◆ Les journalistes intégrés devraient faire partie des futures opérations de paix.
- ◆ Les commandants supérieurs devraient continuer d'appuyer fortement le programme des médias intégrés.
- ◆ L'établissement de relations avec les journalistes devrait être proactif.
- ◆ Les journalistes qui sont disposés à couvrir des opérations sur une longue période devraient avoir la préférence.
- ◆ Il convient de mettre sur pied un programme d'intégration souple qui permet à tous les journalistes de couvrir les unités de première ligne et les unités de soutien tout en garantissant une cohérence suffisante pour que des affiliations solides puissent prendre forme.
- ◆ Une politique claire sur le transport militaire et les membres des médias devrait être clairement communiquée aux journalistes avant le déploiement.
- ◆ Des règles de base propres au théâtre concernant la divulgation d'informations à caractère confidentiel devraient être établies et communiquées clairement aux journalistes intégrés.
- ◆ Il faut être prudent lorsqu'on autorise les médias à avoir accès à des opérations ou à des informations à caractère confidentiel, mais l'exposition à ce genre d'informations ne devrait pas être rejetée d'emblée.

[Note de la rédaction : Les informations et le renseignement classifiés ne peuvent être déclassés qu'avec l'accord de la personne qui a classifié le tout au départ. Les documents classifiés ne peuvent pas être communiqués aux personnes qui n'ont pas l'habilitation de sécurité appropriée. Par conséquent, les représentants des médias qui n'ont pas l'habilitation appropriée ne peuvent pas avoir accès à des renseignements classifiés (« à caractère confidentiel »). Toute divulgation d'informations contraire à ce règlement constitue une infraction à la sécurité — c'est-à-dire une infraction à la sécurité des opérations — et par conséquent une infraction à la discipline militaire. Autrement dit, la suggestion que l'on donne accès à cette information aux médias n'est pas conforme à la réglementation.]

Globalement, l'intégration des médias à l'Op Athena a été très positive. Les journalistes intégrés ont aidé à communiquer les nombreuses histoires relatives aux troupes canadiennes déployées en Afghanistan. Le programme d'intégration a été fructueux surtout à cause de l'exceptionnelle détermination de la chaîne de commandement, à tous les niveaux, à appuyer les journalistes dans les efforts faits par ces derniers pour couvrir l'opération. Il y a eu des périodes de tension durant le déploiement, notamment avec du personnel intégré des médias, mais l'expérience a dans son ensemble été très franchement positive. Il ne fait pas l'ombre d'un doute que le fait de respecter les médias et d'établir des liens avec eux accroît grandement l'efficacité des relations. Nous recommandons vivement que l'intégration des médias se poursuive au cours des opérations futures.

Au sujet de l'auteur ...

Le Major Jay Janzen s'est d'abord joint à la Réserve en 1989, avant de s'engager dans la Force régulière en 1990. Après avoir obtenu son diplôme au RRMC en 1994, il a servi au sein du Lord Strathcona's Horse (Royal Canadians) comme chef de troupe en Bosnie et au Canada. Il a aussi commandé le carrousel musical du Strathcona et effectué une période de service comme officier du personnel de soutien de la Force régulière. En 1999, il a demandé une mutation à la Direction des Affaires publiques, puis suite à sa formation dans cette nouvelle profession, il a été affecté à l'état-major de l'Armée de terre. Il vient tout juste de terminer une période de service de six mois en Afghanistan comme officier des affaires publiques auprès du groupe-bataillon 3 RCR et il est maintenant muté à Halifax comme OAP du Secteur de l'Atlantique de la Force terrestre.

« CONTACT AVEC UNE MINE — CONTACT AVEC UNE MINE — CONTACT AVEC UNE MINE » OPÉRATIONS DE CONTRE-MINAGE DANS LA VALLÉE DE JOWZ, AFGHANISTAN

par le Major K.A. Cameron, CD

SITUATION

Le champ de bataille que constitue Kaboul a été la scène de 25 ans de conflit entre les Russes et les moudjahiddin, entre les milices des moudjahiddin elles-mêmes et entre les talibans et l'armée de l'air américaine. Le tout se traduit par des dommages généralisés touchant les bâtiments, d'innombrables victimes et la contamination de tout le secteur de Kaboul par une quantité importante d'explosifs et de munitions qui incluent des mines, des pièges et des munitions explosives non explosées (UXO). De plus, les forces militaires d'opposition (FMO) actuelles, qui peuvent être des éléments terroristes d'al-Qaïda, des Talibans ou du Hezb-e-Islami Gulbuddin (HiG), s'attaquent au personnel et aux installations de la Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF) au moyen de mines et de pièges ou à l'aide de dispositifs explosifs de circonstance.

Exception faite des pièges, le groupe-bataillon du 3^e Bataillon du Royal Canadian Regiment (gp bon 3 RCR) a été chaque jour en contact avec une quantité importante d'explosifs et de munitions au cours de la rotation 0 de l'Op ATHENA, d'août 2003 à février 2004. C'est le personnel du génie en appui rapproché du 24^e Escadron de campagne (24 EC) du 2^e Régiment du génie qui a la responsabilité de neutraliser cette menace. Le présent article examine en particulier l'exécution de la difficile tâche de contre-minage, qui consiste à repérer, à identifier et à éliminer ce danger et à éviter que des explosifs et des munitions se retrouvent à nouveau dans des secteurs auparavant jugés sûrs.

Les opérations menées dans la vallée de Jowz, directement au sud-ouest du camp Julien, de septembre à décembre 2003, couvrent la gamme complète des opérations de contre-minage et montrent bien les défis, les dangers et les succès qui y sont associés. Étant donné les pertes subies à l'occasion de l'explosion d'une mine dans cette vallée, c'est évidemment un sujet sensible pour toutes les personnes en cause — et pourtant, surtout en présence d'une tragédie, il est essentiel de tirer les leçons qui s'imposent d'une expérience difficile. L'article est présenté du point de vue du commandant du 24^e Escadron de campagne. Les faits présentés et les conclusions tirées précèdent la publication officielle du rapport de la commission d'enquête constituée et la fin de l'enquête de la police militaire et se basent uniquement sur les expériences des sapeurs en cause. Pourtant, nous estimons que la vallée de Jowz est, même sous cet éclairage limité, la source de leçons pratiques précieuses sur les opérations de contre-minage qui s'appliquent à l'ensemble de la communauté du génie militaire et de l'Armée de terre. Le présent article est écrit conformément à l'esprit dont Rudyard Kipling a imprégné son poème *Hymn of Breaking Strain*, que la plupart des ingénieurs diplômés connaissent bien.

Les manuels bien faits mesurent (Attention, tous les bâtisseurs!)

La charge, le choc et la pression que les matériaux peuvent supporter.

*Ainsi, lorsque la poutre déformée laisse tomber la travée qui grince,
C'est à l'homme que l'on reproche les dommages ou les pertes de vie.
Pas au Matériel — à l'Homme!*

*Ô Puissance cachée et secrète dont nous cherchons en vain les voies,
Accompagne-nous en cette heure d'échec et de douleur
Pour que — ce qui nous permet de savoir que Tes voies sont vraies -
Bien que brisés et parce que nous sommes brisés,
Nous puissions nous relever et bâtir à nouveau. Debout et à l'œuvre!*

OBJET

Afin de proposer des solutions se rapportant à la doctrine, le présent article a pour but de traiter, sous la forme d'une étude de cas, des opérations de contre-minage réalisées. Il traite des problèmes suivants.

- ◆ Qu'entend-on par menace?
- ◆ Qu'est-ce qu'un risque acceptable dans les opérations de paix?
- ◆ Comment la doctrine et l'équipement aident-ils à équilibrer le besoin tactique relatif à la vitesse de réaction et à la mobilité, d'une part, et les procédures lentes, à forte intensité de ressources et méthodiques du déminage?

DISCUSSION / ÉTUDE DE CAS

La vallée de Jowz est à quelque trois kilomètres du camp canadien, c'est-à-dire le camp Julien, au sud-ouest de Kaboul (voir la figure 1). C'est la vallée maintenant connue comme la scène du contact avec une mine qui a causé la mort du sergent Rob Short et du caporal Robbie Beerenfenger et blessé quatre autres personnes le 2 octobre 2003 lorsque leur jeep Ittis a fait exploser une mine antichar TM-57. La vallée est entourée de hautes montagnes atteignant 2800 m d'altitude à l'ouest et de hauteurs moins prononcées, qui la séparent de Kaboul, à l'est. Le



Figure 1 : Carte de la vallée de Jowz

fond de la vallée est une plaine légèrement ondulée et est sec à partir d'août bien que coupé d'un grand nombre de lits de ruisseau couverts de galets. L'extrémité sud de la vallée aboutit à la vallée de Lalandar, qui est une voie d'approche majeure menant du sud-ouest à Kaboul. L'extrémité nord est dans le secteur d'une grande unité de la milice afghane (1^{er} Corps d'armée de Kaboul) et fait partie de la banlieue ouest de Kaboul. La vallée forme une voie d'approche à couvert menant du sud-ouest à Kaboul, les hauteurs situées à l'est offrant une vue en plongée de la totalité de la partie ouest de Kaboul. Quiconque commande la vallée commande les voies d'approche menant du sud à Kaboul et au secteur du camp Julien. Deux pistes mènent à la vallée; une, orientée d'est en ouest, aboutit au restaurant Zalma, maintenant en ruines, et l'autre, orientée du nord au sud, suit la vallée sur toute sa longueur. Comme, à ce moment-là, elle ne faisait pas partie de la zone d'opérations de la Brigade multinationale de Kaboul (BMNK), la vallée de Jowz n'était pas patrouillée par le groupement tactique allemand qui a précédé le 3 RCR. Comme elle est proche du camp Julien et donne facilement accès à l'itinéraire de contrebandiers bien connu qui suit la vallée de Lalandar, elle a vite été considérée par le bataillon comme une zone dangereuse. L'intention était, si possible, de l'ouvrir en vue d'y exécuter des patrouilles régulières.

Le 24 EC a élaboré, avant le déploiement, ce qu'il croyait être une instruction permanente (IPO) détaillée de contre-minage et de neutralisation des explosifs et des munitions (référence B). L'IPO s'inspirait des IPO en usage en Bosnie et au Kosovo (où plusieurs sous-officiers supérieurs ont servi) de même que des IPO existantes de la BMNK en usage dans le théâtre, qui ont été réunies durant la reconnaissance tactique. Le membre de l'équipe d'activation dans le théâtre représentant le génie a reçu une copie de l'IPO et l'a légèrement modifiée; la plus grande partie est restée intacte, car l'ampleur des opérations de contre-minage que le groupe-bataillon devait faire dépassait de beaucoup tant ce que l'équipe d'activation dans le théâtre était tenue de faire que ce qu'elle connaissait. Au moment de l'arrivée dans le théâtre et des dernières modifications, cette IPO a été distribuée au groupe-bataillon, mise en application dans les opérations et remise à l'élément de commandement national en vue de son intégration aux instructions permanentes du théâtre. L'IPO met principalement l'accent sur les points suivants.

◆ **Actions immédiates.** Les actions immédiates sont des mesures distinctes qui dépendent du caractère plus ou moins immédiat de la menace. Les actions et les comptes rendus qui s'appliquent dans chaque cas ont été précisés.

◆ **Circulation sur l'itinéraire.** La circulation sur l'itinéraire consiste à compiler et à utiliser le tracé d'un itinéraire dégagé dont le contrôle est centralisé au niveau du bataillon. Les déplacements sont permis uniquement sur ces itinéraires. Un processus de reconnaissance et d'analyse des risques fait au niveau du commandant de l'escadron précède l'ouverture des nouveaux itinéraires. Les itinéraires considérés comme à risque élevé sont dégagés et les itinéraires considérés comme à risque faible sont « vérifiés » à l'aide d'un véhicule à l'épreuve des mines.

◆ **Capacité d'intervenir rapidement.** Le 24 EC s'est tenu en position d'intervenir rapidement en cas de contact avec une mine ou de réagir à des explosifs et à des munitions ou à des dispositifs explosifs de circonstance. Cette capacité a pris la forme d'une section du génie intégrée à l'organisation globale du peloton de la force d'intervention rapide et d'un détachement de neutralisation des dispositifs explosifs de circonstance intégré à l'équipe d'intervention rapide de la BMNK.

Le génie dépend intrinsèquement de l'équipement disponible. Aux fins de l'Op ATHENA, le 24 EC est doté de toute une gamme d'équipement de contre-minage choisi à l'origine pour permettre un appui rapproché du génie dans un milieu urbain couvert et un milieu rural découvert.

◆ **Détecteurs de mines.** L'escadron est doté du détecteur de métal portable Minelab FIA4, dont l'acquisition remonte à peine à l'été 2002. Il s'est révélé efficace dans le sol de la région de Kaboul à des profondeurs atteignant 30 cm.

POINT N° 1. Le détecteur de mines Minelab FIA4 s'est révélé efficace dans le sol et dans les conditions environnementales sèches ou semi-arides.

◆ **Véhicule à l'épreuve des mines NYALA.** L'escadron est doté d'un véhicule NYALA. Ce dernier est conçu pour résister à une mine TM-57 double explosant sous n'importe quelle roue et à l'explosion d'une mine simple explosant au centre, sous le véhicule. Même si, à cause du terrain accidenté, de la mauvaise qualité du carburant et de la longueur de la chaîne logistique, le taux de VHU est proche de 50 %, c'est le principal véhicule de reconnaissance de l'escadron.

◆ **VBL.** Comme les contacts précédents avec des mines n'avaient pas provoqué de blessures mortelles lorsque le véhicule en cause était un TTB, un VBP, un BISON ou un VBL III, le véhicule de reconnaissance secondaire de l'escadron était un VBL III (veuillez noter que le paragraphe 28 traite de façon plus complète de la résistance des véhicules en question aux mines).

◆ **Système amélioré de détection des mines terrestres (SADMT).** Le SADMT est constitué de trois grands éléments : un véhicule de protection (VP), un véhicule de détection à distance (VDD) et un véhicule de contrôle (VC). Le VP et le VDD sont télécommandés. Le VP est simplement un transport de troupes blindé M113 télécommandé conçu pour éliminer les mines antipersonnel, les mines à tige, les mines actionnées par un fil-piège, les mines à allumeur magnétique, les mines hors itinéraire et les mines et munitions en surface à l'aide de la charrue Pearson. Le VP est cependant vulnérable aux mines antichars à déclenchement par pression enfouies à une faible profondeur. Le véhicule de détection à distance (VDD) du système est conçu pour détecter uniquement les mines à déclenchement par pression qui sont enfouies. Le VDD utilise un ensemble constitué d'une caméra infrarouge orientée vers l'avant, d'une caméra vidéo, d'un réseau de détecteurs de métal sensibles et d'un radar de sondage du sol pour indiquer (au moyen de peinture) les endroits où des mines peuvent être enfouies. Le système inclut également un émetteur de rayonnement nucléaire de haute technicité qui sert à confirmer la présence d'explosifs, mais il s'est révélé d'un fonctionnement incertain et par conséquent inutile dans ce théâtre.

L'émetteur de rayonnement nucléaire du VDD du SADMT s'est révélé d'un fonctionnement incertain et par conséquent inutile dans ce théâtre.

◆ **Chargeuse frontale blindée.** L'escadron possède une chargeuse Zettlemeyer (ZL) à cabine blindée.

◆ **Mini-fléau.** L'escadron possède un mini-fléau. Il est conçu de manière à faire exploser les mines antipersonnel enfouies, les pièges et les munitions dispersables. Comme les résultats des essais communiqués par R & D pour la défense Canada (RDDC) Suffield en 2002 (référence

C) étaient mauvais, nous avons cherché à renvoyer le mini-fléau au Canada. Le rapport du résultat des essais se lit comme suit : « Il est difficile d'imaginer un scénario où le mini-fléau XM2670-A3 serait utile. Étant donné son incapacité de faire exploser les mines, sauf les mines à peine enfouies, d'endommager sérieusement les mines ou de les réduire en pièces, de couper complètement la végétation peu épaisse et de se déplacer même au niveau le plus élémentaire, l'utilité de cet engin est sérieusement mise en doute par l'équipe chargée des essais. »

Le mini-fléau n'a pas été utilisé à cause du manque de confiance découlant des essais du RDDC faits en 2002. Comme des mini-fléaux sont disponibles depuis au moins cinq ans, il faut se demander comment un système qui n'a pas été éprouvé peut avoir été distribué, si ce n'est qu'afin de procéder à des essais.

La définition de la menace est la première étape des IPO de contre-minage de l'escadron et elle relève de l'officier du minage / du contre-minage (qui est un officier du renseignement de l'escadron expérimenté et bien concentré sur cette tâche). L'information est basée sur l'information concernant la menace relative aux mines que renferme le système de gestion de l'information pour la lutte antimines (SGILAM), laquelle nous est transmise par l'entremise de l'officier de liaison de l'ISAF depuis le Centre d'action contre les mines en Afghanistan (UNMACA) des Nations Unies. Tout dépendant de la quantité d'informations que contient la base de données, l'emplacement des champs de mines, l'état (relevé, dégagé ou ouvert) et des plans de repérage de champ de mines peuvent être disponibles. Nous avons reçu des informations relatives à plusieurs champs de mines dégagés dans le fond de la vallée, dont trois, dans la partie ouest, encore classés « ouvert ». Nous avons également noté l'absence de circulation automobile dans le secteur et des rapports non confirmés provenant de civils déclarant que « le secteur a été miné ». L'absence de circulation civile dans un secteur militaire n'est pas en soi inusitée et il est déjà arrivé que la population d'une région persiste à croire des secteurs encore minés après le déminage. Nous avons décidé de procéder à une reconnaissance du terrain en vue d'utiliser le SADMT (à tout le moins le VP) afin de vérifier l'itinéraire et de nous exercer à exécuter les drills applicables au SADMT.

La reconnaissance a eu lieu le 21 septembre. D'après le plan, la reconnaissance avait pour but d'observer les extrémités nord et sud de l'itinéraire. Des pistes de véhicules ont été notées sur la route à l'extrémité nord, mais nous n'avons vu aucun véhicule. À l'extrémité sud, près du village de Jowz, nous avons trouvé le dessous d'une mine antichar italienne (TC-6) appuyé contre une paroi rocheuse. Les gens du pays à qui nous avons parlé n'ont pas pu expliquer l'origine de la mine. Les gens du pays ont semblé très bien disposés envers les militaires canadiens en particulier et l'ISAF en général. Après leur avoir parlé par l'entremise d'un interprète, le détachement de reconnaissance a appris qu'il n'y avait pas de mines antichars (AC) dans le secteur mais qu'il y avait des mines antipersonnel (AP) à la base des montagnes à l'ouest et que des démineurs travaillaient dans les collines à l'est. L'aîné du village a déclaré que le dernier incident associé à une mine survenu dans le secteur était l'explosion d'une mine antipersonnel remontant à plusieurs années. Quelqu'un a également déclaré que des démineurs civils suivaient chaque jour l'itinéraire pour se rendre à leur lieu de travail juste au nord du village. Un homme âgé du village était disposé à remonter la vallée avec le détachement de reconnaissance.

L'évaluation des risques que j'ai faite à titre de commandant de l'escadron devait concilier plusieurs rapports contradictoires :

-
- ◆ le fait que, étant donné les vieilles positions défensives présentes dans la vallée, nous savions que les Russes et les moudjahiddin s'étaient dans le passé battus dans le secteur;
 - ◆ les comptes rendus de déminage de l'UNMACA;
 - ◆ les observations relatives à l'utilisation des routes locales (antérieurement par les démineurs civils, au moment du déminage, et maintenant seulement par des bergers);
 - ◆ les rapports non confirmés selon lesquels les mines représentaient encore une menace (le type de mine exact et l'identité de la source étant incertains);
 - ◆ les rapports ayant pour source des civils qui vivent et qui gardent des moutons à l'extrémité sud de la vallée, selon lesquels les mines représentant une menace étaient des mines AP et qu'elles étaient dans les collines et non au fond de la vallée.

Ma conclusion a été que, dans l'ensemble, les éléments connus indiquaient une menace ancienne associée à des mines AP au fond de la vallée et une menace actuelle associée à des mines AP dans les collines. Le risque principal semblait être que des mines AP soient entraînées par les eaux vers le bas des collines. J'ai estimé que l'ouverture de l'itinéraire représentait pour nos troupes un risque « faible » et ai décidé, afin d'« essayer » le système, de l'ouvrir à l'aide du VP du SADMT.

Conformément aux IPO existantes, nous avons essayé de « vérifier » l'itinéraire à l'aide du VP du SADMT. Nous avons utilisé le VP pour décaper la couche supérieure du sol tout au long de l'itinéraire; rien n'indiquait la présence de mines. En réalité, le fait de suivre l'itinéraire a « confirmé » la confiance que nous avions à son égard. Tout ce que nous avons trouvé, c'est un obus de mortier non explosé au bord de la route. Le commandant de la section du SADMT a toutefois signalé que, malgré ses meilleurs efforts, il ne pouvait vérifier que la ligne de crête située à l'est (de 42S WD 082 117 à 42S WD 095 140) et qu'il n'était pas possible de trouver, à l'aide de la caméra télécommandée, un itinéraire reliant les extrémités nord et sud de la vallée à partir du VP. Des yeux étaient nécessaires.

L'opérateur du VP du SADMT a eu du mal à repérer sa « piste noire » à l'aide de la caméra télécommandée.

La partie sud de l'itinéraire (du point de départ, à 42S WD 0853 1140, au point d'arrivée, à 42S WD 1001 0888) ayant été jugée inappropriée pour le SADMT, nous avons réévalué le risque, l'attention portant cette fois seulement sur la partie sud. Observant visuellement le terrain depuis la ligne de crête à l'est, il nous a semblé voir deux itinéraires (indistincts) possibles : un longeant le côté est et un longeant le côté ouest de la vallée. Nous avons examiné une nouvelle fois les registres de l'UNMACA relatifs aux champs de mines et avons repéré un itinéraire se prêtant à une reconnaissance qui éviterait les secteurs problématiques connus. Tant que l'itinéraire n'avait pas à traverser les secteurs en question, le risque associé à la partie sud était encore jugé faible. Le sergent de l'escadron chargé de la reconnaissance a eu l'ordre de trouver l'itinéraire à partir de l'extrémité nord et de le vérifier. La tâche a été exécutée dans l'ordre suivant.

- ◆ Comme le NYALA n'était pas disponible pour longtemps (plus de trois semaines), en raison d'un problème touchant un moyeu de roue, l'itinéraire a été trouvé et vérifié à l'aide d'un VBL à 08 h 30, le 1^{er} octobre. Le recours à un VBL constituait un risque calculé, mais cette

solution représentait le meilleur choix après le NYALA. Après la vérification, un Bison (version ambulance) et un véhicule de la section de VLMR du génie ont parcouru l'itinéraire du nord au sud. L'itinéraire était visible, mais très sommaire (une « piste noire », en langage militaire) et rien d'indiquait qu'il avait servi récemment. Nous avons à ce moment-là obtenu d'autres informations de l'équipe civile de déminage qui travaillait à l'extrémité sud de la vallée. Ses membres ont déclaré que, au cours du travail accompli sur la colline depuis 2001, ils avaient trouvé 352 mines AP mais aucune mine AC. La route a été déclarée ouverte.

♦ Au retour, après les tâches de la journée, vers 15 h 30, le 1^{er} octobre, un VBL, un Bison (version ambulance), un VLMR du génie et deux Iltis (celui du commandant de l'escadron et celui du SME) ont parcouru l'itinéraire du sud au nord.

♦ Vers 11 h 00 (heure locale), le 2 octobre, un VBL, un Bison (version ambulance) et un VSLR ont parcouru l'itinéraire du nord au sud. Ils l'ont fait à la fois pour prendre du matériel dans le cadre d'une tâche courante de NEM et pour procéder à une reconnaissance de l'itinéraire en vue de réparations subséquentes. Vers 11 h 30, le VBL a parcouru une nouvelle fois l'itinéraire du sud au nord en retournant au camp Julien.

Contact avec une mine! À 13 h 24, le 2 octobre, une patrouille de routine de la compagnie de parachutistes se déplaçant à bord d'un Iltis a parcouru la route du sud au nord. La patrouille a touché une mine antichar TM-57 dans le lit d'un cours d'eau asséché, aux coordonnées 091 103. L'explosion a tué deux soldats et en a blessé quatre autres. Ni le rapport de la commission d'enquête chargée d'étudier les aspects internes se rapportant aux FC, ni l'enquête du Service national des enquêtes étudiant l'explosion d'un point de vue criminel, n'avaient été rendus publics au moment où le présent article est écrit. Du point de vue du génie, il existe deux grandes possibilités. Dans le premier cas, la mine peut être une mine ancienne, posée il y a jusqu'à 12 ans par des soldats russes ou plus tard par des moudjahiddin. Une mine ancienne peut avoir été posée à cet endroit ou avoir été entraînée en aval par les eaux à la suite de fortes pluies. L'expérience acquise en Bosnie et en Érythrée indique que des mines anciennes enfouies profondément n'explorent parfois qu'après le passage d'un grand nombre de véhicules. Selon l'autre possibilité, il s'agirait d'une nouvelle mine posée au cours des heures précédentes par des forces hostiles qui ne voulaient pas que la vallée de Jowz soit patrouillée ou qui voulaient du mal aux soldats de la BMNK. C'est là la question de la définition de la menace qui est au cœur des opérations de contre-minage. Une déclaration du lieutenant-colonel Safa du NDS afghan (police secrète) qui peut être citée ouvertement illustre le dilemme. Tout en déclarant croire que la mine était ancienne, à l'occasion d'une visite des lieux que j'ai faite en sa compagnie, il a affirmé que des forces étaient actives contre nous : « L'ennemi est éveillé et nous ne pouvons pas le reconnaître. »

La réaction immédiate au contact avec une mine est un drill réglementaire. Malheureusement, dans ce cas-ci, il ne s'agissait pas d'un exercice, le drill étant exécuté par des soldats blessés tandis qu'un véhicule brûlait et que des munitions s'enflammaient d'elles-mêmes. Comme je ne suis arrivé sur les lieux que plus tard ce soir-là, je n'essaierai pas de décrire la scène en détail. D'après tous les rapports, une bonne formation et des soldats coriaces sont ensuite entrés en action. Les soldats blessés ont procédé à leur auto-extraction et se sont aidés tandis qu'une autre patrouille, qui était à proximité, et la force d'intervention rapide composée de fantassins, de sapeurs et d'adjoints médicaux arrivaient promptement pour protéger les lieux, traiter les blessures et ramener tous les soldats (voir les figures 7 et 8). Les derniers efforts de

récupération et l'enquête faite sur place ont pris plusieurs jours; le tout incluait un ratissage méthodique du secteur visant à garantir une sécurité complète et à permettre une expertise judiciaire en bonne et due forme. Nous n'avons pas trouvé d'autres mines antichars, mais nous avons trouvé sur les lieux, non enfouis, plusieurs allumeurs TM-57 et fiches d'expédition de plus. Nous avons trouvé une mine PMN-I à plusieurs mètres en aval, son emplacement et le fait qu'elle était partiellement enfouie semblant indiquer qu'elle avait été entraînée par les eaux sur le versant ouest. Le temps permettra peut-être d'éclaircir les choses, mais, à l'heure actuelle, l'explosion est traitée comme une attaque (référence D).

Pour le 3 RCR, la tâche principale, en ce concerne le génie, concernait la mobilité, et la réouverture de la piste de patrouille était prioritaire; nous estimions devoir reprendre l'initiative et devoir faire preuve de détermination. De plus, l'impératif tactique, qui exigeait une présence militaire dans ce secteur, n'avait pas changé. Le plan du génie relatif à la réouverture de l'itinéraire devait tenir compte de la possibilité que tant des mines anciennes que des mines nouvelles soient présentes. Nous avons revu l'analyse originale de la menace, mais l'information disponible restait la même — tous les champs de mines connus étaient du côté ouest de la vallée ou dans les collines. Les autorités supérieures de l'escadron, tant les sous-officiers supérieurs que les officiers, ont discuté formellement de la question. Ils ont estimé que, rendu dangereux par la pose de nouvelles mines ou par des mines entraînées par les eaux, le lit des cours d'eau était l'endroit le plus susceptible de poser problème. Le plan subséquent a porté sur un déminage manuel détaillé du lit des cours d'eau, puis un ratissage visuel à pied du reste de la route pour confirmer notre évaluation des risques. La chargeuse blindée devait ensuite



Avec la permission — Caméra de combat

décaper toute la surface de la route afin de délimiter clairement la route. Ensuite, des tireurs d'élite surveilleraient discrètement l'itinéraire pendant plusieurs jours afin de déceler toute activité locale et de perturber les efforts visant à poser de nouvelles mines. Enfin, la chargeuse blindée ferait le travail important, nécessitant un matériel lourd, pour remettre en état les passages à gué asséchés et plusieurs pentes raides. Les ordres relatifs à cette tâche, appelée Op OVERTHROW, ont été donnés et le travail a commencé le 27 octobre.

La troupe de campagne (troupe 5) a entrepris l'Op OVERTHROW en recourant à une section de campagne à pied pour procéder au déminage; la chargeuse suivait 100 m derrière la troupe et une section de tireurs d'élite surveillait le tout depuis un PO. Le lit asséché de huit cours d'eau a été dégagé au « niveau 2 », c'est-à-dire jusqu'à la profondeur atteinte par les détecteurs de métal et les sondes (environ 20 à 30 cm), tandis que le reste de l'itinéraire était ratissé

visuellement. Nous avons trouvé des fragments métalliques de munitions explosives non explosées, mais pas d'autres mines. Le lit des cours d'eau dégagés était balisé à gauche et à droite à l'aide de peinture orange en aérosol. Le centre du reste de la route, ratissée visuellement, était indiqué par des roches orange. À 13 h 10, le 29 octobre, tandis qu'elle travaillait 100 m derrière la section de déminage, la chargeuse a touché un dispositif explosif. L'explosion a arraché le pneu avant gauche de la roue. Le conducteur n'a pas été blessé. Il a d'abord pensé qu'un des sapeurs travaillant à pied avait activé une mine; ce n'est que lorsqu'il a constaté qu'ils semblaient tous très excités qu'il a compris que c'était lui qui avait touché le dispositif.

L'explosion s'est produite au bord d'une section de route qui avait été ratissée visuellement, juste avant l'endroit où le lit d'un cours d'eau avait été déminé. La chargeuse était en train de déposer sur l'itinéraire du matériau de remblai provenant du lit et était passée directement à cet endroit plusieurs fois avant. L'inspection a révélé des pistes importantes de matériel lourd dans des parties non dégagées de la route, dans des emplacements d'emprunt, ce qui a soulevé des questions concernant aussi bien la supervision que la bonne exécution des ordres à plusieurs niveaux. Au début, les experts n'étaient pas du même avis en ce qui concerne la source de l'explosion — ils ont jugé qu'elle n'était pas le résultat d'une attaque et qu'elle pouvait être attribuable à une mine ou à un engin explosif non explosé. Se fondant principalement sur les résidus de cuivre trouvés au point d'impact, le rapport final de l'expertise judiciaire déclare qu'il s'agissait probablement d'une grenade propulsée par fusée (RPG) enfouie profondément (référence E). On a jugé que cette dernière était trop profonde pour les détecteurs de métal et que l'explosion avait été déclenchée soit par des passages répétés, soit par les travaux d'excavation du matériel lourd. Heureusement, les mouvements hors itinéraire précédents n'avaient pas provoqué l'explosion.

La chargeuse a pu résister à une explosion (probablement associée à un projectile de RPG — dont la charge antichar contient entre 253 et 376 grammes d'explosif — enfoui à une profondeur peut-être supérieure à 30 cm) et a subi une destruction mobilité, les autres dommages étant très limités. Il est remarquable que, au début, le conducteur ne s'est pas rendu compte du fait qu'il avait été associé à une explosion.

Pendant ce temps, la commission poursuivait son enquête originale et a formulé plusieurs recommandations en cours d'enquête. Pour commencer, un examen minutieux des registres de l'UNMACA a mis à jour un croquis cartographique fait à la main indiquant que le déminage de la vallée de Jowz n'avait pas été aussi complet qu'on le pensait. Le croquis ne figurait pas dans la base de données du SGILAM et montrait une interruption des activités de déminage dans le secteur où la chargeuse a provoqué l'explosion. Aux yeux des sapeurs de toutes origines, les endroits non dégagés sont considérés comme suspects, que des signes indiquant la présence de mines soient présents ou non. Nous avons revu l'analyse de la menace. La désignation de l'itinéraire a été modifiée, le risque devenant « élevé » sur toute sa longueur. Ensuite, la commission d'enquête a conseillé que les IPO existantes soient modifiées pour qu'elles soient plus conformes aux IPO de campagne des FC (référence F). Ces dernières avaient été diffusées au sein de l'Armée de terre en 2002, mais aucun officier ou sous-officier supérieur du génie de l'escadron (ni aucun autre Canadien membre du génie affecté à l'élément de commandement national ou au quartier général de la BMNK) n'était pleinement conscient de leur existence.

La commission d'enquête a constaté que les IPO de campagne des FC avaient été distribuées au personnel déployé. Il est inquiétant de constater que le personnel du

génie représentant pas moins de deux unités de campagne, un quartier général de brigade, un quartier général de secteur et le quartier général interarmées ne connaissait pas cette publication et que, en conséquence, il ne l'avait pas mentionnée au cours de la préparation des IPO du 24 EC (Op ATHENA) sur le déminage et la neutralisation des explosifs et des munitions.

Les IPO ont été passées en revue et une version révisée des IPO de l'escadron a été distribuée. Les principales modifications sont les suivantes.

◆ **Circulation sur l'itinéraire.** Le « tracé de l'itinéraire vérifié » est maintenant appelé « tracé de l'itinéraire désigné », ce qui accroît le contrôle pour ce qui est de l'utilisation des itinéraires; les itinéraires sont classés ouvert, fermé ou réglementé. Des restrictions peuvent s'appliquer à des fins de protection de la force (réservé aux véhicules blindés) ou de mobilité (ne convient pas au VBL).

◆ **Évaluation des risques et reconnaissance de l'itinéraire.** La formule d'évaluation des risques de l'escadron a été améliorée. La décision finale est maintenant « passage permis », « passage interdit » ou « passage permis mais risqué ». Cette formulation reconnaît explicitement que nous ne pouvons pas éliminer les risques associés à l'exécution de certaines tâches. L'expression « vérification de l'itinéraire » a été éliminée. Elle servait dans le passé à mieux définir le niveau de confiance associé à l'itinéraire — en soi, l'absence d'explosion d'une mine pendant la circulation sur une route ne « prouve » rien de façon concluante. La procédure d'ouverture des itinéraires n'a pas beaucoup changé; il s'agit d'évaluer les risques, d'observer un itinéraire et, enfin, de procéder à une reconnaissance de l'itinéraire (c'est-à-dire de circuler le long de l'itinéraire et de l'inspecter) à bord d'un véhicule à l'épreuve des mines, après quoi l'itinéraire est « désigné ».

L'escadron avait deux fois été frustré dans ses efforts visant à ouvrir l'itinéraire de la vallée de Jowz. L'analyse de la menace ayant changé, il fallait maintenant déminer la totalité de l'itinéraire. À la vitesse d'un sapeur travaillant à pied à l'aide d'un détecteur de mines et d'une sonde, le déminage peut se limiter à quelques mètres par jour. Toutefois, profitant du travail important fait par le matériel lourd sur l'itinéraire, le SADMT s'est une fois de plus joint à la bataille. Le VDD a été jugé capable de procéder à la détection requise sous la surface le long des sections améliorées de l'itinéraire. Partout où du matériel lourd devait travailler, des sapeurs travaillant à pied dégageraient une nouvelle fois l'itinéraire à la main, après quoi le VDD pourrait ratisser tout l'itinéraire. Des sapeurs examineraient les endroits suspects indiqués par le VDD. Il s'agissait encore une fois d'une tâche relevant d'une troupe exécutée par la troupe d'appui (troupe 6). Appelée Op OVERTHROW II, cette dernière opération de déminage s'est déroulée sans incident, et sans que d'autres munitions explosives non explosées ou mines soient découvertes, du 27 novembre au 1^{er} décembre.

La route de la vallée de Jowz est maintenant rouverte et est « réservée aux véhicules blindés ». Plusieurs incidents suspects ont été notés tout de suite après la réouverture de l'itinéraire. Dans un cas, des personnes inconnues ont placé un cercle de roches rouges (comme nous le faisons couramment pour indiquer des mines) sur la route pendant la nuit. Une recherche minutieuse n'a révélé la présence d'aucune mine. Des gens du pays ont aussi été vus en train de prendre des roches sur la route pour servir d'assise à une maison. La force d'intervention rapide a été envoyée deux fois appréhender des personnes suspectes présentes aux environs. En

conséquence, un poste permanent situé sur la ligne de crête à l'est observe maintenant la vallée. Les gens du pays sont activement avertis d'éviter toute activité qui semble modifier la route et les incidents suspects ont cessé. L'influence du 3e Bataillon dans la vallée de Jowz est maintenant établie, bien que la véritable histoire de la vallée soit encore enveloppée de mystère.

LEÇONS RETENUES

Comme le Centre des leçons retenues de l'Armée de terre l'a noté, une leçon n'est pas retenue tant que le comportement n'a pas changé. Certaines leçons ont donc été retenues dans le théâtre et accompagnées de changements touchant nos procédures. D'autres points pertinents qui ont été soulevés ne peuvent pas être corrigés au niveau de l'escadron et ils sont soulevés ici pour que, dans son ensemble, la branche du génie militaire les prenne en considération.

DÉFINITION DE LA MENACE

La menace qui existe dans la vallée de Jowz a été définie de façon rigoureuse. Sa définition est une première étape essentielle de toute opération de contre-minage. Elle devrait être le plus détaillée possible et peut inclure ce qui suit.

- ◆ L'étude, sur la carte, des champs de mines connus. Dans ce cas-ci, nous avons cherché et obtenu une copie inédite de toute la base de données du SGILAM pour accélérer les recherches concernant l'historique des mines.
- ◆ Des consultations sur le terrain avec des organismes de l'ONU ou des organisations non gouvernementales. Étant donné le volume des demandes potentielles et le temps disponible, nous n'en avons pas demandé. Les consultations ont été intégrées aux futures opérations complexes de contre-minage.
- ◆ Des consultations avec le gouvernement local / les organismes locaux (police locale, police secrète, forces de milice locales). Ce ne sont pas des forces amies. Chaque fois que l'on a affaire à une faction locale, la sécurité des opérations est un problème et il faut évaluer la véracité des informations obtenues. Souvent, un camp peut chercher à se faire mieux paraître, ce qui a été le cas de l'officier du NDS rencontré. Il a, à tort ou à raison, visiblement cherché à diffamer la faction des moudjahiddin, contre qui il s'était battu dans le passé, tout en minimisant le rôle de sa propre faction.
- ◆ Une recherche historique et l'évaluation de la zone de conflit particulière. Ce travail peut en particulier faire ressortir les lignes de démarcation antérieures et nous permettre d'évaluer les traditions locales dans leur contexte. Il oblige quiconque est responsable de l'analyse de la menace à lire une quantité considérable et variée de documents. Plusieurs sources ont été jugées particulièrement utiles en vue de cette mission, notamment *Afghanistan — A Military History From Alexander the Great to the Fall of the Taliban*, de Stephen Tanner, et deux ouvrages du US Foreign Military Studies Office : *The Bear Went Over The Mountain: Soviet Combat Tactics in Afghanistan* et *The Other Side of the Mountain: Mujahideen Tactics in the Soviet-Afghan War*.
- ◆ La reconnaissance du terrain et l'observation du secteur, si c'est possible. Rien ne vaut une connaissance et des impressions de première main.
- ◆ Des consultations, dans le secteur, avec des gens du pays. Il faut bien se servir de l'interprète pour éviter de poser des questions dirigées et éviter le risque correspondant, qui est

d'entendre ce que vous voulez entendre. Il est essentiel de connaître aussi les antécédents des gens du pays. Dans certains cas, les personnes déplacées qui reviennent risquent de connaître peu de choses du conflit et de ce qu'il a laissé derrière lui; dans d'autres, les gens du pays peuvent être une mine de renseignements qu'il est essentiel d'exploiter.

Il faut reconnaître que le processus de définition de la menace décrit ici va prendre du temps (de plusieurs jours à une semaine) selon le secteur. En raison de l'urgence de la tâche, il peut ne pas être possible de consulter toutes les sources possibles. Quoi qu'il en soit, les renseignements obtenus risquent de ne pas être complets et peuvent vous induire en erreur. Le tout nous amène au point crucial suivant, à savoir l'acceptation du risque.

Il faut reconnaître que le processus de définition de la menace décrit ici va prendre du temps (de plusieurs jours à une semaine) selon le secteur. En raison de l'urgence de la tâche, il peut ne pas être possible de consulter toutes les sources possibles. Quoi qu'il en soit, les renseignements obtenus risquent de ne pas être complets et peuvent vous induire en erreur. Le tout nous amène au point crucial suivant, à savoir l'acceptation du risque.

RISQUE

La doctrine de l'Armée de terre qui figure dans la référence G reconnaît la nécessité d'accepter le risque qui est inhérent à tout ce que nous faisons.

Les commandants devraient être encouragés à prendre des initiatives sans craindre les conséquences d'un échec. Cela exige une instruction et une culture opérationnelle qui privilégient le **goût de prendre des risques** calculés *dans le but de gagner la bataille* plutôt que de prévenir la défaite, cette dernière option pouvant souvent sembler être la « plus sûre »... L'approche des opérations, dans l'Armée canadienne, exige des commandants qui recherchent l'initiative et qui prennent des risques. Courir des risques suppose qu'on prenne des décisions dans des situations dont l'issue est incertaine et, à cet égard, presque toutes les décisions militaires comportent un élément de risque. Bien que la « chance » ne puisse pas être éliminée de la guerre, la prévoyance et une planification prudente permettent de réduire les risques. L'empressement à prendre des risques calculés est un aspect intrinsèque de la volonté mais qui doit être tempéré par le jugement militaire. Un bon commandant agit audacieusement, évalue les risques, saisit les occasions passagères et, ainsi, s'empare de la victoire. (chapitre 2, L'élément humain du commandement)

La détermination des itinéraires de patrouille et l'agrandissement d'une nouvelle zone d'opérations comportent certains risques. Dans un secteur tel que Kaboul, il n'est pas possible de dégager toutes les pistes de terre de façon méthodique dans un temps raisonnable. Dans une région qui a toute été un champ de bataille à un moment donné, il faut s'attendre à ce que des munitions explosives non explosées se trouvent un peu partout. Lorsqu'on fait face à un ennemi potentiel qui se livre au terrorisme, il faut s'attendre à être la cible de mines ou de dispositifs explosifs de circonstance. Le recours à une méthode beaucoup trop lente pour ouvrir de nouveaux itinéraires diminue l'efficacité de nos patrouilles et les rend moins aptes à réagir, ce qui accroît le danger. Par contre, l'ouverture d'un itinéraire faite de façon négligente met inutilement des vies en danger. Le processus de l'évaluation des risques du génie a été amélioré au cours des opérations menées dans la vallée de Jowz. Nous avons un processus

méthodique d'évaluation des risques fait par un membre du génie militaire. L'évaluation finale du risque en question, dans le cas du groupe-bataillon, est faite au niveau du commandant de l'escadron. Pour le reste, le commandant des soldats en cause doit être conscient des risques. Le commandant de l'unité accepte le niveau de risque normal et prend une décision pour ce qui est des niveaux de risque exceptionnels. Dans notre cas, l'ouverture d'un itinéraire « à risque faible » est approuvée au niveau du commandant de l'escadron, alors que celle d'un itinéraire « à risque élevé », ou une décision relative à un « passage permis mais risqué », est prise au niveau du commandant de l'unité. Le risque (qui est réduit au minimum possible par des procédures de bonne qualité et des plans judicieux) est accepté lorsqu'un besoin opérationnel réel existe et que le succès de la mission dépend de l'opération de contre-minage envisagée.

LEADERSHIP

Il incombe aux dirigeants à tous les niveaux de planifier les opérations de façon approfondie et intelligente, de donner des ordres clairs et d'en superviser l'exécution. C'est évident, mais il vaut la peine d'insister de nouveau sur ce point. Les meilleurs drills et les meilleures procédures ne valent rien si on ne les met pas en pratique ou si on court des risques qui dépassent ceux en fonction desquels le plan a été préparé. Tout ne s'est pas déroulé comme prévu durant les opérations dans la vallée de Jowz. Des oublis ont dû être corrigés, des chefs ont été tenus responsables de la bonne exécution des tâches et des procédures ont été appliquées de nouveau. C'est le processus qui s'applique à toute tâche. Les bons chefs tirent des leçons de leurs erreurs (ils vont inévitablement en faire) et ils ne les répètent pas. Il est également possible que les drills et la doctrine des déploiements précédents ne soient plus en vigueur — tout n'est peut-être pas « comme c'était avant ». Les révisions post-opération, les leçons retenues et les articles tels que celui-ci cherchent à diffuser les enseignements en question. Comme le résume judicieusement la référence G :

Les chefs ne devraient pas s'attendre à ce que les missions se déroulent toutes sans erreur, sans problème ou sans imperfection. L'imposition de normes aussi rigides mène à une supervision excessive et à la paralysie; elle donne des chefs craintifs, qui ont peur de prendre des décisions difficiles en situation de crise et qui ne sont pas disposés à courir les risques que, dans les opérations militaires, le succès exige. Le bon chef accepte le fait que les choses peuvent aller mal, même s'il sait de façon certaine qu'un subordonné a fait tout ce qu'il pouvait pour prévenir un incident (section 2, paragraphe 7).

Les meilleurs drills et les meilleures procédures ne valent rien si on ne les met pas en pratique ou si on court des risques qui dépassent ceux en fonction desquels le plan a été préparé. Tout ne se déroulera pas comme prévu. Il faut corriger les oublis. Les chefs doivent être tenus responsables de la bonne exécution des tâches, mais il faut comprendre et accepter le fait que des erreurs vont être commises au cours des missions.

DOCTRINE — RECONNAISSANCE RELATIVE AU CONTRE-MINAGE

Bien que la doctrine existante relative aux opérations de déminage (ce que vous faites des mines après les avoir trouvées) soit claire comme de l'eau de roche, la doctrine relative à la reconnaissance l'est beaucoup moins. C'est peut-être parce que, une fois que des mines ont été trouvées ou qu'on en soupçonne la présence, il est relativement facile de proposer des drills réglementaires qui soient sans danger. Ces drills sont très efficaces. Leur exécution est lente

et méthodique, mais ils permettent de s'occuper de la menace. La question qui reste porte manifestement sur ce que, à l'origine, nous (et la plupart des autres sapeurs qui sont en campagne) appelions la vérification de l'itinéraire, qui porte maintenant le nom de reconnaissance de l'itinéraire. La matière enseignée à l'École du génie militaire des Forces canadiennes (EGMFC), les Instructions permanentes de campagne des FC, la doctrine provisoire qui est en cours d'élaboration (notes d'instruction du génie militaire) et l'expérience acquise par nous sur le terrain divergent à cet égard.

◆ **Matière actuellement enseignée à l'EGMFC.** L'École fait indirectement allusion à la nécessité de procéder à une inspection visuelle des itinéraires à risque faible en y circulant à pied ou en véhicule. Elle ne fait référence à aucune doctrine officielle, mais le plan de leçon qui s'applique à l'objectif de rendement 57.01 (Planifier une opération de déminage) de la phase IV du cours élémentaire d'officier du génie parle d'une « inspection de l'itinéraire » faite à bord d'un véhicule à l'épreuve des mines sur les itinéraires revêtus. Les mesures qu'il convient de prendre dans un théâtre où les itinéraires revêtus sont l'exception plutôt que la règle ne sont pas mentionnées. D'autres plans de leçon parlent dans le même cas de « vérification de l'itinéraire » alors que d'autres leçons ne mentionnent ce processus sous aucun nom.

◆ **IPO de campagne applicables aux mines terrestres et aux objets dangereux explosifs.** Les IPO ont été rédigées par l'état-major du J3 Génie et diffusées aux FC par message en 2002 (référence F). Après les recommandations provisoires de la commission chargée d'enquêter sur l'explosion de la mine, ces IPO sont maintenant plus en évidence dans la branche du génie militaire. Elles sont censées servir de fondement aux IPO qui s'appliquent dans le théâtre et sont en général considérées comme une référence très utile. Malheureusement, elles esquivent la question de la reconnaissance d'itinéraire. On lit dans l'annexe B des IPO de campagne les directives suivantes.

◆ **Reconnaissance.** Processus consistant à obtenir au moyen d'une observation visuelle ou à l'aide d'autres méthodes de détection de l'information sur la situation relative aux mines ou aux objets dangereux explosifs.

◆ **Confirmation.** Processus consécutif à l'ouverture d'un passage ou au déminage qui vise à réduire le risque qu'un itinéraire ou un secteur reste menacé par des mines ou d'autres objets dangereux explosifs. Le processus inclut le recours à une inspection visuelle et aux détecteurs de mines.

◆ **AVERTISSEMENT.** Le fait de circuler sur un itinéraire ou une étendue de terrain au moyen d'un véhicule lourd, d'un VBC ou d'un véhicule à l'épreuve des mines tel que le Nyala ou le Mamba NE VEUT RIEN DIRE. Ce n'est pas une méthode de confirmation. Il faut utiliser un véhicule à l'épreuve des mines tel que le Nyala ou le Mamba SEULEMENT en vue de la reconnaissance ou pour exfiltrer des victimes.

La définition de « confirmation » qui figure dans les IPO de campagne est très différente de ce que nous appelions à l'origine « vérification » dans nos IPO. Dans le contexte de la reconnaissance, la mesure qui consiste à circuler sur un itinéraire à risque faible et à confirmer visuellement et directement la validité de l'évaluation avant d'ouvrir l'itinéraire n'est même pas mentionnée explicitement (bien que l'avertissement semble décourager cette pratique). Même si elle n'est faite qu'après une analyse de la menace et une évaluation des risques approfondies, cette activité est peut-être la plus dangereuse - elle peut en effet, si l'évaluation est erronée,

donner un contact avec une mine. À moins qu'une opération de déminage soit exécutée, elle semble aussi rester nécessaire. L'autre solution, qui consiste à déminer manuellement tous les itinéraires en gravier, n'est à Kaboul ni pratique, ni nécessaire, car la majorité des itinéraires ne sont pas minés.

◆ Notes d'instruction du génie militaire (version provisoire) sur le déminage des itinéraires et des secteurs. Ce document vise à combler les lacunes de la doctrine jusqu'à ce que soit terminée la rédaction de la nouvelle publication officielle, que la cellule de la doctrine de l'EGMFC devrait publier au début de 2004. La version provisoire (référence H) donne beaucoup d'informations utiles sur l'utilisation de l'équipement de contre-minage actuel et prévu. Les renseignements en question se trouvent essentiellement dans les manuels d'utilisation pertinents, qui ne sont pas toujours faciles à trouver. Chose intéressante, dans le document, l'utilisation de matériel lourd est un moyen de déminage valide. Il s'oppose toutefois de façon importante aux IPO de campagne sur plusieurs points en ce qui concerne la méthode recommandée d'évaluation des risques et de désignation des itinéraires. Les notes proposent une méthode plus complexe de désignation des itinéraires. Il semble de plus que la méthode d'évaluation des risques proposée devient trop vite une procédure de déminage méthodique par défaut. Ainsi, si on l'appliquait à Kaboul, tous les itinéraires où aucune circulation n'est observée devraient être déminés. Les IPO de campagne traitent mieux de l'acceptation du risque. Ce qui est encourageant, cependant, c'est que le processus de reconnaissance de l'itinéraire (appelée ici vérification) est beaucoup mieux défini.

... Il faut se rappeler qu'il n'existe pas de « solution magique » en ce qui concerne la détection des mines. Les techniques que la Force terrestre utilise actuellement en opérations vont de l'utilisation méthodique, bien que lente, du système amélioré de détection des mines terrestres (SADMT) et de l'Aardvark, qui donne une probabilité de détection très élevée, à celle du véhicule à l'épreuve des mines Nyala pour exécuter une recherche de niveau un (recherche visuelle), ce qui est rapide mais beaucoup moins efficace. Les sapeurs travaillant à pied sont le moyen le plus fiable d'exécuter un déminage d'itinéraire, mais cette technique est encore plus lente. La vérification de l'itinéraire est une méthode de circonstance qui consiste à faire passer un véhicule à plusieurs reprises le long d'un itinéraire pour essayer de confirmer si l'itinéraire est miné ou non. (section I, paragraphe 4)

La matière enseignée à l'École du génie militaire des Forces canadiennes (EGMFC), les Instructions permanentes de campagne des FC, la doctrine provisoire qui est en cours d'élaboration (notes d'instruction du génie militaire) et l'expérience acquise par nous sur le terrain divergent.

Globalement, la doctrine actuelle donne des directives utiles sur l'évaluation des risques. La doctrine en cours d'élaboration oriente dans une certaine mesure l'épineuse question de la reconnaissance. En pratique, à Kaboul, et conformément aux pratiques optimales connues associées aux opérations du génie, le 24 EC continue de faire passer un véhicule à l'épreuve des mines (de préférence le Nyala) seulement sur un itinéraire où nous ne nous attendons pas à rencontrer des mines. Cette procédure est simplement appelée reconnaissance de l'itinéraire et nous permet de décider finalement si cet itinéraire devrait être ouvert aux véhicules, quels qu'ils soient. Si nous estimons que le risque que présentent les mines est élevé, nous allons déminer les itinéraires.

L'ÉQUIPEMENT

Comme l'aspect le plus difficile à définir du point de vue de la doctrine est celui de la reconnaissance liée aux opérations de contre-minage (le problème qui consiste à « trouver les mines »), il ne devrait pas être surprenant que la lacune la plus grande constatée dans le cas de l'équipement se situe aussi dans ce domaine. Toutefois, au fur et à mesure que la technique s'améliore, un équipement nouveau va constamment entrer en service. L'absence du meilleur équipement possible ne va pas empêcher les opérations de contre-minage, mais elle va accroître les risques que courent les sapeurs qui en sont chargés. Des travaux de conception ou d'acquisition d'équipement sont nécessaires dans les domaines suivants.

◆ **SADMT.** Lorsqu'il a été utilisé au terrain d'aviation de Bagram, le VP du SADMT n'a pas réussi à éliminer complètement les mines AP (des mines explosaient encore après 14 passages). Dans la vallée de Jowz, il a été efficace au cours des opérations de déminage seulement lorsque, en terrain difficile, il était précédé d'une section de sapeurs travaillant à pied et d'une chargeuse frontale blindée. Des modifications visant à ajouter au VP un rouleau pleine largeur afin de garantir une élimination complète des mines AP sont en cours. Nous avons constaté que le VDD du SADMT améliore grandement le déminage seulement dans le cas des mines qui sont enfouies profondément et ce, seulement dans les meilleures conditions naturelles. Le VDD a besoin d'être considérablement renforcé et, peut-être, limité à un rôle de « déminage de contrôle » ou de « confirmation ». C'est en fait uniquement à cela qu'il sert actuellement dans le théâtre.

Nous avons constaté que le VDD du SADMT améliore grandement le déminage seulement dans le cas des mines qui sont enfouies profondément et ce, seulement lorsqu'il est accompagné de sapeurs travaillant à pied et de matériel lourd blindé. Le VDD a besoin d'être considérablement « renforcé ».

◆ **Rouleaux pleine largeur.** Un véhicule doté d'une mobilité et d'une vitesse comparables à celle du VBL et capable de pousser un rouleau pleine largeur serait utile aussi bien en reconnaissance qu'en déminage. Rappelant des affectations antérieures, les sapeurs du 24 EC ont noté que, en Bosnie, le contingent tchèque utilisait de cette manière un char équipé de rouleaux. Un VBL modifié ou un grand véhicule lourd (par exemple une chargeuse) pourrait très bien faire l'affaire.

Un véhicule doté d'une mobilité et d'une vitesse comparables à celle du VBL et capable de pousser un rouleau pleine largeur serait utile aussi bien en reconnaissance qu'en déminage.

◆ **Chiens.** La recherche d'explosifs est étroitement liée à la reconnaissance relative au contre-minage. Bien que l'étude des avantages et des inconvénients des chiens entraînés à détecter les explosifs sorte du cadre du présent article (et des compétences de l'auteur), cet aspect vaut certainement la peine d'être étudié, surtout à la lumière du coût élevé des solutions techniques applicables au même problème. Dans le théâtre, l'UNMACA utilise avec succès des chiens en reconnaissance pour contrôler les endroits susceptibles d'être minés. Les équipes croates de NEM utilisent aussi avec succès des chiens à des fins de recherche, même si elles ne les font pas dans des opérations de contre-minage. L'absence de toute activité dans ce domaine semble, vue du terrain, inexplicable.

Comparaison des niveaux de protection des véhicules et de la menace représentée par les mines en Afghanistan

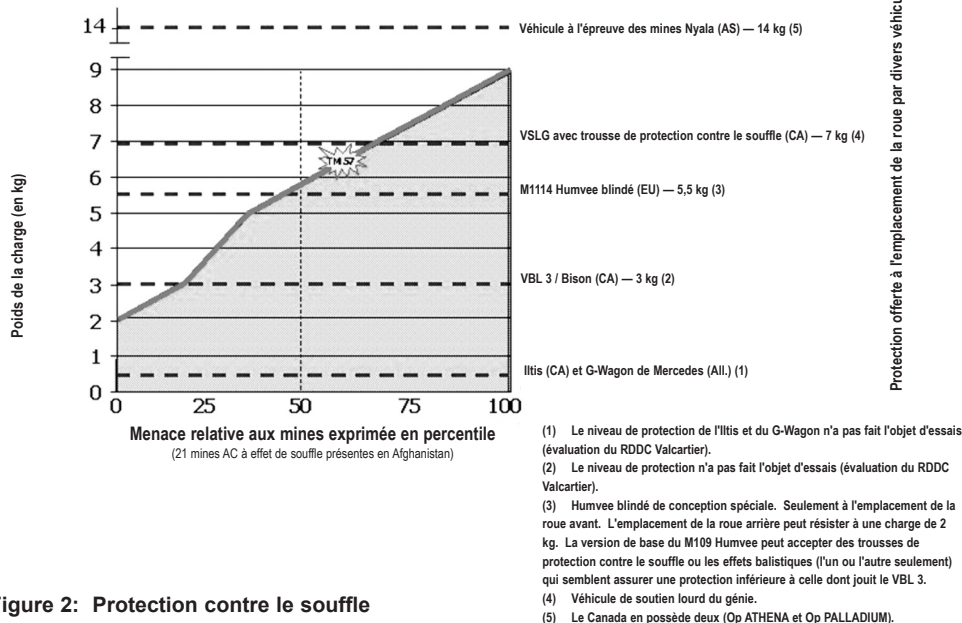


Figure 2: Protection contre le souffle

L'étude, aux fins de la reconnaissance relative au contre-minage [et dans d'autres rôles liés à la protection de la force], de l'utilisation de chiens, qui ont fait leurs preuves dans ce théâtre pour détecter tant des mines que d'autres genres d'explosifs, mérite toute l'attention voulue, en particulier à la lumière du coût élevé de solutions techniques qui se sont révélées inefficaces ou inutiles.

♦ **Véhicules de reconnaissance à l'épreuve des mines.** La protection contre les mines doit être un facteur clé dans le choix de tous les véhicules du génie. Les véhicules existants résistent moins aux mines qu'on ne le pense couramment, comme la commission d'enquête l'a souligné. Les études du RDDC que cite la commission indiquent que bien que la protection soit meilleure que dans le cas d'autres véhicules en service, un contact avec une mine se produisant à l'intérieur de la roue peut encore causer une perforation catastrophique de la caisse (voir la figure 10). Il est important de le savoir pour évaluer le risque accru associé à l'emploi de sapeurs se déplaçant à bord de VBL à des fins de reconnaissance. Le Nyala peut résister à un contact avec une mine, mais il y en a très peu et il est trop petit pour être utilisé par une section du génie. L'acquisition d'un second Nyala destiné à l'Op ATHENA est en cours, mais il est urgent de poursuivre la mise au point de véhicules du génie à l'épreuve des mines et de trousse de protection additionnelle externe contre les mines destinées au VBL.

La protection contre les mines doit être un facteur clé dans le choix de tous les véhicules du génie.

RECOMMANDATIONS

En résumé, l'ouverture de l'itinéraire de la vallée de Jowz entre septembre et décembre par le 24 EC couvre la gamme complète des opérations de contre-minage. Au cours de cette période,

presque tous les sapeurs de l'escadron ont pris part à un travail de contre-minage d'un genre ou d'un autre et ont relevé les défis de façon énergique et avec adresse, persévérance et courage. Ils affrontaient aussi bien un adversaire en chair et en os représenté par une menace ennemie possible que les éléments plus impersonnels que sont la terre, la roche et les explosifs. Le défi pour la mobilité qui consiste à ouvrir en toute sécurité de nouveaux itinéraires va continuer d'exister pour tous les sapeurs déployés, dans tous les théâtres prévisibles. Nous pouvons tirer quatre leçons clés de nos expériences. La première est qu'une analyse de la menace faite avec soin est la pierre angulaire de toutes les opérations de contre-minage, car elle aide à déterminer si des soldats et du matériel doivent être affectés à une opération de déminage à forte intensité de ressources. Ensuite, bien qu'une partie de l'équipement de contre-minage fonctionne bien, un matériel nouveau appuyant le domaine négligé de la recherche ou de la reconnaissance est nécessaire. En troisième lieu, il faut une doctrine plus précise et bien diffusée qui aide à choisir des méthodes de reconnaissance et de repérage des mines qui soient efficaces, rapides et adéquates. Une dernière leçon, qui est étroitement liée à ce qui précède et qui est particulièrement importante, est qu'il faut reconnaître que nous devons courir des risques bien pesés dans toutes les opérations. Les opérations associées à un risque supérieur doivent être acceptées franchement et sont la clé du succès pour une force expéditionnaire adéquate, réactive et solide. Nous, du groupe-bataillon du 3^e Bataillon du Royal Canadian Regiment, continuons d'honorer la mémoire de nos camarades qui sont tombés en menant à terme la mission qu'ils avaient entreprise et en établissant une présence de l'ISAF partout où elle est nécessaire dans la zone d'opérations.

Au sujet de l'auteur ...

Le major Keith Cameron exerçait les fonctions de commandant du 24^e Escadron de campagne dans le cadre de la rotation 0 de l'opération ATHENA. L'escadron a un effectif de 99 personnes, tous grades confondus, et est chargé d'assurer l'appui rapproché du génie au 3^e Bataillon du Royal Canadian Regiment. Les responsabilités relatives au génie mettent l'accent sur les tâches de mobilité et de protection, ce qui inclut l'ouverture et le déminage d'itinéraires et de secteurs, le repérage des mines, la neutralisation des explosifs et des munitions, la neutralisation des dispositifs explosifs de circonstance et le soutien associé au matériel lourd. Le major Cameron a obtenu en 1995 un baccalauréat en génie civil du Collège militaire royal. Il a servi au 21 Engineer Regiment (UK) en Allemagne, où il occupait le poste de commandant de troupe, à l'École du génie militaire des Forces canadiennes, où il a exercé à la fois les fonctions d'instructeur et de membre du personnel, et au 2^e Régiment du génie, où il a exercé les fonctions d'officier des opérations et où il occupe actuellement le poste de commandant d'escadron. Il a auparavant servi deux fois en Bosnie.

Références

- A. Carte U713, KMNB KABUL, 1/25 000, KMNB G2 Geo, 2^e édition.
 - B. 24 Fd Sqn (Op ATHENA) Mine Clearance and Explosive Ordnance Disposal SOPs 22 Dec 03
 - C. Mechanically-Assisted Clearance Equipment Test and Evaluation Program, 2002 *Volume 3 — Equipment Evaluation (Mini-Flail XM2670-A3)*, G.G. Coley, Défense R&D Canada — Suffield, TR-2002-146
 - D. 3350-KMNB-6-1 (G3 Engr) Preliminary Report Engineer Forensics Mine Strike 6 Oct 03
 - E. 3350-KMNB-6-1 (ESCC EOD Advisor) Engineer Forensic Report 27 Nov 03
 - F. COS J3 404 261740Z JUL 02 (Landmine and Explosive Hazards Field SOPs)
 - G. B-GL-300-003/FP-001 — Le commandement
 - H. Draft Military Engineer Training Note (METN) Area and Route Clearance V1 21 Nov 03
-

CENTRE DE COORDINATION DE L'ACQUISITION D'OBJECTIFS (CCAO) — LEÇONS APPRISSES SUITE À LA MISE EN SERVICE OPÉRATIONNEL DU VATGT ET DU RADAR DE CONTREBATTERIE ET D'ACQUISITION D'OBJECTIFS (CBAO)

par le Capitaine R.N.W. Little

CONTEXTE

Le déploiement de ressources d'acquisition d'objectifs (AO) dans le cadre de l'opération ATHENA est un événement unique pour plusieurs raisons. Premièrement, c'était la première fois, de mémoire humaine, que le Canada allait employer des ressources d'AO en opérations. Deuxièmement, et probablement la raison la plus importante, les FC ont loué, puis rapidement acheté, deux nouveaux systèmes pour fournir cette capacité à court préavis. Ce geste a soulevé toute une série de défis et a offert une occasion inédite de saisir un grand nombre de leçons apprises à l'égard de ces systèmes. L'acquisition du SPERWER et la location du ARTHUR se sont faites en réponse à un besoin défini. La menace posée par les roquettes aux forces de soutien de la paix et la nécessité de disposer d'une plate-forme d'observation aérienne efficace ont précipité le déclenchement d'un processus d'acquisition comprimé. Ce processus s'est déroulé au détriment d'une approche exhaustive d'évaluation et d'expérimentation qui n'aurait pas permis que ces capteurs parviennent au théâtre. Les observations qui suivent ont été rédigées par l'officier des opérations et l'adjudant des opérations du CCAO, deux personnes qui ont suivi le cours d'artillerie d'acquisition d'objectifs auprès de l'Armée britannique. Parce qu'il n'y a pas encore de doctrine sur l'acquisition d'objectifs dans le cadre d'opérations de soutien de la paix, beaucoup de procédures employées durant l'Op ATHENA ont été adaptées à partir de méthodes de guerre éprouvées.

BUT

Le présent article a pour but de décrire les leçons apprises suite à la mise en service du véhicule aérien téléguidé tactique (VATGT) SPERWER et du radar de contrebatterie et d'acquisition d'objectifs (CBAO) ARTHUR au sein des FC dans le cadre de l'Op ATHENA, et à la coordination de ces ressources par le CCAO.

DISCUSSION

CCAO

Dès l'arrivée à Kaboul, il est apparu rapidement qu'il n'y avait pas de coordination des ressources ISTAR dans la zone d'opération (ZO). Les commandants des divers systèmes se rencontraient à une conférence opérationnelle le matin et décidaient indépendamment des activités qui convenaient le mieux à leurs systèmes durant la journée. On pense ici, entre autres, aux deux radars FIREFINDER AN-TPQ-36 néerlandais et au VATGT LUNA allemand. En outre, le LUNA

réservait en bloc de vastes sections de la ZO pour ses vols, sans coordination avec les autres ressources. En conséquence, le CCEA a établi des mesures de coordination qui sont expliquées dans les leçons apprises de cette entité.

Une fois le CC ISTAR en place, le CCAO a été en mesure de coordonner l'emploi des radars néerlandais, du VATGT allemand et des radars canadiens. Le caractère multinational de l'emploi de ces capteurs a aidé à élargir l'expérience au sein du CCAO.

Le CCAO provenait exclusivement des ressources de l'officier du renseignement d'artillerie de la brigade (ORAB), qui fait habituellement partie du CCFA. Compte tenu de l'importance de la collecte d'informations pour la mission, le CCAO/ORAB a été transféré du CCFA au CC ISTAR. Cependant, à cause de la nature particulière du travail à accomplir, le CCAO a été constitué officiellement en un CC distinct.

La structure initiale du CCAO se composait d'un capitaine, d'un adjudant, d'un sergent, d'un bombardier-chef (bdrC) et de quatre bombardiers (bdr). Dans sa composition finale, le CCAO était constitué d'un capitaine, d'un sergent, d'un bdrC et de trois bdr. Le poste de sergent était occupé par un adjudant parce qu'il n'y avait pas de sergent possédant la qualification 6B au sein de l'artillerie dans le domaine du repérage. L'ensemble de l'effectif de la cellule provenait de l'École de l'artillerie royale canadienne à Gagetown. Le capitaine et l'adjudant sont des diplômés du Gunnery Careers Course Depth Fire, un cours d'artillerie de repérage donné par l'Artillerie du Royaume-Uni. Ce petit CCAO s'est révélé trop petit pour mener des opérations 24 heures par jour et 7 jours par semaine pendant de longues périodes. **Leçon** : À cause du rythme d'opérations de la cellule, son effectif doit être plus nombreux, à savoir huit personnes.

Le CCAO avait pour fonction d'assurer la coordination de toutes les ressources d'AO dans le théâtre : SPERWER, LUNA et ARTHUR. Il exécutait aussi des fonctions de renseignement d'artillerie dans le contexte du combat contre les attaques à la roquette. Cette capacité se retrouve habituellement au sein de l'entité de l'ORAB qui travaille en étroite collaboration avec le Centre de coordination des feux d'appui (CCFA). Dans le cadre de l'expérience globale menée durant l'Op ATHENA, le CCAO est devenu un centre de coordination autonome travaillant en étroite collaboration avec le CC ISTAR. Ce rapport a permis au CC ISTAR d'assurer une coordination beaucoup plus étroite des ressources menant le combat d'ISTAR. **Observation** : En raison des éléments communs dans la planification des ressources d'AO (VATGT et radar) et du lien avec la planification de l'appui-feu, le CCAO devrait continuer de coopérer étroitement avec le CCFA, tandis que le CC ISTAR se concentre sur l'intégration de tous les capteurs disponibles dans le cadre du plan global d'ISTAR. Ainsi, l'accent en matière d'ISTAR est mis sur l'exploitation des diverses forces de chaque plate-forme de capteurs (VATG, Aviation, OOA) plutôt que sur une planification technique détaillée des capteurs et de l'exécution tactique.

INTÉGRATION DU VATGT DANS LE THÉÂTRE

Le VATGT SPERWER est un VATGT français conçu pour des scénarios de guerre dans le cadre plus large de la planification aérienne. Il fonctionne bien à basse altitude dans un climat tempéré. L'opération de soutien de la paix de Kaboul présente de nombreux défis, notamment la présence de montagnes, les hautes altitudes, la chaleur extrême et la poussière. Cet environnement présente des défis en matière d'altitude et de chaleur sur le plan de la portance

et de la récupération, aussi bien que sur le plan de la turbulence, toutes des conditions qui peuvent causer des dommages aux véhicules aériens.

Comme le VATGT est en phase de mise en service au sein des FC, la création d'un bassin viable de personnel formé et expérimenté prendra quelque temps. En attendant, toutes les ressources d'instruction devraient être réservées à la formation des équipages de VATGT identifiés en vue du déploiement plutôt que de se fier au personnel provenant du cycle d'instruction normal sur le VATGT. Les équipages devraient être pleinement compétents avant l'exercice de validation. L'intervalle entre la validation et le déploiement devrait être aussi court que possible pour réduire la perte de compétences. **Observation** : La formation donnée par l'entrepreneur doit être validée par le CIC pour confirmer qu'elle satisfait nos besoins.

La formation donnée par l'entrepreneur est exclusivement fondée sur l'exploitation du système en dehors des situations rencontrées dans la réalité. Le premier vol en l'absence de l'entrepreneur a ainsi été exécuté dans un théâtre opérationnel présentant beaucoup plus de défis que celui simulé durant la formation. **Observation** : Le cours devrait inclure les procédures d'assignation des missions et les demandes d'espace aérien, l'analyse des produits d'observation, le commandement et le contrôle pour le personnel du quartier général et les questions de communications/de liaison de données pour l'état-major du G6.

Une fois rendus dans le théâtre, les équipages auront besoin de temps pour une formation adaptée au théâtre afin d'évaluer les conditions d'exploitation et les réactions de l'équipement (essais et expérimentation). Les règlements en vigueur exigent que les équipages exécutent un certain nombre de lancements et de vols pour maintenir leurs compétences. Le rythme des opérations dictera le besoin d'une formation de maintien des compétences durant la période de service. **Leçon** : Les commandants et les officiers d'état-major à tous les niveaux doivent reconnaître la nécessité de maintenir la compétence pour éviter l'érosion des connaissances.

Comme le choix de l'emplacement est important, il faut préparer des IPO sur l'établissement des zones de lancement et de récupération, de façon à minimiser le temps d'installation et l'interférence des autres utilisateurs de l'espace aérien. Les systèmes de liaison de données et de communications doivent être organisés et mis à l'essai avant que les équipages arrivent dans le théâtre. À cause de ces problèmes, la majorité de la préparation de l'équipement et des sites de lancement et de récupération s'est déroulée pendant que les troupes attendaient, ce qui n'a pas permis l'exécution d'activités simultanées. La majorité des préparatifs requis étaient inconnus avant que les troupes n'arrivent dans le théâtre. En fait, la visite d'assistance technique faite dans le théâtre avant l'arrivée des troupes était mal informée des exigences du VATGT. En conséquence, la zone d'atterrissage principale désignée, qui avait été préparée par deux sections de sapeurs sur une période de 20 jours, s'est révélée trop petite. **Leçon** : Les préparatifs doivent être exécutés avant l'arrivée du gros de l'équipement.

Les questions de communications, de logiciels et de liaison de données ont soulevé des problèmes. La qualité des images de VATGT diffusées par le Centre du renseignement de toutes sources (CRTS) / l'Équipe de soutien en imagerie graphique (ESIG) est bien inférieure à ce qu'on peut voir directement au poste de contrôle au sol (PCS). Le CRTS / l'ESIG confirme que c'est là le meilleur produit qu'il peut fournir, ce qui indique probablement des problèmes de compatibilité de logiciels ou de liaison de données entre le PCS VATGT et le CRTS / l'ESIG.

Observation : Ces problèmes devraient normalement être résolus au Canada avant le déploiement.

Il faudra prévoir du temps avant que le système VATGT ne soit pleinement fonctionnel dans le théâtre. Les équipages de VATGT devront exécuter de nombreux vols pour évaluer les conditions environnementales (paramètres/restrictions touchant les sites de lancement et d'atterrissage, densité/altitude, géographie de la zone d'opération, etc.) qui définiront les paramètres d'exploitation du VATGT.

Le personnel de l'artillerie possédant une expérience antérieure avec le VATGT, soit par suite de cours réguliers et/ou de formation auprès d'autres nations, devrait être intégré au personnel du QG/CCAO. Il faudrait élaborer des TTP et IPO détaillées, puis les adapter à l'avance au théâtre en cause.

Les utilisateurs potentiels doivent être informés régulièrement des procédures d'affectation, des capacités et des limites du VATGT.

Lorsqu'on demande une mission de VATGT, il faut fournir les informations suivantes :

- ◆ une description précise de l'information recherchée et de la zone de l'objectif;
- ◆ la priorité de l'objectif;
- ◆ s'il est nécessaire d'identifier l'équipement;
- ◆ si l'expertise de l'artillerie est requise pour la recherche;
- ◆ l'heure la plus tardive à laquelle le produit de la mission du VATGT est requis.

Il faut garder à l'esprit les principes suivants :

- ◆ toutes les missions doivent être déclenchées à l'instigation d'autres systèmes ou suite à une évaluation du G2;
- ◆ il faut inclure dans la demande de mission VATGT un énoncé détaillé de l'information particulière recherchée dans le cadre de la mission;
- ◆ les vols de captage doivent être les plus courts possibles pour minimiser le temps requis pour analyser l'imagerie. La qualité des images fournies par l'ESIG doit être améliorée;
- ◆ l'identification de l'équipement ne doit être demandée que lorsque cela est nécessaire pour minimiser le temps d'analyse. Cette fonction n'est pas nécessaire dans chaque mission;
- ◆ les missions devraient exploiter le rayon de pénétration du VATGT. Il existe d'autres systèmes qui peuvent fournir les informations requises à l'intérieur des délais prescrits.

Les priorités en matière de missions du VATGT varient selon l'opération et même en fonction de la phase de l'opération. Voici les facteurs dont il faut tenir compte pour établir les priorités :

- ◆ la menace;
 - ◆ les besoins prioritaires en renseignements du commandant;
 - ◆ la situation tactique;
-

-
- ◆ les politiques de contrebatterie et la capacité de nos ressources d'attaquer les objectifs;
 - ◆ la nature du terrain dans l'ensemble de la zone d'opération;
 - ◆ le type d'opération en cause ou la mission de la formation.

Le TDMFCC du VATGT devrait être suffisamment complet pour soutenir initialement des taux de consommation élevés, y compris des véhicules de remplacement complets, jusqu'à ce que le taux réel de consommation soit établi grâce à l'expérience particulière dans le théâtre. Le réapprovisionnement en pièces de rechange est crucial. L'utilisation du VATGT peut être interrompue, et l'a été, par suite d'un manque de pièces de rechange. Observation : Toutes les formalités d'acquisition et d'expédition devraient normalement être réglées avant le déploiement du VATGT dans le théâtre.

INTÉGRATION DES RADARS CBAO

Le radar CBAO ARTHUR est un radar à haute mobilité qui peut être déployé et installé rapidement dans une position pour ensuite remplir sa fonction et se déplacer. Il fonctionne idéalement en zone rurale en présence de terrain légèrement ondulé et d'un champ de bataille linéaire. Le radar ARTHUR loué de l'armée suédoise, en particulier, est installé sur un châssis BV 206, qui fonctionne parfaitement en climat tempéré. Par contre, Kaboul est une zone très urbanisée située en région montagneuse qui subit des chaleurs extrêmes en été et est soumise à une menace directionnelle non spécifiée. L'environnement est très dur pour tous les types d'équipement et le délicat ARTHUR ne fait pas exception.

En vue du déploiement du ARTHUR à Kaboul, une troupe d'artillerie du 2 RCHA s'est rendue en Norvège pour une période de formation de 12 jours. La formation antérieure de tous les opérateurs était dans le domaine des obusiers (sauf deux artilleurs de défense antiaérienne ayant une expérience avec le radar ADATS). Seule l'École d'artillerie avait une certaine expérience au sein des FC dans le domaine des radars de repérage. À cause d'un calendrier d'instruction comprimé, l'École d'artillerie n'a pas été en mesure d'envoyer aucun des militaires devant se déployer à Kaboul suivre le cours en Norvège. Voilà tout un défi lorsqu'on veut trouver un compromis dans la préparation en vue des opérations. Les opérateurs formés en Norvège connaissaient très bien l'exploitation des radars, mais ne connaissaient pas les méthodes d'utilisation ou les ordres et les comptes rendus nécessaires. Les membres du CCAO étaient parfaitement capables de s'occuper des ordres et des méthodes d'utilisation, mais en savaient peu sur les questions de rendement et les capacités du radar ARTHUR. De plus, à cause du calendrier de formation comprimé, il n'y a pas eu d'exercice de validation à l'égard du ARTHUR. En conséquence, il n'y a pas eu de formation de validation. Toute la formation préparatoire à l'opération a donc dû se dérouler dans les premières semaines de l'opération. Les leçons apprises au cours des premières semaines de déploiement auraient très bien pu être apprises avant le déploiement. **Leçon** : L'équipe au complet aurait dû tenir des exercices avant le déploiement. Pour ce faire, on aurait pu amener les membres du CCAO en Norvège pour apprendre le fonctionnement du système, en plus d'organiser des exercices de validation incluant les ordres de déploiement, les ordres d'émission et les activités de commandement et de contrôle.

La firme Ericsson Microwave Systems fabrique le ARTHUR. Elle a offert une session de formation de 12 jours en Norvège pour faire la formation de la troupe de radar en vue de la

mission à Kaboul. Au cours de cette formation, les militaires ont appris les rudiments de l'emploi du radar. L'exercice final en Norvège a été consacré exclusivement au repérage (c'est-à-dire déterminer l'emplacement des armes ennemies). Une des fonctions que nous devons être en mesure d'exécuter dans le théâtre est la fonction de conduite du tir (l'orientation de l'artillerie amie). Cette fonction de conduite du tir ne faisait pas partie de la formation donnée en Norvège même si elle était incluse dans l'énoncé des besoins, et représente donc un aspect que la troupe s'est efforcée d'apprendre dans le théâtre. Tout à leur honneur, le sergent-major de la troupe et les commandants de détachements ont consacré de nombreuses heures d'expérimentation et d'essais pour tenter de faire fonctionner le mode de conduite du tir. Malheureusement, leurs efforts ont coûté trois exercices et environ 30 obus d'artillerie pour essayer de réussir à faire la conduite du tir. **Observation** : Toutes les capacités requises dans le théâtre devraient être enseignées par l'entrepreneur à un niveau de compétences opérationnel.

La méconnaissance du système a aussi suscité d'autres défis. Le ARTHUR a détecté plus de 3 200 contacts possibles, dont deux seulement n'ont pas été confirmés. À certains moments, on détectait vingt contacts ou plus en quelques secondes. Grâce à des PO et à des patrouilles, il a été confirmé que la majorité de ces contacts ne représentaient pas des coups tirés. Sans une connaissance détaillée du système, il devenait futile d'essayer de comprendre pourquoi nous captions autant de faux projectiles. Le peloton de radar néerlandais éprouvait le même genre

Une des fonctions que nous devons être en mesure d'exécuter dans le théâtre est la fonction de conduite du tir (l'orientation de l'artillerie amie)

de problème, mais à une échelle différente. Les Néerlandais ont établi que les fils électriques à haute tension autour de Camp Warehouse étaient sujets à des surcharges électriques qui créaient des contacts sur l'écran du FIREFINDER. Nous avons présumé que la situation était la même pour nous, mais nous captions des séries de contacts dans des secteurs où il n'était pas supposé y avoir de fils. Nous avons par la suite établi que les aéronefs (à rotor et à jet) étaient la source de certains contacts. Cette conclusion était appuyée par l'expérimentation, des contre-vérifications auprès de la tour de contrôle à l'aéroport et le suivi des contacts enregistrés. Beaucoup de contacts étaient relevés dans les corridors

d'approche de l'aéroport et certains représentaient un tracé d'approche parfait. Si nous avions eu plus d'expérience dans l'exploitation du système, nous aurions pu commencer plus tôt au début de la période de service à faire la discrimination entre le vrai et le faux. **Observation** : Une équipe expérimentée accompagnant le système loué aurait été un précieux atout. Peut-être, comme cela a été le cas avec le SPERWER, un opérateur suédois ou deux auraient pu venir avec le système pour nous aider. Au minimum, un représentant du service sur place (RSP) de la compagnie Ericsson aurait dû être présent.

Alors que la plupart des défis étaient relevés par les militaires à Kaboul, plusieurs appels de service ont été lancés. Par l'intermédiaire de la chaîne du DBRT et du SMA(mat), des demandes de soutien du représentant du service sur place (RSP) ont été faites. Cependant, le soutien du RSP n'avait pas été planifié initialement et le seul contact que nous avons sur place avec Ericsson Microwave était par l'intermédiaire tenu du courrier électronique. Un plan de soutien plus exhaustif aurait été bénéfique, non seulement à l'égard des lacunes en matière de formation et d'expérience, mais également pour ce qui est du programme de maintenance. À titre d'exemple, la génératrice 54D s'est arrêtée par suite d'un problème de maintenance. En vertu

du programme de maintenance initial, toute pièce brisée devait être retournée en Suède avant qu'une nouvelle pièce ne soit livrée. Malheureusement, à cause du peu d'expérience avec ces génératrices, les techniciens ont gardé la génératrice sur place en attendant l'arrivée de la nouvelle, de manière à savoir comment l'installer. **Observation** : Un programme plus exhaustif de RSP aurait dû être mis en œuvre dès le départ.

Le contrat de location des radars ARTHUR était identique au contrat de l'Armée britannique lors de leur déploiement antérieur avec le ARTHUR en Afghanistan. En résumé, nous avions droit à 1 500 heures d'émission et à 3 000 km de déplacements routiers par radar. En tout temps, un radar devait être arrêté pour les travaux de maintenance. Il s'agissait d'un contrat de 18 mois. Initialement, il s'agissait d'un contrat de location-achat, mais TPSGC a fait savoir que ce genre de contrat n'était pas acceptable pour les FC et la compagnie Ericsson a gracieusement accepté d'offrir les mêmes conditions de contrat, mais exclusivement en location. En vertu des limites du contrat touchant les heures d'émission, nous ne pouvions, sur une période de déploiement d'un an, effectuer des émissions quotidiennes moyennes pendant plus de 3 heures et 50 minutes par jour et par radar. Autrement dit, seulement 16 % de la journée seraient couverts par les émissions radar. Au moment de relever le peloton de radar néerlandais, nous avons posé des questions sur les tendances et les capacités des roquettes ennemies. Comme la troupe néerlandaise fonctionnait 24 heures par jour, 7 jours par semaine, elle n'avait pas vraiment fait d'analyse des attaques à la roquette. Cela nous a obligé à faire une analyse exhaustive de façon à maximiser la couverture lorsque cela était nécessaire. Il y a cependant eu des périodes durant l'opération qui exigeaient une couverture plus soutenue à cause de la menace. À titre d'exemple, mentionnons la période de la Loya Jirga constitutionnelle pendant laquelle les radars devaient être fonctionnels en tout temps pendant le mois. Cette consigne a donc fait que deux des radars ont grandement dépassé les 750 heures d'utilisation prévues pendant la roto. De plus, un radar était en panne depuis le premier jour du déploiement. Jusqu'à ce jour, ce radar n'a utilisé que 0,3 % de ses heures prévues et le contrat ne permet pas le transfert de ses heures à un autre système opérationnel (le DBRT s'occupe encore de cette question). Un autre problème associé au radar est lié aux distances de sécurité excessives que la compagnie Ericsson a imposées pour éviter toute poursuite contre elle. Ces distances touchent un arc de 180 degrés parallèle à la face de l'antenne sur un rayon de 160 mètres. Elles ont pour effet de limiter l'arc dans lequel nous pouvons observer depuis l'intérieur d'un camp protégé. **Observation** : Le contrat a été formulé à l'intention des Britanniques dans le cadre d'un programme de location-achat et limite gravement notre capacité d'assurer une couverture continue dans un environnement opérationnel. Il aurait fallu élaborer un programme plus souple et, bien que cela ait été notre intention, l'entrepreneur s'est montré trop dur dans ses négociations.

La troupe de radar était structurée comme une troupe de radar britannique. Même si nous avons adopté la structure de la troupe, l'effectif a été réduit en fonction de nos limites. Initialement, cette troupe faisait partie de la compagnie ISTAR, une organisation expérimentale essayant de regrouper toutes les activités selon les fonctions de combat : reconnaissance, VATGT, radar CBAO et guerre électronique. Cette organisation s'est révélée problématique, mais les problèmes n'étaient pas insurmontables. Le plus grand problème touchait la nature des ordres donnés aux radars. Selon notre doctrine, c'est l'ORAB qui donne des directives aux radars en matière de mouvements, d'émissions et de politiques de détection. Par contre, l'appartenance à l'arme blindée de l'élément de commandement de la compagnie ISTAR traite

ces questions comme des prérogatives du commandant. Aucune de ces deux approches n'est fausse ou vraie. À cause de la nature des radars et de l'artillerie, le CCAO au QG de la brigade donne la majorité des instructions aux radars. Par contre, le commandant de l'escadron blindé dirige l'opération depuis le front. Cette question a finalement été résolue par l'établissement d'une liaison capteur-tireur. Pour que les canons reçoivent des informations en temps voulu des radars, ceux-ci ont été commutés sur le réseau d'appui-feu. C'était là une première étape, la suivante allait venir après l'attaque à la roquette du 11 septembre 2003. Les radars ont alors été placés en sous-ordre de la batterie d'artillerie. **Observation** : Plutôt que de tout structurer en suivant les fonctions de combat, les activités pourraient être organisées selon des critères opérationnels comme c'est le cas avec les radars, ce qui facilite la coordination.

En dépit de nombreux défis, le radar s'est révélé une ressource efficace. Le radar ARTHUR, en particulier, s'est révélé un système hautement précis et moderne. En conditions d'exercice,

nous avons été capables de repérer **avec une précision d'un mètre** des obusiers faisant feu. Pendant que les radars étaient déployés dans les camps, ils servaient de stimulants psychologiques pour le moral des soldats vivant au camp. Le fait de savoir que nous possédions ces radars était également une source de confort pour nous dans la mesure où, dans des conditions propices, nous pouvions assurer une meilleure surveillance d'un secteur que ne le pouvait l'œil humain. **Observation** : Tous les avantages que présente le système ne découlent pas exclusivement de sa capacité.



Avec la permission — Caméra de combat

dans le théâtre avec une certaine expérience de l'exploitation du radar, entièrement acquise au sein de l'Armée britannique et fondée sur un scénario de guerre. Ce déploiement, même s'il a un caractère de très haute intensité, fait quand même partie d'une opération de soutien de la paix. Il a donc été difficile d'élaborer des IPO adaptées à la situation. Beaucoup des ordres, des directives et des comptes rendus du temps de guerre étaient toujours utiles, mais il y en avait quand même d'autres qui ont dû être revus complètement, par exemple, ceux se rapportant à une attaque soutenue contre un camp. Cette procédure en particulier exigeait l'élaboration d'IPO en collaboration avec le CCFA, le CCEA, le CCAO, le CC ISTAR, le COI et le commandant. Même si cela a fonctionné, l'établissement de ces IPO s'est déroulé au cours des deux premiers mois de la période de service, ce qui fait que ces deux premiers mois se sont écoulés dans des conditions moins qu'idéales. **Observation** : Des IPO exhaustives auraient pu être élaborées en détail avant le déploiement si nous avions connu pleinement la capacité du ARTHUR.

La cellule CCAO/ORAB est arrivée

CONCLUSION

L'intégration d'équipement d'AO dans les opérations a obligé les FC à s'adapter et à surmonter

de nombreux défis. Pendant tout le temps que nous serons en opération à Kaboul, les leçons énoncées ci-dessus et d'autres encore seront tirées et nous fournirons un cadre solide à partir duquel nous pourrions construire une doctrine d'acquisition d'objectifs crédible et valide pour l'avenir. Aucun des problèmes évoqués ci-dessus ne s'est révélé insurmontable et, grâce à la débrouillardise des soldats canadiens, nous avons surmonté beaucoup de défis et accompli beaucoup plus de progrès dans les cinq mois que nous avons passés dans le théâtre que nous aurions pu le faire en cinq ans au Canada. Beaucoup des leçons et observations mentionnées ci-dessus découlent directement du cycle d'acquisition comprimé qui s'est déroulé avant le déploiement de ces capteurs. Le cycle d'acquisition ne nous a handicapés d'aucune manière, mais les leçons et observations ci-dessus pourront être utiles la prochaine fois où un besoin opérationnel dictera la compression du processus d'achat et d'emploi dans le théâtre.

L'ENFER DES PARACHUTISTES AU COURS DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE

par le Lieutenant-colonel B. Horn

Les forces aéroportées ont depuis toujours donné lieu à des débats chargés d'émotion quant à leur valeur. Pour certains, elles n'étaient guère plus que des forces d'infanterie ultra-spécialisées et donc trop coûteuses, pour ne pas dire des forces choyées qui rapportaient bien peu au regard de tout ce qu'elles exigeaient comme ressources dont on avait grand besoin, notamment des aéronefs et du personnel. C'est pourquoi leurs défenseurs ont tenu à faire valoir leur importance stratégique. Ils ont aussi souligné que les parachutistes oeuvraient dans un environnement totalement différent qui exigeait les meilleurs soldats qu'un pays puisse fournir. Les parachutistes font face à des « dangers bien particuliers », se rappelle le Général Matthew B. Ridgway, commandant de la 82nd Airborne Division pendant la guerre. « Les soubresauts soudains causés par le souffle violent de l'hélice suite au saut rapide du parachutiste », explique-t-il, « la lente descente alors qu'on est suspendu, impuissant, au harnais, la chute dans le noir où des ennemis armés sont tapis derrière chaque buisson et chaque arbre¹. » Le Major-général Richard Gale, commandant du 1st British Airborne Corps, ajoute que le parachutiste « sait qu'une fois au sol, sa destinée repose uniquement entre ses mains. Le fusil qui l'accompagne dans sa chute et la petite quantité de munitions qu'il a sur lui sont tout ce qu'il possède pour attaquer ou se défendre. L'eau et la nourriture se limitent à sa réserve immédiate. Il doit posséder un sens de l'orientation, des techniques de campagne, une capacité de lire les cartes ainsi qu'une résistance physique sans pareil. Il peut passer des heures seul, blessé et ébranlé à la suite de sa chute. Mais il s'agit de son combat et il le sait »².

Les détracteurs des forces aéroportées ont cependant bien vite répliqué que le largage de troupes n'était qu'une autre façon d'accéder au champ de bataille. Mais ils avaient tort. Les circonstances et le milieu dans lesquels évoluaient les parachutistes étaient très différents de ce qui était le lot de leurs camarades de l'infanterie ou des autres armes de combat. C'est pourquoi l'endurance physique et mentale ainsi que la résistance constituaient des critères de premier plan dans le choix de ces soldats. Voilà aussi pourquoi leur entraînement était aussi exténuant³. Le champ de bataille des forces aéroportées était différent. Il était exigeant, impitoyable et implacable. Seuls des soldats intrépides, endurants et capables d'autonomie pouvaient survivre dans cet enfer.

La nature particulière du champ de bataille tenait directement aux missions et aux rôles qui étaient attribués aux forces aéroportées⁴. Comme on pouvait s'y attendre, les Alliés, qui en sont venus à ce nouveau type de guerre sur le tard, ont démontré une évolution dans la doctrine. En 1941 encore, ce qu'on savait du sujet était assez rudimentaire et simpliste. On voyait les opérations aéroportées sous deux formes : des opérations d'envergure qui exigeaient « le recours ponctuel à des troupes aéroportées pour s'emparer d'un objectif capital »; et des opérations plus réduites au cours desquelles quelques parachutistes s'occupaient « de quartiers généraux, de dépôts et de convois par exemple, et menaient des missions de sabotage »⁵. Il était clair qu'on sous-estimait alors la valeur stratégique des forces aéroportées et qu'on les confinait à de petits objectifs tactiques. Les ouvrages de doctrine venaient renforcer ces idées. S'inspirant des leçons retenues sur l'emploi des parachutistes jusqu'en 1942, le *Canadian Army*

Training Memorandum a résumé le point de vue des Alliés à cet égard. Les parachutistes devaient « détruire des ponts; couper des fils téléphoniques et faire de l'écoute; allumer des incendies criminels et détruire des services publics; faire feu sur des troupes, des colonnes d'approvisionnement et des réfugiés afin de semer la confusion et la panique; désigner des objectifs de bombardement; répandre de fausses nouvelles; s'emparer d'objectifs importants et les conserver, un aérodrome par exemple, et exécuter des actes de sabotage de façon générale »⁶.

La façon de penser a rapidement évolué, l'expérience aidant. Le *War Department* américain, dans son ouvrage *Strategy Book* de 1942, a clairement démontré l'importance nouvelle qu'on accordait aux forces aéroportées. « De nos jours », ont écrit les stratèges américains, « on ne peut espérer réussir des opérations terrestres sans compter sur la coopération certaine des parachutistes, à un niveau jusque-là insoupçonné. » On estimait que « le succès de l'opération entière reposait sur les parachutistes »⁷. En 1943, selon les auteurs de doctrine, les forces aéroportées étaient appelées à remplir trois fonctions principales. Elles devaient tout d'abord travailler en étroite collaboration avec des forces importantes au cours d'une attaque toutes armes qui regroupait des éléments terrestres, maritimes ou aériens, ou ces trois éléments. Pour ce type d'opération, les troupes aéroportées étaient chargées d'attaquer l'ennemi dans sa zone arrière et d'aider par conséquent le gros des forces à effectuer une percée. Elles devaient aussi retarder l'avance des réserves ennemies en occupant des défilés situés entre leur position et le champ de bataille ou, au contraire, retarder un ennemi qui battait en retraite en attendant l'arrivée du gros des forces qui se chargeait de le détruire. On comptait aussi sur les parachutistes pour s'emparer d'aérodromes ennemis et aider à acquérir la supériorité aérienne, créer des diversions, de même que prendre ou détruire des quartiers généraux afin d'empêcher l'ennemi d'assurer une défense cohésive.

La deuxième fonction d'importance des forces aéroportées consistait à travailler en autonomie en tant qu'unités ou formations. Dans l'esprit des stratèges, les parachutistes pouvaient s'emparer d'îles ou de secteurs peu défendus ou susceptibles d'être renforcés ainsi que de positions qui pouvaient gêner considérablement l'ennemi et l'empêcher de déplacer ses réserves. Certaines installations névralgiques, les raffineries de pétrole par exemple, étaient aussi considérées comme des objectifs propices à des actions indépendantes, tout comme les centres gouvernementaux dont la perte donnerait lieu à une grande confusion. Les planificateurs pensaient aussi que les parachutistes pouvaient appuyer les forces de guérilla en leur fournissant un noyau de soldats formés. Dans cette fonction, les forces aéroportées favorisaient une économie de l'effort en immobilisant les ressources ennemies ou en obligeant l'ennemi à affecter d'importantes quantités d'équipement et de personnel à la sécurité de ses zones arrière.

Les forces aéroportées étaient finalement appelées à jouer un rôle de harcèlement, travaillant en petits groupes et souvent loin de l'action. Les parachutistes devaient perturber les communications et détruire des aéronefs, des moyens de transport, des postes de transmission, des voies ferrées, des trains, des écluses, des ponts et des usines. On leur demandait aussi de détruire le carburant, les fournitures et l'équipement de l'ennemi et de créer un climat de panique au sein de la population civile en répandant de fausses informations⁸.

Voilà pour la théorie. Mais qui mieux que le combattant lui-même pour décrire la mission qu'il était réellement appelé à remplir. « Les parachutistes », déclare le Lieutenant-colonel G.F.

Bradbrooke, commandant du 1^{er} Bataillon canadien de parachutistes, « sont le fer de lance. » Il précise qu'« ils doivent s'attendre à être les premiers à intervenir, à pénétrer derrière les lignes ennemies et à combattre à des positions isolées »⁹. Le Major-général Richard Gale a expliqué à ses officiers leur rôle en des termes aussi simples. « Les parachutistes », affirme-t-il, « ouvrent presque toujours la voie et mènent l'attaque. » Il ajoute qu'ils « peuvent s'emparer d'une position située derrière l'ennemi, couper ses lignes de communication et l'empêcher de recevoir des renforts; attaquer l'ennemi par l'arrière pendant que le gros des troupes l'attaque sur le front; s'emparer d'aérodromes ennemis; aider à effectuer un franchissement maritime ou à franchir un cours d'eau en établissant une tête de pont ou en lançant des raids sur des objectifs spéciaux »¹⁰. Ces missions et ces tâches dépeignent à merveille les forces aéroportées, à savoir des troupes de choc qui lancent le combat et qui se retrouvent souvent seules pour essuyer des attaques de représailles. Mais ce qui est plus inquiétant encore, c'est que ces forces doivent composer avec des contraintes de taille qui réduisent leurs chances de succès et compliquent considérablement le combat terrestre qu'elles sont appelées à mener. La première contrainte évidente était la vulnérabilité des aéronefs en vol. Ces appareils de transport lourds tout comme ceux qui tiraient des planeurs volaient à faible vitesse et constituaient des cibles alléchantes pour les canons antiaériens et les chasseurs ennemis. Il était donc essentiel de contrôler l'ensemble du « corridor aérien », ce qui exigeait qu'on possède la suprématie aérienne ou, du moins, la supériorité aérienne locale sur tout l'itinéraire.

Mais les contraintes ne s'arrêtaient pas là. Les sauts eux-mêmes devaient être précis. Même si l'aéronef arrivait à destination avec tous ses passagers, il était toujours difficile de larguer les troupes sur l'objectif, de trop nombreux facteurs faisant obstacle au succès de l'opération. Entre les mains d'équipages inexpérimentés et mal entraînés, il était souvent difficile pour les aéronefs de maintenir leur formation de vol. C'est ainsi que les parachutistes sautaient alors que l'appareil volait à une altitude trop élevée ou à une trop grande vitesse. Au cours de l'invasion de la Sicile en juillet 1943, les parachutistes alliés devaient en principe sauter d'un Dakota C-47 qui volait à une altitude de 600 pieds et qui avait presque atteint la vitesse de décrochage, soit 100 milles à l'heure. Mais les choses se sont passées bien différemment. Les parachutistes ont en effet sauté d'une altitude de 1 500 pieds alors que l'appareil volait presque à 200 milles à l'heure, sa vitesse maximale. Si on ajoute à cela des problèmes de navigation et des vents violents, 3 405 parachutistes américains ont été largués un peu partout dans un secteur de 60 milles de largeur, dans le sud-est de la Sicile¹¹. Le Colonel James Gavin, commandant régimentaire au sein de la 82nd Airborne Division, a passé les premières heures qui ont suivi en territoire ennemi, avec seulement 19 de ses soldats¹². Il a plus tard évalué que 12 pour 100 environ des 3 405 soldats, soit approximativement 425, sont tombés à l'endroit prévu, quelque part en avant de la tête de pont¹³. De même, des 144 aéronefs qui ont quitté l'Afrique avec à leur bord les soldats du 504th Parachute Infantry Regiment, 23 ont disparu et 37 ont subi de lourds dommages, dont la moitié exigeaient d'importantes réparations avant d'être remis en service. Vingt-quatre heures après le largage, seulement le quart des 2 000 soldats qui avaient quitté l'Afrique répondaient à l'appel du Colonel Reuben Tucker, le commandant régimentaire¹⁴. Toujours au cours de la même opération, seulement 27 des 200 parachutistes britanniques (ou 14 pour 100) se sont retrouvés assez près de leur objectif pour être en mesure de livrer le combat pour le Ponte Grande¹⁵. Presque un an plus tard en Normandie, 3 500 des 6 600 soldats de la 101st Airborne Division des États-Unis qui avaient été parachutés aux premières heures du jour J manquaient toujours à l'appel à la fin de la journée¹⁶. De plus, le 15 août 1944, 5 000 parachutistes alliés de la 1st Airborne Task Force qui participaient à l'opération DRAGOON ont sauté dans la région de Le

Muy, dans le sud de la France. Une fois de plus, la précision manquait. En effet, environ 60 pour 100 des parachutistes américains et 40 pour 100 des parachutistes britanniques se sont retrouvés beaucoup trop loin de leurs zones de largage (ZL) pour qu'on puisse parler, de l'avis d'experts de l'Armée de terre, d'opération réussie¹⁷.

L'inexpérience et le manque de formation des équipages n'étaient pas les seuls problèmes. La présence de canons antiaériens et l'activité aérienne ennemie obligeaient souvent les pilotes à adopter des mesures d'évitement qui compliquaient considérablement la tâche des parachutistes qui, en bout de ligne, n'atteignaient pas leur objectif. « Au moment où nous nous approchions de la ZL, l'aéronef a effectué de brusques mesures d'évitement, se rappelle le parachutiste de dix-neuf ans Bill Lovatt. Alors que je me dirigeais vers la porte, j'ai été projeté de l'autre côté de l'appareil, dans un enchevêtrement total¹⁸. » Des erreurs de navigation ainsi que des vents violents ou de mauvaises conditions atmosphériques venaient amplifier les problèmes. Lorsqu'un de ces facteurs ou pire, toute combinaison de ces facteurs était présent, les chances de réussir un assaut parachuté étaient bien minces. Le soir du 24 septembre 1943, au cours de l'offensive lancée par les Russes sur le fleuve Dniepr, des pilotes soviétiques ont été pris de panique lorsqu'ils se sont retrouvés sur la ligne de front, sous un tir antiaérien nourri. Les parachutistes ont été largués un peu partout, loin de leur objectif. Des 4 575 parachutistes et 666 conteneurs largués, 2 017 soldats (44 pour 100) et 590 conteneurs (89 pour 100) n'ont pas atteint la ZL prévue. Selon des rapports allemands, seulement trois aéronefs et un planeur ont été abattus au cours de 296 sorties. Ces chiffres montrent bien que les pilotes soviétiques ont craqué sous la pression et ont été incapables d'atteindre leurs objectifs¹⁹. Mais les Soviétiques n'ont pas été les seuls à réagir de la sorte. Le Capitaine américain Richard Todd a reconnu que le jour J « nous avons perdu des soldats qui, à la suite de mesures d'évitement, sont tombés à la mer »²⁰. Le Sergent John Feduck a eu un peu plus de chance. « Avant que la lumière ne passe au vert, l'avion a dévié brusquement », se rappelle-t-il. « Je ne pouvais m'accrocher à quoi que ce soit parce qu'il n'y avait rien à quoi m'accrocher. J'ai donc été projeté hors de l'appareil sans aucune possibilité de retour²¹. » Heureusement qu'au moment où il a été « largué », l'appareil survolait la côte de la France. Une situation semblable s'est produite en décembre 1944 alors que des pilotes et un équipage inexpérimentés, incapables de maintenir la formation de vol sous le tir ennemi, ont été responsables de la chute funeste de 1 200 parachutistes allemands, placés sous le commandement du Baron von der Heydte. Les Fallschirmjaeger sont tombés dans un secteur tellement vaste qu'une infime fraction de la force est parvenue à se regrouper. Ceux qui restaient, trop peu nombreux pour mener leur mission, n'ont pu intercepter les renforts américains qui arrivaient de Belgique et qui faisaient route vers le sud afin d'alléger la pression créée par l'attaque surprise des Allemands dans les Ardennes²².

Le vol et ses inquiétants défis derrière, d'autres obstacles attendent les soldats. Les parachutistes sont, d'entrée de jeu, extrêmement vulnérables au moment de l'impact au sol. Les soldats, les systèmes d'arme, les postes radio ainsi que les autres pièces d'équipement essentielles à la mission doivent être regroupés au point de rendez-vous (RV) afin de concentrer la force et d'exercer un commandement et un contrôle efficaces. Cela exige du temps et le temps requis est en fait lié au succès, et plus particulièrement à la précision du largage lui-même²³. Plus les troupes sont dispersées, plus elles mettent de temps à se regrouper et à constituer la puissance de combat et plus elles mettent de temps, plus l'effet de surprise et l'effet de choc sont réduits. « Le plus difficile, ce n'était pas de combattre, même si cela était parfois assez ardu, admet le Lieutenant-colonel Bradbrooke, mais bien de nous réorganiser une fois

dans la ZL²⁴. » L'endroit où les troupes tombent par rapport à la position de l'ennemi a aussi des conséquences graves. Un officier de l'artillerie royale britannique affecté à Heraklion, en Crète, en mai 1941 raconte :

Ceux [Fallschirmjaeger] qui ont été largués sur le secteur centre sont tombés directement sur ma position de pièces. Mon petit détachement de 25 soldats a dû affronter un nombre beaucoup plus élevé de parachutistes. Mes soldats ont cependant fait beaucoup plus; ils les ont pratiquement éliminés. Si on peut les attaquer à l'instant même où ils quittent l'aéronef et arrivent au sol, les parachutistes sont pratiquement sans défense²⁵.

Jusqu'à la fin de la guerre, les planificateurs de l'Armée ont reconnu que le tiers des parachutistes seraient incapables de participer aux opérations²⁶.

Au sol, la mobilité réduite des parachutistes venait augmenter leur vulnérabilité. Si lourdement chargés, ils ne pouvaient se déplacer rapidement et sur de grandes distances, ce qui limitait les objectifs et les missions qui pouvaient leur être confiés. Ceux qui faisaient fi de cette réalité en payaient chèrement le prix. L'incapacité de reprendre rapidement le pont à Arnhem en septembre 1944 tenait en partie au fait que les soldats étaient tombés trop loin de l'objectif. Les défenseurs allemands ont admis avoir eu le temps de mobiliser leur défense et de contrer la menace²⁷.

Les parachutistes devaient aussi composer avec une autre contrainte importante : leur puissance de feu réduite. Comme ils étaient en général largués derrière les lignes ennemies, ils se retrouvaient souvent hors de la portée des armes d'appui-feu des forces amies, l'artillerie ou le tir d'appui naval par exemple. Le seul tir sur lequel ils pouvaient compter était donc celui qu'ils pouvaient eux-mêmes produire. Ainsi, pour des raisons de logistique pure, l'emploi de nombreuses armes lourdes était exclus. Les pertes et les dommages subis au moment de l'impact au sol ajoutaient au problème. « Alors que les aéronefs maintenaient une vitesse de 125 ou 135 milles à l'heure, » s'indignait un ancien combattant qui a participé à la mission Tagaytay Ridge aux Philippines en février 1945, « nous avons pratiquement tous vécu le pire choc de notre vie au moment de l'ouverture de notre parachute. Nous avons presque tous perdus notre casque, notre sac s'est détaché de notre ceinturon de toile, nos bretelles se sont brisées et avec un vent qui soufflait entre 20 et 30 milles à l'heure. . . l'atterrissage a été très, très éprouvant pour plusieurs »²⁸. Mis à part les ecchymoses et les éraflures, le plus dur a été de perdre de l'équipement. Naturellement, les parachutistes se sont plaints à l'effet qu'« au cours des dures semaines qui ont suivi le jour J [6 juin 1944], ils ont dû essuyer les attaques de l'infanterie ennemie et parfois des chars et des canons automoteurs avec une puissance de feu inférieure »²⁹. Un peu plus de trois mois plus tard, à Arnhem, la 82nd Airborne Division a été incapable de communiquer avec son quartier général supérieur basé 15 milles plus loin parce qu'au moment du largage, ses deux imposants postes radio avaient été endommagés³⁰.

La dernière contrainte importante inhérente aux opérations aéroportées était la soutenabilité. Toutes les opérations aéroportées misaient sur une éventuelle jonction avec des forces terrestres qui, en général, devait se produire dans un délai de 48 à 72 heures³¹. On larguait habituellement du ravitaillement lorsqu'il ne pouvait y avoir de jonction entre les forces aéroportées et les forces terrestres. Les contraintes mentionnées précédemment s'appliquaient cependant aussi au largage des stocks d'approvisionnement, et la précision était de rigueur. Les forces aéroportées sont néanmoins parvenues à tenir le coup pendant de

longues périodes, même encerclées par des forces supérieures. Au cours de l'hiver 1941-1942, au cours de la bataille de Moscou, d'importantes formations aéroportées soviétiques ont passé de quatre à six mois derrière les lignes allemandes. En septembre 1944, au cours de l'opération MARKET GARDEN menée en Hollande, les Alliés ont tenu pendant huit jours, soit quatre fois plus longtemps que prévu. Dans les deux cas, des combats rapprochés crapuleux ont eu lieu, notamment contre des unités blindées. À la fin de ces engagements, les unités de parachutistes étaient gravement mutilées et pratiquement anéanties³².

Les forces aéroportées possèdent toutefois de nombreuses capacités qui viennent compenser les innombrables contraintes qui leur sont imposées. Ces capacités éclipsent les faiblesses et rendent la présence des parachutistes incontournable. Elles leur confèrent aussi un avantage certain lorsqu'ils sont appelés à lutter pour leur survie sur leur champ de bataille. Le plus grand avantage que possèdent les parachutistes réside dans leur mobilité stratégique. Les planificateurs de l'armée les qualifient de « troupes de choc très mobiles capables de s'insérer à court préavis dans un secteur ennemi qu'on pourrait autrement penser à l'abri de toute attaque ». Autrement dit, on peut déployer rapidement et sur de grandes distances un nombre élevé de parachutistes et d'importantes quantités d'équipement, sur des terrains difficiles et parsemés d'obstacles. Les parachutistes sont de plus les seuls à pouvoir s'engager très rapidement dans des opérations de combat sans qu'il soit nécessaire d'assurer la sécurité d'aérodromes, de ports, de plages ou d'autres points d'entrée. Employés de façon stratégique, ils peuvent s'emparer de terrains et de fortifications essentiels aux manœuvres, jusque-là considérés imprenables. Le 10 mai 1940, un petit groupe de 55 ingénieurs parachutistes allemands a été largué et est parvenu à rendre inopérant l'important fort belge d'Eben-Emael, gardien du canal stratégique Albert et de sa garnison de 1 200 soldats³³. De plus, 129 Fallschirmjaeger ont été parachutés près de Vroenhoven afin de s'emparer de ce pont. En quelques minutes, la garnison belge était complètement dominée et tous les explosifs installés au pont avaient été enlevés. Trente minutes plus tard, le pont était rouvert aux panzers allemands³⁴. Un an plus tard environ, les Fallschirmjaeger se sont emparés du canal de Corinthe, en Grèce, faisant prisonniers quelque 10 000 soldats alliés. Au cours de cette opération, les Fallschirmjaeger ont perdu 63 soldats alors que 174 autres ont été blessés³⁵.

La mobilité stratégique propre aux opérations aéroportées engendre d'autres capacités qui contribuent à accroître l'efficacité au combat, notamment l'effet de surprise et la perturbation psychologique. La surprise provoque la confusion, la peur et la panique aussi bien chez les militaires que chez la population en général. Le simple fait de s'imaginer que des forces aéroportées puissent lancer une attaque exige la mise en place de contre-mesures coûteuses. Mais plus encore, la peur s'installe dans l'esprit des assiégés qui réalisent que même les zones arrière ne sont désormais plus sûres. Les exemples foisonnent. En 1940, le largage de soldats allemands en Hollande a semé une vague de panique dans toute l'Europe aussi bien qu'en Angleterre. « Une chose était sûre », écrit le Capitaine F.O. Miksche, « c'est que partout, on était obsédé par les parachutes. Tout le monde en voyait, tout le monde était louche et même les officiers et les soldats alliés qui étaient parfois appelés à transporter des ordres importants étaient arrêtés par les autorités militaires françaises³⁶. » En Grande-Bretagne, on avait disposé les troupes de façon à ce qu'elles puissent contrer ce qu'on croyait être une invasion aéroportée, ce qui avait exigé d'importantes quantités de matériel qui se faisait rare. En 1940, dans un effort pour protéger le pays, le gouvernement de la Grande-Bretagne a adopté une politique en vertu de laquelle tous les espaces libres (pratiquement tous les parcs et tous les terrains de jeux) du

pays devaient être recouverts de longs pieux, de blocs de béton et d'autres obstacles afin d'éviter que des parachutistes n'y soient largués³⁷.

La menace d'une invasion aéroportée s'est plus tard renversée d'elle-même et les forces de l'Axe ont ressenti l'insécurité qui en a résulté. Bien qu'elle n'ait causé que peu de dommages physiques ou de dérangements, l'attaque lancée par un petit groupe de parachutistes sur l'aqueduc Tragino, en Italie, le 10 février 1942 a eu des répercussions plus profondes. Rendus nerveux à la suite de cette opération, les Italiens ont par la suite décidé d'affecter d'importantes ressources humaines et matérielles à la protection de chacun des points névralgiques du pays³⁸. Le raid de Bruneval lancé un peu plus de deux semaines plus tard sur la côte de la France, là encore par des parachutistes britanniques, a été plus lourd de conséquences. Les parachutistes se sont emparés d'éléments du radar allemand Wurzburg qui, pour les Britanniques, jouaient un rôle important dans le développement de radars et de contre-mesures électroniques³⁹. Mais à un niveau tactique plus important, la menace d'assauts aéroportés de grande envergure et les assauts eux-mêmes ont causé bien des ennuis au haut commandement allemand. Au cours de l'invasion de la Sicile en 1943, le Quartier général de la 6^e Armée allemande a reçu des rapports alarmistes à l'effet que des parachutistes étaient largués dans tout le sud de l'île. Cette nouvelle a paralysé les Allemands, les empêchant de réagir d'une façon cohérente et décisive. Le message de Radio Rome selon lequel de 60 000 à 120 000 soldats avaient été largués en Sicile, alors qu'environ 7 300 parachutistes alliés et troupes aéroportées par planeur avaient lancé un assaut pendant deux jours, témoignait bien de l'état de confusion qui régnait⁴⁰. Puis, moins d'un an plus tard, au printemps de 1944, le Feld-maréchal Erwin Rommel avait prévu dans son plan de défense de la côte de la Normandie des dispositions spéciales visant à faire obstacle aux parachutistes. C'est ainsi que de nombreux soldats ont été retirés du front et envoyés dans la péninsule de Contentin dans le but premier d'assurer la protection contre un assaut aéroporté⁴¹.

Les parachutistes possédaient un tel pouvoir de créer l'effet de surprise et de provoquer une perturbation psychologique que même la présence de quelques hommes ou des opérations menées par un ennemi pratiquement vaincu provoquaient consternation et panique. En décembre 1944, au cours de l'offensive des Ardennes, la peur des parachutistes s'est faite sentir jusqu'à Paris à la suite de l'opération de largage ratée entreprise par les Allemands. Le commandant suprême des Forces alliées, le Général Dwight D. Eisenhower, s'est pratiquement retrouvé prisonnier dans son propre quartier général⁴². C'était la peur créée par l'arrivée soudaine de troupes ennemies dans la zone arrière et l'incapacité de préciser leurs objectifs qui conféraient à la force d'invasion un avantage décisif. Il arrivait souvent, comme nous l'avons vu, que des commandants, nerveux, transmettaient des rapports imprécis qui laissaient croire que des opérations aéroportées massives et d'envergure menaçaient d'importants secteurs, surtout lorsqu'ils faisaient référence à des sauts dispersés sur de vastes territoires. Cette situation empêchait pour sa part l'ennemi de réagir, ses chefs cherchant à savoir d'où venait la menace la plus importante avant d'engager leurs forces. En septembre 1944, au cours de l'opération MARKET GARDEN, le Colonel-général Kurt Student a admis qu'« il était incapable de dire ce qui se passait ou encore où se rendaient ces unités aéroportées »⁴³. Les parachutistes doivent se regrouper rapidement avant de mener leur mission, mais le défenseur doit quant à lui chercher à savoir ce qui arrive, le nombre de parachutistes qui ont été largués, l'endroit où ils se trouvent, leur objectif et les forces disponibles pour contrer la présumée attaque. « Cela est bien particulier aux opérations aéroportées », affirment des commandants allemands, « que l'attaquant et le défenseur éprouvent au même moment leur plus grande faiblesse. Le résultat

dépend de trois facteurs : celui qui résiste le mieux à la pression, celui qui prend l'initiative le premier et celui qui démontre la plus grande détermination⁴⁴. »

Aussi, malgré les contraintes avec lesquelles ils doivent composer, les parachutistes constituent pour une force de combat une ressource d'une valeur inestimable puisque leur présence est garante d'un succès écrasant vu les immenses capacités qu'ils possèdent. Il est payant, mais aussi très risqué, de faire appel aux forces aéroportées. Et c'est dans ce contexte que le parachutiste doit évoluer, aux prises avec des défis de taille. Le parachutiste fait bien plus qu'accéder au champ de bataille. Son combat débute bien avant qu'il n'établisse un contact avec l'ennemi. Lorsqu'ils arrivent au sol, les parachutistes sont généralement fatigués et épuisés, eux qui ont dû endosser leur équipement et passer de longues heures à attendre. On voyait souvent des parachutistes qui transportaient 100 livres d'équipement, sans compter leur parachute. Martin Wolfe, un membre d'équipage, se rappelle avoir poussé des parachutistes qui avaient jusqu'à 125 livres d'équipement. « Avec son équipement », soutient le Colonel Ivan Hershner, « le soldat moyen pesait environ 300 livres cette nuit-là [6 juin 1944]⁴⁵. » Cette charge exténuante n'était pas le seul obstacle qu'il fallait surmonter. Les effets qu'elle produisait sur le saut lui-même étaient aussi considérables. « Mon parachute s'est ouvert sans problèmes, quelques sections se sont déchirées pendant la descente, ce qui peut arriver lorsqu'on a autant d'équipement, » se souvient Edward J. Cole, qui a sauté à Tagaytay Ridge en février 1945. « J'ai voulu saisir ma sangle de suspension et j'ai touché le sol, explique-t-il. Je n'ai pas pu libérer ma corde [...] nous avions sauté avec tout notre équipement alors que l'appareil se trouvait à environ 450 pieds d'altitude⁴⁶. » Comme ils étaient très lourds et que l'appareil volait à basse altitude, la descente a été assez rapide. Cela arrivait souvent.

Il semblait cependant bien loin pour les parachutistes le moment où ils pourraient se retrouver dans la zone de largage et se débarrasser enfin de leur harnais et de cet équipement lourd, si inconfortables. Il devait tout d'abord surmonter les supplices du vol : les secousses de l'appareil volant dans le sillage des avions qui l'avait précédé et les efforts de l'équipage pour se soustraire au tir des canons antiaériens. La recherche a montré que le mal de l'air attribuable à la turbulence en vol était un facteur de fatigue. Avec l'anxiété et la tension qu'ils devaient vivre et les lourdes charges qu'ils devaient transporter, les parachutistes étaient très affaiblis lorsqu'ils terminaient leur saut⁴⁷.

Mais il fallait bien vite oublier l'épuisement, les nombreuses écorchures et contusions et même les blessures plus graves, les foulures ou les fractures par exemple. Le combat au sol commençait, et le parachutiste était habituellement le premier à y participer. Sa mission le conduisant derrière les lignes ennemies, il se retrouvait en contact direct avec l'ennemi alors qu'il n'était pas encore prêt pour un tel affrontement. C'est ainsi qu'en septembre 1944, des parachutistes polonais largués à Arnhem se sont retrouvés au cœur d'un combat et ont essuyé les tirs des deux camps⁴⁸. Et puis, lorsque le bruit du moteur de l'appareil s'évanouissait dans le lointain, les parachutistes étaient en général laissés à eux-mêmes. Ils se retrouvaient sans arrière, sans abri où retourner et sans canalisation qui leur donnait accès à des navires ou aux lignes amies. « Un parachutiste mène un combat solitaire », affirme le Lieutenant-colonel Sir Michael Gray de l'armée britannique. « Il n'a pas de front ou de zone arrière en tant que tel », explique-t-il. « Il a souvent l'impression qu'il mène seul le combat⁴⁹. » Le Brigadier James Hill, commandant de la 3rd Parachute Brigade britannique au cours de l'invasion de la Normandie, a compris la confusion dans laquelle ses hommes pourraient être plongés. « Messieurs, malgré l'excellent entraînement que vous avez reçu et les excellents ordres qui vous ont été transmis »,

a-t-il déclaré, « ne vous laissez pas décourager par le chaos qui pourrait exister. Ce sera sans doute le cas³⁰. » Il avait vu juste. Les sauts ont manqué de précision et les unités ont dû mener leurs missions avec des effectifs réduits et sans pièces d'équipement importantes.

Dans un tel enfer, il n'est pas surprenant que les parachutistes subissent plus de pertes que les autres troupes au combat. « Les sauts étaient d'un romantisme dantesque », fustigeait un détracteur, « mais aussi dangereux et ruineux en vies humaines. Ils mettaient une très grande importance sur une certaine forme de bravoure⁴⁹. » Il n'était pas exagéré de dire qu'il fallait du courage. Les statistiques parlent d'elles-mêmes. Des 2 000 parachutistes allemands (22nd Infantry Division — débarquée) qui ont pris part à la prise de La Haye, dans les Pays-Bas, le 10 mai 1940, 40 pour 100 des officiers et 28 pour 100 des soldats ont été tués⁵⁰. Toujours le 10 mai, les Fallschirmjaeger qui ont attaqué le fort belge d'Eben Emael ont perdu 30 pour 100 de leur effectif⁵¹. Presque un an plus tard, des parachutistes allemands ont perdu 58 pour 100 de leurs hommes au cours de l'invasion de Crête, 25 pour 100 d'entre eux ayant été tués⁵². « Nous avons payé chèrement notre victoire », conclut Adolf Strauch, « un homme sur trois étant tué et un sur deux étant blessé. Notre victoire n'en était pas une⁵³. »

Et le sang a continué de couler. La force d'incursion du commando de parachutistes britannique qui a combattu à Tragino, en Italie, a été complètement anéantie⁵⁴. Les parachutistes soviétiques ont perdu 71 pour 100 de leurs soldats au cours des batailles acharnées qu'ils ont livrées aux environs de Vyazma/Moscou, de janvier à mars 1942. En Yougoslavie, le bataillon aéroporté Waffen SS allemand a perdu 62 pour 100 de ses effectifs au cours du raid qu'il a lancé sur le quartier général de Tito en mai 1944⁵⁵ alors qu'en septembre de la même année, environ 80 pour 100 de la 1st Airborne Division britannique a péri au cours de l'Opération MARKET GARDEN⁵⁶. Finalement, la 82nd Airborne Division a perdu 27 pour 100 de ses soldats en Sicile et 46 pour 100 en Normandie⁵⁷. En novembre 1944, alors le Major-général Ridgway, le commandant du XVIII Corps (Aéroporté), a admis dans une lettre adressée au Général George Marshall, chef d'état-major de l'armée des États-Unis qu'« au moment où elle entre dans le combat, une division aéroportée a déjà subi des pertes bien plus importantes que ce qu'a connu jusque-là une division d'infanterie, cela s'expliquant par le manque de précision des sauts, les blessures subies au moment de l'impact au sol et les pertes au combat normales »⁵⁸. Au cours de la Seconde Guerre mondiale, les forces aéroportées américaines ont dans l'ensemble perdu plus de 30 pour 100 de leur effectif alors que chez les formations d'infanterie régulières, les pertes n'étaient que de 10 pour 100⁵⁹.

On est parvenu à comprendre facilement pourquoi il en était ainsi. Le champ de bataille sur lequel évoluent les parachutistes est tout à fait particulier : la situation n'y est jamais claire, le parachutiste n'a pas de position de départ bien établie et il se retrouve souvent, pour ne pas dire régulièrement, tout à fait seul, du moins dans les premiers moments, loin en territoire ennemi. On ne sait jamais qui ou combien de soldats parviendront à l'objectif à temps pour participer au combat. Seuls des soldats hors du commun dotés d'un tempérament spécial sont en mesure de survivre dans des milieux aussi incertains et hostiles. Tous les parachutistes sont égaux, quel que soit leur grade ou le poste qu'ils occupent, puisque tous doivent affronter les difficultés et les dangers inhérents au vol et à un largage dans une ZL inconnue. Durant l'assaut lancé sur la Sicile, de nombreux planeurs sont tombés dans la mer Méditerranée. Le Major-général Hoppy Hopkinson, commandant de la 1st Airborne Division de l'armée britannique, a survécu à cette chute, s'agrippant aux débris de son appareil⁶⁰. Au cours de l'invasion de la Normandie, les membres du premier Bataillon, 501st Parachute Infantry Regiment, ont non seulement été

dispersés, mais leur commandant a été tué, leur commandant adjoint a été fait prisonnier et les quatre commandants de compagnie ont été portés disparus⁶¹. « La dispersion des troupes a eu des répercussions sur tout le combat », a révélé l'ancien parachutiste Dan Hartigan. « Le jour J, nous avons perdu plus de 50 pour 100 de nos officiers, nous dit-il, 15 sur 27 je crois⁶². » En raison de la possibilité de perdre tous les chefs, tous les parachutistes doivent être prêts à poursuivre la mission par eux-mêmes. « Lorsque ses soldats [division aéroportée] arrivent au sol », a déclaré le général Matthew Ridgway, « ils sont tous des individus, et le général arborant deux étoiles et le Pfc. [soldat] sont sur un pied d'égalité. » Il ajoute que « vous êtes privé de communication pendant un certain temps, surtout si vous sautez la nuit. Vous ignorez où vous êtes. Vous ne savez pas si vous vous trouvez au milieu de troupes amies ou ennemies »⁶³. Sur ce champ de bataille, le soldat devait à coup sûr faire preuve d'audace, de courage et de ténacité et posséder un esprit d'initiative, un esprit vif et des aptitudes au combat exemplaires. Les parachutistes devaient pouvoir s'adapter à des situations imprévues et plus important encore, fonctionner en autonomie. Voilà pourquoi les soldats étaient soumis à des processus de sélection spéciaux et à un entraînement rigoureux où seuls ceux qui avaient la meilleure condition physique, qui possédaient le plus d'audace et qui, sur le champ de bataille, étaient d'une efficacité sans pareille passaient l'épreuve. Les forces aéroportées possédaient une mentalité et une philosophie bien particulières - aucune mission n'était trop décourageante et aucun défi trop grand.

L'image qu'on avait du parachutiste ajoutait au côté mystique. Pour mener ces opérations complexes et dangereuses, on devait compter sur ce qu'on appelait un soldat d'« élite ». Pour la plupart des civils et des militaires, les parachutistes possédaient des nerfs d'acier et une condition physique remarquable qui leur permettaient de survivre au choc du saut et à des chutes difficiles⁶⁴. « Disons tout d'abord qu'ils [parachutistes] sont des spécimens parfaits », écrit Larry Gough du magazine *American Liberty*. « Ils doivent l'être », explique-t-il, « parce qu'ils accomplissent un travail difficile où les risques de blessures sont tellement grands. Ils ont un esprit vif parce que leurs fonctions l'exigent et parce qu'une fraction de seconde peut faire la différence entre une mort immédiate ou un travail réussi⁶⁵. » Le témoignage d'un Canadien était tout aussi impressionnant. « On s'imagine des hommes possédant des muscles d'acier qui sautent en parachute, suspendus dangereusement à de minces cordes, prêts à tout, les balles tourbillonnant autour d'eux, » nous racontait un journaliste. Il ajoutait :

Ils se regroupent ou se dispersent. Certains sont touchés. Mais les autres continuent. Peut-être doivent-ils dynamiter un objectif ou encore infiltrer des lignes ennemies et provoquer le désordre qui fera échouer la défense ennemie tandis que leurs compagnons sur le front tentent de réaliser une percée. Ou peut-être doivent-ils effectuer une reconnaissance et revenir du mieux qu'ils le peuvent. Mais quelle que soit leur tâche, ils vont l'accomplir, ces hommes les plus endurcis qui soient qui n'ont jamais porté l'uniforme kaki⁶⁶.

Bien franchement, les gens tout autant que les commandants militaires croyaient que les parachutistes formaient le fer de lance des opérations — des troupes de choc endurcies, intelligentes et autonomes qui viennent du ciel pour paralyser et démoraliser l'ennemi. « D'entendre parler de l'opération aéroportée autonome », insistait le Lieutenant-général E.M. Flanagan, « contribuait à maintenir notre moral, à renforcer et à soutenir la population. » Il a ajouté qu'il faisait référence à une armée de parachutistes qui s'élançait « pour porter le coup fatal à l'ennemi, dans le fond de sa cour »⁶⁷. Le Brigadier James Hill se contente de décrire les parachutistes comme le meilleur matériel de combat au monde. Selon lui, « les parachutistes

ont prouvé qu'ils étaient des fantassins remarquables dotés d'un physique imposant et de nerfs solides, des guérilleros nés, mobiles et infatigables, de formidables marcheurs ayant un moral à toute épreuve »⁶⁸. Le Brigadier-général Ridgley Gaither de l'Army War College, de retour d'une affectation sur le théâtre d'opérations de l'Europe, a indiqué que « le respect que toutes les autres troupes de combat témoignent à ces unités prouve hors de tout doute qu'elles sont les meilleures troupes de combat. Fortes d'un esprit de corps et d'un moral sans pareil, elles sont convaincues qu'elles sont invincibles »⁶⁹. Voilà pourquoi le Colonel James Gavin, commandant de la 82nd Airborne Division durant la guerre, a plus tard écrit que « l'expression parachutiste américain est devenue synonyme de courage inégalé »⁷⁰. Même George C. Marshall, le chef d'état-major de l'armée américaine a déclaré que « le courage et la fougue des troupes aéroportées sont devenus un slogan et une grande source d'inspiration pour tous »⁷¹. Finalement, le Feld-maréchal Bernard Law Montgomery a déclaré que « lorsqu'on voit le béret marron sur le champ de bataille, on a tout de suite confiance et on sait que les soldats qui le portent sont des hommes loyaux et braves qui répondent en tout aux normes les plus élevées »⁷².

Mais ces louanges étaient bien méritées. Les parachutistes ont démontré qu'ils étaient des combattants audacieux, souples et persévérants capables de surmonter l'adversité. « Lorsque les balles traçantes ont commencé à percer sa voilure, le Soldat Edwin C. Raub est devenu à ce point furieux qu'il a intentionnellement glissé de façon à atterrir tout près du canon antiaérien. Sans prendre le temps d'enlever son harnais et traînant son parachute, le Soldat Raub s'est rué vers les Allemands avec son fusil Tommy. Il a tué un Allemand, a fait les autres prisonniers puis, avec de la dynamite plastique, il a détruit les tubes du canon⁷³. » Le Sergent Bullock, du 9th Parachute Battalion britannique et une poignée de ses compagnons ont eux aussi surmonté l'adversité lorsqu'ils ont été largués à presque trente milles à l'intérieur des terres. Ils ont rejoint leurs unités quatre jours plus tard et donné la preuve qu'ils avaient tué de nombreux soldats ennemis, dont vingt généraux allemands ayant au moins le grade de brigadier. Un autre parachutiste a suivi la rivière Orne à la nage, sur une distance de vingt milles, pour atteindre le pont Pegasus³¹. L'esprit qui habite les troupes aéroportées nous est aussi démontré par le fameux incident au cours duquel le Capitaine Eric Mackay faisait part du refus de son commandant de capituler à Arnhem même s'ils étaient isolés, encerclés de toutes parts et qu'ils avaient subi de terribles pertes. « Fichez-moi le camp d'ici », a-t-il crié au soldat allemand des Waffen SS qui était venu faire connaître les conditions. « Nous ne faisons pas de prisonniers ⁷⁴. » Cet incident est depuis entré dans la légende.

En résumé, la prouesse des parachutistes tient au fait qu'ils doivent et peuvent surmonter la brutalité et la nature impitoyable du champ de bataille sur lequel ils sont appelés à évoluer. « Ce qui anime ces forces », fait remarquer S.L.A. Marshall, soldat américain et historien militaire de renom, « c'est l'esprit des hommes. Ils avancent et frappent comme des troupes d'infanterie légère et l'effet de surprise qu'ils créent compense largement pour leur faible puissance de feu⁷⁵. » Le Brigadier-général Gathier fait remarquer qu'« au combat, le parachutiste est entièrement autonome et capable de fonctionner par lui-même. Il est un tueur et il est possédé par le désir de s'approcher de l'ennemi et de le détruire »⁷⁶. Clay Blair, historien militaire, est d'accord. Il a écrit qu'après l'invasion de la Normandie, les soldats de la 82nd Airborne Division avaient la réputation d'être « une meute de chacals; les fantassins les plus endurcis, les plus débrouillards et les plus sanguinaires du TOE »⁷⁷. Les Américains n'étaient pas les seuls à les décrire ainsi. Le Major-général britannique Richard Gale en est venu à la même conclusion. « En bout de ligne », déclare-t-il, « tout ceci se réduit à l'individu, et c'est lui qui est important. Être alerte, vigilant et débrouillard. Ce que vous obtenez par l'effet de surprise et l'instinct, c'est avec

vos compétences et votre détermination que vous devez le conserverez⁷⁸. »

Ce qui distinguait les parachutistes cependant, c'était leur capacité de fonctionner dans leur terrible espace de combat. « Leur rôle est de servir de tête d'avant-garde; ils sont fiers de cet honneur et n'ont jamais connu l'échec », écrit le Feld-maréchal Marshall Montgomery. « Ils respectent en toutes choses les normes les plus élevées [. . .] et on les considère aussi persévérants et déterminés en défense que courageux à l'attaque. » Ils sont, conclut-il, « des soldats différents - chacun étant un empereur⁷⁹. »

C'est ainsi que ceux qui prétendaient que le largage de troupes n'était qu'une autre façon d'accéder au champ de bataille ignoraient tout du terrain sur lequel évoluaient les forces aéroportées, un endroit insolite et exigeant. Ils avaient omis de tenir compte de son côté incertain, désordonné et rarement prévisible. Seuls les soldats habitués à l'adversité, résistants au stress de l'inconnu et capables de s'adapter à des circonstances toujours nouvelles pouvaient survivre dans un tel enfer.

Au sujet de l'auteur

Le Colonel Bernd Horn a joint les rangs des FC en mai 1983 à Kitchener (Ontario). Il a obtenu un baccalauréat spécialisé en sciences politiques à l'université Waterloo, suivi d'une maîtrise et d'un doctorat en études sur la conduite de la guerre au Collège militaire royal du Canada. Actuellement, il est le directeur de l'Institut de leadership des Forces canadiennes et il est professeur adjoint affilié au CMR. Il est l'auteur, le co-auteur, le rédacteur et le co-rédacteur de douze livres et de nombreux articles sur l'histoire et les affaires militaires.

NOTES

1. Général Matthew B. Ridgway, *Soldier: The Memoirs of Matthew B. Ridgway*, New York, Harper & Brothers, 1956, p. 1.
2. Lieutenant-général Richard Gale, *With the 6th Airborne Division in Normandy*, Londres, Sampson Low, Marston & CO., 1948, p. 2-3.
3. Le directeur de l'instruction militaire a déclaré : « Comme ce genre de travail exige des militaires une endurance et une attitude psychologiques tout à fait spéciales, les bataillons de parachutistes doivent être considérés comme des unités d'élite. Par conséquent, au moment de constituer un tel corps, il importe de choisir les volontaires qui, compte tenu de normes physiques et psychologiques et de l'entraînement militaire déjà reçu, sont les plus aptes à mener à bien ce difficile travail qui va contre nature. » Note de service, DIM au DCGS (B), le 30 octobre 1942, « Le 1^{er} Bataillon canadien de parachutistes », LAC, Microfilm C-8379, dossier : HQS 8846-7, n° 1, 2. On avait déjà noté plus tôt la présence d'une attitude et d'une culture distinctes au regard de la mise en place de forces aéroportées américaines. Le Major-général Lesley McNair, commandant des forces terrestres de l'armée américaine, a souligné lors d'une conférence de presse donnée à Washington, D.C. en 1942, qu'« ils [les parachutistes] sont nos enfants terribles. Ils font beaucoup d'argent et ils savent qu'ils sont bons. Ils sont donc un peu capricieux, mais ils sont de grands soldats ». William Breuer, *Geronimo*, New York, Presse St. Martin, 1990, p. 9.
4. Les troupes aéroportées comprennent tous les soldats qui entrent dans le combat par la voie des airs, qu'il s'agisse de troupes parachutées ou débarquées. Les parachutistes sont formés et équipés pour être largués et les troupes débarquées sont transportées par aéronef ou planeur. CIGS, *Airborne Operations, Pamphlet No. 1, General* — 1943, Londres, War Office, 1943, p. 1.
5. CIGS, *Airborne Troops — Military Training, Pamphlet No. 50* — 1941, Londres, War Office, 1941, p. 1.
6. « Notes sur les troupes aéroportées allemandes », Note de l'Armée canadienne sur l'instruction, n° 11, février 1942, p. 14.
7. U.S. War Department Operations Division, état-major général, *Strategy Book*, novembre 1942, 212-213 et 219. Archives nationales, Washington D.C., RG 165, inscription 422, case 2, point 10A, exec 1, dossier OPD Strategy Book, novembre 1942. Provenant du Joint Military Intelligence College Washington, D.C.
8. CIGS, *Airborne Operations, Pamphlet No. 1, General* — 1943, Londres, War Office, 1943, p. 6-9.
9. Ronald A. Keith, « Sky Troops », *Maclean's*, 1^{er} août 1943, p. 19.
10. « Ad unum omnes », document de cours remis aux officiers britanniques et canadiens qui ont servi sous les ordres du Major-général Richard Gale durant la Seconde Guerre mondiale. Le musée des Forces aéroportées canadiennes (MFAC), dossier AB 21 — Notes de recherche du personnel du musée sur les forces aéroportées.
11. William Breuer, *Drop Zone Sicily. Allied Airborne Strike, July 1943*, Novato, CA, Presidio, 1983, p. 71 et 89.
12. *Ibid.*, p. 57.

-
13. Clay Blair, *Ridgway's Paratroopers. The American Airborne in World War II*, New York, The Dial Press, 1985, p. 88.
 14. Lieutenant-général E.M. Flanagan, *The Angels. A History of the 11th Airborne Division*, Novato, CA, Presidio, 1989, p. 47.
 15. William Breuer, *Drop Zone Sicily. Allied Airborne Strike, July 1943*, Novato, CA, Presidio, 1983, p. 45.
 16. Napier Crookenden, *Drop Zone Normandy*, Londres, Ian Allan Ltd., 1976, p. 110.
 17. Blair, p. 314.
 18. David Owen, « A Portrait of a Parachutist, » manuscrit non publié, Archives de l'Association du 1^{er} Bataillon canadien de parachutistes.
 19. Richard Armstrong, « The Bukrin Drop: Limits to Creativity, » *Military Affairs*, juillet 1986, p. 130. Voir aussi David Glantz, *The Soviet Airborne Experience*, Fort Leavenworth, U.S Army Command and General Staff College, 1984, p. 124 et *The History of Soviet Airborne Forces*, Portland, Frank Cass & Company, 1994, ainsi que Steven Zaloga, *Inside the Blue Berets*, Novato, Presidio Press, 1995, p. 99-116.
 20. Stephen E. Ambrose, *Pegasus Bridge*, Londres, Touchstone Books, 1985, p. 109.
 21. Entrevue accordée par le Sergent John Feduck à Michel Wyczynski, 19 décembre 2001.
 22. Centre de documentation sur l'histoire militaire, *Airborne Operations — A German Appraisal*, Washington D.C., U.S. Govt Printing Office, 1989, p. 21; John Toland, *Battle — The Story of the Bulge*, New York, Random House, 1959, p. 40-44; Michael Reynolds, *The Devil's Adjutant*, New York, Sarpedon, 1995, p. 67-68. Le maréchal en chef de l'air, Sir John C. Slessor, a parlé du largage en termes peu élogieux, le décrivant comme « le fiasco de l'infortuné bataillon de Heydt au cours de l'offensive des Ardennes ». Extrait de l'article « Some Reflection of Airborne Forces, » *Army Quarterly 1948*. Ministère de la Défense nationale (MDN) du Canada, dossiers de la Direction — Histoire et patrimoine (DHP).
 23. Centre de documentation sur l'histoire militaire, *Airborne Operations — A German Appraisal*, p. 28.
 24. Ralph Allen, « Canadian Paratroops Create Proud History, » *Globe and Mail*, n° 29, 495, 26 juin 1944, p. 1 et 3, Bibliothèque nationale du Canada (BNC) Microfilm N-20057.
 25. « How to Deal with Parachute Troops, » Note de l'Armée canadienne sur l'instruction n° 17, août 1942, para 96.
 26. WD/HF/180/1/A Directive du cmdt div 26.1.42 publiée dans « The Airborne Forces 1940-1943, » RU, Bureau des archives publics, CAB 101 /220, p. 25.
 27. Le blâme a été en grande partie attribué au Major-général Roy Urquhart qui, nouveau dans le domaine des forces aéroportées, avait été nommé commandant divisionnaire. Il a pris la regrettable décision d'aménager les ZL à une distance de 5 à 8 milles de l'objectif, ce qui va à l'encontre de la doctrine établie. Il préférerait disposer de bonnes ZL situées à une certaine distance de l'objectif plutôt que de mauvaises qui seraient à proximité de celui-ci. Il a lui-même reconnu plus tard qu'il avait commis là une erreur inutile et irréparable. C'est ainsi que la division n'a pu surprendre l'ennemi et a dû diviser ses forces afin d'assurer la sécurité de la ZL pour les opérations subséquentes. John Warren, *Airborne Operations in WWII, European Theatre*, Kansas, USAF Historical Division, Air University, 1956, p. 149.
 28. Flanagan, p. 247.
 29. Section d'histoire du MDN, *Le 1^{er} Bataillon canadien de parachutistes en France, 6 juin au 6 septembre 1944*, Rapport 26, 23 août 1949, p. 7. Dossiers de la DHP et du MFAC.
 30. Cornelius Ryan, *A Bridge Too Far*, Londres, Touchstone Books, 1995, p. 244.
 31. Cette période a servi lors de la création de la division aéroportée britannique en 1941. Extraits de « Memorandum on the Organization and Employment of the Airborne Division, by Major-General F.A.M. Browning, D.S.O., Commander, The Airborne Division. » Dossiers de la DHP et du MFAC.
 32. Ryan, p. 599.
 33. James Lucas, *Storming Eagles. German Airborne Forces in World War II*, Londres, Cassell, 2001, p. 42-47; et Volkmar Kuhn, *German Paratroops in World War II*, Londres, Ian Allan Ltd, 1978, p. 33-40.
 34. James E. Mrazek, *The Fall of Eben Emael*, Novato, CA, Presidio, 1970, p. 138.
 35. Lucas, p. 75 et Kuhn, p. 52-55.
 36. Capitaine F.O. Miksche, *Paratroops*, Londres, Faber and Faber Ltd, 1942, p. 38-39.
 37. G.G. Norton, *The Red Devils*, Hampshire, Leo Cooper, 1971, p. 254; et Philip Warner, *The Special Forces of World War II*, Londres, Granada, 1985, p. 8.
 38. Eric Morris, *Churchill's Private Armies*, Londres, Hutchinson, 1986, 163.
 39. David Eshel, *Daring to Win*, Londres, Arms and Armour Press, 1992, p. 33-34.
 40. Breuer, *Drop Zone Sicily*, p. 113.
 41. F.H. Hinsley, *British Intelligence in the Second World War, Vol 3, Part II*, New York, Cambridge University Press, 1988, p. 797. Les unités qui arrivaient tout spécialement d'Allemagne étaient : 101 Werfer Regt, 206 Panzer Bn, 70 Army Assault Bn, 17 MG Bn, 100 Panzer Training Bn.
 42. Dwight D. Eisenhower, *Crusade in Europe: A Personal Account of World War II*, Garden City, NY, Doubleday & Company Inc., 1948, p. 358.
 43. Ryan, p. 217.
 44. Centre de documentation sur l'histoire militaire, *Airborne Operations — A German Appraisal*, p. 28.
 45. Martin Wolfe, « This Is It, » *Air Power History*, vol. 41, n° 2 (Été 1994), p. 32; et Heike Hasenauer, « Airborne's 50th Anniversary, » *Soldiers*, vol. 45, n° 9, septembre 1990, p. 49.
 46. Flanagan, p. 256.
 47. J.A. Easterbrook, *Fatigue in Mobile Striking Force Parachutists, JSORT Memorandum No. 55/8*, Ottawa, Joint Services Operational Research Team du MDN, 1955, p. 1-8.
-

-
48. Ryan, p. 423.
49. John Talbot, « The Myth and Reality of the Paratrooper in the Algerian War, » *Armed Forces and Society*, novembre 1976, p. 73.
50. Callum MacDonald, *The Lost Battle, Crete 1941*, New York, The Free Press, 1993, p. 37.
51. Mrazek, p. 164.
52. Eric Morris, *Guerillas in Uniform*, Londres, Hutchinson, 1989, p. 45-46; Brigadier M.A.J. Tugwell, « Day of the Paratroops, » *Military Review*, vol. 57, n° 3, mars 1977, p. 48; et Centre de documentation sur l'histoire militaire, *Airborne Operations — A German Appraisal*, Washington D.C., US Government Printing Office, 1989, p. 21-23. Dans un autre récit, on mentionne que les Allemands ont perdu 44 pour 100 de leur effectif ainsi que 170 aéronefs sur un total de 530 (32 pour 100). Blair, p. 29.
53. Lucas, p. 94.
54. Hilary St. George Saunders, *The Green Beret. The Story of the Commandos 1940-1945*, Londres, Michael Joseph, 1949, p. 193; et le Lieutenant-colonel Robert D. Burhans, *The First Special Service Force. A History of The North Americans 1942-1944*, Toronto, Methuen, 1975, p. 162.
55. Kunzmann-Milius, *Fallschirmjäger der Waffen — SS im Bild*, Osnabrück, Munin Verlag GMBH, 1986, p. 7.
56. F.H. Hinsley, *British Intelligence in the Second World War, vol. 3, partie II*, NewYork, Cambridge University Press, 1988, p. 382-389.
57. Ridgway, p. 102 et 295; Blair p. 102 et 295.
58. Lettre personnel du Major-général M.B. Ridgway au Général G.C. Marshall, 1^{er} novembre 1944. *Marshall Papers*, 31:086, University Publications of America, Bethesda, Maryland.
59. Kurt Gabel, *The Making of a Paratrooper*, Lawrence, University Press of Kansas, 1990, p. 268.
60. Breuer, *Drop Zone Sicily*, p. 43.
61. Crookenden, p. 101.
62. Dan Hartigan, entrevue avec Bernd Horn, 30 octobre 2000.
63. Ridgway, p. 7.
64. Blair, p. 27. Voir aussi Saunders, p. 317. Le général-lieutenant Bruno Brauer qui commandait un régiment de parachutistes au cours de l'invasion des Pays-Bas en 1940, a saisi l'essence de l'allure « aéroportée ». Le parachutisme, dit-il, « condense en quelques secondes une concentration d'énergie, une tension et un sentiment d'abandon; il exige la volonté inconditionnelle et de tous les instants de risquer sa vie. Le parachutiste éprouve donc les sentiments les plus exaltants qu'un être humain puisse éprouver, notamment la victoire sur soi ». Brauer termine en ajoutant que « pour nous, les parachutistes, les mots du poète selon lesquels on ne gagne sa vie qu'en la risquant sont des plus significatifs ». Maurice Newnham, « Parachute Soldiers, » *RUSI*, vol. 65, n° 580, novembre 1950, p. 592.
65. Larry Gough, « Parachutists Want it Tough, » *Liberty*, 4 décembre 1943. Dossiers du MFAC.
66. « Assembling Paratroopers At Calgary, » *Globe and Mail*, vol. XCIX, n° 28916, 18, août 1942, p. 13, NL, Microfilm N-20035.
67. Lieutenant-colonel E.M. Flanagan, « Give Airborne Spurs, » *Infantry School Quarterly*, vol. 39, n° 2, octobre 1951, p. 33.
68. « 3rd Parachute Brigade — Training Instruction No. 3, » 23 juillet 1943, p. 2 et 6., Directeur — Histoire et patrimoine des Forces canadiennes 145.4036 (D1). Selon le Major-général américain A.S. Newman, le parachutisme démontre la « volonté d'oser ». Il ajoute que « les sauts, au même titre que le combat, mettent un soldat à l'épreuve et l'endurcissent alors qu'il vit une situation de stress. Vous ne savez rien des autres. Mais les parachutistes combattront, c'est certain. À chaque saut, ils affrontent le danger et acquièrent une discipline personnelle qui leur permet de vaincre la peur. Chaque parachutiste sait tout cela, inconsciemment. Voilà pourquoi il possède cette suffisance supplémentaire ». Major-général A.S. Newman, *What Are Generals Made Of?* Novato, CA, Presidio, 1987, p. 197. Le Major-général Willard Pearson, lui aussi de l'armée américaine, a déclaré que « si vous voulez choisir un groupe de personnes qui sont prêtes à combattre, alors un des meilleurs critères que je connaisse est de savoir si elles sont prêtes ou non à sauter d'un avion. Cela ne veut pas dire que les autres ne pourront pas combattre, mais soyez assuré que les parachutistes, eux, le feront ». Ward Just, *Military Men*, New York, Alfred A. Knopf, 1970, p. 130.
69. Brigadier Ridgley Gaither, Headquarters Army Ground Forces, Army War College, « Observer's Report, Airborne Operations, European Theater of Operations, » 19 avril 1945. MFAC, Airborne Font, vol. 2, dossier 36.
70. Breuer, *Drop Zone Sicily*, p. 35.
71. Lettre de Marshall à Ridgway, 18 décembre 1944, *Marshall Papers*, 31:0876.
72. « Ad unum omnes, » document de cours remis aux officiers britanniques et canadiens qui ont servi sous les ordres du Major-général Richard Gale durant la Seconde Guerre mondiale. MFAC, dossier AB 21.
73. Ryan, p. 237.
74. Ibid., p. 415.
75. S.L.A. Marshall, *The Soldier's Load and the Mobility of a Nation*, Quantico, The Marine Corps Association, 1950, p. 16.
76. Brigadier Ridgley Gaither, Headquarters Army Ground Forces, Army War College, « Observer's Report, Airborne Operations, European Theater of Operations, » 19 avril 1945. MFAC, Airborne Font, vol. 2, dossier 36.
77. Blair, p. 295.
78. Lieutenant-général Michael Gray, « The Birth of A Regiment, » *Illustrated London News — Red Berets '44*, 1944, p. 19.
79. Hilary St. George Saunders, *The Red Beret*, Londres, Michael Joseph, 1950, avant-propos rédigé par le Feld-maréchal Montgomery, vicomte d'Alamein.
-

LES FORCES ÉLECTRONIQUES! L'ÉVOLUTION DES GROUPEMENTS TACTIQUES' FACE AUX DÉFIS DU XXIE SIÈCLE

par le Major J.C.A.E. Dion

INTRODUCTION ET PORTÉE

Les technologies de l'ère de l'information ont provoqué une révolution dans les affaires militaires (RAM) — voilà une affirmation presque superflue. Toutefois, il suffit de lire les journaux, d'écouter la radio, de regarder la télévision ou de voyager pour réaliser qu'il n'y a pas eu de révolution correspondante dans le cœur de l'homme ou dans les affaires humaines. Les stratégies militaires et civiles doivent se pencher sur ce paradoxe, car il est à la source d'une importante distinction : la différence entre la conduite de la guerre, d'une part, et la nature de la guerre, d'autre part. La conduite et la nature de la guerre sont deux choses bien différentes; alors que la conduite évolue continuellement, la nature, elle, reste inchangée. En outre, cette différence s'accompagne de conséquences pratiques importantes.² La solution consiste à élaborer une façon de faire la guerre qui soit suffisamment souple pour s'adapter à des adversaires et à des antagonistes qui feront tout en leur pouvoir pour neutraliser l'avantage technologique dont nous bénéficions.³ Dans le contexte de la guerre asymétrique, nous devons constamment tenter de conserver une longueur d'avance sur nos attaquants potentiels.⁴ Le fait de prendre l'initiative sera crucial et revêtira une grande importance stratégique. La stratégie des Forces canadiennes (FC) pour l'an 2020 propose ce qui suit :

Nous ferons appel à une doctrine et à des technologies de pointe pour remplir nos rôles territoriaux et internationaux dans l'espace de bataille du XXI^e siècle et nous serons reconnus, tant ici qu'à l'étranger, comme une institution compétente et innovatrice, axée sur l'information. Grâce à un leadership transformationnel et à une gestion cohérente, nous tirerons parti d'un héritage dont nous sommes fiers pour atteindre des objectifs stratégiques cohérents.⁵

Dans l'esprit de la vision proposée de notre Armée comme une entité fondée sur la connaissance, axée sur le commandement et centrée sur le soldat, je vais vous présenter dans l'article qui suit une vision évolutive des groupements tactiques en forces opérationnelles de type expéditionnaire d'ici l'an 2020. Reposant sur nos soldats, ces forces électroniques évolutionnaires et expéditionnaires constitueraient notre meilleure arme.⁶

« La sélection naturelle est définie comme un processus qui favorise la survie des espèces capables de s'adapter aux changements environnementaux. Même s'il s'agit d'un concept normalement abordé dans les discussions scientifiques, la sélection naturelle a également sa place dans l'environnement militaire. »⁷ [traduction]

Une RAM serait vraisemblablement en cours depuis un certain nombre d'années au sein des armées modernes. Cette révolution est caractérisée en partie par des progrès sur le plan de la technologie, en particulier dans les domaines de la gestion de l'information et de l'électronique. Il est dorénavant possible de fournir plus d'informations qu'auparavant aux commandants sur le dispositif des forces amies et sur presque n'importe quel autre sujet sur lequel il est jugé

pertinent de recueillir des informations. De plus, il est possible de construire des armes de précision et d'en guider les projectiles avec une très grande précision à partir d'à peu près n'importe quelle plate-forme d'armes et ce, avec un simple téléphone cellulaire. Ces progrès ont incité beaucoup des forces armées occidentales à entreprendre des programmes de transformation qui comportent habituellement des changements sur les plans de la technologie et de la doctrine, ainsi que dans la façon dont les armées et les forces individuelles abordent la guerre et les opérations militaires. Le Canada ne fait pas exception à cette tendance.⁸ Notre fière Armée de terre doit intégrer les changements technologiques, les innovations doctrinales et l'adaptation organisationnelle. De plus, les attentes sur les plans politique et social, alimentées par des médias de plus en plus voraces, exigent des opérations rapides et propres qui engendrent le minimum de pertes au sein des forces amies, de la population civile et même des forces ennemies. La population s'attend de plus en plus à ce que les opérations militaires soient exécutées rapidement et presque sans erreurs.⁹ Nous sommes également confrontés à une transformation fondamentale qui voit les limites traditionnelles entre la sécurité et la défense se confondre. En réalité, ces deux sphères sont maintenant fusionnées de bien des façons. Le défi à relever est de savoir comment positionner le mieux possible les FC, non seulement pour défendre le Canada et ses intérêts, mais aussi pour sauvegarder la sécurité et la prospérité de tous les Canadiens en cette ère de changements sans précédent.¹⁰ Les nouveaux systèmes d'information et processus d'affaires peuvent être utiles à l'Armée, selon le lieutenant-général (lgén) John Riggs, directeur de la US Army Objective Force Task Force,¹¹ mais l'intégration est cruciale. Précisément dans cette optique, quelle est la meilleure manière pour notre Armée de terre d'intégrer les capacités issues des nouvelles technologies de l'information? Comment pouvons-nous apprendre des nouveaux concepts et des meilleures pratiques du commerce électronique, les mettre en application et continuer d'évoluer à partir de là pour augmenter l'efficacité de notre Armée en opérations? Comment devrions-nous structurer, endoctriner, former et équiper notre Armée pour relever ces défis? Avons-nous les moyens de nous brancher au champ de bataille numérisé de la RAM? Pouvons-nous nous permettre de ne pas suivre le mouvement?

ENVIRONNEMENT DE L'AVENIR

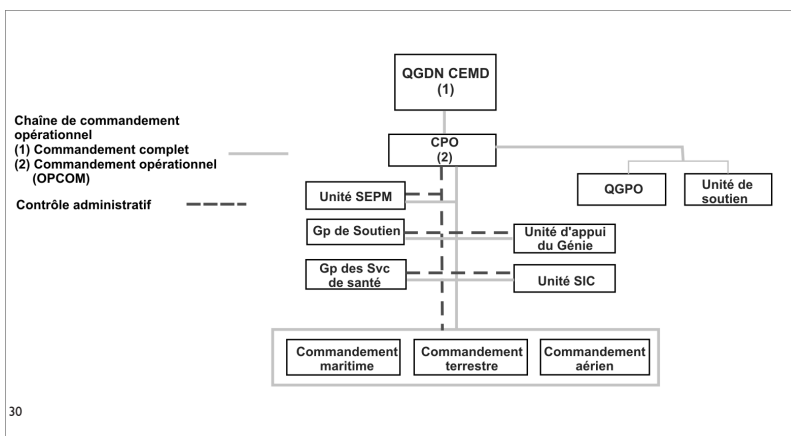
« Le monde actuel est sans précédent, observe l'analyste français Philippe Delmas. Il est aussi différent de la guerre froide que du Moyen Âge; le passé ne nous fournit donc aucun point de comparaison. »¹² Par conséquent, bien qu'il soit difficile de dépeindre l'avenir avec précision, il est possible de décrire les caractéristiques susceptibles de façonner l'espace de combat et notre façon d'y mener des opérations.¹³ Notamment, les opérations particulières et complexes comme celles qui se déroulent en terrain urbain et les prémisses de la guerre à trois volets créent une image très intimidante de l'environnement de l'avenir comme le montre l'étude de cet environnement.¹⁴ Par exemple, l'asymétrie ne vise pas à remporter la victoire sur un champ de bataille, mais à dérouter, déconcentrer, déconcerter et, en définitive, à épuiser un adversaire qui devrait être le plus fort.¹⁵ Dans une récente étude sur la guerre sans restrictions, deux stratégies chinoises font la mise en garde suivante : « Aucun moyen ne sera hors de portée dans la guerre de l'avenir et aucune combinaison de territoires ou de méthodes ne sera impossible. »¹⁶ [traduction] Voilà l'environnement de sécurité de l'avenir dans lequel nos soldats pourraient bien être appelés à participer à des opérations de combat, à des opérations de soutien de la paix et à des opérations humanitaires, les trois simultanément dans le cadre de la guerre à trois volets.¹⁷ Pour intervenir dans ce milieu déprimant, nous devons changer notre façon de penser

et d'agir sur le champ de bataille.¹⁸ Comme le disait Sir Michael Howard en 1973 : « C'est avant tout la souplesse d'esprit et d'organisation qu'il faut développer en temps de paix » [traduction] parce qu'elle favorise l'adaptabilité et que cette adaptabilité nous procurera un avantage en temps de guerre. Face aux défis modernes de cet environnement de sécurité de l'avenir, la décentralisation de la compétence décisionnelle et la capacité de se doter de chefs subalternes instruits, aptes à prendre des décisions éclairées en temps opportun et sous pression, exploitant le commandant de mission et la *Auftragstaktik*,¹⁹ seront déterminantes pour la réussite des entreprises.²⁰ En cherchant à détecter, à perturber et à vaincre les adversaires, antagonistes ou ennemis de tous types sur le terrain ou dans la dimension de notre choix, nous prendrons l'initiative ce qui, en soi, représente déjà une des principales clés du succès. C'est seulement à condition d'exploiter les nouvelles technologies émergentes dans tous les champs d'activité, y compris dans celui de l'information, que notre Armée de terre sera en mesure de fournir à ses soldats les outils dont ils ont besoin pour faire le meilleur travail possible. Pour être en mesure d'exploiter pleinement les technologies nouvelles et émergentes, notre Armée doit être pleinement intégrée. Par conséquent, l'Armée de terre doit avoir des plans de contingence souples et prévoir l'affectation d'ensembles de forces qui diffèrent selon les scénarios.²¹

FORCES OPÉRATIONNELLES

À certains égards, les efforts déployés par nos alliés pour promouvoir une doctrine interarmées visent à émuler les capacités que procure aux FC son système intégré et unifié. Même s'il nous faut mieux intégrer tous les services et toutes les armes en des forces opérationnelles, nous possédons déjà un avantage structurel sur nos alliés. Cependant, notre culture interarmées et interorganisationnelle doit continuer d'évoluer et nous devons regarder au-delà de nos insignes de coiffure. Comme la Marine, l'Armée de terre doit être prête à offrir aux Canadiens une vaste gamme d'options et d'interventions conjointes, intégrées et adaptées aux tâches pour assurer une réaction conjointe et intégrée pour assurer la protection du Canada et du système mondial dont nous dépendons.²² Pour que les FC soient en mesure de défendre efficacement les intérêts du Canada, une doctrine interalliée est, en réalité, plus importante qu'une doctrine interarmées²³ (les opérations militaires interalliées sont celles dans lesquelles les forces de plus d'une nation coopèrent pour accomplir une mission unique).²⁴ La doctrine actuelle des FC sur les opérations interarmées est axée sur l'emploi de la force au niveau opérationnelle. C'est à ce niveau que l'accent est mis sur l'intégration synergétique des commandements et organismes des FC de façon à ce que l'effort total produit puisse être concentré de façon décisive pour accomplir la mission du commandant.²⁵ Pour faciliter l'organisation en fonction de la tâche à l'avenir, la structure de l'Armée de terre devrait rester modulaire et devrait inclure : des sous-unités, comme modules de base, homogènes et individuels, pour exécuter une gamme spécifique de tâches dans le cadre d'une unité; des unités, comme entités d'intégration des sous-unités, avec leurs modules de commandement et contrôle (C2) et de soutien logistique au combat (SLC), capables d'intégrer rapidement de nouveaux éléments; et des formations, constituées en fonction de la tâche et organisées en vue de missions spécifiques, jouissant d'une gamme beaucoup plus large de capacités que les formations contemporaines. Dans ce système, l'intégration des unités et des sous-unités attachées à la structure de C2 et à la structure de SLC de la formation sera critique.²⁶ Notre Armée doit être structurée en vue des missions nationales et expéditionnaires, et être capable d'exécuter certaines tâches particulières dans l'ensemble du spectre des conflits. Pour parvenir à cette pertinence sur le plan stratégique, notre Armée de terre doit être fondée sur la connaissance, être maintenable en puissance et posséder une

puissance décisive sur le plan tactique.²⁷ Dans cette optique, l'organisation de nos forces en fonction des différentes tâches à accomplir est probablement la voie la plus judicieuse à suivre compte tenu des ressources limitées à notre disposition. Le caractère décisif de notre armée sur le plan tactique, dans le contexte de n'importe quelle équipe interarmées, découlera d'une structure organisationnelle souple qui permettra l'articulation des forces en fonction de la mission et comportera des éléments des cinq fonctions opérationnelles. Notre centre de gravité deviendra alors notre accès virtuel à une multitude de plates-formes d'armes, tandis que le commandement de mission et la guerre de manœuvre demeureront les assises sur lesquelles ces changements s'opéreront.²⁸ Diverses sous-unités modulaires deviendraient alors les éléments de base de nos forces de l'avenir et seraient spécialisées dans l'accomplissement de certaines tâches ou fonctions au sein d'unités ou de formations plus grandes. Par exemple, un escadron de renseignement, surveillance, acquisition d'objectifs et reconnaissance (ISTAR) ferait la détection; des compagnies d'infanterie électronique, des escadrons de canons automoteurs (CAM) et des batteries de tir de toutes sortes se chargeraient de l'action, maintenus en puissance par une compagnie ou un navire de l'élément de soutien national (ESN) et commandés par un élément de commandement national (ECN) ou un quartier général (QG) interarmées, peut-être interorganisationnel et possiblement virtuel arrière, la protection étant assurée par une compagnie de défense nucléaire, biologique et chimique (NBC), des véhicules aériens téléguidés (VATG) et des escadrilles d'avions et d'hélicoptères. D'un point de vue rétrospectif, notre structure et notre système régimentaires actuels se prêtent plutôt difficilement à une organisation souple en fonction de la tâche, alors que notre culture est intimement liée à cette structure traditionnelle basée sur un paradigme de 1914-1918. Quarante-vingt-dix ans plus tard, nous devons nous demander si les régiments, dans leur forme actuelle,²⁹ sont toujours viables et si leur structure respectée ne fait pas obstacle à notre évolution en favorisant de vieilles façons de faire.



CULTURE INTÉGRÉE

L'introduction de nouvelles technologies a toujours posé un défi à la doctrine actuelle et à la manière contemporaine de comprendre la guerre. Du point de vue historique, la numérisation nous fournit une occasion sans précédent de démolir les structures d'information cloisonnées qui ont caractérisé les armées à travers les âges.³¹ Comme ce fut le cas durant la période qui a précédé et suivi le tournant du siècle dernier, la technologie mise au point à notre époque pour

le secteur civil exerce une influence considérable sur l'évolution de la défense. Cette révolution exerce une grande influence sur la défense et la sécurité nationales. Par-dessus tout, la révolution de l'information permet de resserrer la collaboration entre les organismes chargés d'améliorer la sécurité à l'échelle internationale et nationale.³² L'espace de combat élargi, plus mortel et technologiquement dépendant, crée la caractéristique finale de l'environnement des conflits de l'avenir — l'interdépendance. À l'heure actuelle, la capacité de mener des opérations interarmées efficaces (c.-à-d. des opérations impliquant deux ou plusieurs services armés d'un même pays) est l'objectif immédiat. Cet objectif comporte la capacité de planifier et d'exécuter des opérations Bluetooth³³ continues grâce à des structures de commandement intégrées, à des systèmes de communication et d'information interopérables, ainsi qu'à une doctrine et à des procédures communes.³⁴ Le réseau Milnet, p. ex., serait un réseau intranet protégé utilisé à des fins stratégiques, opérationnelles et tactiques pour les activités militaires ou de sécurité alliées qui permettrait l'exploitation protégée d'applications du commerce électronique en couches, assurant la connectivité militaire et les communications globales, améliorant la coordination et la collaboration, et accélérant la diffusion d'informations militaires et du domaine de la sécurité. Éventuellement, face à l'environnement de sécurité de l'avenir et à une nouvelle doctrine interorganisationnelle, nos forces devront s'intégrer à un niveau beaucoup plus bas avec les diverses agences et les alliés. Préconisant des concepts et une doctrine interarmées, interorganisationnels, multinationaux et axés sur la connaissance, les FC vont employer une force agile et modulaire pour mener des opérations intégrées dans toute la gamme des conflits.³⁵ Dans cette perspective, le seuil le plus probable pourrait très bien être celui de notre adaptabilité organisationnelle, notre capacité d'intégrer toutes nos structures et nos cultures, aussi bien verticalement qu'horizontalement, avec la technologie. Autrement dit, il nous faut devenir interopérables à l'interne, avec nos alliés et d'autres agences non seulement de façon systématique, mais avant tout par l'adoption d'une culture corporative. L'acuité politique et une compréhension claire de l'intérêt et de la politique nationaux seront la clé à cet égard. Par conséquent, la maîtrise de l'art de la stratégie suppose d'étroites relations interministérielles fondées sur la coopération, ainsi que des chefs militaires et civils dont la vision va au-delà des obstacles bureaucratiques.³⁶ Plus précisément, il faut admettre que la clé du succès en matière de numérisation ne sera pas, paradoxalement, la technologie. Pour réussir, il faudra plutôt être disposé à faire évoluer la doctrine de façon à employer la technologie pour en retirer le maximum d'effet.³⁷

DOCTRINE ÉVOLUÉE

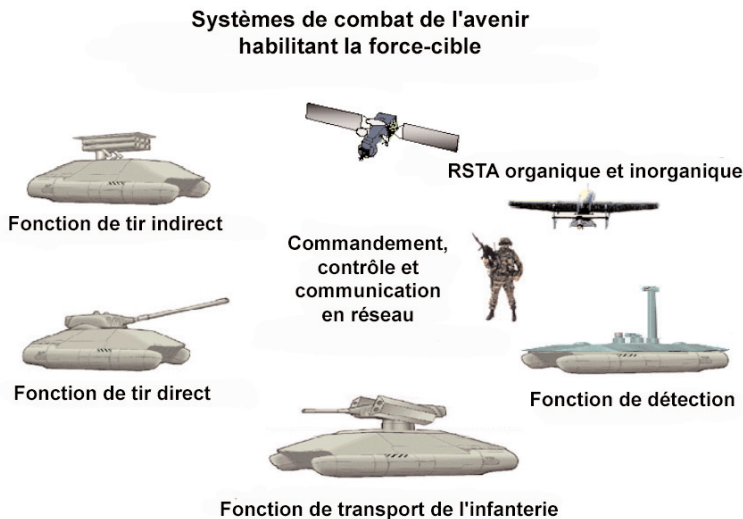
Peu de décideurs militaires ou politiques compétents soutiendraient néanmoins que le statu quo est acceptable. Le vide créé par la fin de la guerre froide a été comblé par l'instabilité, des conflits et des transformations apparentes constantes. L'Armée de terre canadienne, comme toutes les armées qui sont ses alliées, doit évoluer si elle ne veut pas devenir caduque.³⁸ La technologie rend une doctrine et des structures possibles, ce qui permet de concevoir de nouvelles capacités ou d'améliorer les anciennes. Une acquisition et une adaptation sélectives de la technologie sont des aspects fondamentaux de la conception de l'Armée de l'avenir, mais elles doivent correspondre aux besoins de la force terrestre et de l'espace de combat.³⁹ Dans presque tous les cas, on commence par appliquer la technologie dans une tentative d'améliorer les méthodes de combat en vigueur. Puis, lorsque toutes les capacités des nouvelles technologies sont pleinement comprises, de nouvelles méthodes de combat prennent naissance. Souvent, ces nouvelles méthodes engendrent de nouveaux besoins sur le plan de

l'organisation et de la formation, et imposent de nouvelles exigences à nos chefs militaires.⁴⁰ Même si cette approche est caractérisée depuis longtemps comme l'évolution historique dans les affaires militaires, l'analyse de la RAM moderne⁴¹ et l'étude sur l'environnement de sécurité de l'avenir⁴² reconnaissent que l'Armée de terre doit engager ses ressources dans une augmentation révolutionnaire plutôt qu'évolutionnaire de ses capacités. Le général Charles Krulak, ancien commandant du US Marine Corps, prévoit que « la guerre ne sera probablement pas la fille de DESERT STORM, mais plutôt la belle-fille de la Somalie et de la Tchétchénie ».⁴³ L'esprit ouvert, nous devons commencer à envisager de nouveaux concepts opérationnels qui nous conduiront à une doctrine évoluée. Dans cette optique, l'approche américaine en matière d'opérations préemptives⁴⁴ pourrait bien devenir incontournable. Toutes les dimensions, p. ex., les opérations humanitaires préemptives, doivent être envisagées. Carl von Clausewitz a affirmé que la capacité d'une nation de gagner la guerre dépend des rapports synergétiques entre sa population, son institution militaire et son gouvernement. L'échec ou l'absence d'intervention de l'Organisation des Nations Unies (ONU) au Rwanda a suscité des débats dans la société civile au sujet du droit, de l'obligation ou de la volonté de nos nations d'intervenir dans ce genre de circonstances au-delà des conventions et des cadres juridiques internationaux actuels.⁴⁵ Cette pression politique accrue aura une incidence directe sur les opérations de l'avenir menées unilatéralement ou non par notre nation pour la défense de ses intérêts globaux et nationaux. À la lumière de ces réalités stratégiques annoncées, l'option expéditionnaire semble être la plus viable présentée jusqu'à maintenant pour mieux préparer notre Armée de terre, tant sur le plan structurel que culturel, à relever les défis du XXI^e siècle. Nos ennemis ne devraient désormais plus compter sur notre hésitation traditionnelle à utiliser la force avant d'être attaqués ou sur notre passivité face aux événements rapportés par CNN.

MANŒUVRE NUMÉRIQUE

Comme le mentionne Michael Porter, professeur d'administration à l'Université Harvard : « La question n'est pas de savoir s'il faut déployer la technologie, mais plutôt de savoir comment la déployer. »⁴⁶ Le concept de la guerre de manœuvre est particulièrement bien adapté à une armée bien formée, fortement instruite et disposée à prendre des risques.⁴⁷ Les manœuvres qui relèvent de la connaissance de la situation et des armes meurtrières joueront un rôle dominant — manœuvres qui sont accessibles par la numérisation. La qualité des forces sera plus pertinente que la quantité; ces forces seront dispersées et rassemblées en fonction de la situation opérationnelle. La possibilité de se servir d'armes de précision et de désigner les objectifs à tout moment sera la clé du succès des opérations stratégiques.⁴⁸ Le progrès technologique continu permettra aux forces terrestres de manœuvrer tout en faisant l'acquisition des objectifs et en les engageant plus rapidement et à plus grande distance, et en obtenant des effets plus précis et une létalité plus grande que jamais auparavant. La capacité grandement accrue de repérer et d'identifier les objectifs, d'évaluer précisément leurs capacités et de les engager en temps opportun permettra l'emploi de sous-unités réseautées beaucoup plus petites, plus agiles et adaptables qui pourront être dispersées sur de plus grandes distances tout en générant des besoins de soutien logistique grandement réduits. La dispersion des combattants, protégés par un accès à l'information en temps réel et des armes de précision plutôt que par le nombre de combattants et la puissance de feu, comme c'était le cas autrefois, permettra de livrer simultanément (de façon asynchrone) des batailles un peu partout dans l'espace de combat.⁴⁹ On aura de plus en plus recours à des opérations d'information et au déploiement de petites unités rapides, dispersées et connaissant parfaitement la situation, qui

mèneront des opérations dans un milieu non linéaire avec l'appui d'armes de précision pouvant être utilisées instantanément.⁵⁰ La numérisation — l'application de la technologie de l'information (TI) à l'acquisition, au traitement et à la distribution d'informations numériques pour améliorer la connaissance de la situation et l'efficacité opérationnelle⁵¹ — sera la clé de notre avantage au combat dans ce nouvel environnement de sécurité de l'avenir, tandis que la manœuvre et le commandement de mission constitueront les bases sur lesquelles s'articulera ce changement stratégique.⁵² L'infrastructure de TI du secteur privé relie déjà de nombreux postes de travail, réseaux, serveurs, téléphones cellulaires, dispositifs personnels, véhicules et même partenaires.⁵³ Précisément à cause du fait que l'information est devenue la clé de la guerre multidimensionnelle, notre Armée de terre devrait également exploiter les efficacités sous-jacentes qu'offrira inévitablement la TI. Tout cela ne sera possible qu'une fois que nous aurons accepté et géré le changement afin de nous intégrer.



NATURE EXPÉDITIONNAIRE

Avec la publication de la *Déclaration de Londres* en juillet 1990, l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) a amorcé un processus de transformation déclenché par des changements fondamentaux importants dans l'environnement de sécurité européen. C'est ainsi qu'un nouveau concept stratégique de l'Alliance a été élaboré à partir d'une approche beaucoup plus globale face à la stabilité politique et à la sécurité; il inclut le maintien de structures de forces plus petites et à des niveaux de préparation opérationnelle beaucoup plus bas, mais caractérisées par une mobilité accrue, une plus grande souplesse et un caractère plus multinational.⁵⁴ L'ONU est également en train d'adopter un paradigme plus large en matière de sécurité humaine.⁵⁵ Dans une large mesure, la structure n'est pas fixe, mais plutôt conditionnée à un degré considérable par les choix que nous faisons. Depuis le déploiement de forces canadiennes en Somalie au début de 1992, notre Armée a toujours déployé des groupes-bataillons dans presque tous les théâtres d'opérations — à l'exception du Timor, de l'Érythrée et de l'Asie du Sud-Ouest où des forces opérationnelles interarmées ont été déployées — les éléments fournis par l'Armée de terre étant soit des groupes-compagnies, soit des groupements tactiques.⁵⁶ Dans d'autres circonstances, p. ex. dans le cas des opérations au Kosovo, en

Macédoine et en Haïti, le Canada a déployé des forces adaptées à la mission, composées parfois de quelques personnes à peine ou de sous-unités dans le cadre de la Force opérationnelle interarmées (FOI) 2. Toutefois, il semble bien évident qu'il ne devrait plus y avoir d'ensembles de forces prédéterminés pour des problèmes prédéterminés dans des situations prédéterminées; l'adaptabilité est la clé. Essentiellement, la vision de l'Armée en 2020 reconnaît deux impératifs opérationnels. Le premier est le fait que, à titre de force expéditionnaire, notre Armée de terre doit pouvoir se déployer rapidement au niveau stratégique et qu'elle doit avoir le potentiel de combat nécessaire pour jouer au niveau tactique un rôle décisif dans des opérations du profil 1 ou du profil 2. Le second, qui étaye ces impératifs opérationnels, est notre éthique militaire — soit les qualités humaines que sont le professionnalisme (dans le sens de l'appartenance au métier des armes), le dévouement et le courage qui définissent notre Armée de terre.⁵⁷ Les forces terrestres doivent fournir des capacités tactiques pertinentes et significatives, notamment : des forces de manœuvre améliorées possédant une puissance de feu à courte portée augmentée (y compris une capacité au-delà de la ligne de visée) qui sont intégrées avec des éléments de puissance de feu avancés à portée étendue et possèdent une capacité d'attaque de précision; des capacités exhaustives de détection et d'analyse; la capacité de protéger les forces terrestres engagées face aux menaces ennemies; un maintien en puissance efficace; et des capacités de commandement avancées. L'Armée de terre doit, dans l'élaboration des capacités tactiques en question, reconnaître qu'elle doit disposer de forces expéditionnaires capables d'exécuter des opérations indépendantes au sein d'une coalition ou de bien s'intégrer à une formation d'une coalition.⁵⁸ Les forces expéditionnaires doivent être en mesure de procurer le succès tactique décisif dans toutes les opérations. Par conséquent, elles doivent être organisées, approvisionnées, équipées, endoctrinées et formées de façon à être pertinentes au plan stratégique, décisives au plan tactique, déployables, agiles, versatiles, létales, survivables et maintenables en puissance dans l'ensemble du spectre des opérations. Ces forces électroniques évolueront dans le contexte d'une force interarmées interalliée au sein de laquelle elles mèneront de nombreuses forces tactiques interarmées, souvent dans le cadre d'une force coalisée et, à tous les niveaux de commandement, elles opéreront avec des partenaires et des agences non militaires. Ces forces électroniques comprendront des organisations modulaires agiles dont les chefs ont la capacité de s'adapter à des opérations prolongées de nature interarmées, interministérielle et multinationale déclenchées à court préavis et se déroulant dans des environnements complexes.⁵⁹ Dans la création de forces expéditionnaires et évolutionnaires, il devrait être possible, et il serait préférable, de combiner un certain nombre d'approches dans la structure des forces électroniques de notre Armée et ce, sans dépasser les ressources disponibles. Les discussions théoriques sur la doctrine, la recherche opérationnelle et l'expérience pratique récente convergent toutes vers la nécessité d'une structure de la force qui soit robuste et souple. On s'attend à ce que la technologie nous procure bientôt des améliorations considérables dans nos capacités actuelles, ce qui rendra les forces expéditionnaires canadiennes plus faciles à déployer et considérablement plus efficaces qu'elles ne le sont à l'heure actuelle. De toute façon, nous devrions maintenir un large éventail de sous-unités opérationnelles et de soutien, articulées en forces opérationnelles selon la situation, car une armée équilibrée est indéniablement plus pertinente.⁶⁰ Dans cette optique, une nouvelle culture opérationnelle et un recentrage sont nécessaires pour élaborer une structure expéditionnaire de type modulaire qui soit la plus souple possible face à toutes les contingences et qui jouisse d'un avantage sur l'ennemi.

AVANTAGES SUR LE PLAN DE L'INFORMATION

Les technologies informatiques et réseautiques de visualisation à haut rendement mises au point initialement pour les marchés de la simulation et de la formation sont actuellement appliquées aux systèmes de C2 pour aider les commandants à prendre des décisions plus rapidement.⁶¹ Cette nouvelle TI et la capacité de surveillance, ajoutées à la connectivité à grande échelle, donneront lieu à une pléthore (peut-être même une surcharge) de renseignements qu'il faudra filtrer et traiter rapidement. La tâche la plus ardue des commandants sera peut-être de sélectionner les renseignements importants parmi les énormes vagues qui submergeront constamment les récipiendaires.⁶² La connaissance de la situation que possède le commandant découle de la transformation des données en informations, des informations en connaissance et de la connaissance en la compréhension. Le traitement de diverses données pour les convertir en informations comporte le filtrage, la fusion, le formatage, l'organisation, le groupement, la corrélation, la représentation sur carte, peut-être la traduction, la catégorisation et l'organisation des données de façon à leur donner un sens.⁶³ Une des caractéristiques déterminantes de beaucoup des nouveaux concepts que nous commençons à adopter est celle de l'utilisation de l'information et de la connaissance pour créer la connaissance de la situation et la compréhension. Pour ce faire, nous devons connaître parfaitement la situation grâce à un système de C2 global, ainsi qu'aux capacités ISTAR émergentes.⁶⁴ Ces capacités, à leur tour, permettront une intégration beaucoup plus profonde des systèmes et capacités de combat sur des distances beaucoup plus longues, ce qui créera une puissance de combat sans précédent. La nature changeante de la cueillette, du traitement et de l'emploi de l'information dans le processus de décision et dans l'exécution des opérations représente peut-être le progrès singulier qui aura la plus forte influence sur les opérations militaires dans le proche avenir.⁶⁵ Le concept de l'envoi simultané des données ou d'informations à des QG de plusieurs niveaux devra être intégré aux procédures. Ce concept rationalisera le flux d'informations et favorisera une intégration horizontale accrue dans l'ensemble de la force.⁶⁶ Les conséquences les plus significatives découleront des progrès réalisés dans le secteur des systèmes d'information et de la gestion des connaissances. Se tenir au fait de la situation ne sera pas une mince tâche, mais il est indispensable de relever ce défi pour garantir l'interopérabilité avec nos alliés. Les développements dans ces secteurs exigeront de nouveaux modes de C2, fondés sur un accroissement de la délégation dans le contexte d'une structure de commandement aplanie.⁶⁷ Un des domaines importants qu'il faudra examiner de façon beaucoup plus énergique est celui de la création de la capacité de diffuser rapidement l'information au sujet de la situation sur le champ de bataille, p. ex. au sujet de l'état des stocks, des approvisionnements et du personnel, directement aux personnes et organisations concernées de l'Armée de terre, selon le lgén John Riggs, directeur de la US Army Objective Force Task Force. Cet objectif comporte l'application des TI mais, peut-être plus important encore, exige des changements dans les procédés de cueillette et de diffusion de l'information.⁶⁸ L'intégration des données provenant des nouveaux systèmes de détection, des nouveaux instruments de simulation et de nouvelles sources de renseignement militaire par le biais de la gestion du savoir permettra d'améliorer sensiblement l'état des connaissances de la situation et de rehausser la qualité du processus décisionnel. Il en résultera une augmentation substantielle de la précision des opérations, car l'application de la force et de l'expertise militaires aura été adaptée à la situation et les facteurs politiques et diplomatiques auront été pris en considération.⁶⁹

CONCLUSION

Essentiellement, il faudra disposer de forces électroniques réseautées, adaptables, parfaitement formées et instruites, hautement mobiles, bien équipées et capables de se déployer rapidement

dans le contexte d'opérations complexes, interarmées, multidimensionnelles, indépendantes, interorganisationnelles et(ou) de coalition. Ces forces électroniques doivent pouvoir exécuter certaines missions et de nombreuses tâches dans l'ensemble du spectre des conflits.⁷⁰ À cette fin, les capacités et les effets doivent être complètement intégrés en un commandement et en une culture uniques. Si les chaînes de commandement continuent à être aussi lourdes et les protocoles et les processus d'état-major aussi compliqués, cela équivaudra à un échec. Il en sera de même si l'on ne parvient pas à relier les éléments ou à avoir une bonne connaissance de la situation des forces amies.⁷¹ Le danger le plus grave que court notre nation se trouve à la croisée du radicalisme et de la technologie.⁷² Il faut absolument prendre des initiatives nouvelles en matière d'approvisionnement et de perfectionnement pour mettre au point, dans les meilleurs délais, des technologies évolutives permettant de maintenir au maximum la capacité des plates-formes et des systèmes en service et ainsi d'éviter qu'ils ne deviennent désuets.⁷³ Et comme il a déjà été recommandé d'introduire le modèle de l'United States Marine Corps (USMC) Marine Expeditionary Unit dans l'Armée de terre canadienne et les FC pour satisfaire le besoin d'une capacité d'opérations spéciales pour le XXI^e siècle,⁷⁴ j'avancerais, en fait, que l'ensemble de notre Armée doit adopter une structure expéditionnaire et évolutionnaire, sur le plan structurel, en s'orientant vers des forces adaptées à la tâche et, sur le plan culturel, en mettant un accent renouvelé sur les opérations qui soit fondé sur notre éthique. En fait, comme le résumé de Servir avec honneur le mentionne, le rôle prédominant de la profession des armes au Canada est la conduite d'opérations militaires. Face aux défis du XXI^e siècle, nous devons intégrer toutes les parties intéressées dans ces forces électroniques. L'Armée canadienne du XXI^e siècle continuera de dépendre de soldats et de chefs dont l'éthique, les valeurs et les habiletés militaires leur permettront d'avoir du succès dans les situations ambiguës et violentes auxquelles ils feront face. Heureusement, la force de l'Armée de terre du Canada a toujours été et reste ses soldats et ses chefs bien formés et instruits, hautement professionnels et organisés en équipes de combat cohérentes et robustes.⁷⁵ Nous avons, envers ces soldats et ces chefs, l'obligation de créer une structure et une culture appropriées. Par conséquent, l'Armée de terre doit tenir compte de l'environnement de sécurité de l'avenir et de la nature que les combats auront en 2020 pour choisir de nouvelles capacités et les intégrer dans une nouvelle doctrine et dans une nouvelle structure.⁷⁶ Nous pouvons être bernés par les changements qui se produisent dans la conduite de la guerre, p. ex. la révolution dans les affaires militaires en cours et la révolution de l'information mais, essentiellement, la guerre demeure l'activité brutale qu'a décrite Clausewitz, c.-à-d., le prolongement violent de la politique avec le brouillard et la friction qui l'accompagnent. En conclusion, il nous faudra des forces polyvalentes (compétentes et instruites), très mobiles et très bien équipées, pouvant se déployer rapidement pour participer à des opérations complexes et multidimensionnelles de la coalition, et capables de prendre part à des missions quelle que soit la nature du conflit.⁷⁷ En ce sens, la voie la plus prometteuse pour notre Armée canadienne est celle d'une évolution vers des forces électroniques expéditionnaires, accompagnée d'une adaptation structurelle et culturelle parallèle pour faire face aux énormes défis du XXI^e siècle.

Au sujet de l'auteur ...

Le Major Éric Dion (R22eR) travaille à la Direction générale de la planification stratégique. Il a participé à quatre déploiements opérationnels et est diplômé du Collège de commandement et d'état-major de la Force terrestre canadienne (CCEFTC). Il a été officier d'échange auprès d'unités des Forces spéciales américaines et des commandos français. Il détient une maîtrise en administration des affaires et poursuit actuellement une autre maîtrise en politique et gestion de la défense.

Bibliographie

Bowes, Lieutenant-colonel. « L'implantation de la numérisation : un point de vue doctrinal », Le bulletin de la doctrine et de l'instruction de l'Armée de terre, vol. 6, n° 1 (printemps 2003).

Cotty, Will, Capitaine. « Special Forces: Selecting & Training Officers for Adaptability », Special Warfare, vol. 16, n° 2 (août 2003).

Horn, Bernd, Lieutenant-colonel. « La complexité au carré : les opérations dans le futur espace de combat », Revue militaire canadienne, vol. 4, n° 3 (automne 2003).

Horn, Bernd, Lieutenant-colonel. « Une évidence même. Les forces spéciales et le renseignement en contexte de guerre asymétrique », Le bulletin de la doctrine et de l'instruction de l'Armée de terre, vol. 5, n° 4 (hiver 2002-2003).

Laudons. Management Information Systems, 1^{re} édition canadienne, 2002.

Lizotte, G., Major. « Une capacité d'opérations spéciales pour le Canada », Le bulletin de la doctrine et de l'instruction de l'Armée de terre, vol. 6, n° 2 (été 2003).

Mader, L.R., Major. « Changement de paradigmes : réflexions sur la structure de la force de l'avenir de l'Armée de terre », Le bulletin de la doctrine et de l'instruction de l'Armée de terre, vol. 6, n° 2 (été 2003).

Oliviero, Lieutenant-colonel. « Auftragstaktik et désordre au combat : une nouvelle perspective du champ de bataille », Le bulletin de la doctrine et de l'instruction de l'Armée de terre, vol. 4, n° 2 (été 2001).

O'Leary, Capitaine. « L'idée derrière la notion d'un système régimentaire », Le bulletin de la doctrine et de l'instruction de l'Armée de terre, vol. 3, n° 4 et vol. 4, n° 1 (hiver 2000 et printemps 2001).

Qiao Liang et Wang Xiangsui. Unrestricted Warfare, Beijing: PLA Literature and Arts Publishing House, février 1999.

Riggs, John, Lieutenant-général. US Army Objective Force Task Force, disponible sur la page Web <http://www4.janes.com/>

Holzer, Robert. « Krulak Warns of Over-Reliance on Technology », Defence News, octobre 1996.

Rapports de défense

CDI, Navigating the Three-Block War and the Urban Triad, 4 avril 2003.

CEMAT, How the Canadian Army will Fight, version provisoire, 15 janvier 2004.

CEMFM, « La Marine canadienne : à l'avant-garde de la politique étrangère et de défense du pays », La feuille d'érable, 17 mars 2004, p. 12.

DCSOT, Les futures capacités de l'Armée de terre, Rapport 01/01, janvier 2001.

DCSOT, Environnement de sécurité de l'avenir, Rapport 99/2, août 1999.

DCSOT, Expérience B sur l'Armée de l'avenir — Les opérations dans l'espace de bataille élargi, juin 2001.

MDN, B-GG-005-004/AF-000, Doctrine relative aux opérations des Forces canadiennes : Opérations interarmées et interalliés. (Ancienne version : CF Operations).

MDN, Façonner l'avenir de la défense canadienne : une stratégie pour l'an 2020, juin 1999.

P et GD, Introduction, Concept d'action stratégique des Forces canadiennes 2020, février 2004.

P et GD, Concepts stratégiques déterminants, Concept d'action stratégique des Forces canadiennes 2020, février 2004.

P et GD, Pertinent au plan stratégique, efficace au plan tactique, Concept d'action stratégique des Forces canadiennes 2020, février 2004.

Sites Internet

<http://iufro.boku.ac.at/iufro/taskforce/>

<http://portland.fbi.gov/task.htm>

http://vcds.mil.ca/dgsp/pubs/rep-pub/analysis/tech/intro_e.asp

http://vcds.mil.ca/dgsp/pubs/rep-pub/analysis/tech/tech6_e.asp

http://vcds.mil.ca/dgsp/pubs/rep-pub/analysis/tech/tech9_e.asp

http://vcds.mil.ca/dgsp/pubs/rep-pub/dda/cfsoc/chp10_e.asp

<http://www.acq.osd.mil/osjtf/>

http://www.army.dnd.ca/LFWA_HQ/Active_Edge/Battle_Group_Organization.htm

<http://www.ausa.org/PDFDocs/ibct.pdf>

<http://www.ausa.org/PDFdocs/lpe02-3.pdf>

http://www.brook.edu/dybdocroot/press/books/chapter_1/future_of_warfare.pdf

<http://www.comw.org/rma/fulltext/ustrans.html>

<http://www.dtic.mil/doctrine/>

http://www.forces.gc.ca/site/operations/past_ops_f.asp

<http://www.geocities.com/Pentagon/Quarters/2116/2ndaacr.htm>

<http://www.globalsecurity.org/military/agency/dod/cjtf-hoa.htm>

<http://www.globalsecurity.org/military/library/policy/army/fm/3-21-21/index.html>

<http://www.globalsecurity.org/military/library/policy/army/fm/3-21-31/index.html>

<http://www.globalsecurity.org/military/library/policy/national/nss-020920.pdf>

<http://www.jtfcs.northcom.mil/>

http://www.military.com/NewContent/0,13190,NI_Preemption_0103,00.html

<http://www.nationaldefensemagazine.org/article.cfm?id=978>

<http://www.nato.int/docu/facts/2000/cjtf-con.htm>

<http://www.rand.org/publications/MR/MR1606/MR1606.sum.pdf>

http://www.strategypage.com/articles/ibct_files/

<http://www.terena.nl/tech/task-forces/tf-csirt/>

[http://www.unsystem.org/ngls/documents/pdf/Report_global_governance_\(final\).pdf](http://www.unsystem.org/ngls/documents/pdf/Report_global_governance_(final).pdf)

<http://www4.janes.com/>

NOTES

1. http://www.army.dnd.ca/LFWA_HQ/Active_Edge/Battle_Group_Organization.htm
 2. <http://www.ausa.org/PDFdocs/lpe02-3.pdf>
 3. CEMAT, *How the Canadian Army will Fight*, p. 5.
 4. Horn B., Lieutenant-colonel, *Les Forces spéciales et le renseignement en contexte de guerre asymétrique*, p. 26.
 5. MDN, *Façonner l'avenir de la défense canadienne : une stratégie pour l'an 2020*, p. 7.
 6. CEMAT, *How the Canadian Army will Fight*, p. i.
 7. Cotty W., Capitaine, *Special Forces: Selecting and Training Officers for Adaptability*, p. 6.
 8. Fletcher, Colonel, *Canadian Forces Transformation*.
 9. CEMAT, *How the Canadian Army will Fight*, p. i.
 10. CEMFM, *La Marine canadienne : à l'avant-garde de la politique étrangère et de défense du pays*, p. 12.
 11. Riggs, Lieutenant-général, *US Army Objective Force Task Force*, disponible sur la page Web <http://www4.janes.com/>
 12. Horn, Lieutenant-colonel, *La complexité au carré : les opérations dans le futur espace de combat*, p. 2.
 13. Ibid.
 14. DCSOT, *Environnement de sécurité de l'avenir*.
 15. Horn, Lieutenant-colonel, *La complexité au carré : les opérations dans le futur espace de combat*, p. 2.
 16. Qiao Liang et Wang Xiangsui, *Unrestricted Warfare*, p. 199.
 17. CDI, *Navigating the Three-Block War and the Urban Triad*.
 18. Horn, Lieutenant-colonel, *La complexité au carré : les opérations dans le futur espace de combat*, p. 15.
 19. Oliviero, Lieutenant-colonel, *Auftragstaktik et désordre au combat : une nouvelle perspective du champ de bataille*, p. 57.
 20. Horn, Lieutenant-colonel, *La complexité au carré : les opérations dans le futur espace de combat*, p. 9.
 21. DCSOT, *Les futures capacités de l'Armée de terre*, p. 43.
 22. CEMFM, *La Marine canadienne : à l'avant-garde de la politique étrangère et de défense du pays*, p. 12.
 23. <http://wps.cfc.forces.gc.ca/papers/amsc1/001.html>
 24. B-GG-005-004/AF-000, *CF Operations*, p. 8-1.
 25. Ibid., p. iii/iv.
 26. DCSOT, *Les futures capacités de l'Armée de terre*, p. 43.
 27. CEMAT, *How the Canadian Army will Fight*, p. 3.
 28. Ibid., p. 8.
 29. O'Leary, Capitaine, *L'idée derrière la notion d'un système régimentaire*, p. 19.
 30. B-GG-005-004/AF-000, *CF Operations*, p. 7-1.
 31. Bowes, Lieutenant-colonel, *L'implantation de la numérisation : un point de vue doctrinal*, p. 28.
 32. http://vcds.mil.ca/dgsp/pubs/rep-pub/analysis/tech/tech4_e.asp
 33. Bluetooth est le nom d'une norme de TI qui permet des communications radio haute vitesse entre toutes sortes de dispositifs sans fil qui peuvent alors interagir sans intervention directe de l'utilisateur. Bluetooth était également le surnom de Harald Blatand, un roi viking et danois qui a unifié le Danemark et la Norvège. Une de ses habiletés était d'amener les gens à se parler. Laudons, *Management Information Systems*, 1^{re} édition canadienne, 2002, p. 327.
 34. B-GG-005-004/AF-000, *Doctrine relative aux opérations des Forces canadiennes : Opérations interarmées et interallié*, p. 4.
 35. P et GD, *Concept d'action stratégique des FC 2020*.
-

-
36. Ibid.
37. Bowes, p. 28.
38. Horn, Lieutenant-colonel, *La complexité au carré : les opérations dans le futur espace de combat*, p. 2.
39. DCSOT, *Les futures capacités de l'Armée de terre*, p. 44.
40. <http://www.ansa.org/PDFdocs/lpe02-3.pdf>
41. Fletcher.
42. DCSOT, *Environnement de sécurité de l'avenir*, p. 43.
43. Robert Holzer, *Krulak Warns of Over-Reliance on Technology*, p. 4.
44. http://www.military.com/NewContent/0,13190,NI_Preemption_0103,00.html
45. [http://www.unsystem.org/ngls/documents/pdf/Report_global_governance_\(final\).pdf](http://www.unsystem.org/ngls/documents/pdf/Report_global_governance_(final).pdf)
46. Porter, Michael, *Strategy and the Internet* (NP), p. 64.
47. CEMAT, *How the Canadian Army will Fight*, p. 4.
48. Horn, Lieutenant-colonel, *La complexité au carré : les opérations dans le futur espace de combat*, p. 10.
49. Ibid., p. 9.
50. Ibid., p. 15.
51. CEMAT, *How the Canadian Army will Fight*, p. 9.
52. Ibid., p. 8.
53. Laudons, *Management Information Systems*, p. 124.
54. B-GG-005-004/AF-000 *CF Operations*, p. 9-1.
55. <http://www.humansecurity-chs.org/>
56. http://www.forces.gc.ca/site/operations/past_ops_f.asp
57. DCSOT, *Les futures capacités de l'Armée de terre*, p. 41.
58. Ibid., p. 42.
59. http://vcds.mil.ca/dgsp/pubs/rep-pub/dda/cfsoc/chp10_e.asp
60. Mader, Major, *Changement de paradigmes : réflexions sur la structure de la force de l'avenir de l'Armée de terre*, p. 45.
61. <http://www.nationaldefensemagazine.org/article.cfm?id=978>
62. Horn, Lieutenant-colonel, *La complexité au carré : les opérations dans le futur espace de combat*, p. 13.
63. CEMAT, *How the Canadian Army will Fight*, p. 11.
64. Horn, Lieutenant-colonel, *La complexité au carré : les opérations dans le futur espace de combat*, p. 15.
65. CEMAT, *How the Canadian Army will Fight*, p. 5.
66. Ibid., p. 12.
67. http://vcds.mil.ca/dgsp/pubs/rep-pub/analysis/tech/tech9_e.asp
68. Riggs, John, Lieutenant-général, *US Army Objective Force Task Force*, disponible sur la page Web <http://www4.janes.com/>
69. http://vcds.mil.ca/dgsp/pubs/rep-pub/analysis/tech/tech9_e.asp
70. CEMAT, *How the Canadian Army will Fight*, p. 2.
71. Horn, Lieutenant-colonel, *La complexité au carré : les opérations dans le futur espace de combat*, p. 13.
72. <http://www.globalsecurity.org/military/library/policy/national/nss-020920.pdf>
73. http://vcds.mil.ca/dgsp/pubs/rep-pub/analysis/tech/tech6_e.asp
74. Lizotte, G., Major, *Une capacité d'opérations spéciales pour le Canada*, p. 34.
75. CEMAT, *How the Canadian Army will Fight*, p. 6.
76. DCSOT, *Les futures capacités de l'Armée de terre*, p. 45.
77. Horn, Lieutenant-colonel, *La complexité au carré : les opérations dans le futur espace de combat*, p. 15.
-

UNE FORCE DE PREMIER PLAN : L'ÉVOLUTION DES FORCES D'OPÉRATIONS SPÉCIALES

par le Colonel B. Horn

INTRODUCTION

Les attaques terroristes du 11 septembre 2001 (9/11) contre les tours jumelles du World Trade Center de New York ont marqué à jamais la mémoire collective. Au lendemain de ce tragique événement, les États-Unis d'Amérique s'engageaient dans une guerre contre le terrorisme qui se poursuit encore aujourd'hui. Pour accomplir cette mission, les États-Unis ont sans hésiter fait immédiatement appel aux forces d'opérations spéciales (SOF). Traditionnellement, les forces d'opérations spéciales se définissaient comme des forces « dont la sélection, l'entraînement, le matériel et les missions sont spéciaux et qui reçoivent un appui spécial. »¹ Même si ce choix n'aurait pas dû surprendre, compte tenu de la capacité d'intervention des SOF face à la nature ambiguë, insaisissable et asymétrique de la menace, cette décision suscita des critiques.

Cette réaction est tout à fait compréhensible puisque les SOF ont presque toujours été considérées comme le mouton noir de la famille militaire. Les SOF sont nées en grande partie dans le chaos de la Deuxième Guerre mondiale. Des années de stagnation doctrinale, de manque de préparation, de ressources limitées et de défaites catastrophiques avaient amené les Alliés à un point où ils ne possédaient ni la capacité, ni les moyens de riposter contre la machine militaire allemande apparemment invincible. Les forces d'opérations spécialisées de petite taille devinrent donc le principal outil d'une action offensive limitée. Malheureusement, l'image que projetaient les forces d'opérations spéciales, était celle d'une bande de commandos endurcis et de coupe-gorges hardis capables de tuer de façon efficace, mais pratiquement incontrôlables et n'ayant aucun sens de l'étiquette militaire. De plus, nombre de commandants traditionnels considéraient que les opérations des SOF, qui exigeaient beaucoup de ressources, n'avaient guère de poids dans l'ensemble de l'effort de guerre.

En dépit de toute cette opposition, des SOF ont été mises sur pied et ont obtenu des résultats tangibles. On peut dire, essentiellement, que les SOF sont nées dans un climat de crise et ont comblé un vide précis. Les SOF ont ainsi permis aux Alliés, et plus particulièrement aux Britanniques, d'œuvrer de façon offensive depuis une position de faiblesse et avec économie d'effort. Grâce aux SOF, l'esprit offensif a été maintenu, les troupes allemandes ont été immobilisées et les forces classiques désorganisées ont pu se regrouper, se ré-équiper et se ré-entraîner. Toutefois, dès que le vent tourna en faveur des Alliés, les SOF perdirent le peu d'appui dont elles jouissaient. Les raids et les actions directes furent rapidement éclipsés par les tâches moins glorieuses de la guerre non-conventionnelle et de la reconnaissance stratégique.² Pendant que les nombreuses forces classiques prenaient pied sur leurs théâtres d'opération respectifs, les SOF étaient reléguées aux oubliettes ou étaient utilisées à mauvais escient au prix de nombreuses vies. Il ne faut donc pas s'étonner que les SOF aient été en grande partie dissoutes à la fin de la guerre.

La période de l'après-guerre ne fut guère plus bienveillante pour les SOF. Constamment marginalisées, elles ne reprenaient du service que pour combler un vide bien précis lorsqu'un besoin particulier survenait. Malgré tout, elles ne réussissaient pas à se faire accepter par

l'ensemble de l'organisation militaire. C'est pourquoi, pendant la période de la guerre froide qui suivit, les SOF se spécialisèrent-elles dans la guerre non-conventionnelle et les mesures anti-insurrectionnelles en raison plus particulièrement des guerres sauvages de rétablissement de la paix qui sévirent des années 1950 au début des années 1970. Pendant la guerre du Vietnam, les États-Unis qui cherchaient un moyen de vaincre un ennemi insaisissable oeuvrant dans un environnement hostile et complexe, augmentèrent de façon exponentielle le nombre de leurs unités d'opérations spéciales. Par la suite, la conjoncture mondiale des années 1970 et 1980 fit en sorte que le contre-terrorisme devint la nouvelle vocation des SOF.

Cependant, la raison d'être des forces d'opérations spéciales ne fut vraiment reconnue qu'à la fin de la guerre froide. Les nouvelles menaces avaient donné naissance à un environnement géopolitique totalement différent. On ne pouvait plus compter sur la stabilité et le caractère prévisible d'une guerre froide dirigée par deux superpuissances mondiales. Le monde se fragmenta et devint de plus en plus dangereux au fur et à mesure que les tensions éclataient partout dans le monde. Dans ce climat d'instabilité, les SOF changèrent à nouveau de vocation afin de contrer ces nouvelles menaces. Grâce à leur spécialisation, leur faible empreinte organisationnelle et leur capacité à effectuer des missions qui se situaient dans la zone grise des opérations politico-militaires de nature généralement délicate, les SOF connurent un nouvel essor. Cette évolution permit de mieux définir les SOF. Les SOF devinrent donc des organisations « militaires et paramilitaires dont l'organisation, la formation et le matériel sont hautement spécialisés, dont les opérations ont des objectifs militaires, politiques et économiques ou informationnels et qui emploient en général des moyens non traditionnels dans des territoires hostiles, interdits ou politiquement vulnérables. »³ La dépendance du gouvernement américain face aux SOF au lendemain des attaques du 11 septembre constitua le point culminant de leur évolution et confirma leur raison d'être. Il était alors clair que les SOF avaient terminé leur transformation et joueraient désormais un rôle de premier plan et non plus un rôle de figurant.

L'évolution des forces d'opérations spéciales

Nées dans l'enfer de la Deuxième Guerre mondiale, les forces d'opérations spéciales sont un phénomène relativement nouveau. En effet, les premiers commandos doivent leur existence aux efforts tenaces du très combatif premier ministre britannique, Winston Churchill, qui, en 1940, refusa d'accepter une guerre « défensive » même si la menace d'invasion demeurait bien présente.⁴ Ces volontaires triés sur le volet, reconnus pour leur courage, leur endurance, leur esprit d'initiative, leur débrouillardise, leur confiance en soi et leur agressivité devaient prendre des centres de résistance, détruire les services ennemis, neutraliser les batteries côtières et éliminer, par des raids, toute force ennemie désignée.⁵

Les normes qui régissaient les SOF étaient très sévères. Ceux qui ne parvenaient pas à satisfaire aux exigences requises étaient immédiatement retournés à leur unité d'appartenance. Finalement, en dépit d'un lent départ et d'une histoire relativement courte, les raids des commandos furent marqués du sceau du succès et atteignirent leur but. Non seulement les succès des SOF furent-ils un baume pour le moral de la population, mais les SOF établirent des records de persévérance et d'endurance de même que des records de succès tactiques et, on pourrait dire, stratégiques.⁶ Dans le processus, il est important également de mentionner que le terrain était fertile à la naissance, si ce n'est à l'explosion imminente, de forces d'opérations spéciales modernes. La communauté militaire, reconnue pour son conservatisme et son

traditionalisme, finit par accepter, sinon par tolérer, l'idée d'unités spécialement organisées et spécialement entraînées composées de personnes intrépides enivrées par les actions stimulantes et hautement dangereuses de petites unités faisant appel à l'innovation, à l'individualisme et à l'action indépendante. Cette acceptation limitée, pour ne pas dire conditionnelle, n'exista vraiment qu'au début de la guerre. Pendant cette période chaotique de désespoir, quelques hommes déterminés réussirent à combler un vide — soit la capacité de frapper depuis une position en apparence faible. Des unités spéciales furent donc levées pour couvrir les points faibles et pour répondre à des besoins précis que les forces classiques ne pouvaient combler en raison de leur lourdeur ou de leur manque d'entraînement.

Une multitude d'unités relativement petites de raid et de reconnaissance — comme le Long Range Desert Group (LRDG), le Special Air Service (SAS), les American Rangers, le Phantom, la Layforce, la First Special Service Force (FSSF), la Popski's Private Army, le Special Boat Service et nombre d'autres — virent donc le jour pour appuyer l'effort de guerre jusqu'à ce que les forces classiques plus nombreuses puissent écraser la machine de guerre allemande. Lorsqu'il devint évident que l'issue de la guerre était en faveur des Alliés, les SOF perdirent peu à peu de leur importance. Les raids d'action directe devinrent plus rares et la reconnaissance stratégique ainsi que la guerre non-conventionnelle, dirigées par l'Office of Strategic Services (OSS), le Special Operations Executive (SOE) et le SAS, gagnèrent en importance. Quoi qu'il en soit, une fois les grandes armées conventionnelles bien en place sur le continent européen, et particulièrement après la campagne de Normandie, les SOF furent dans l'ensemble délaissées, oubliées et considérées comme embarrassantes pour le « vrai métier de soldat ».

Malheureusement, la période de paix et de tranquillité de l'après-guerre, à laquelle aspiraient les gouvernements endettés et las de la guerre ainsi que les populations, ne fut guère de longue durée. Le déclenchement de la guerre froide obligea les États occidentaux à se doter de grandes armées permanentes de temps de paix. En Europe, la guerre froide fit également apparaître le spectre de deux camps opposés fortement armés. Le maintien, par la, semble-t-il, agressive et très belliqueuse Union soviétique, d'une zone tampon formée de territoires et de populations occupés entre l'Est et l'Ouest constituait clairement un potentiel de guerre non-conventionnelle. Les planificateurs stratégiques et les commandants, surtout ceux qui avaient récemment fait partie du OSS et du SOE, saisirent l'occasion et mobilisèrent à nouveau des SOF face à ce besoin particulier. D'abord axées sur les raids d'action directe, puis sur la reconnaissance stratégique et la guerre non-conventionnelle, les SOF poursuivaient ainsi l'évolution amorcée au cours de la Deuxième Guerre mondiale.

En ce sens, les exemples britannique et américain représentent des cas typiques. Le SAS fut transformé en une unité de l'Armée territoriale, soit le 21st SAS Regiment (Artists).⁷ Cette unité fournissait des éléments dépassés qui devaient demeurer cachés pendant le passage des forces soviétiques et signaler ensuite les mouvements de l'ennemi et les concentrations de troupes. Les Américains ressuscitèrent leurs SOF et leur confièrent le même rôle — reconnaissance stratégique et guerre non-conventionnelle. Au mois d'avril 1952, l'Armée américaine créait, à Fort Bragg, en Caroline du Nord, le Psychological Warfare Center, lequel devint ensuite le Special Warfare Center. À peu près à la même période, le 10th Special Forces Group (SFG) était mis en activité. L'année suivante, le gros du 10th SFG était déployé à Bad Tolz, en Allemagne de l'Ouest, et les soldats restés à Fort Bragg étaient réorganisés en une nouvelle unité, le 77th SFG.⁸

La mission européenne des membres du 10th SFG — dont les officiers provenaient en grande partie des SOF de la Deuxième Guerre mondiale comme les OSS, les Rangers et les unités aéroportées — était de nature extrêmement délicate et secrète. Ils devaient, dans l'éventualité

d'une invasion soviétique, développer et exploiter le potentiel de résistance des populations des régions situées derrière les lignes ennemies, c'est-à-dire les territoires occupés par les Soviétiques. Les équipes des forces spéciales (FS) devaient également effectuer, de leur propre initiative, des missions de reconnaissance et de sabotage. Essentiellement, le travail de ces équipes consistait à entraîner et à conseiller les membres des mouvements de résistance dans l'art de la guérilla tout en effectuant des missions de reconnaissance stratégique afin de localiser les quartiers généraux et les installations d'armes nucléaires soviétiques.⁹ Mais quelque chose clochait dans cet accent mis sur l'Europe, conçu dans le contexte d'une guerre traditionnelle de grande intensité semblable à la Deuxième Guerre mondiale. Le conflit prendrait un tout autre visage.

Pendant la guerre froide, le nationalisme et l'insurrection communiste (deux concepts que l'Ouest n'a pas toujours réussi à définir correctement) ont fait s'ouvrir une période de guerres sauvages pour le rétablissement de la paix. Une fois de plus, les forces classiques furent dépassées par la nature complexe de ces conflits — des conflits de longue durée, qui requéraient des solutions politiques et non uniquement militaires et qui se déroulaient habituellement en terrain complexe offrant couvert, dissimulation et protection aux insurgés moins fortement armés et moins lourdement équipés. La plupart du temps, le soldat traditionnel n'était pas habitué à travailler, pendant de longues périodes, dans des environnements hostiles. Il ne possédait pas non plus, ni l'entraînement, ni les tactiques innovatrices et adaptables, ni les modes de pensée pour contrer et vaincre des insurgés insaisissables et astucieux.

Pour les Britanniques, ces lacunes devinrent évidentes lors de l'état d'urgence imposé en Malaisie, de 1947 à 1960. Par leur intervention immédiate, lourde, directe et limitée, les forces classiques échouèrent dans leur tentative de détruire la guérilla et d'accroître le niveau de sécurité dans le pays. Même si elles parvinrent à tuer un certain nombre d'insurgés, elles ne réussirent, en raison de leur brutalité, qu'à s'aliéner des segments de la population, comme c'est souvent le cas. Mais plus important encore, les forces régulières furent incapables d'œuvrer, pendant de longues périodes, dans les jungles austères et hostiles de ce pays. La guérilla a donc conservé ce refuge et y a formé de nouveaux membres. Heureusement, un expert bien connu, le Major « Mad » Mike Calvert, ancien commando, commandant du bataillon Chindit et commandant de la 2 SAS Brigade pendant la guerre, fut chargé d'analyser le problème et de trouver une solution. Il recommanda — faut-il s'en surprendre — de créer une unité spéciale, les Malayan Scouts (SAS), qui pénétrerait dans la jungle et pourchasserait les guérilleros.¹⁰

Les succès des Malayan Scouts, combinés au fait que, de plus en plus, on se rendait compte que les SOF, lorsqu'elles étaient correctement employées, se révélaient « relativement peu coûteuses en termes de vie par rapport aux résultats obtenus », donnèrent un nouvel élan aux SOF.¹¹ En fait, les bureaucrates économes se rendirent compte que les SOF constituaient un moyen peu dispendieux de faire la guerre contre les insurgés dans les jungles et déserts lointains, et souvent sans appui. Le remplacement d'une capacité générique soutenue par le nombre au profit de compétences spécifiques basées sur la qualité engendrait de telles économies que les SOF devinrent une option fort attrayante. Les SOF commencèrent donc à se transformer à nouveau pour devenir une force axée sur la guerre non-conventionnelle et la contre-insurrection. Une multitude de pays firent appel aux SOF lors de conflits de faible intensité, notamment en Malaisie, dans le sultanat d'Oman, au Brunei, à Borneo, à Aden, en Indochine, en Algérie et au Tchad.¹²

Une fois de plus, en dépit du succès indéniable connu par les SOF pendant cette période, elles ne furent jamais pleinement acceptées par l'ensemble de l'organisation militaire.¹³ Paradoxalement, les qualités qui faisaient la force même des SOF provoquaient également l'hostilité des forces classiques. Pour que les SOF soient capables de réagir et de déjouer leurs adversaires de même que de vivre dans des environnements austères et hostiles, ses membres devaient avoir recours à des tactiques non conventionnelles et posséder une indépendance d'esprit, un sens de l'initiative, une acuité mentale, un entraînement spécialisé, une agressivité, une condition physique et une endurance supérieurs à ceux des membres des unités régulières de l'armée. Là était le secret du succès des SOF.

Malheureusement, les forces d'opérations spéciales furent aussi victimes de leurs réussites, suscitant l'antagonisme et l'envie des forces classiques, lesquelles, pourtant, considéraient presque les SOF comme une solution à tous les maux. Ainsi, l'éventuelle participation des États-Unis à la guerre du Vietnam vit la prolifération des unités de type SOF. Ces unités devaient faire partie de l'intervention américaine pour tenter d'enrayer l'escalade de cette guerre complexe. Les tâches particulières, comme la guerre non-conventionnelle, la reconnaissance et l'interdiction longue portée, et les opérations riveraines, qui devaient être exécutées dans ce théâtre d'opérations politiquement restrictif et fort hostile comme milieu opérationnel, entraînèrent de façon exponentielle la création de nouvelles unités ou l'augmentation de la grosseur des unités existantes.

Le nombre des membres des US Special Forces ou « bérets verts » connut ainsi un accroissement spectaculaire. Au début, les bérets verts devaient mettre en œuvre le Strategic Hamlet Program (programme de regroupement des populations dans les hameaux). Par la suite, la responsabilité de la mise en œuvre du programme du Civil Irregular Defence Group (CIDG) leur fut confiée. Ce programme consistait principalement à apprendre aux populations indigènes à se défendre elles-mêmes en levant des forces de défense locales capables de défendre leurs villages. Les soldats des FS entreprirent également des programmes d'affaires civiles élémentaires comme l'amélioration des méthodes d'agriculture, des mesures d'hygiène et de l'approvisionnement en eau. En contrepartie, ils ont construit et occupé des camps fortifiés d'où les patrouilles de combat composées de soldats des FS et du CIDG pouvaient se préparer. L'esprit du programme CIDG fut ultérieurement violé, et les membres de son personnel furent affectés à des forces de réaction polyvalentes et de frappe mobiles pour appuyer les opérations conventionnelles et secrètes.¹⁴

L'utilisation de SOF par les trois éléments de l'Armée (air, terre, mer) a eu comme conséquence une croissance spectaculaire des SOF pendant cette période. En 1961, la Force aérienne rebaptisa ses unités existantes du nom de « Commandos aériens » et les entraîna spécialement en vue d'opérations de contre-insurrection qui seraient menées depuis divers types d'aéronefs à voilure fixe et à voilure rotative. L'année suivante, la Marine créait les équipes Sea Air Land (SEAL) et en déployait un certain nombre au Vietnam dans le but, au départ, de conseiller la marine vietnamienne; par la suite, on leur confia la responsabilité de l'interdiction de tous les itinéraires fluviaux d'approvisionnement en provenance du Nord-Vietnam et du Cambodge. Pour mener à bien cette mission, les SEAL devaient dresser des embuscades, effectuer des patrouilles, faire du sabotage et poser des mines. Elles devaient, en outre, effectuer des raids sur les bases et les quartiers généraux viêt-cong.¹⁵

Parmi les autres changements ayant touché les SOF, mentionnons la décision du Military Assistance Command Vietnam (MACV), au mois d'avril 1964, de créer le Studies and

Observation Group (SOG) (Groupe d'études et d'observation), responsable de la reconnaissance stratégique et des opérations spéciales. Ce groupe devait, plus précisément, effectuer des opérations secrètes de reconnaissance transfrontalières sur la piste Ho Chi Minh (insertion d'agents et opérations complexes de déception dans le Nord), des opérations psychologiques, des opérations d'interdiction maritime secrètes ainsi que la prise et la destruction des navires de la marine nord-vietnamienne et des bateaux de pêche nord-vietnamiens.¹⁶

Mais ce n'était là qu'une partie de l'expansion. En effet, en 1965, treize compagnies de Long Range Reconnaissance (LRRP) (reconnaissance longue portée) furent créées pour former collectivement, quatre ans plus tard, le 75th Infantry Regiment (Ranger)¹⁷, sans compter les projets séquentiels Delta, Omega et Gamma visant à créer des unités SOF de la taille d'un bataillon et composées de militaires américains et vietnamiens et capables d'effectuer des raids et des missions de reconnaissance longue portée. On eut également recours aux forces SAS australiennes et néo-zélandaises pour les mêmes types de missions.¹⁸ Enfin, les organisations des SOF et les groupes opérationnels provisoires ont effectué, tout au long du conflit, des opérations de sauvetage — 119 au total — de prisonniers de guerre américains.¹⁹

Malheureusement, pour répondre aux pointes dans la demande, il a fallu assouplir les critères de sélection, dans les cas où il y en avait, ce qui entraîna une baisse de compétence chez les membres de ces unités. Prenons par exemple, le Special Warfare Center qui décernait en moyenne moins de 400 diplômes par année. Pendant la période en cause, il en a décerné huit fois plus. En 1962, le taux d'attrition qui se situait historiquement à 90 pour 100, tomba à 70 pour 100. Deux années plus tard, il était de 30 pour 100. Et, aussi incroyable que cela puisse paraître, en 1965, les Forces spéciales enrôlèrent 6 500 nouveaux membres du rang de même que des sous-lieutenants! De toute évidence, la qualité auparavant privilégiée — habileté, expérience, maturité et compétence — a été mise de côté en faveur de la quantité.²⁰

Dans le théâtre, la mauvaise réputation des SOF — manque de discipline, comportements inacceptables, tactiques non conventionnelles — exacerbée par le type de personnes inexpérimentées et souvent immatures qui composaient alors les SOF, posait problème. Que cette réputation fût justifiée ou non, les SOF en souffrirent. La communauté militaire traditionnelle a fini par les considérer comme un ramassis de roublards, de casse-cou et de soldats peu recommandables qui faisaient les cent coups sans mécanismes de contrôle adéquats.

Cette mauvaise réputation hantera les SOF pendant des décennies, même si elles ont, on peut le dire, démontré, comme ce fut d'ailleurs toujours le cas, qu'elles étaient en fait un multiplicateur de force et un outil très économique. En janvier et février 1969, les SOF ont maintenu, en termes de personnes tuées, un rapport de 100:1 comparativement à 15:1 pour une unité traditionnelle, et ce rapport grimpa à 153:1 en 1970. Il faut également mentionner que les activités des SOF forcèrent l'armée du Nord-Vietnam à affecter environ trois divisions entières (près de 30 000 personnes) à la sécurité de sa zone arrière. Toute cette force contre 50 agents spéciaux américains et leurs soldats locaux.²¹ Un officier de l'armée nord-vietnamienne concéda plus tard que les « SOF ont attaqué de façon efficace, ont affaibli les forces nord-vietnamiennes et ont brisé leur moral parce que ces dernières étaient incapables de freiner les attaques des Forces spéciales. »²²

Malgré tous ces succès, l'ensemble de la communauté militaire continua de marginaliser les SOF, tout comme ce fut le cas pendant la Deuxième Guerre mondiale. Le Général Maxwell Taylor

se rappelle que malgré l'insistance du Président John F. Kennedy, « on ne faisait pas grand-chose pour accroître les forces d'opérations spéciales. » Comme beaucoup d'officiers supérieurs, Taylor estimait que ces forces ne faisaient rien que « toute unité bien formée » n'aurait pu faire.²³

Ainsi, rien n'avait changé, même si les missions des SOF avaient évolué. Après la guerre du Vietnam, les budgets et les organisations des SOF américaines subirent des réductions draconiennes. Au milieu des années 1970, la Marine songea à transférer à la Réserve le reste de ses forces spéciales et la Force aérienne réduisit à quelques escadrons et à une poignée d'aéronefs ses Commandos aériens qui formaient une force aérienne distincte et autonome pendant la guerre du Vietnam. L'Armée de terre réagit encore plus sévèrement. Elle réduisit le personnel des Forces spéciales de 70 pour 100 et leur financement de 95 pour 100²⁴. En 1975, le budget des SOF était à son niveau le plus bas, soit un dixième de 1 pour 100 du budget total de la défense des États-Unis.²⁵

Il va sans dire que la plupart des membres des SOF, surtout les officiers et les sous-officiers supérieurs, ne se sont jamais fait d'illusions sur leurs chances d'avancement. En fait, très peu d'entre eux voyaient leur utilité dans le paradigme des « combats aéroterrestres » de la guerre froide selon lequel des formations blindées massives s'affronteraient dans les plaines du Nord de l'Europe. Les guerres de faible intensité et les insurrections étaient considérées comme un embarras qui empêchaient les militaires de s'occuper des vraies affaires, soit les guerres de grande intensité. Un projet de recherche classifié qui fut mené au milieu des années 1970 et qui s'intitulait « Multi-Purpose Force Study : US Army Special Forces » confirme « ... un manque général de compréhension, d'intérêt et d'appui à l'égard de la guerre non-conventionnelle et des Forces spéciales comme option d'intervention nationale valable. »²⁶ En dépit de cette réalité, les SOF continuèrent d'attirer du personnel en raison, justement, de l'importance accordée à l'initiative individuelle, à la facilité d'adaptation ainsi qu'aux méthodes et tactiques non-conventionnelles.

Mais, une fois de plus, en dépit des préjugés dont les SOF étaient victimes de la part de la communauté militaire, l'« inattendu » obligea les commandants militaires traditionnels à faire appel à elles. En effet, vers la fin des années 1960 et le début des années 1970, la nature de la menace qui planait sur les nations industrialisées occidentales changea radicalement. Le terrorisme, devenant alors reconnu comme la « nouvelle » menace, força les SOF à s'engager dans un autre champ de spécialisation. Les bombardements, les enlèvements, les meurtres et les détournements d'aéronefs commerciaux n'étaient plus désormais l'exclusivité des pays du Moyen-Orient. Les pays européens furent projetés dans un climat de violence où les terroristes internationaux et nationaux menaient une guerre sans merci qui ne reconnaissait aucune frontière. Des cibles israéliennes, et plus particulièrement la compagnie aérienne *El-Al*, furent attaquées à Athènes, à Rome, à Zurich et ailleurs dans le monde. D'autres compagnies aériennes internationales comme Swissair, TWA, Pan Am, pour n'en nommer que quelques-unes, ainsi que leurs passagers, furent victimes d'attaques terroristes. Le meurtre des athlètes israéliens aux Jeux olympiques de 1972 à Munich, en Allemagne de l'Ouest, devint la représentation même de la crise, tout comme l'attaque terroriste contre le quartier général de l'OPEP, à Vienne, en Autriche, en 1975.²⁷ Le problème était si répandu que lors des années 1970, en Italie seulement, il y eut 11 780 attaques terroristes.²⁸

Le problème dépassa le cadre des conflits et des politiques du Moyen-Orient. En Allemagne, des groupes comme la bande Baader-Meinhof ou la Faction de l'Armée rouge semaient mort et

destruction. Les Pays-Bas étaient assiégés par les terroristes des Moluques et la Grande-Bretagne était aux prises avec l'Armée républicaine irlandaise (IRA) et la question de l'Irlande du Nord. Le terrorisme se manifesta même en Amérique du Nord. Aux États-Unis, les groupes radicaux comme les Weathermen, le New World Liberation Front et le Black Panther Party se multipliaient. Au Canada, le Front de libération du Québec (FLQ) imposait un règne de terreur qui connut son point culminant lors de la Crise d'octobre de 1970. Les terroristes étrangers importaient leurs batailles politiques au Canada et lançaient leurs attaques contre des cibles canadiennes.²⁹

Une évidence s'imposa rapidement : aucun pays n'était à l'abri. La menace terroriste était un phénomène mondial. Face au terrorisme tant national qu'étranger, chaque pays devait réagir. Ce constat fut le tremplin de la prochaine importante phase d'évolution des SOF. En effet, la guerre contre le terrorisme exigeait des compétences particulières que ne possédait pas l'organisation militaire. Les SOF ont dû, une fois de plus, fournir la solution. Et qui d'autres que des personnes spécialement choisies se distinguant par leur acuité mentale, leur capacité d'adaptation aux opérations et leur connaissance supérieure de l'art militaire pouvaient répondre à cet appel? Les SOF furent de nouveau en demande. De nouvelles unités furent évidemment créées et les unités existantes se virent confier de nouvelles tâches. Au mois de septembre 1972, les Allemands créaient le *Grenzschutzgruppe 9* (GSG 9) et la même année, les Britanniques confiaient le contre-terrorisme (CT) aux SAS; deux années plus tard, la France formait le *Groupe d'intervention de la Gendarmerie nationale* (GIGN) et la Belgique créait l'*Escadron spécial d'intervention* (ESI); aux États-Unis, la première unité de CT, le 1st Special Forces Operational Detachment (DELTA) vit le jour en 1977 et l'année suivante, l'Italie créait le *Gruppo d'Intervento Speciale* (GIS). Bref, la plupart des pays mirent sur pied des organisations de CT spécialisées afin de faire face au problème.³⁰

En fait, les SOF prirent encore plus de valeur au mois de mai 1980. La diffusion en direct, par tous les médias mondiaux, de l'intervention des SAS lors de la prise de l'ambassade iranienne, sur Princess Gate, par le Mouvement révolutionnaire démocratique pour la libération de l'Arabie (DRMLA), suscita instantanément respect et crédibilité.³¹ À la suite de l'humiliant échec subi par les Américains, quelques semaines plus tôt, lors de leur tentative de sauvetage des ressortissants américains retenus en otage en Iran, ce succès raviva l'intérêt pour les forces d'opérations spéciales.³² Il devenait évident que les SOF avaient un rôle à jouer dans cette nouvelle ère de turbulence. Les commandants militaires traditionnels acceptaient difficilement cette leçon, et d'autres problèmes de coopération, d'intégration, de rendement et d'utilisation des SOF éprouvés pendant l'opération URGENT FURY lancée lors de l'invasion de la Grenade en 1983, furent la goutte qui fit déborder le vase. Désormais, les législateurs américains, par leur intervention, aideraient les membres de l'institution militaire qui voulaient abattre les obstacles qui s'opposaient aux SOF. Les sénateurs américains Sam Nunn et William Cohen, tous deux membres du Armed Services Committee, de même que Noel Koch, sous-secrétaire adjoint à la défense pour les affaires de sécurité internationale, jouèrent un rôle de premier plan dans ce changement de mentalité. En 1987, après une longue bataille, le Congrès demandait au Président de créer un commandement de combat unifié. Le 13 avril de la même année, le United States Special Operations Command (USSOCOM) voyait le jour.³³

La création du USSOCOM constitue une étape importante de l'évolution des SOF. Les Américains, réputés, au cours de la période qui suivit la Deuxième Guerre mondiale, pour fixer les tendances en matière d'affaires militaires — équipement, doctrine, organisation ou

technologie — reconnurent les SOF à titre de commandement interarmées indépendant. Les forces d'opérations spéciales avaient désormais le contrôle de leurs propres ressources et pouvaient donc moderniser leurs organisations. Elles relevaient d'un seul commandant qui pouvait promouvoir l'interopérabilité et assurer la collaboration efficace de tous les éléments. Enfin, grâce à la nomination d'un commandant en chef (un général à quatre étoiles) et d'un secrétaire adjoint à la défense responsable des opérations spéciales et des conflits de faible intensité, les SOF étaient désormais représentées aux échelons supérieurs du Département de la Défense (DoD). Les SOF étaient arrivées à maturité.

Les SOF projetaient également une meilleure image auprès du public. Sur le plan international, les unités des SOF enregistraient de nombreuses victoires contre le terrorisme. Toutefois, c'est la guerre du Golfe (1990-91) qui dirigea à nouveau les projecteurs sur les SOF, alors chargées des missions les plus diverses : reconnaissance stratégique, intervention directe, mesures d'économie d'effort comme les opérations destinées à tromper l'ennemi et missions de liaison et de formation auprès des partenaires moins avancés qui n'étaient pas membres de l'OTAN.³⁴ Mais la mission ouverte la plus connue des SOF fut sans contredit l'interception en vol des missiles Scud. Grâce à cette tâche stratégiquement essentielle, la coalition a pu convaincre Israël de ne pas riposter aux attaques de missiles répétées de Saddam Hussein. On a confié aux SOF la difficile tâche de repérer et de détruire les bases de lance-missiles Scud mobiles.³⁵

À la fin, des 540 396 soldats américains déployés dans le cadre de l'Opération DESERT STORM, environ 7 000 faisaient partie des SOF.³⁶ Paradoxalement, le Général H. « Stormin » Norman Schwarzkopf III, qui détestait littéralement les commandos en raison des mauvaises expériences vécues au Vietnam et plus tard, à l'île de Grenade, avait d'abord refusé que les SOF soient intégrées à sa force.³⁷ Pourtant, à la fin, en dépit de son hésitation initiale à avoir recours aux SOF, il reconnut qu'elles avaient joué un rôle déterminant dans la victoire de la coalition.³⁸

Les forces d'opérations spéciales avaient alors le vent dans les voiles. Elles s'étaient montrées efficaces dans la guerre insidieuse contre le terrorisme, dans la guerre traditionnelle au milieu des sables du Golfe et pendant les guerres sauvages pour le rétablissement de la paix. Sur la scène internationale, elles jouaient un rôle classique dans des missions de guerre non-conventionnelle, de reconnaissance stratégique et d'action directe. En plus, elles se spécialisaient désormais dans divers domaines comme le contre-terrorisme, la défense intérieure étrangère (c.-à.-d., former des militaires étrangers dans les domaines comme les contre-insurrections et le CT), la contre-prolifération (c.-à.-d., combattre la prolifération des armes nucléaires, chimiques et biologiques, la recherche et l'analyse du renseignement, le soutien à la diplomatie, le contrôle des armes et le contrôle des exportations), les affaires civiles, les opérations psychologiques et les opérations d'information. Les SOF ont également été employées pour traquer les criminels de guerre de l'ex-Yougoslavie.³⁹

Si l'importance des SOF s'est accrue, c'est parce que les hauts dirigeants politiques et militaires ont finalement compris leur utilité. Ces petites unités très qualifiées et mobiles qui avaient prouvé leur efficacité au cours des opérations et qui présentaient une empreinte relativement faible, leur fournissaient une réponse viable. Ils pouvaient leur confier une foule d'opérations susceptibles d'être politiquement délicates, sans s'exposer aux risques ou aux critiques que suscitent les grands déploiements de troupes. Le qualitatif pouvait remplacer le quantitatif, non pour des impératifs économiques, mais dans un souci d'efficacité. Devant des situations caractérisées par l'instabilité, l'incertitude et l'ambivalence, les forces spéciales étaient

généralement plus mobiles et plus adaptables que leurs homologues traditionnels. Leurs grandes intelligence, compétences et ingéniosité leur donnaient plus de chances de succès.⁴⁰

Les décideurs ont donc continué de faire confiance aux SOF. Le budget des SOF pour l'année financière (AF) 2001 était de 3,7 milliards de dollars.⁴¹ Leur budget pour l'AF 2003 était d'environ 4,9 milliards de dollars, une augmentation de 21 pour 100.⁴² En 2004, ce budget est passé à environ 6 milliards de dollars.⁴³ Cependant, malgré l'importante capacité qu'elles représentent, prouvée par le rythme opérationnel sans cesse croissant qu'elles maintiennent et leur nombreux succès, le budget des SOF ne représente que 1,3 pour 100 du budget total (DoD).⁴⁴ En 2001, 5 141 membres des SOF étaient déployés dans 149 pays et territoires étrangers.⁴⁵ Ce nombre explosa au lendemain de l'attentat du 11 septembre et lors de l'invasion de l'Irak. Au mois de mai 2003, environ 20 000 agents spéciaux, soit près de la moitié des 47 000 membres des forces d'opérations spéciales, étaient déployés en Afghanistan et en Irak⁴⁶, et un grand nombre de contingents des forces d'opérations spéciales alliées se sont ajoutés à eux.

Finalement, c'est avec l'arrivée du nouveau millénaire que l'ensemble de la communauté militaire et les décideurs politiques ont officiellement reconnu l'utilité et la pertinence des SOF. Point culminant de l'acceptation des SOF comme composante fondamentale des forces militaires, l'attaque terroriste tragique contre les tours jumelles du World Trade Center de New York, le 11 septembre 2001, a transformé à jamais l'idée que l'on se faisait des SOF. Les commandants se sont rapidement rendu compte que seule une intervention souple, polyvalente et rapide pouvait venir à bout d'un ennemi insaisissable qui compte sur la dispersion, la complexité du terrain et les tactiques asymétriques. Dès lors, le défi consistera à repérer et à éradiquer les terroristes et les réseaux de terroristes qui menaçaient les intérêts américains et occidentaux. Il fallait contrecarrer leurs plans, les trouver, les tuer ou les prendre et les extirper de leurs cachettes.

Les forces d'opérations spéciales, avec leur souplesse organisationnelle, leur mobilité et l'énergie de leur personnel entraîné de façon exceptionnelle, répondirent encore une fois à l'appel. Elles renversèrent rapidement le régime des Talibans en Afghanistan et paralysèrent Al-Qaeda.⁴⁷ Ces petites équipes, aidées des forces locales cherchant à produire des effets bien précis, firent la démonstration d'une méthode efficace et fructueuse de faire la guerre. Comme le terrorisme n'a pas perdu de sa vigueur, les décideurs vont continuer de faire appel aux forces d'opérations spéciales. Avec leur personnel agressif, intelligent, extrêmement motivé, choisi avec soin, spécialement entraîné et équipé — les SOF offrent aux décideurs politiques et militaires un large éventail d'options qui, même risquées, constituent des options de grande valeur capables de rapporter d'importants dividendes.

Autonomes, polyvalentes et particulières, les SOF peuvent être employées seules ou pour compléter les autres forces ou organismes afin d'atteindre des objectifs stratégiques militaires ou opérationnels. Comparativement aux forces classiques, les SOF se caractérisent par leur petite taille, leur précision, leur capacité d'adaptation et leur sens de l'innovation. Elles peuvent donc mener des opérations de façon clandestine, secrète ou discrète.⁴⁸ Capables de s'organiser et de se déployer rapidement, elles peuvent entrer et manoeuvrer dans des régions hostiles ou interdites sans qu'il soit nécessaire de sécuriser des ports, des terrains d'atterrissage ou des réseaux routiers. Elles peuvent travailler dans des environnements austères et rigoureux, et communiquer à la grandeur de la planète grâce à leur équipement intégré. De plus, elles se déploient rapidement, à un coût relativement bas, avec peu d'empreinte et leur présence est moins envahissante que les forces classiques plus nombreuses.

L'avenir des SOF demeure incertain. Pourtant, après avoir été la force de dernier recours de la Deuxième Guerre mondiale, où elles ont vu le jour, elles sont devenues la force de premier recours après le 11 septembre. Jugées autrefois embarrassantes pour le vrai métier de combat, elles sont aujourd'hui la force prépondérante de l'avenir. Elles fourniront aux décideurs les atouts politiques et culturels ainsi que la fine stratégie militaire qui s'imposent dans ce monde de plus en plus complexe et chaotique. C'est pour cette raison que Donald Rumsfeld, secrétaire à la Défense des États-Unis, a déclaré « en cas d'urgence, nous composons le 911 et nous demandons Fort Bragg. »⁴⁹

Au sujet de l'auteur ...

Le Colonel Bernd Horn a joint les rangs des FC en mai 1983 à Kitchener (Ontario). Il a obtenu un baccalauréat spécialisé en sciences politiques à l'université Waterloo, suivi d'une maîtrise et d'un doctorat en études sur la conduite de la guerre au Collège militaire royal du Canada. Actuellement, il est le directeur de l'Institut de leadership des Forces canadiennes et il est professeur adjoint affilié au CMR. Il est l'auteur, le co-auteur, le rédacteur et le co-rédacteur de douze livres et de nombreux articles sur l'histoire et les affaires militaires.

NOTES

1. Tom Clancy, *Special Forces* (New York : A Berkley Book, 2001), p. 3. Voir Bernd Horn, "Special Men, Special Missions; The Utility of Special Operations Forces," dans Bernd Horn, Paul B. de Taillon, David Last, eds., *Force of Choice: Perspectives on Special Operations* (Kingston: McGill-Queens Press, 2004), Chapitre 1, pour une discussion des nombreuses définitions et perspectives des SOF.
2. La guerre non-conventionnelle englobe habituellement l'organisation, l'entraînement, la dotation en équipement, la prestation de conseils et d'aide aux populations indigènes et aux forces de remplacement dans des opérations militaires et paramilitaires de longue durée.
3. Thomas K. Adams, *US Special Operations Forces in Action. The Challenge of Unconventional Warfare* (London: Frank Cass, 1998), p. 7.
4. David Jablonsky, *Churchill: The Making of a Grand Strategist* (Carlisle Barracks: Strategic Studies Institute, U.S. Army War College, 1990), p. 125; Cecil Aspinall-Oglander, *Roger Keyes. Being the Biography of Admiral of the Fleet Lord Keyes of Zeebrugge and Dover* (London: Hogarth Press, 1951), p. 380; John Terraine, *The Life and Times of Lord Mountbatten* (London: Arrow Books, 1980), p. 83; Winston S. Churchill, *The Second World War. Their Finest Hour* (Boston: Houghton Mifflin Company, 1949), p. 246-247. Voir aussi Colonel J.W. Hackett, "The Employment of Special Forces," *RUSI*, Vol 97, No. 585 (février 1952), p. 28; et Colonel D.W. Clarke, "The Start of the Commandos," 30 octobre 1942, p. 1. PRO, DEFE 2/4, War Diary Combined Operations Command (COC).
5. "Hand-out to Press Party Visiting The Commando Depot Achnacarry, 9-12 janvier 1943," p. 2. PRO, DEFE 2/5, War Diary COC.
6. Voir Hilary St. George Saunders, *The Green Beret. The Story of the Commandos 1940-1945* (Londres : Michael Joseph, 1949); *Combined Operations. The Official Story of the Commandos* (New York: The Macmillan Company, 1943); Peter Wilkinson and Joan Bright Astley, *Gubbins and the SOE* (Londres : Leo Cooper, 1997), p. 50-68; John Parker, *Commandos. The Inside Story of Britain's Most Elite Fighting Force* (Londres : Headline Book Publishing, 2000); Brigadier John Durnford-Slater, *Commando* (Annapolis: Naval Institute Press, reprint 1991); Brigadier Peter Young, *Commando* (New York: Ballantine Books, 1969); Brigadier T.B.L. Churchill, "The Value of Commandos," *RUSI*, Vo 65, No. 577 (février 1950), p. 85; Tony Geraghty, *Inside the SAS* (Toronto: Methuen, 1980); et Charles Messenger, *The Commandos 1940-1946* (Londres : William Kimber, 1985).
7. Voir Ken Connor, *Ghost Force* (Londres : Orion, 1998), p. 13-14; Anthony Kemp, *The SAS. Savage Wars of Peace 1947 to the Present* (Londres : Penguin, 2001), p. 37-41; et Adrian Weale, *Secret Warfare* (Londres : Coronet, 1997), p. 145.
8. Voir Thomas K. Adams, *US Special Operations Forces in Action. The Challenge of Unconventional Warfare* (Londres : Frank Cass, 1998), p. 47, p. 56; Mark Lloyd, *Special Forces. The Changing Face of Warfare* (Londres : Arms and Armour, 1995), p. 117-119; et Charles M. Simpson III, *Inside the Green Berets. The Story of the US Army Special Forces* (New York: Berkley Books, 1984), p. 35.
9. Voir Simpson, p. 35-54; Weale, p. 147-148; et Joseph Nadel, *Special Men and Special Missions* (Londres : Greenhill Books, 1994), p. 33-34.
10. Voir Geraghty, *Inside the SAS*, p. 23-39; Kemp, *The SAS -Savage Wars...*, p. 15-35; Conner, p. 149-55; et Weale, p. 149-159.
11. Voir Kenneth Macksey, *Commando Strike: The Story of Amphibious Raiding in World War II* (Londres : Leo Cooper, 1985), p. 208; et Conner, p. 84-85; Kemp, *The SAS -Savage Wars...*, p. 38; Conner, p. 54-55 et p. 84-86; et Geraghty, p. 49.
12. Voir Geraghty, *Inside the SAS*, p. 23-85; Kemp, *The SAS - Savage Wars...*, chapitres 2, p. 4-6; Conner, p. 56-262; Nadel, Lloyd, p. 100-119; Robin Neillands, *In the Combat Zone. Special Forces Since 1945* (Londres : Weidenfeld and Nicolson, 1997), p. 105-154; Peter Dickens, *SAS The Jungle Frontier* (Londres : Arms and Armour Press, 1983); et David Charters et Maurice Tugwell, *Armies in*

Low-Intensity Conflict (New York: Brassey's 1989).

13. Les plaintes maintes fois formulées par les SOF portent sur la mauvaise utilisation des SOF, spécialement entraînées mais légèrement équipées et armées, par des commandants qui ne comprennent pas le rôle de ces dernières ou qui ne les aiment tout simplement pas. Ainsi, en Corée, 17 compagnies de Rangers furent finalement créées. Malheureusement, elles « devinrent des nomades attachés aux divers régiments d'infanterie pour divers laps de temps pendant lesquels elles étaient habituellement utilisées comme troupes de choc sur les points les plus dangereux du front. » Thomas K. Adams, *US Special Operations Forces in Action. The Challenge of Unconventional Warfare* (Londres : Frank Cass, 1998), p. 51.
14. Voir Colonel Scott Crerar, "The Special Force Experience with the Civilian Irregular Defence Group (CIDG) in Vietnam," dans Bernd Horn, Paul B. de Taillon et David Last, eds., *Force of Choice: Perspectives on Special Operations Forces* (Kingston: McGill-Queen's Press, 2004), Chapitre 5; Robin Moore, *The Green Berets* (New York: Ballantine, 1965); p. 99-119; Susan Marquis, *Unconventional Warfare. Rebuilding US Special Operations Forces* (Washington, DC: Brookings Institutions Press, 1997), p. 14-20; et Neillands, p. 154-172.
15. Alan et Frieda Landau, *US Special Forces* (Osceola, WI: MBI Publishing Company, 1992), p. 288-295; Marquis, p. 20-33; Neillands, p. 168-169; et Nadel, p. 60-75.
16. Voir John L. Plaster, SOG (New York: Onyx, 1997); Richard H. Shultz, *The Secret War Against Hanoi. The Untold Story of Spies, Saboteurs and Covert Warriors in North Vietnam* (New York: Perennial, 2000); et Adams, chapitres 4 et 5.
17. John D. Lock, *To Fight with Intrepidity. The Complete History of the US Army Rangers* (New York: Pocket Books, 1998), p. 330-438; Landau, p. 32-33; Neillands, p. 177-178.
18. D.M. Horner, *SAS Phantoms of the Jungle. A History of the Australian Special Air Service* (Nashville: The Battery Press, 1989), p. 170-391; Weale, p. 194-200; et Neillands, p. 152-153 et p. 178-181.
19. Voir Weale, p. 192-194; William H. McRaven, *Spec Ops. Case Studies in Special Operations Warfare: Theory and Practice* (Novato, CA: Presidio, 1995), p. 287-331; et Benjamin F. Schemmer, *The Raid. The Son Tay Prison Rescue Mission* (New York: Ballentine Books, 2001).
20. Simpson, p. 72-73; et Adams, p. 158.
21. John L. Plaster, SOG (New York: Onyx, 1997), p. 251, p. 267 et p. 355. Pour ce qui est des SEAL, le rapport était de 50:1 en termes de personnes tuées (Nadel, p. 75). Les comptes rendus du USMC indiquaient que les soldats de reco de la Force avaient un rapport de 38:1 en termes de personnes tuées comparativement à un rapport de 8:1 pour l'ensemble du USMC. Neillands, p. 38.
22. Ibid., p. 357.
23. Cité dans Adams, p. 70, p. 148. Voir aussi Michael Duffy, Mark Thompson et Michael Weisskopf, "Secret Armies of the Night," *Time*, 23 juin 2003 (Vol 161, numéro 25).
24. Marquis, p. 4, p. 35, p. 40 et p. 78. La dotation des forces d'opérations spéciales passa de dizaines de milliers d'agents à 3 600 personnes.
25. Marquis, p. 68.
26. Ibid., p. 160.
27. Voir Peter Harclerode, *Secret Soldiers. Special Forces in the War Against Terrorism* (Londres : Cassell & Co, 2000); Paul de B. Taillon, *The Evolution of Special Forces in Counter-Terrorism* (Westport: Praeger, 2001); Benjamin Netanyahu, *Fighting Terrorism* (New York: Noonday Press, 1995); Christopher Dobson et Ronald Payne, *The Terrorists* (New York: Facts on File, 1995); Landau, pp. 187-201; Marquis, p. 62-65; et Brian MacDonald, ed., *Terror* (Toronto : L'institut canadien des études stratégiques, 1986).
28. Harclerode, p. 51.
29. Voici quelques exemples : l'assaut contre l'ambassade turque par trois Arméniens le 12 mars 1985 (Armée révolutionnaire arménienne); la paralysie du système de transport public de Toronto, le 1^{er} avril 1985 à la suite d'un communiqué envoyé par un groupe s'identifiant comme étant l'Armée arménienne secrète pour la libération de l'Arménie dans lequel il menaçait de tuer les passagers du système de transport, et l'écrasement d'un aéronef d'Air India sur la côte de l'Irlande, le 23 juin 1985, tuant 329 personnes. L'écrasement fut causé par l'explosion d'une bombe qui avait été placée à bord de l'avion avant son départ de l'aéroport international Pearson de Toronto.
30. Voir Major-général Ulrich Wegener, "The Evolution of Grenzschutzgruppe (GSG) 9 And the Lessons of 'Operation Magic Fire' in Mogadishu," dans Horn et al, *Force of Choice*, Chapitre 7; David Miller, *Special Forces* (Londres : Salamander Books, 2001), p. 18-73; Harclerode, p. 264-285 et p. 411; Adams, p. 160-162; Marquis, p. 63-65; Weale, p. 201-235; Colonel Charlie Beckwith, *Delta Force* (New York: Dell, 1983); Connor, p. 262-356; Neillands, p. 204-246; et Leroy Thompson, *The Rescuers. The World's Top Anti-Terrorist Units* (Londres : A David & Charles Military Book, 1986).
31. Le 30 avril 1980, six terroristes de la DRMLA prirent d'assaut l'ambassade iranienne situé au 16 Princess Gate, à Londres et firent 29 otages. Le 5 mai, après le meurtre d'un des otages, les SAS lancèrent leur attaque. En 11 minutes, ils libérèrent le reste des otages, tuèrent cinq des six terroristes et arrêtèrent le sixième qui s'était caché parmi les otages. Voir Harclerode, p. 386-408; Connor, p. 341-355; et Taillon, p. 41-52.
32. Le 4 novembre 1979, des étudiants radicaux iraniens prirent d'assaut l'ambassade américaine à Téhéran et prirent 53 ressortissants américains qu'ils gardèrent en otages pendant 444 jours. Une opération très compliquée et très complexe, baptisée « Operation EAGLE CLAW » fut amorcée le 24 avril 1980. Le plan consistait à faire atterrir six C-130 Hercules à la base Desert One, en Iran, où ils attendraient les hélicoptères de ravitaillement pour ensuite amener la force d'assaut vers une zone d'atterrissage où des véhicules attendaient pour lancer l'opération de sauvetage. Malheureusement, les hélicoptères connurent des problèmes mécaniques et la mission fut annulée. De plus, le chaos frappa Desert One. La collision de deux aéronefs causa la mort de huit membres des SOF. Finalement, l'équipement défectueux, une mauvaise planification, une mauvaise coordination de même qu'un manque de commandement et de contrôle ont fait que la mission fut un échec catastrophique. Voir Beckwith, p. 216-262; Adams, p. 163-167;

Marquis, p. 69-73; Marquis, p. 69-73; Taillon, p. 103-117; et John T. Carney et Benjamin F. Schemmer, *No Room for Error* (New York: Ballantine Books, 2003), p. 84-100.

33. Department of Defence, *United States Special Operations Command History* (Washington DC: USSOCOM, 1999), p. 3-16;

Marquis, p. 69-226; Department of Defence, *US Special Operations Forces. Posture Statement 2000* (Washington DC: USSOCOM, 2000), p. 11-14; et Clancy, *Special Forces*, p. 10-27.

34. Voir DoD, USSOCOM History, p. 34-42; Douglas C. Waller, *Commando. The Inside Story of America's Secret Soldiers* (New York: Simon & Schuster, 1994), p. 225-352; Maquis, p. 227-249; Adams, p. 231-244; Carney et Schemmer, p. 224-236; Connor, p. 456-501; et Neillands, p. 287-297.

35. Voir la note précédente. Voir également DoD, *USSOCOM History*, p. 42-44; B.J. Schemmer, "Special Ops Teams Found 29 Scuds Ready to Barrage Israel 24 Hours Before Ceasefire," *Armed Forces Journal International*, July 1991, p. 36; Mark Thompson, Azadeh Moaveni, Matt Rees and Aharon Klein, "The Great Scud Hunt," *Time*, 23 December 2002 (Vol 160, no. 26), p. 34; William Rosenau, *Special Operations Forces and Elusive Ground Targets: Lessons from Vietnam and the Persian Gulf War* (Santa Monica, CA: Rand, 2001); and Cameron Spence, *Sabre Squadron* (Londres : Michael Joseph, 1997).

36. Marquis, p. 228; et Waller, *Commando*, p. 34 et p. 241; Schemmer, p. 36. Waller mentionne la participation de 7 705 membres des SOF.

37. Clancy, *Special Forces*, p. 12; Waller, p. 231 et D.C. Waller, "Secret Warriors," *Newsweek*, 17 juin 1991, p. 21.

38. Schemmer, p. 36; et Waller, *Commandos*, p. 34 et p. 241. Waller mentionne la participation de 7 705 membres des SOF.

39. DoD, *USSOCOM History*, p. 44-69; Carney et Schemmer, p. 245-282; *US SOF Posture Statement 2000*, p. 15-23; Neillands, p. 298-315; et Adams, p. 244-286.

40. Le changement dans le momentum devint évident. Utilisant les Américains comme étude de cas, le secrétaire adjoint à la Défense pour les opérations spéciales et les conflits de faible intensité déclarait, en 1992, que « nos déploiements pour les années financières 1991 et 1992 ont augmenté de 83 %. » Cette tendance s'est poursuivie. « En 1997, » révèle le Général Schoomaker, « les SOF ont été déployées dans 144 pays, avec une moyenne de 4 760 agents spéciaux déployés par semaine — les missions ont triplé depuis 1991. » Au cours de la seule année financière 1997, les SOF ont effectué 17 opérations d'intervention en cas de crise, 194 missions anti-drogues, des opérations humanitaires de déminage dans 11 pays et ont participé à 224 exercices d'entraînement combinés dans 91 pays. L'année suivante, les SOF ont effectué 2 178 missions à l'extérieur du territoire continental des États-Unis et ce, dans 152 pays différents. Point à souligner, la capacité et la souplesse incroyables des SOF américaines, lesquelles comptent environ 45 690 membres, ne prennent qu'un pour cent du budget de la défense. James C. Hyde, "An Exclusive Interview with James R. Locher III," *Armed Forces Journal International*, novembre / décembre 1992, p. 34; Lieutenant-General Peter J. Schoomaker, "Army Special Operations: Foreign Link, Brainy Force," *National Defense*, février 1997, p. 32-33; Scott Gourlay, "Boosting the Optempo," *Janes Defense Weekly*, 14 juillet 1999, p. 26; et Hyde, p. 34.

41. Ray Bond, ed., *America's Special Forces* (Miami: Salamander Books, 2001).

42. Kim Burger, "US Special Operations get budget boost," *Jane's Defence Weekly*, Vol 37, No. 8 (20 février 2002), p. 2.

43. Glenn Goodman, "Expanded role for elite commandos," *Armed Forces Journal*, février 2003, p. 36; Duffy et al, "Secret Armies of the Night"; Tiron, p. 18, et Harold Kennedy, "Special Operators Seeking A Technical Advantage," *National Defense*, Vol 87, No. 594 (Mai 2003), p. 20.

44. Ibid., p. 2.

45. Bond, p. 9. Cela inclut un élément de force active de 29 164 personnes et un élément de réserve de 10 043 personnes. DoD, *US SOF, Posture Statement 2000*, p. 41.

46. Roxane Tiron, "Demand for Special Ops Forces Outpaces Supply," *National Defense*, Vol 87, No. 594 (Mai 2003), p. 18. Plus de 12 000 personnes ont été déployées en Irak et environ 8 000 en Afghanistan.

47. Après l'insertion des premières équipes avec les forces de l'Alliance du Nord, il n'a fallu que 49 jours pour faire tomber Kandahar. Cette mission fut accomplie avec environ 300 agents spéciaux. Ces agents ont rassemblé et formé des équipes unies à partir des groupes désorganisés opposés aux Talibans. Et, plus important encore, équipés d'une petite quantité d'équipement de ciblage de haute technologie, ils ont frappé les Talibans et les membres d'al-Qaeda de tout le poids de la puissance aérienne américaine. Les frappes aériennes lancées par l'une des premières équipes de SOF arrivée dans le pays, aidée par un seul contrôleur de combat de la Force aérienne, sont réputées avoir tué près de 3 500 ennemis et détruit jusqu'à 450 véhicules. Après la chute du régime des Talibans, environ 18 petites équipes SOF, composées chacune d'environ une douzaine d'agents spéciaux, établirent, profondément en territoire ennemi, des postes avancés et continuèrent à travailler avec les unités afghanes. Glenn Goodman, "Tip of the Spear," *Armed Forces Journal International*, Juin 2002, p. 35; Michael Ware, "On the Mop-Up Patrol," *Time*, 25 mars 2002, p. 36-37; Thomas E. Ricks, "Troops in Afghanistan to take political role Officials say remaining fights to be taken by Special Forces, CIA," *Duluth News Tribune*, 7 juillet 2002, p. 1; et Massimo Calabresi et Romesh Ratnesar, "Can we Stop the Next Attack?" *Time*, 11 mars 2002, p. 18.

48. « Chapitre 11 — Les Opérations spéciales, » Publication de l'OTAN AJP-1 (A), Troisième version, Mars 1998, p. 11-1.

49. Cité dans Carney et Schemmer, p. 13.

RECOURS AUX FORCES AÉROPORTÉES (FORCES DE PARACHUTISTES) DANS LA GUERRE ASYMÉTRIQUE MODERNE

par le Capitaine J.N. Rickard

L'actuel environnement global de sécurité pose aux armées occidentales des défis fondamentalement différents de ceux auxquels elles faisaient face durant la guerre froide. En raison de la disparition du monde bipolaire, chaque région fait maintenant face, en matière de sécurité, à des défis complexes, diversifiés, non traditionnels et liés les uns aux autres. La rareté des ressources, la mondialisation, les changements démographiques, des progrès technologiques sans précédent, la prolifération des armes de destruction massive (ADM), le trafic de la drogue et la haine ethnique, religieuse et raciale compliquent le problème¹. Les guérilleros et les éléments subversifs ont maintenant accès à des communications peu coûteuses par téléphone cellulaire; ils peuvent utiliser l'Internet, les capacités connexes et des ADM; et des terroristes ont réussi à transformer des avions de ligne en missiles. Ce large éventail des menaces et des moyens modernes est à l'origine d'un nouveau terme : « asymétrique ».

Toutefois, l'adversaire asymétrique moderne reflète encore, de façon clairement démontrable, l'expérience vécue par l'armée britannique en Malaisie occidentale, à Bornéo, en Irlande du Nord et à Chypre, par l'armée américaine aux Philippines et au Vietnam, par l'armée française en Algérie et par l'armée israélienne sur ses multiples frontières². Quelques jours à peine après la marche de la Coalition sur Bagdad en 2003, par exemple, le commandant du 3^e Bataillon du 7^e Régiment des Marines, le Lieutenant-colonel Bryan McCoy, a déclaré que « l'ennemi est passé contre nous à une guerre asymétrique. Il agit avec perfidie et tend des embuscades. Ce n'est pas une guerre classique³ ». Le terme était nouveau, mais, sur le terrain, la situation ne l'était pas et les principes opérationnels fondamentaux des adversaires du colonel McCoy ne l'étaient pas non plus.

Les guérilleros, les éléments subversifs et les terroristes continuent de se nourrir d'une ferveur idéologique, politique et religieuse traditionnelle et exploitent avec succès l'important avantage militaire que constitue le fait qu'ils peuvent choisir le moment et l'endroit de leurs attaques. Trop souvent, ils peuvent abaisser sur leur taux de pertes en rompant le contact avant d'être engagés de façon décisive; ils profitent de bases sûres et ont des besoins logistiques minimes qui leur permettent d'infliger aux forces militaires occidentales des pertes disproportionnées⁴. La guerre asymétrique moderne est essentiellement une étape évolutionnaire qui s'appuie fondamentalement sur les tactiques et la stratégie classiques de la guerre livrée par des forces régulières⁵. La principale caractéristique de la guerre asymétrique reste la gestion de l'infériorité à partir d'un centre de gravité nébuleux.

Il est difficile d'essayer d'identifier le centre de gravité d'une force de guérilleros insaisissable. Il n'est pas plus facile de décider de la meilleure manière d'attaquer ce centre de gravité, même lorsqu'on croit être parvenu à l'identifier. Une option possible consiste à recourir à une ressource militaire sous-utilisée, les forces aéroportées (ou forces de parachutistes), au sein d'une structure de forces capable d'exercer une pression concentrique continue sur la zone d'opérations (ZO) d'un adversaire asymétrique. L'ordre de bataille de tous les grands pays inclut de nos jours des parachutistes, mais bon nombre de professionnels des affaires militaires qui cherchent désespérément à découvrir le secret de la révolution dans les affaires militaires (RAM) considèrent les parachutistes comme un vestige du passé. Il est toutefois prématuré de mettre de côté le concept des forces aéroportées. Le présent article traite donc de ce que les

parachutistes d'aujourd'hui peuvent accomplir dans une guerre asymétrique.

PARAMÈTRES DE LA DISCUSSION

Ma méthodologie n'inclut pas l'examen du rôle des parachutistes en zone urbaine ou dans le contexte des opérations de soutien de la paix exécutées sous l'égide des Nations Unies. Je désire me concentrer sur le rôle des parachutistes dans les opérations de combat exécutées face aux actions concrètes d'un ennemi recourant à des tactiques de guérilla, et évaluer ce dont ils sont capables sur le *champ de bataille* tridimensionnel, mais pas nécessairement dans l'espace de *combat* à cinq dimensions. Je n'ai pas non plus, pour le moment, l'intention de projeter le potentiel aéroporté dans l'avenir; je désire plutôt examiner le rôle des parachutistes maintenant et à court terme.

LIMITES ET CAPACITÉS DES PARACHUTISTES

Les observateurs militaires ont, à différents moments depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, prédit la disparition imminente du concept des forces aéroportées. Différents événements se sont même conjugués pendant la guerre pour en menacer l'existence. Lorsque la 7^e Flieger Division allemande a subi 50 % de pertes durant l'assaut contre la Crète, en 1941, Hitler a déclaré que les jours du parachutiste venaient de prendre brusquement fin parce que la nouvelle arme avait perdu sa plus grande qualité — l'effet de surprise⁶. Il ne fait pas de doute que les forces aéroportées modernes souffrent encore de plusieurs limites opérationnelles (ce qui est le cas de chaque élément militaire). Le mauvais temps continue de menacer les opérations (bien que dans une moindre mesure que dans le passé) et une planification détaillée est nécessaire pour exécuter un largage conforme à notre doctrine actuelle. Fondamentalement, le plus grand point faible des parachutistes, qui est évident depuis 1940, est que leur surviabilité dans le temps, une fois qu'ils sont au sol, est très limitée si des forces additionnelles ne peuvent pas opérer une jonction rapidement.

Malgré ces limites, le concept des forces aéroportées est vigoureusement défendu dans les périodiques militaires occidentaux depuis 1945⁷. Les parachutistes ont d'importantes capacités fonctionnelles qui continuent d'être négligées, par exemple des compétences spécialisées très variées et un entraînement fait dans de multiples environnements. Ils excellent dans les techniques de survie et de navigation en montagne, dans le désert, en milieu urbain et dans la jungle. En raison des améliorations constantes apportées à l'action fondamentale qui consiste à sauter, le taux de blessures associées au saut n'est plus maintenant qu'environ 0,5 %⁸. Ce facteur est important parce que le saut reste un moyen de préparer psychologiquement les soldats au combat.

Les parachutistes se motivent eux-mêmes et sont la source d'une mystique psychologique constructive découlant du saut. Selon un parachutiste israélien qui a pris part à la guerre du Kippour de 1973, Gideon Aran, « au combat, la supériorité du parachutiste vient de qualités caractéristiques telles que le courage et le goût de l'action, qui sont étroitement liées à l'expérience du saut⁹ ». Les parachutistes peuvent être la source d'un plus grand pouvoir de combattre que les unités régulières des forces terrestres non pas à cause de la façon particulière dont ils se joignent au combat, mais plutôt parce que, une fois au sol, ils font preuve d'un désir intense de s'attaquer à l'ennemi¹⁰. Cette observation de ma part est fondée sur l'histoire, car les parachutistes se sont révélés robustes, disciplinés et animés d'un désir de combattre jusqu'au bout. Ils ont acquis une excellente réputation en tant que fantassins en Europe du Nord-Ouest, en Italie et dans le Pacifique durant la Seconde Guerre mondiale et plus tard, dans des endroits tels que Diên Biên Phu et le mont Hermon¹¹. C'est principalement à cause de leurs faits d'armes que je crois également que les parachutistes sont des membres d'élite de l'infanterie légère¹².

Je suis pleinement conscient du fait que la mentalité des parachutistes, un sous-produit direct de leur statut d'élite, peut mener à des excès et engendrer des éléments indésirables. L'expérience vécue en Algérie par la France dans les années 1950 et par le Canada en Somalie en 1993 le prouve sans l'ombre d'un doute¹³. Durant la récente mission de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS), à Kaboul, un officier de l'armée canadienne a même noté que les parachutistes britanniques « ont à l'occasion dépassé la mesure¹⁴ ». Néanmoins, la « supériorité » et la combativité des forces aéroportées sont, face à l'endoctrinement politique et religieux du guérillero et du terroriste, un contrepoids démontrable que nous ne devrions pas négliger.

Outre leur ensemble impressionnant de compétences tactiques, les forces aéroportées offrent plusieurs avantages opérationnels cruciaux. Elles peuvent se déployer rapidement à des distances considérables, franchir des obstacles et un terrain difficile et frapper en profondeur, parfois même le centre de gravité de l'ennemi. Elles peuvent prendre pied dans un théâtre et, comme leur ZO (ou, surtout, leur zone d'influence) est difficile à définir pour l'ennemi, elles peuvent également obtenir l'effet de surprise. Selon notre doctrine, elles peuvent avoir « sur l'ennemi un effet psychologique... qui dépasse de beaucoup leur potentiel réel¹⁵ ». Le souhait récemment exprimé par le Secrétaire de la défense des États-Unis, Donald Rumsfeld, concernant la transformation des forces américaines pour les rendre aptes à se déployer dans un théâtre éloigné en 10 jours, à défaire un ennemi en moins de 30 jours et à être prêtes à combattre de nouveau 30 jours plus tard correspond en tous points à l'étiquette « aéroporté »¹⁶.

LE RÔLE DES FORCES AÉROPORTÉES DANS LA GUERRE ASYMÉTRIQUE

Les parachutistes ont beaucoup à offrir au commandant d'un théâtre lorsqu'il s'agit de pourchasser et de détruire les guérilleros, les terroristes et les forces rebelles. Pour être efficaces, les parachutistes doivent toutefois être constamment capables d'établir et de maintenir le contact avec l'ennemi afin de l'affaiblir par un combat direct ou de préciser sa position à l'intention des ressources de tir indirect. Je crois que, à l'heure actuelle, huit grands facteurs doivent être réunis pour que les opérations aéroportées soient fructueuses, à savoir : la *mentalité*, les *conditions météorologiques*, le *renseignement*, la *surprise*, la *survivabilité*, le *maintien en puissance*, la *mobilité* et la *souplesse*. L'examen de chaque facteur révèle des critères fondamentaux qui serviront à concevoir un modèle d'utilisation optimale des parachutistes dans la guerre asymétrique.

MENTALITÉ

La croyance historique selon laquelle les opérations aéroportées ont rarement été fructueuses et toujours beaucoup trop coûteuses en vies persiste. Cela explique peut-être pourquoi, malgré toute l'importance accordée d'abord au combat aéroterrestre et maintenant à la doctrine de la guerre de manœuvre, il existe encore une réticence générale à parachuter des troupes pour attaquer directement l'ennemi. Le parachutage de 100 Rangers américains en Afghanistan en 2001 pour capturer un aérodrome près de Kandahar et de 1000 parachutistes de la 173^e Brigade aéroportée américaine pour prendre et tenir un aérodrome en territoire Kurdes au nord de l'Iraq, en 2003, semblent être l'exception plutôt que la règle dans la doctrine actuelle¹⁷.

Les parachutistes sont maintenant beaucoup plus susceptibles d'être utilisés dans des opérations de soutien de la paix sans sauter, ce qui est une utilisation peu judicieuse de troupes d'élite¹⁸. Ces dernières devraient plutôt être réservées à leur rôle stratégique principal, qui est d'exécuter une entrée par la force rapide dans des points chauds éloignés, et reconfigurées expressément en fonction du défi moderne de la guerre asymétrique. La mentalité des officiers supérieurs responsables de la planification opérationnelle doit donc changer pour que

l'utilisation des forces de parachutistes devienne une option viable et recherchée dans tout processus de planification ayant pour objet de livrer combat à un ennemi non classique et ne doit pas demeurer une option invariablement évocatrice du spectre d'Arnhem¹⁹.

SOMMAIRE DES PARACHUTAGES FAITS EN SITUATION DE COMBAT DEPUIS 1948				
Endroit	Date	Unité	Mission	Mission accomplie?
INDONÉSIE				
Aéroport de Maguwo / Java	12/48	GT de paras néerlandais	Prendre et tenir	Oui
Champs de pétrole de Djambi / Sumatra	12/48	GT de paras néerlandais	Capturer	Oui
Rengat / champs de pétrole d'Ajer Molek / Sumatra	01/49	GT de paras néerlandais	Capturer	Oui
Gading / Java	03/49	GT de paras néerlandais	Capturer	Oui
CORÉE				
Sukchon	03/50	187 Éqp cbt régt AP	Opération d'arrêt	En partie
Munsan-ni	03/51	187 Éqp cbt régt AP	Opération d'arrêt	Non
SINAI				
Col de Miltla	10/56	1 Bon / 202 Bde de paras israélienne	Prendre / tenir	Oui
At-Tur	11/56	1 Bon / 202 Bde de paras israélienne	Prendre et tenir	Oui
Aérodrome de Gamil	11/56	3 Bon brit / 16 GB AP indép	Prendre	Oui
Canal de Raswa	11/56	2 Régt de paras colonial français	Prendre	Oui
Aérodrome d'El Tor	11/56	3 Bon / 202 Bde de paras	Prendre	Oui
CUBA				
San Blas / baie des Cochons	04/61	Bde de paras des Cubains libres	Opération d'arrêt	Non
CONGO				
Stanleyville	11/64	Régt belge de para-commandos	Sauver des otages	Oui
Brazzaville	06/97	Forces AP françaises / Légion étrangère	Évacuer	Oui
GUERRE DES SIX JOURS				
Ras Sudar	06/67	Bon de paras israélien	Renforcer	Oui
BANGLADESH				
Tangail	12/71	50 Bde de paras indienne	Capturer	Oui
VIETNAM				
Bac Kan	10/47	Bde AP française	Prendre	Oui
Cao Bang	10/47	Forces AP françaises	Prendre	Oui
Don Khe	02/50	Forces AP françaises	Contre-attaque	Oui
Nghia Lo	10/51	Régiment français	Isoler / attaquer / renforcer	Oui
Aérodrome de Hoa Binh	11/51	1, 2 et 7 Régt de paras coloniaux	Attirer	Oui
Phu Tho	10/52	Régiment français	Attirer	Non
Phu Doan	11/52	10e Division AP française	Prendre	
Lang Son 2 Bon de la Légion étrangère	07/53	2 et 8 Bon de paras coloniaux	Détruire	Non
Diên Biên Phu	11/53	Régiment français / Légion étrangère	Raid	Oui
Ap Bac	01/63	Bon de paras de l'ARVN	Isoler	Non
Zone de guerre C	02/67	173 Bde AP	Opération d'arrêt	Oui
CHYPRE				
Nicosie	06/74	Bde de para-commandos turcs	Prendre	Oui
ANGOLA				
Cassinga	04/78	Parachutistes sud-africains	Raid	Oui
ZAÏRE				
Nouvelle Ville, Kolwezi	05/78	FAZ* 2 Cie (-) / 311e Bon AP	Attaque / renforcer	Oui
Kolwezi-Nord	05/78	Paras de la Légion étrangère	Prendre / sauver / détruire	Oui
Kolwezi-Est	05/78	Paras de la Légion étrangère	Trouver / détruire	Non
GRENADE	83	Rangers américains	Prendre et tenir l'aérodrome	Oui
PANAMA				
Panama	12/89	1re Brigade / 82 Div AP	Capturer	Oui
Aérodrome Torrijos-Tocumen	12/89	75e Régiment de Rangers	Capturer	Oui
AFGHANISTAN				
Aérodrome / positions des Talibans	01	Éléments du 75e Régiment de Rangers	Capturer	Oui
IRAQ				
Nord de l'Iraq	07/81	Parachutistes israéliens	Marquage laser	Oui
Erbil (piste d'atterrissage)	03/03	173 Bde AP (1000)	Prendre et tenir l'aérodrome	Oui

CONDITIONS MÉTÉOROLOGIQUES

Les mauvaises conditions météorologiques sont le facteur qui, à lui seul, limite le plus l'utilisation des forces aéroportées. Le cisaillement du vent, le vent de travers et la température ambiante

ont tous un effet sur les opérations aéroportées. Il ne s'agit pas simplement de prévoir les conditions météorologiques dans la zone d'étape initiale; il faut aussi les prévoir le long des voies d'approche et au-dessus de l'objectif lui-même²⁰. Les chances de succès de la mission diminuent si l'opération se déroule sur une très longue distance. C'est pourquoi on recherche des conditions météorologiques modérées. Un déploiement de forces aéroportées et de ressources de transport à l'avant, près du théâtre principal, diminuerait l'incertitude associée à la « période des conditions météorologiques favorables ».

RENSEIGNEMENT

Pour que les opérations aéroportées donnent de bons résultats contre une menace asymétrique, le processus de planification opérationnelle (PPO) et l'analyse tactique graphique (ATG) doivent être fondés sur un renseignement recueilli en temps réel ou quasi réel. Même un renseignement qui date de 24 heures risque fort de ne pas être pertinent. Les opérations qui constituent le cycle du renseignement comprennent l'orientation, la recherche, l'exploitation et la diffusion, et le tout prend du temps. La fonction de renseignement de l'OTAN est maintenant basée sur le principe de la cellule toutes sources (CTS), qui est chargée de gérer la quantité massive de données brutes résultant de l'ère de l'information.

La meilleure façon de gérer cette masse d'informations dans le contexte d'une opération aéroportée exécutée contre un adversaire constitué de guérilleros consiste à orienter les ressources du renseignement de sorte qu'elles produisent un *renseignement de combat*, c'est-à-dire un renseignement qui porte sur l'ennemi, les conditions météorologiques et le terrain. Essentiellement, ces trois éléments orientent les besoins essentiels du commandant en information (BECI) et excluent le renseignement superflu ou marginal. *Tout*, sans exception, dépend d'une identification positive de la position de l'ennemi. La connaissance de la situation (CS) des forces rouges doit être très poussée. Le système des systèmes de renseignement, de surveillance, d'acquisition des objectifs et de reconnaissance (ISTAR) doit pouvoir identifier et repérer les principaux chefs des guérilleros ou des forces terroristes, les cellules ou unités qui les regroupent, et les centres de gravité essentiels²¹. Il est toutefois primordial de pouvoir maintenir le contact pour la surveillance. Le renseignement par imagerie (IMINT) produit par des satellites d'une résolution inférieure à un mètre pourrait vérifier les manifestations concrètes de l'activité ennemie tandis que le renseignement sur les transmissions (SIGINT) pourrait, en interceptant les communications, révéler le dispositif ennemi²².

Le commandant des forces aéroportées pourrait aussi, même s'il exploite le plein potentiel de la CTS de son QG supérieur, profiter grandement de l'établissement de liens étroits avec les agents gouvernementaux du renseignement qui sont dans sa ZO. La CIA, par exemple, compte quelque 600 à 700 agents et des officiers traitants sont en poste dans différentes ambassades des États-Unis ici et là dans le Tiers Monde. Ils ont pour tâche de comprendre les langues et les coutumes locales²³. Il est très évident que, dans la guerre au terrorisme, les forces armées occidentales sont grandement défavorisées. Durant la guerre du Golfe, les États-Unis disposaient d'un nombre insuffisant de personnes parlant arabe et la situation ne s'est pas beaucoup améliorée en Afghanistan ou en Iraq²⁴. Le renseignement humain (HUMINT) indigène peut être très précieux dans les opérations exécutées contre des forces de guérilleros. Des gens du pays en qui on peut avoir confiance, dotés de matériel de communication protégé, peuvent être le lien critique dans la CS en temps réel du commandant des forces aéroportées au sol et dans les airs.

SURPRISE

La surprise est la carte maîtresse de toute force aéroportée. Même s'il se peut que des techniques de furtivité soient bientôt appliquées aux avions de transport, la surprise va continuer de dépendre d'abord de la sécurité opérationnelle et de zones d'étape sûres. On ne saurait exagérer l'importance de ces dernières. Les problèmes de sécurité que le 1er Bataillon de la 508^e Équipe de combat aéroportée américaine éprouverait s'il essayait de préparer une opération contre l'Afghanistan à partir de sa base de Vicenza en Italie (après avoir d'abord été transporté à la base aérienne d'Aviano) ne sont pas insurmontables, mais ils sont importants. En raison de l'omniprésence des satellites et de « l'effet CNN », il est maintenant de moins en moins probable qu'une importante armada d'avions de transport puisse atteindre l'objectif sans être détectée, même s'il est éloigné. On estime par exemple qu'en 1989, les forces de défense du Panama étaient au courant de l'approche de la 82^e Division aéroportée au moins trois heures avant le largage²⁵. La vitesse d'exécution et le recours à la déception réduiraient la probabilité de détection dans la zone d'étape initiale.

À partir du moment où une force aéroportée est dans les airs, il ne sert à rien de se rendre à l'objectif lorsque les conditions opérationnelles initialement prévues n'existent plus. Le commandant des forces aéroportées ne peut alors conserver l'initiative et la capacité d'obtenir l'effet de surprise que s'il peut recevoir des mises à jour en temps réel à l'aller et que s'il a la possibilité de changer d'itinéraire de manière à atteindre une nouvelle destination. Une fois l'objectif final identifié, il est essentiel que les zones de largage (ZL) ne soient pas préparées par un tir initial de roquettes ou d'artillerie, ou par un tir provenant d'autres plates-formes terrestres et aériennes. Dans un environnement asymétrique, pareille préparation est une hérésie. L'exécution de tirs de préparation est judicieuse si l'on estime que des forces ennemies importantes peuvent converger rapidement vers la ZL (en quelques minutes), mais il est préférable de tout faire pour l'éviter parce que les tirs dévoilent les intentions du commandant et démasquent dès le début l'intention. Les opérations aéromobiles américaines exécutées au Vietnam le prouvent clairement.

Trois critères essentiels découlent du facteur que constitue l'effet de surprise. Selon le premier, les opérations aéroportées devraient être préparées dans un endroit éloigné afin de préserver la sécurité des opérations. Les zones d'étape devraient même, de préférence, être loin des aérodromes qui appuient les bases avancées. Selon le second, le commandant des forces aéroportées doit pouvoir recevoir, en temps réel, le renseignement et les changements touchant la mission (parfois appelés rappel), peut-être au moyen d'un ordinateur portable capable d'échanger des courriels et relié à la cellule de l'avion. Les transmissions en phonie protégées ne suffisent pas parce que, pour larguer ses forces ailleurs, le commandant aurait besoin d'images du terrain pour se préparer. Il faut donc pouvoir changer d'itinéraire à l'aller afin de profiter rapidement des changements qui se produisent au sol.

SURVIABILITÉ

À l'heure actuelle, il est peu probable que quelqu'ennemi asymétrique que ce soit puisse nuire à une force aéroportée en route à l'aide de chasseurs. Selon le scénario le plus probable, les forces de guérilleros pourraient opposer à la force aéroportée un nombre limité d'armes antiaériennes (AA) haut de gamme telles que des missiles sol-air (SAM). Dans un environnement asymétrique, il serait difficile de garantir des trajectoires d'approche dégagées.

Il faut donc être prêt à accepter un certain risque si les ressources AA ne peuvent pas être détruites en chemin ou si les leurres thermiques se révèlent inefficaces. Les parachutistes peuvent sortir de leur avion en quelques secondes. Le largage de combat avec saut à ouverture automatique se ferait probablement à une altitude de 500 à 900 pieds (lors de l'attaque du canal de Suez, en 1956, les Français ont sauté d'une altitude de 400 pieds); ainsi, les parachutistes seraient exposés pendant un maximum de trente secondes dans les airs. Les parachutistes sautent d'un C-130 à une vitesse de 130 nœuds, mais tout porte à croire qu'il est possible de sauter à une altitude inférieure et à une vitesse supérieure²⁶.

Une compagnie de parachutistes pourrait probablement, une fois au sol, se regrouper en moins de quinze minutes. Si les parachutistes sont dotés du GPS, de moyens de communications à commande vocale et de dispositifs de guidage individuels, la durée du regroupement serait encore réduite. Ce délai constitue un risque acceptable. Contre un ennemi de type classique, une consolidation rapide est essentielle pour défendre la tête de pont aérienne, mais elle n'est peut-être pas aussi vitale contre des guérilleros²⁷. Par conséquent, même si l'erreur de largage est évitée le plus possible, elle ne constitue peut-être pas l'entrave qu'elle pourrait être autrement²⁸. Même si l'adversaire asymétrique était en mesure de se regrouper en unités plus importantes de l'ordre de la compagnie ou plus, les parachutistes pourraient demander l'intervention d'armes d'artillerie à longue portée, un appui aérien et un appui-feu naval. Ils pourraient éviter d'être surclassés en recourant à des véhicules aériens sans pilote (UAV) pour protéger leurs mouvements. Les parachutistes sont aussi vulnérables à la fin de leurs missions s'ils doivent repartir à pied. La surviabilité serait donc accrue si un nombre minimal d'avions de transport prenait part au largage et si des hélicoptères puissants et assignés exclusivement à cette tâche (comme le UH60 Black Hawk ou le CH53 Super Stallion) étaient disponibles pour l'exfiltration.

MAINTIEN EN PUISSANCE

Le maintien en puissance d'une force de parachutistes est directement lié à sa mission. Le meilleur moyen d'atténuer l'anxiété que le maintien en puissance soulève consiste à planifier les missions de sorte qu'elles soient brèves et décisives. Une force de parachutistes spécialement conçue pour combattre des guérilleros dispersés ici et là éliminerait le besoin de lourdes plates-formes organiques d'appui-feu ordinairement associées aux brigades et aux divisions aéroportées. Ainsi, la force d'intervention de la 82^e Division aéroportée, qui est de l'ordre du bataillon, compte six obusiers de 105 mm. Les parachutistes qui pourchassent les guérilleros auraient besoin de nourriture, d'eau, de fournitures médicales, de matériel de destruction, de matériel de vision nocturne et d'appareils de communications perfectionnés, mais légers — il convient de saisir toutes les occasions pour profiter des progrès touchant les matériaux légers.

MOBILITÉ

À l'heure actuelle, la 82^e Division aéroportée est la force d'entrée rapide par excellence dans le monde; elle peut déployer une brigade entière depuis la zone continentale des États-Unis en 18 heures. Bien que ce fait puisse être impressionnant du point de vue de l'entrée stratégique, ce n'est pas, dans le contexte asymétrique, suffisant. En Indochine, les Français avaient plus de bataillons de parachutistes que de moyens de transport et ils ne sont par conséquent pas parvenus à tirer le maximum d'une ressource précieuse. De nos jours, une compagnie complète de parachutistes peut se déplacer à bord de deux avions de transport C-130 Hercules. Le

C-17 et le C-141 peuvent transporter respectivement 102 et 164 parachutistes²⁹. Les forces aéroportées actuelles jouissent donc d'une grande mobilité aérienne.

Une question évidente se pose ici : si les hélicoptères conviennent à l'exfiltration, pourquoi ne peuvent-ils pas être la plate-forme d'insertion principale³⁰? Les hélicoptères sont bruyants et, souvent, ils sacrifient la surprise à la mobilité. Les opérations aéromobiles exigent des corridors de vol complexes et, sauf si les hélicoptères sont gros, il faut plusieurs allers et retours pour déplacer une force nombreuse. Les hélicoptères ont aussi des limites importantes dans le désert et dans les climats chauds, les endroits même où nous sommes le plus susceptibles de combattre et ce, pour un bon moment. Enfin, ils sont vulnérables aux tirs venant du sol. Les États-Unis ont perdu quelque 5000 hélicoptères au Vietnam, surtout en raison du tir attribuable aux armes légères. Leurs opérations étaient nettement prévisibles³¹. Je crois à l'utilité de l'hélicoptère (les opérations aéromobiles sont une autre compétence que nous laissons délibérément s'étioler), mais, dans le contexte du présent article, je crois que le parachutiste a des avantages évidents.

La mobilité au sol est aussi essentielle, mais elle est gênée par l'artillerie, les systèmes antichars et les véhicules lourds qui servent à combattre une force classique. Les véhicules limitent psychologiquement les forces aux routes et les guérilleros évitent les routes, sauf pour tendre des embuscades aux convois. Toutefois, des parachutistes en excellente forme peuvent défier la mobilité à pied des guérilleros sans s'astreindre à défendre des plates-formes d'armes lourdes organiques. La condition qui découle de la mobilité est la nécessité de limiter au minimum les armes lourdes.

SOUPLESSE

Les forces de parachutistes doivent être capables d'accomplir toute une gamme de tâches contre un ennemi asymétrique. Le manuel canadien *Les opérations aéroportées* parle de quatre sortes d'opérations : les opérations qui consistent à prendre et tenir un lieu, l'interdiction de zone, les raids et les opérations spéciales telles que les patrouilles de pénétration à longue distance et les opérations de sécurité intérieure. L'opération qui consiste à prendre et tenir un lieu représente l'emploi classique de forces chargées de conquérir et de tenir des aérodromes ou des têtes de pont aériennes. C'est précisément ce que le 75^e Régiment des Rangers est chargé de faire³². Le raid aéroporté a été fructueux en différentes occasions; c'est le cas des Français à Diên Biên Phu et de la 44^e Brigade aéroportée d'Afrique du Sud à Cassinga, en Angola, en mai 1978³³. Chaque opération exige des ensembles de compétences différents et la déduction logique est que les forces de parachutistes doivent être capables de changer vivement de mentalité, c'est-à-dire de poursuivre énergiquement un ennemi insaisissable un instant et de faire en même temps preuve de patience et de retenue afin de recueillir des renseignements.

MISSIONS POSSIBLES

Il existe au moins trois grandes façons dont les forces aéroportées (forces de parachutistes) peuvent être utilisées dans la guerre asymétrique moderne, soit (1) l'utilisation de forces spéciales aptes à sauter en parachute au niveau stratégique, (2) l'utilisation dans des missions classiques au niveau opérationnel et (3) l'utilisation tactique au contact.

MISSIONS STRATÉGIQUES (FORCES D'OPÉRATIONS SPÉCIALES)

Les forces d'opérations spéciales (SOF) sont une ressource stratégique à la disposition du commandant d'un théâtre. Leurs membres possèdent la qualification de saut normale, mais ils

ont des compétences et des capacités qui dépassent même celles du parachutiste ordinaire³⁴. Les autorités sont à l'heure actuelle nettement disposées à employer les SOF et modérément disposées à les envoyer au action en parachute³⁵. Les SOF sont idéales pour ce qui est d'engager le combat avec l'ennemi dans des endroits éloignés. Le SAS britannique l'a fait en Malaisie occidentale dans les années 1950, traversant le dense couvert de la jungle en « sautant dans un arbre », c'est-à-dire en cherchant à tomber dans un grand arbre doté de fortes branches³⁶. Pour éviter la détection radar, les SOF modernes peuvent exécuter des sauts à chute libre prolongée (HALO) ou des sauts à haute altitude avec ouverture à haute altitude (HAHO). Les sauts à haute altitude avec ouverture à haute altitude sont plus compliqués que les sauts à chute libre prolongée et plus vulnérables aux radars modernes. Toutefois, dans le Tiers Monde, tout permet de croire que des forces exécutant des sauts HAHO, d'une altitude de 7500 pieds ou plus, pourraient parcourir plusieurs milles et entrer sans être détectées dans l'espace aérien ennemi³⁷.

MISSIONS OPÉRATIONNELLES (CLASSIQUES)

Les forces de parachutistes pourraient avoir pour rôle d'empêcher l'ennemi de s'échapper en terrain difficile. Dans presque toutes les guerres de guérilla livrées jusqu'à maintenant, les guérilleros ont joui d'un sanctuaire situé dans un pays voisin. Les Algériens se réfugiaient en Tunisie et les moudjahidines dans de multiples pays voisins, les Viêt-congs se réfugiaient au Cambodge et au Laos et les Talibans se réfugiaient dans la région frontalière montagneuse bordant le Pakistan. Des forces aéroportées articulées en fonction de la tâche à accomplir pourraient faire un bien meilleur travail que des unités régulières des forces terrestres en isolant le champ de bataille dans les régions frontalières éloignées. Des unités telles que la 173^e Brigade aéroportée seraient idéales pour ce genre de mission parce que leur effectif leur permettrait de couvrir une grande étendue.

MISSIONS TACTIQUES (AU CONTACT)

Des unités de parachutistes de petite taille pourraient être étroitement intégrées à des groupements tactiques ou à des brigades afin de faciliter une action rapide. Ce concept n'est pas nouveau et l'armée britannique y a recouru dans les années 1960³⁸; on parlait alors de groupe-compagnie de parachutistes. La compagnie de parachutistes serait stationnée loin à l'avant dans la ZO sous le commandement opérationnel du commandant de la brigade. Elle exécuterait des patrouilles de reconnaissance de courte à moyenne distance et des patrouilles de combat. Toutefois, elle aurait pour rôle principal de remplacer les forces mécanisées en tant qu'élément de manœuvre principal à la disposition du commandant de brigade ou de groupement tactique. Les parachutistes pourraient être le marteau ou l'enclume ou exécuter des raids audacieux contre les positions des guérilleros qui sont inaccessibles pour le gros de la brigade ou du groupement tactique classique. Le groupe-compagnie de parachutistes serait une organisation légère incluant des interprètes, des guides indigènes, des adjoints médicaux supplémentaires et des détachements de tireurs d'élite. Des hélicoptères de transport puissants tels que le Black Hawk ou le Super Stallion constitueraient une capacité d'exfiltration dédiée. L'efficacité de la compagnie de parachutistes dépendrait surtout de la mesure dans laquelle le commandant supérieur est disposé à en faire une solution régulière et viable.

MATRICE DES DIFFÉRENTS FACTEURS

		Solution n° 1	Solution n° 2	Solution n° 3
		Stratégique(forces spéciales)	Opérationnel(classique)	Tactique(au contact)
Facteur	Critères			
Mentalité	-Volonté d'employer une ressource coûteuse.	La volonté existe actuellement.	La volonté existe dans certaines conditions.	La volonté n'existe pas parce que cette solution n'est pas comprise
Conditions météorolo-giques	-Conditions modérées.	Des prévisions à longue échéance sont nécessaires.	Des prévisions à longue échéance sont nécessaires.	Des prévisions à courte échéance sont acceptées si des éléments sont déployés à l'avant.
Renseigne-ment	-Des mises à jour en temps réel sont absolument nécessaires.	Le renseignement est absolument essentiel pour des frappes de précision.	Un renseignement en temps non réel est plus acceptable.	Il est difficile de surmonter un renseignement de mauvaise qualité une fois au sol.
Surprise	-Capacité de modifier la mission en vol.-La mission est préparée dans un endroit éloigné.-Capacité de recevoir des mises à jour en temps réel.	Elle devrait être possible dans une forte proportion.	Elle nécessite des zones d'étape sûres et le recours à la déception sans que la ZL soit soumise à des tirs de préparation.	Elle nécessite de petits éléments déployés à l'avant qui recourent à la déception. La ZL ne doit pas être soumise à des tirs de préparation.
Survivabilité	-Recours à un nombre minimal d'avions de transport.-Des ressources d'exfiltration réservées sont nécessaires.	Il est plausible d'employer seulement un avion et un petit groupe d'hélicoptères pourrait assurer l'exfiltration avec discrétion.	La force est vulnérable aux armes AA durant son approche et l'exfiltration nécessite beaucoup d'hélicoptères. La force peut toujours repartir à pied.	Le faible nombre d'avions diminue la menace que les armes AA représentent et l'exfiltration nécessite peu d'hélicoptères.
Maintien en puissance	-Opérations brèves et décisives.	Recomplètement discret, fait de nuit, possible.	Une jonction au sol traditionnelle peut être nécessaire, mais la force pourrait défendre la tête de pont aérienne en vue du ravitaillement.	Ravitaillement possible durant la nuit.
Mobilité	-Effectif peu élevé et équipement léger.-Pas de plates-formes lourdes.	Nécessite un ou deux avions de transport.	Nécessite un grand nombre d'avions de transport.	Nécessite peu d'avions de transport.
Souplesse	-Capacité d'exécuter de nombreuses tâches différentes associées à des changements concomitants de mentalité.-Initiative.	Limitée par les effectifs.	Capacité d'exécuter de nombreuses tâches, mais le temps que nécessitent les préparatifs est une préoccupation.	Capacité modérée d'exécuter différentes tâches, mais l'accent est mis sur un programme de patrouille énergétique.

COMPARAISON DES DIFFÉRENTES SOLUTIONS

La solution des SOF présente un grand intérêt parce que, comme la force est constituée de troupes d'élite, on s'attend à ce que les opérations soient très fructueuses. L'effectif des SOF est toutefois trop peu élevé et les pertes qu'elles peuvent infliger aux forces de guérilleros sont douteuses. Le SAS britannique a combattu neuf ans en Malaisie occidentale et a capturé ou tué 100 guérilleros, soit à peu près 11 par année. Pourtant, l'important est qu'il a attaqué directement les sources éloignées où l'ennemi puisait sa force et qu'il n'a jamais perdu l'initiative. La solution des SOF respecte plusieurs des critères énoncés. Les autorités sont à l'heure actuelle disposées à les utiliser dans des opérations aéroportées et leurs opérations s'appuient sur le renseignement le plus récent. Il est possible que les SOF n'aient besoin que d'un seul avion et elles disposent d'hélicoptères en attente en vue de l'exfiltration. Enfin, elles s'articulent autour d'un effectif peu élevé et d'un équipement léger et sont aptes à exécuter de multiples tâches spécialisées. Leur effectif limité interdit toutefois certains genres de missions et les pertes éventuelles représentent une proportion importante de leur pouvoir de combattre.

Malgré les limites mentionnées qui s'appliquent à la solution des SOF, cette dernière offre néanmoins de meilleures chances de succès que l'utilisation de parachutistes d'élite dans une tâche d'interdiction des frontières. Le problème de la sécurité n'est pas nécessairement critique lorsque la force s'approche d'une région éloignée, mais il peut se poser près des zones d'étape initiales. Même si la force aéroportée classique sautait sans être détectée dans une région frontalière éloignée, il est fort probable que des guérilleros et des terroristes pourraient encore franchir n'importe quel cordon³⁹. Cette solution classique respecte assez bien le critère de la mentalité, mais les prévisions à longue échéance peuvent être un grave problème. Étant donné le temps que nécessitent les préparatifs d'une opération classique de grande envergure, il faut accepter un renseignement qui n'est pas le plus récent. S'il était possible de lancer l'opération depuis des zones d'étape sûres et de recourir à la déception, une force aéroportée classique pourrait être en mesure de profiter de l'effet de surprise, mais il serait difficile de modifier la mission durant l'aller à l'objectif dans le cas d'une force nombreuse. Un bataillon ou une brigade de parachutistes affecté à une tâche d'interdiction des frontières pourrait défendre sa propre tête de pont aérienne et il est réaliste de croire que la force pourrait être ravitaillée par parachute, mais la plus grande faiblesse d'une force nombreuse tient au fait qu'un grand nombre d'avions escortés par des chasseurs est nécessaire. Une force nombreuse serait capable d'exécuter différentes tâches avec une grande souplesse, mais le temps que les préparatifs nécessitent reste le principal inconvénient.

Par rapport aux deux premières solutions, la troisième laisse à désirer principalement en ce qui concerne la mentalité. Les autorités semblent peu comprendre l'utilisation d'une force de parachutistes de l'ordre de la compagnie fortement intégrée à des forces classiques, et encore moins disposées à y recourir. Exception faite de la mentalité, la troisième solution respecte toutefois plusieurs critères essentiels. Si la compagnie de parachutistes était déployée à l'avant, elle pourrait profiter rapidement de conditions météorologiques modérées même si des prévisions à plus longue échéance menaçaient de mettre fin à la période où les conditions sont favorables. De plus, sa proximité du combat lui procurerait un avantage du point de vue du renseignement et, comme elle serait en mesure de recevoir des données d'IMINT, sa mission pourrait être modifiée durant l'aller à l'objectif et elle pourrait ainsi exploiter l'évolution des conditions.

La troisième solution respecte également le critère de la surviabilité parce qu'un maximum de trois avions de transport serait nécessaire et que l'exfiltration nécessiterait un nombre relativement peu élevé d'hélicoptères. Les opérations seraient brèves et décisives et respecteraient donc le critère du maintien en puissance. Une compagnie de parachutistes non encombrée par des armes antichars et de l'artillerie respecterait le critère de la légèreté et serait capable d'exécuter plusieurs tâches à pied.

CONCLUSION

J'ai exposé les facteurs clés qui sont essentiels pour mener des opérations aéroportées fructueuses contre la menace asymétrique moderne et j'ai présenté trois solutions pour l'utilisation des forces pertinentes. Chaque solution a du mérite. De fait, la première solution est utilisée depuis des années et la deuxième reste une autre façon viable d'utiliser des forces de parachutistes contre des guérilleros. La troisième solution n'a pas vraiment été éprouvée au combat depuis des années, mais ce fait ne signifie toutefois pas qu'elle soit moins valable que les deux autres. Au contraire, l'utilisation tactique de forces de parachutistes au contact exige la plus grande attention parce qu'elle pourrait très bien avoir un plus grand effet sur l'environnement asymétrique que quelques membres d'élite des SOF ou une grosse unité de parachutistes classique sacrifiant la rapidité des préparatifs à la surviabilité face aux menaces classiques. La troisième solution respecte la plupart des critères découlant de l'examen des huit facteurs établis. Même s'il reste à définir et à tester les IPO particulières qui s'appliquent à l'utilisation d'une compagnie légère de parachutistes, la troisième solution représente la meilleure façon de combattre la menace asymétrique moderne à l'aide de forces de parachutistes. L'indifférence de l'Armée de terre canadienne à l'égard des forces de parachutistes n'est pas justifiée et, en ce qui concerne la guerre asymétrique, notre doctrine aéroportée actuelle manque d'originalité.

Au sujet de l'auteur ...

Le Capitaine John Nelson Rickard est un officier du Strathcona. Il est l'actuel chef de l'équipe des blindés (observateurs/contrôleurs) au Centre de soutien de l'entraînement de la Milice à Wainwright (Alberta). Il est l'auteur de l'ouvrage intitulé : *Patton at Bay: Lorraine 1944*, récemment publié chez Brassey's. Il termine tout juste la dissertation de son doctorat, qui porte sur le commandement de l'Armée canadienne par le Lieutenant-général A.G.L. McNaughton's pendant la Deuxième Guerre mondiale.

NOTES

1. Graham H. Turbiville, Jr., Colonel William W. Mendel et Jacob W. Kipp, « The Changing Security Environment », <http://www-cgsc.army.mil/milrev/english/mayjun97/turbivil.htm>.
 2. Pour certains, la menace asymétrique moderne traduit simplement le cycle action — réaction — contre-attaque classique. Pour ces personnes, lorsque les Britanniques ont pour la première fois utilisé des chars à Cambrai, il s'agissait, et à juste titre, d'une action asymétrique. Voir « Doctrine for Asymmetric Warfare », par le Colonel (à la retraite) Clinton J. Ancker III et le Lieutenant-colonel (à la retraite) Michael D. Burke, *Military Review* (juillet-août 2003), 18, 23. La plus récente publication de doctrine visionnaire de l'Armée de terre canadienne présente l'asymétrie dans un autre contexte classique, où il s'agit d'affaiblir un adversaire supérieur et de le faire réagir de façon confuse. *La force de demain : vision conceptuelle des capacités de l'Armée de terre*, Directeur — Concepts stratégiques (Opérations terrestres), Kingston, 2003, p. 74. Je crois que le terme asymétrie a le même sens que les termes guérillero, terroriste et élément subversif et je ne vois encore aucune raison d'en faire plus qu'un simple synonyme.
 3. Le Lieutenant-colonel Bryan McCoy, cité dans *Time* (7 avril 2003), 23.
 4. Les moudjahidines ont constamment obtenu tous ces avantages militaires aux dépens des forces soviétiques en Afghanistan. Voir Robert F. Baumann, *Compound Warfare Case Study: The Soviets in Afghanistan*, <http://www-cgsc.army.mil/csi/research/comwarbaumann.htm>, p. 2. Il est toutefois clair que les insurgés qui combattent en Tchétchénie
-

son « organisés de façon efficace en bataillons, en compagnies, en pelotons et en sections qui incluent la totalité des spécialités militaires essentielles allant des tireurs d'élite aux sapeurs en passant par les spécialistes de la destruction et les tireurs de grenades propulsées par fusée ». Colonel Sergey A. Kulikov, « Insurgent Groups in Chechnya », *Military Review* (novembre-décembre 2003), 21.

5. La guerre livrée par des forces irrégulières est en fait antérieure à la guerre classique livrée par des forces régulières qui oppose des unités militaires identifiées. Walter Laqueur, *Guerilla: A Historical and Critical Study* (Boston, Little, Brown, 1976), 3.

6. Chris Ellis, 7th *Flieger Division: Student's Fallschirmjäger Elite* (Hersham, R.-U., Ian Allan, 2002), 44. Même le Général Eisenhower jugeait au début les divisions aéroportées trop coûteuses pour le potentiel qu'elles offraient. Eisenhower au Brigadier-général Harold R. Bull, le 4 avril 1942, sous la direction d'Alfred D. Chandler, *The Papers of Dwight David Eisenhower: The War Years* (Baltimore, Johns Hopkins Press, 1970), I, 226-227.

7. Pour une opinion négative concernant les forces aéroportées, voir le Lieutenant-colonel Frank B. Case, « Airborne: The Tired Revolution », *Military Review* (août 1965), 86, 89. Les arguments appuyant le concept des forces aéroportées sont bien plus nombreux. Voir le Lieutenant-colonel Norman E. Martin, « Dien Bien Phu and the Future of Airborne Operations », *Military Review* (juin 1956), 26; le Lieutenant-colonel John M. Stephens, Jr., « The Growing Demand for Airborne Operations », *Military Review* (avril 1961), 9-17; Ferdinand O. Miksche, « The Future of Airborne Operations », *Military Review* (octobre 1964), 38; le Capitaine Maurice A. J. Tugwell, « Future of Airborne Forces », *Army Quarterly* (juillet 1955), 158; le Major James K. McCollum, « Drop in Troops: Fast and Flexible », *Army* (septembre 1976), 44.

8. Harold Kennedy, « Army Aims for More Precise Ways to Drop Troops, Cargo », *National Defense Magazine* (mars 2001), 26. Le cycle d'instruction suivi en 2001 par le 1^{er} Bataillon, The Parachute Regiment, donne une bonne idée de l'instruction commune que le parachutiste reçoit. Après une période de service opérationnel en Irlande du Nord, le bataillon a réalisé au Kenya un exercice majeur qui incluait des sauts en parachute et un entraînement à la guerre dans la jungle. Il a ensuite pris part à une formation par l'aventure rigoureuse qui mettait le courage à l'épreuve et accroissait le moral et la cohésion tout en perfectionnant des ensembles de compétences précieux. <http://www.army.mod.uk/para/1bn.htm>.

9. Aran soutient également que le statut de soldat d'élite des parachutistes « transcende le saut lui-même » et qu'il repose davantage sur leurs faits d'armes. « Parachuting », *American Journal of Sociology*, vol. 80, numéro 1 (juillet 1974), 150. Voir aussi Stephen E. Ambrose, *Band of Brothers* (New York, Simon & Schuster, 1992), 26; Roger Beaumont, « Airborne: Life Cycle of a Military Subculture », *Military Review* (juin 1971), 54-55, et le Major James K. McCollum, « The Airborne Mystique », *Military Review* (novembre 1976), 16-21.

10. Je définis le pouvoir de combattre comme « le pendant psychologique de la puissance de combat. Il naît de la synergie des facteurs psychologiques à l'intérieur d'une unité militaire, source de force morale. Cette force permet aux unités de supporter les pertes et les reculs et de s'engager avec succès dans de longs combats. Le pouvoir de combattre permet à une unité d'imposer sa volonté à l'ennemi. » Voir le Capitaine John N. Rickard, « L'Armée de terre canadienne et le pouvoir de combattre », *Le Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre*, vol. 6, numéro 3 (automne/hiver 2003), 36-46. La préoccupation que j'ai à l'égard du pouvoir de combattre s'est déjà concrétisée en Iraq, où les forces américaines, qui combattent depuis plus d'un an, présentent des signes d'affaiblissement de leur pouvoir de combattre.

11. Même lorsque les opérations sont mal planifiées, le parachutiste se montre habituellement à la hauteur de la situation. Beaucoup de membres du 3^e Bataillon britannique de parachutistes, les « Diables rouges », n'étaient pas des parachutistes chevronnés lorsque l'attaque du canal Suez a eu lieu en novembre 1956. Ils étaient trop mal entraînés pour sauter avec leurs armes mais ont néanmoins réussi à sauter dans une ZL de un mille de profondeur et de un demi-mille de largeur. Seulement 10 à 15 % avaient l'expérience du combat, mais ils étaient « en bonne forme, durs et très admirés de leurs officiers ». Les 500 hommes de la 10^e Division française de parachutistes, qui ont aussi pris part à l'attaque, étaient « un groupe aguerri » constitué de vétérans de l'Algérie et du Vietnam. Ils ont exécuté d'une altitude de 400 pieds un saut de précision dans une ZL contestée de un demi-mille de profondeur et de 150 verges de largeur. Major R. W. Rathbun, *Operation Musketeer: A Military Success Ends in a Political Failure*, Marine Corps Command and Staff College, 1984.

12. Pour moi, le terme élite se définit par deux critères passifs, soit une sélection rigoureuse (si l'on se sélectionne soi-même, il faut encore atteindre les normes, qui sont élevées) et des missions très difficiles. Toutefois, les critères actifs du rendement au combat sont la vraie base du terme. Ainsi, je considère les Rangers de l'armée américaine et les Marines, les Royal Marines britanniques et la Légion étrangère comme des forces classiques d'élite. À titre indicatif, rien de spécial ne s'applique au choix du Corps expéditionnaire canadien ou aux premières missions qui lui ont été assignées durant la Première Guerre mondiale, mais le Corps a vite été considéré comme une véritable force de choc d'élite capable d'accomplir les missions les plus difficiles.

13. L'exemple peut-être le plus remarquable d'un échec du statut d'élite des forces aéroportées est survenu en Algérie. Les commandants des parachutistes français ont été les complices des colons au cours de la révolte de mai 1958 et, encore une fois, en janvier 1960. En avril 1961, ils ont complété en vue de renverser le gouvernement de Charles de Gaulle. Voir John E. Talbott, « The Myth and Reality of the Paratrooper in the Algerian War », *Armed Forces & Society*, III, 1 (novembre 1976), 69, 71. Pour un excellent aperçu de l'expérience canadienne concernant la mentalité des parachutistes au début des années 1990, voir Donna Winslow, « Rites of Passage and Group Bonding in the Canadian Airborne », *Armed Forces & Society*, XXV, 3 (printemps 1999), 429-457, et Luke Fisher, « Canada's Shame », *Maclean's* (janvier 30, 1995), 14-16. Malgré l'image négative que le Régiment aéroporté du Canada avait au milieu des années 1990, les membres de ce dernier étaient pour le Major-général Guy Tousignant, qui a remplacé le Major-général Roméo Dallaire à titre de commandant de la force des Nations Unies au Rwanda en août 1995, « les meilleurs soldats que j'avais ». Il a ajouté : « Si on m'avait donné un bataillon complet de soldats du Régiment, j'aurais pu me rendre deux fois plus vite maître des quatre coins du Rwanda. De plus, leur capacité d'opérer de nuit a impressionné l'armée rwandaise. » Bruce Wallace, « Fighting a Reputation: The Airborne fails to shake the disgrace of Somalia », *Maclean's* (janvier 30, 1995), 17.

-
14. Lieutenant-colonel S. T. Vida, présentation sur le perfectionnement professionnel (Ex Strathcona Fortress) donnée aux officiers du Lord Strathcona's Horse (Royal Canadians), 4 février 2004. Le Lieutenant-colonel Vida a toutefois indiqué clairement que ces actions ont été commises dans le contexte d'opérations qui, dans l'ensemble, ont été bien exécutées.
15. B-GL-300-002/FP-000, *Force terrestre*, vol. 2, *Doctrine tactique de la Force terrestre*, 1997-05-16, p. 7-6.
16. Rapport de Washington, avril 2004, ELFC (W).
17. La 173^e Brigade faisait partie de la force opérationnelle (aéroportée) de l'armée américaine dans l'Europe du Sud. Elle avait pour mission de prendre et tenir l'aérodrome en vue de l'arrivée par avion du trafic lourd subséquent. Lieutenant-colonel Thomas W. Collins, « 173rd Airborne Brigade in Iraq », *Army Magazine*, LIII, 6 (juin 2003), que l'on peut consulter à <http://www.ousa.org/www/armymag.nsf/all>. Durant la guerre du Golfe de 1991, le Secrétaire de la défense, Dick Cheney, a proposé le largage de la 82^e Division aéroportée sur des emplacements possibles de missiles Scud irakiens dans le désert occidental, à 500 milles du Koweït. Sa proposition a fini par être battue par le chef de l'état-major interarmes, le Général Colin Powell, et le commandant du CENTCOM, le Général Norman Schwarzkopf. Général Norman H. Schwarzkopf, *Mémoires* (Paris, Plon, 1992), 416.
18. Certaines personnes ne seraient pas d'accord avec cette affirmation particulière. Il semble que les soldats de la 82^e Division aéroportée ont fait un travail louable en tant que gardiens de la paix dans le Sinaï en 1982. Toutefois, ainsi qu'un auteur l'a souligné, ils ont vite constaté que des compétences spéciales n'étaient pas nécessaires et beaucoup ont considéré que le bataillon n'avait pas été utilisé à bon escient. David R. Segal, Jesse J. Harris et coll., « Paratroopers as Peacekeepers », *Armed Forces & Society*, X, 4 (été 1984), 504-505.
19. Le Capitaine David Beatty affirme que l'Armée de terre canadienne traite les opérations aéroportées « avec froideur » alors que, en fait, elles devraient être considérées comme une option viable offerte au commandant. Il souligne également que plusieurs de nos alliés « continuent de planifier ce genre d'opération » et cite le fait que la Grande-Bretagne avait en 1997 prévu de larguer des parachutistes en Afrique centrale et que les Américains avaient prévu de sauter en parachute et de capturer l'aéroport de Kigali, au Rwanda. « L'avenir des opérations de parachutage », *Le Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre*, vol. 3 (automne 2002), 63.
20. FM 3-90 *Tactics, Appendix C: Airborne and Air Assault*, <http://www.adtdl.army.mil/cgi-bin/atdl.dll/fm/3-90/appc.htm>.
21. B-GL-357-001/FP-002, Opérations d'information de la Force terrestre, Le renseignement 2001-01-30, p. 3.
22. La couverture obtenue à l'aide des satellites modernes serait assurée par la Defense Intelligence Agency (DIA), la National Security Agency (NSA), la National Imaging and Mapping Agency (NIMA) ou le National Reconnaissance Office (NRO).
23. Il semble évident que, en 2001, la CIA a devancé l'armée américaine en Afghanistan. Voir Jennifer D. Kibbe, « The Rise of the Shadow Warriors », *Foreign Affairs* (mars-avril 2004), 112.
24. Au Vietnam, les membres du Viêt-cong et de l'armée du Nord Viêt-Nam qui avaient changé de camp et avaient été transformés par l'armée américaine en éclaireurs appelés « Kit Carson » étaient probablement les meilleures sources de renseignement humain de cette dernière. Ainsi que John Keegan l'a écrit récemment, « le défi, pour les services de renseignement occidentaux, c'est de trouver une manière de s'insinuer dans l'esprit du fondamentaliste et de le vaincre de l'intérieur ». *Intelligence in War: Knowledge of the Enemy from Napoleon to Al-Qaeda* (Toronto, Key Porter Books, 2003), 365.
25. Durant la guerre du Vietnam, il fallait de trente-six à quarante-huit heures pour que les reportages atteignent les téléspectateurs américains. Durant la guerre du Golfe, les reportages étaient instantanés. Le réseau CNN (Cable News Network) était seul à pouvoir diffuser des reportages sept jours sur sept et 365 jours par année. Maintenant, plusieurs grands réseaux d'information américains ont cette capacité et des entreprises offrent à quiconque en a les moyens des images prises par satellite d'une résolution inférieure à 1 m. En août 2002, des images commerciales prises par satellite d'aérodromes situés dans la Corne de l'Afrique, censées montrer des zones d'étape utilisées en vue d'attaques contre l'Iraq, ont été diffusées dans le monde entier. Elles étaient aussi offertes dans Internet. Général Richard B. Myers, « Shift to a Global Perspective », *Naval War College Review*, LXVI, 4 (automne 2003), 10. Voir aussi Philip Seib, « Effects of Real-Time News Coverage on Foreign Policy », *The Journal of Conflict Studies*, XX, 1 (automne 2000), 1-12. De plus, la scène du film *La chute du Faucon Noir* (*Black Hawk Down*) dans laquelle le jeune muni d'un téléphone cellulaire signale les mouvements des hélicoptères qui s'approchent représente une réalité qui fait réfléchir.
26. La capacité de sauter à une altitude de 300 pieds et à une vitesse de 300 nœuds a au moins été envisagée. Lieutenant-colonel Richard D. Hooker, Jr., « The Airborne Division in 2010 », *Military Review* (mai-juin 2001), <http://www.cgsc.army.mil/milrev/english/MayJun01/insights.asp>.
27. Durant la planification de l'utilisation de la 173^e Brigade aéroportée en Iraq, les planificateurs américains craignaient de larguer l'unité près d'une division blindée irakienne et craignaient qu'elle soit écrasée. Voir le Brigadier-général David Grange, le Capitaine John Milleret coll., *Transform the U.S. Airborne Now*, 2003, <http://www.geocities.com/Pentagon/Quarters/2116.htm>.
28. La 82^e Division aéroportée a été victime d'une importante erreur de largage au Panama en 1989, lorsque des éléments ont atterri loin de l'objectif dans des marais ou des herbes hautes. Le retard entraîné par le « rassemblement » a eu pour résultat un assaut exécuté de jour plutôt que l'assaut nocturne prévu. 870-5a, *Organizational History Files XVIII Airborne Corps-Operation Just Cause*, <http://www.army.mil/cmh-pg/documents/panama/notes.htm>; Lawrence A. Yates, *Operation JUST CAUSE in Panama City, December 1989*, <http://www.cgsc.army.mil/CSI/research/MOUT/MOUTYates.asp>. La 82^e a attaqué le Fort Cimarron, Tinijitis et Panama Viejo.
29. Major Michael J. Kazmierski, *Airborne Warfare: The Study*, <http://www.geocities.com/Pentagon/Quarters/2116/airbornetoc.htm>; E. M. Flanagan, Jr., *Airborne: A Combat History of American Airborne Forces* (New York, Ballantine Books, 2002), 426.
30. Cet argument a été utilisé au Canada à la fin des années 1970. Voir le Colonel W. N. Russell, « Airborne or Heliborne? », *Revue canadienne de défense*, VII (hiver 1977 / 78), 39-43 et Colonel J. J. Painchaud, « The Heliborne versus Airborne Debate », *Revue canadienne de défense*, VIII (printemps 1979), 48-50.
31. James William Gibson, *The Perfect War: Technowar in Vietnam* (Boston & New York, The Atlantic Monthly Press, 1986), 104. Il faut également parler d'efficacité. En juillet 1965, la 173^e Brigade aéroportée a exécuté un assaut aérien contre la zone de guerre D
-

avec le 1^{er} Bataillon du Royal Australian Regiment. Un total de 1494 sorties d'hélicoptères a servi à appuyer l'assaut, qui s'est soldé par cinquante-six Viêt-congs tués. Selon mes calculs, cela signifie qu'il a fallu 26,7 sorties pour tuer un Viêt-cong. Lieutenant-général John J. Tolson, *Airmobility in Vietnam: Helicopter Warfare in Southeast Asia* (New York, Arno Press, 1981), 64. Le général Tolson reste néanmoins un ardent partisan du concept aéromobile.

32. B-GL-310-001/FP-001, Aéroporté, volume 1, *Les opérations aéroportées*, 1990-03-30. C'est exactement ce que le 1^{er} Bataillon du 75^e Régiment de Rangers a fait au Panama en 1989 lorsqu'il a sauté pour prendre et tenir l'ensemble de l'aérodrome Torrijos-Tocumen en périphérie de Panama.

33. Yves Debay, « The South African 44th Parachute Brigade », *Raids*, numéro 43 (juin 1995), p. 4.

34. Pour Tom Clancy, les forces spéciales sont « constituées de personnel spécialement sélectionné, spécialement entraîné et spécialement équipé et reçoivent des missions et un appui particuliers » et elles se voient confier « des problèmes particuliers qui dépassent les capacités des forces polyvalentes ». *Special Forces: A Guided Tour of U.S. Army Special Forces* (New York, Berkley Books, 2001), 3. Pour James F. Dunnigan, ce sont de « petites unités constituées d'un personnel sélectionné avec soin et qui reçoit un entraînement intensif en vue des opérations les plus difficiles ». *The Perfect Soldier: Special Operations, Commandos, and the Future of U.S. Warfare* (New York, Citadel Press, 2003), 4. J'estime que les SEALs de la marine américaine, les Bêrets verts de l'armée américaine, la force Delta et les SAS et SBS britanniques sont des forces spéciales.

35. Même si, en raison de leur capacité à agir rapidement dans le secret et avec une supervision gouvernementale minimale, les SOF ont à l'heure actuelle la cote au Pentagone, de nombreux soldats les quittent en nombre record pour accepter des emplois plus lucratifs des entreprises de sécurité civiles. Le patron du SOCOM, le Général Bryan Brown, a déclaré à la Commission aux Forces armées du Sénat que la conservation de l'effectif est devenue « un gros problème ». David Rennie et Michael Smith, « Iraq Coalition Losing Special Forces Troops to Lucrative Private Security Jobs », *The Globe and Mail*, le 31 mars 2004, p. A12. Le SAS et la force Delta sont en première ligne contre le terrorisme depuis le 11 septembre et donnent à penser que seul un accroissement des effectifs peut garantir la permanence de la SOF.

36. John Strawson, *A History of the SAS Regiment* (Londres, Guild Publishing, 1985), 159-164.

37. Miguel Machado, « Ex "Chute Libre 94" », *Raids*, numéro 44 (juillet 1995), 36. Même au début des années 1990 il était possible de larguer de nuit une équipe des forces spéciales d'une altitude de 35 000 pieds à vingt-cinq milles d'un objectif. Descendant à l'aide d'un parapente, les membres de l'équipe pouvaient lire leur carte, s'orienter et entrer en planant en silence dans l'espace aérien ennemi sans être détectés au radar. Alvin Toffler et Heidi Toffler, *War and Anti-War: Survival at the Dawn of the 21st Century* (Boston, Little, Brown, 1993), 93-94.

38. Brigadier G. C. A. Gilbert, « Airborne Forces in the Future », *British Army Review* (juin 1961), 11-12. Le Brigadier Gilbert cite en exemple l'horaire suivant : une compagnie de parachutistes a été retirée de la bataille terrestre à 20 h 00, amenée à un aérodrome situé 12 milles à l'arrière et préparée en vue d'une opération aéroportée destinée à être exécutée à la première lueur le lendemain matin.

39. Par exemple, des guérilleros de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) se sont facilement glissés au travers des lignes israéliennes au Liban malgré la présence de forces importantes. Richard A. Gabriel, *Operation Peace for Galilee: The Israeli-PLO War in Lebanon* (New York, Hill & Wang, 1984), 196. Les guérilleros talibans ont aussi très facilement réussi à échapper aux forces pakistantaises dans la région frontalière.

— CRITIQUES DE LIVRES —

THE IRAQ WAR: A MILITARY HISTORY

par Williamson Murray et le major-général Robert H. Scales fils
(Cambridge, Belknap Press of Harvard University Press, 2003), 312 pages.

Critique du Major Andrew B. Godefroy CD, Ph.D.

Quelques mois après que les États-Unis d'Amérique ont déclaré la fin des combats de grande envergure en Iraq, des histoires de la guerre ont commencé à paraître partout dans le monde. La vaste majorité d'entre elles étaient des ouvrages illustrés ou des ouvrages s'adressant au grand public et il semblait alors raisonnable de s'attendre à ce que la parution d'ouvrages à caractère opérationnel ou d'ouvrages spécialisés prenne plus de temps, mais ce ne fut pas le cas. Au cours de l'été 2003, Williamson Murray et le major-général (à la retraite) Robert H. Scales fils, tous deux du U.S. Army War College, se sont efforcés de faire ce qui constitue sûrement une des premières évaluations historiques de la guerre. Leur livre, *The Iraq War: A Military History*, donne un récit opérationnel détaillé, quoique, il faut bien le reconnaître, incomplet, de l'invasion américaine de l'Iraq qui a commencé le 20 mars 2004 et qui s'est terminée un peu plus de trois semaines plus tard à la chute de Bagdad, le 9 avril.

Ce livre intéressera autant le lecteur général que celui qui étudie l'histoire militaire. *The Iraq War: A Military History*, qui est un compte rendu d'un peu plus de trois cents pages se lisant très facilement, renferme des cartes en couleur très détaillées du théâtre des opérations de même que trois sections de photographies en couleur couvrant tous les aspects de la campagne. Des notes et des données détaillées sur tous les aéronefs, tous les navires, tout l'équipement et toutes les munitions de chaque camp étayent davantage le récit, et le texte complètement répertorié permet de retrouver facilement les unités et les combats.

Les auteurs consacrent la première partie de leur ouvrage à une discussion de la façon dont Saddam Hussein en est venu à diriger l'Iraq et à la nature de son pouvoir politique et militaire. Ils n'essaient pas de dissimuler les faits, que ce soit lorsqu'ils parlent du soutien américain accordé à Saddam Hussein durant la guerre contre l'Iran, au cours des années 1980, ou des méthodes épouvantables et brutales grâce auxquelles il dominait son propre parti Baas, les forces armées ou les Iraquiens. Ce qui est très évident pour le lecteur, c'est que peu importe l'opinion que l'on peut avoir de la guerre, le régime despotique de Saddam Hussein présentait un danger pour les intérêts vitaux et la sécurité des États-Unis, voire de tout le Moyen-Orient. Saddam Hussein — infâme personnage qui a tué son propre peuple, envahi ses voisins, payé des « martyrs » pour qu'ils exécutent des attentats à la bombe et terrorisent ses ennemis et mis à prix la tête des inspecteurs des Nations Unies — s'affairait à privatiser la guerre et à l'exporter en Europe et en Amérique du Nord lorsque les Américains sont passés à l'action contre l'Iraq. Même s'il n'avait peut-être plus d'armes de destruction massive, il avait encore les moyens d'armer des milliers d'auteurs d'attentats-suicides à la bombe et de terroristes et il avait clairement indiqué son intention d'attaquer l'Occident à l'aide de ce genre de forces asymétriques. Du point de vue des Américains, ces menaces justifiaient à elles seules leur besoin de chasser Hussein du pouvoir.

La partie suivante du livre est un exposé général mais perspicace sur l'évolution des forces armées américaines depuis la fin de la guerre du Vietnam. Il porte une attention particulière à la modernisation technique de même qu'à l'évolution de la doctrine interarmées, des origines de la théorie du « combat aéroterrestre » aux opérations de la force opérationnelle interarmées que nous connaissons aujourd'hui. C'est ici que la première des nombreuses leçons que le livre expose est présentée. Prenant pour point de départ la loi de 1986, les auteurs concluent que les forces armées américaines se sont montrées, au cours des deux dernières décennies, de plus en plus aptes à combattre en un tout cohérent sans compromettre les points forts inhérents que chacune des armes possède. Pour les auteurs, cet aspect est un élément crucial du succès tactique américain en Iraq. Ils admettent toutefois également que « la transition n'est pas encore terminée et que, pour ce qui est de ses fondements en matière de doctrine et de sa profondeur intellectuelle, le concept des opérations interarmées n'est pas encore mûr. Par contre, une force complètement unifiée, comme celle que le Canada a essayé de constituer, n'est pas nécessairement souhaitable — et pourrait même être désastreuse ». ¹ Il ne faut y avoir aucun sarcasme, les auteurs soulignant simplement que des opérations interarmées ne sont pas vraiment possibles si les entités qui constituent une force opérationnelle interarmées ne sont pas elles-mêmes organisées ou rationalisées. Ils notent essentiellement que même si le Canada a unifié ses forces armées, il est loin d'avoir ce que les États-Unis et la Grande-Bretagne considéreraient comme une force de combat unifiée.

Le livre note toutefois que les forces américaines et britanniques ont, en Iraq, fait face à de nombreux défis qui leur étaient propres. Les commandants des forces terrestres qui ont pris part à la guerre étaient clairement déçus du peu de renseignements que les États-Unis avaient sur leur adversaire. Le major-général James Mattis, qui est un vétéran de l'Afghanistan et qui commande la 1^{re} Division des Marines, indique qu'il a eu énormément de mal à comprendre l'ennemi qu'il affrontait. « Durant la Première Guerre mondiale, T. E. Lawrence avait une meilleure idée de la personnalité et des capacités de ses adversaires turcs, a-t-il déclaré, que ce qu'il a jamais pu tirer des services américains de renseignement concernant les Iraquiens. » ² Même si, tout au long de la guerre, le renseignement s'est assurément révélé précieux, les commandants des forces terrestres s'entendent tous sur le fait que le renseignement humain, ou « HUMINT, » et la « réalité du terrain » applicables aux forces et aux intentions irakiennes ont souvent fait très grandement défaut. C'est particulièrement vrai dans le cas des évaluations relatives aux unités irrégulières, à la police secrète et aux milices de Fedayins comptant beaucoup de combattants étrangers ³, qui semblent tout au long de la guerre avoir été les adversaires les plus difficiles pour les troupes terrestres américaines.

Le livre a pour mérite de décrire en détail bon nombre de ces engagements tactiques et d'éclairer ainsi une bonne part des zones d'ombre qui n'ont reçu durant la guerre qu'une attention officielle ou une couverture médiatique minimales. Il décrit un grand nombre de batailles et d'échanges de feu intenses. Par ailleurs, on constate vite à quel point la puissance de feu des États-Unis était supérieure. Lorsque le shamal (tempête de sable et de pluie) bien connu a balayé l'Iraq durant la dernière semaine de mars, les forces irakiennes croyaient que le mauvais temps allait les protéger des attaques aériennes et leur permettre de se masser en vue de se défendre contre les Marines et la 3^e Division d'infanterie. Malheureusement pour les commandants irakiens, toutefois, la technologie américaine, en particulier dans les domaines de la télédétection et des munitions à guidage de précision (MGP), avait considérablement progressé depuis la guerre du Golfe. En conséquence, les avions américains sont restés

capables de porter des coups massifs aux concentrations de forces irakiennes durant le shamal et ont ainsi par le fait même détruit une grande partie des forces blindées ennemies qui s'opposaient à la progression terrestre américaine.

Les forces terrestres ont elles aussi eu recours à des moyens techniques améliorés. Le soutien de l'artillerie est resté constant, car le système mondial de localisation (GPS) aidait à diriger les tirs appuyant les attaques de l'infanterie. Les soldats étaient aussi dotés du GPS de même que de dispositifs améliorés de vision thermique et nocturne. Ce matériel leur a permis de « voir » beaucoup plus loin durant le shamal et d'assurer une riposte meurtrière aux attaques exécutées par les forces irakiennes régulières et les Fedayins cherchant à profiter de ce qui autrement aurait été des mauvaises conditions de visibilité.

Même si personne n'a jamais vraiment douté de l'issue finale de la guerre terrestre, Murray et Scales mettent à jour un grand nombre de faits intéressants et importants dont n'ont pas fait mention les reportages instantanés des médias présentés aux généraux et aux « experts militaires » de salon qui étaient au pays. Les auteurs critiquent ouvertement les analystes des manchettes télévisées qui ont nettement surestimé l'efficacité militaire des Irakiens et qui ont souvent pris le manque complet de commandement et de contrôle des Irakiens pour une souplesse opérationnelle et tactique et confondu une loyauté et un enthousiasme insensés avec une discipline et une formation réelles. Comme les combats l'ont révélé, ni les forces irakiennes régulières ni les Fedayins n'avaient aucun de ces attributs lorsque cela comptait. Ainsi qu'un commandant américain des forces terrestres l'a plus tard noté, « les généraux irakiens... ne pouvaient pas porter un seau de pierres »⁴.

Les auteurs soulignent également quelques-unes des erreurs générales d'appréciation de la guerre du niveau opérationnel notées dans les médias. Lorsque les forces américaines ont fait une pause afin de se reposer et de se ravitailler après près de six jours de combats de suite, dont certains livrés dans de très mauvaises conditions météorologiques, des agences de presse occidentales ont aussitôt supposé que les Américains avaient frappé le mur. Tandis que des scènes de combat se déroulant à Nasiriyah et aux alentours étaient présentées au pays, un défilé de têtes parlantes a vite estimé qu'elles donnaient une idée de ce qui attendait les Américains et que ces derniers pouvaient s'attendre à une lutte longue et ardue en milieu urbain, surtout à compter du moment où les forces américaines arriveraient à Bagdad. Le livre décrit toutefois clairement le déroulement de la guerre du niveau opérationnel et le fait que ce genre de pause était une partie nécessaire du plan global. En fait, la résistance a souvent été inférieure à ce qui était attendu et, même si des échanges de feu intense ont eu lieu, le borborygme prédit par de nombreux « experts militaires » n'a jamais existé.

La cohésion panarabe n'a pas non plus été aussi solide que beaucoup étaient portés à le croire, d'après les suppositions faites avant la guerre. Bon nombre des fondamentalistes pris vivants étaient contrariés par la façon dont ceux qu'ils étaient venus aider les avaient traités. « C'était de la folie », a déclaré à des reporters britanniques un Fedayin capturé. « Nous avons passé cinq jours au front mais n'avions rien à manger. J'ai vu les cadavres de deux personnes abattues d'une balle à la tête par des soldats irakiens. Je suis allé en Iraq pour mourir en martyr, pas pour être assassiné par un frère. Nous y sommes allés pour les aider et tout ce qu'ils ont fait, c'est nous tirer dans le dos. »⁵ Les observations de ce genre étaient courantes parmi les étrangers; les groupes étrangers peu entraînés et mal dirigés ont été lancés contre les Américains sans grand effet réel.

La présence des médias a aussi eu un impact énorme tandis que les forces terrestres tentaient de faire face aux méthodes, toujours créatives, de leurs ennemis. Un officier britannique a déclaré que le fait que les soldats irakiens faisaient souvent le mort, incitaient ses soldats à s'approcher à l'aide d'un drapeau blanc seulement afin de tirer sur eux à bout portant ou recouraient même régulièrement à des civils comme boucliers humains ne le dérangeait pas trop; il s'inquiétait cependant de la façon dont les caméras et les reporters de la BBC interpréteraient le fait que, en apparence, ses soldats allaient ici et là sur le champ de bataille en tirant sur ce qui semblait être des Irakiens déjà morts.⁶ Les auteurs font dans ce cas remarquer que la réalité de la guerre est si étrangère à la plupart des Occidentaux qu'il est souvent, sans contexte, difficile d'expliquer certaines actions au-delà de ce qu'elles semblent indiquer. On pourrait aussi citer en exemple les rapports selon lesquels l'ennemi aurait utilisé des ambulances pour transporter des armes et des munitions ou utilisé des hôpitaux, des sites religieux et des écoles comme postes de commandement, emplacements de défense aérienne ou bunkers. Comme le notent les auteurs, les « règles de la guerre », telles qu'elles sont comprises en Occident, ne semblent tout simplement pas s'appliquer aux combats livrés au Moyen-Orient et en Asie du Sud-Ouest.

Les auteurs présentent aussi d'autres leçons qui sont pertinentes pour les personnes qui étudient la tactique. Les commandants des forces terrestres ont tout au long de la guerre recouru abondamment à des formations adaptées aux besoins du moment pour réagir à diverses situations sur le terrain. Essentiellement, c'était plus souvent l'obstacle ou la tâche, plutôt que les ordres de bataille dictés par la doctrine, qui déterminait la composition de la force affectée à une mission donnée. Alors que, il y a dix ans, les unités et les organisations des forces terrestres américaines combattaient dans une large mesure de façon indépendante les unes par rapport aux autres, il a durant la guerre contre l'Iraq de 2003 été courant de voir des soldats de l'Armée de terre et des Marines combattre côte à côte. Des tâches non traditionnelles étaient aussi assignées aux unités les mieux équipées pour s'en acquitter. C'est notamment le cas de la 101^e Division aéroportée, avec laquelle le major-général David Petraeus allait pousser la manœuvre aérienne à la limite en protégeant les longues lignes de communication soutenant la progression de la 3^e Division d'infanterie.

Ce livre fait aussi douloureusement ressortir le fait que les forces américaines de l'arrière n'avaient pas la formation et l'efficacité au combat qui convenaient. Très dispersées, peu protégées et exposées à la menace constante d'une attaque, les troupes soutenant les lignes de communication ont souvent payé cher leurs erreurs tactiques. Ironiquement, des généraux tels que le maréchal William Slim ont il y a longtemps (ou il n'y a pas si longtemps) noté la nécessité d'apprendre adéquatement aux commis et aux cuisiniers à combattre à la manière des fantassins; lorsqu'il commandait la 14^e Armée en Birmanie durant la Seconde Guerre mondiale, le maréchal Slim a souvent fait remarquer que les Japonais ne faisaient guère de distinction entre un fantassin et un commis à la solde lorsqu'ils se rendaient maîtres d'un quartier général. Les soldats américains auraient dû reconnaître que, même en Iraq, la ligne de front se trouvait partout.

Outre qu'elle traite des succès et des échecs sur le plan technologique, la dernière partie de cet ouvrage historique essaie de mettre en perspective la période qui a suivi la guerre. Les auteurs prédisent à juste titre que même si la technique et une puissance de feu supérieure peuvent permettre de gagner la guerre ouverte, elles ne permettent pas à elles seules de gagner la paix. Tout comme dans d'autres guerres livrées par les Américains, le plus grand défi, pour leurs

forces, sera de gagner les Iraquiens à leur cause et de les aider à édifier après la guerre une nouvelle démocratie au Moyen-Orient.

Même si leur analyse arrive très tôt et est, il faut bien le reconnaître, incomplète, les auteurs méritent des félicitations pour leurs efforts. Ce livre se lit facilement, donne amplement matière à réflexion au combattant des forces terrestres et est pour le moment un solide ouvrage de référence. Seules des études spécialisées ultérieures vont le surpasser.

Au sujet de l'auteur ...

Le major Godefroy occupe un poste d'analyste à la Direction — Concepts stratégiques (Opérations terrestres), à Kingston, Ontario.

NOTES

1. Williamson et Scales, *The Iraq War*, p. 52.
2. *Ibid.*, p. 116.
3. On retrouve parmi les Fedayins de la milice capturés des Syriens, des Palestiniens, des Égyptiens et même deux ou trois Tchéchènes.
4. Williamson et Scales, *The Iraq War*, p. 126.
5. *Ibid.*, p. 120.
6. *Ibid.*, p. 149.

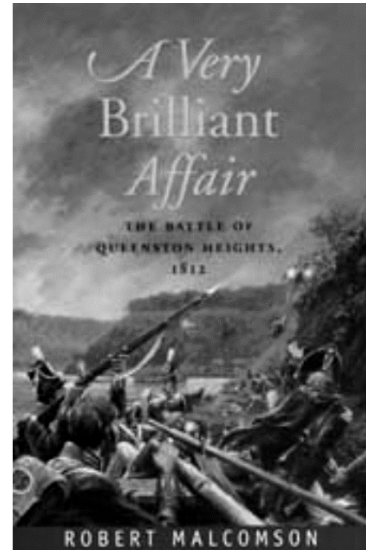
UN COMMANDANT... PAS SI BRILLANT QUE ÇA!

Robert Malcomson. *A Very Brilliant Affair-The Battle of Queenston Heights 1812*. Toronto, 2003. ISBN 1-896941-33-8. 352 pages. 37,95 \$.

Critique rédigée par le Capitaine Steve Nolan

Le livre de Robert Malcomson, intitulé *A Very Brilliant Affair—the Battle of Queenston Heights*, est un compte rendu fort intelligible d'un épisode de l'histoire canadienne qui n'a pas, à ce jour, fait l'objet de beaucoup d'œuvres publiées. Ce compte rendu permet au lecteur de mieux connaître les causes politiques à l'origine de cette guerre et la personnalité des principaux militaires y ayant pris part et brosse un portrait des conditions dans lesquelles vivaient les soldats, autant américains que canadiens.

L'auteur est un historien amateur accompli qui a rédigé plusieurs livres et de nombreux articles sur les batailles navales de la guerre de 1812. L'analyse de la bataille de Queenston Heights est le sujet de son dernier livre, qui constitue son premier ouvrage sur une bataille terrestre. Dans ce livre, l'auteur rend compte des événements aussi fidèlement que les nombreuses sources recueillies lors de ses recherches exhaustives le lui ont permis. Ces recherches approfondies rendent fort crédibles le récit de l'auteur et les déductions tirées par ce dernier sur les principaux facteurs qui ont influé sur l'issue de cette bataille. L'auteur a recours à des sources canadiennes comme américaines pour narrer, de façon séquentielle, les actions des combattants et il brosse un tableau d'ensemble en rassemblant les



événements individuels.

Les étapes de la bataille sont traitées en détail et les cartes fournies par l'auteur permettent au lecteur de savoir où les événements se sont déroulés. L'auteur semble très bien connaître l'époque de la guerre de 1812, et son analyse de la bataille de Queenston Heights, qui, parmi toutes les batailles de cette guerre, a été le moins étudiée, est complète et décrit au lecteur avec véracité la façon dont se sont déroulés les combats. Le livre compte un index élaboré et présente un glossaire des termes utilisés et aussi les ordres de bataille pour toutes les forces impliquées. On y trouve également une bibliographie de sources principales et secondaires dont pourrait aisément s'inspirer toute personne voulant pousser plus loin l'analyse de cette bataille, événement de notre histoire militaire canadienne étrangement laissé pour compte. Ce livre est d'une grande importance car il s'agit du seul compte rendu moderne de cette fameuse bataille — ce qui incite grandement à poursuivre l'étude de cette dernière.

Malcomson amorce son récit en exposant les motivations politiques qui ont poussé les deux parties à la guerre. Il analyse les principales personnes impliquées et comment la politique de l'époque a mené à une guerre qu'aucune des deux parties ne souhaitait et pour laquelle elles n'étaient pas convenablement préparées. Il examine également en détail les motivations, les antécédents et les expériences du plus célèbre participant à cette guerre, le Major-général Sir Isaac Brock.

Le but avoué de l'auteur, soit de publier une « étude militaire complète de la campagne et de la bataille », était peut être trop ambitieux. Le livre constitue davantage un compte rendu historique qu'une étude militaire. Certaines des déductions tactiques faites par l'auteur sont fondées sur une analyse conjointe de plusieurs expériences individuelles plutôt que sur une analyse globale des événements. L'auteur traite notamment de l'aspect tactique de la bataille en critiquant la façon dont les Américains s'y sont pris pour franchir la rivière Niagara. Il juge que le franchissement de la rivière par les Américains est « [traduction] un exemple de franchissement à ne pas suivre. »

Malcomson s'est fié à des sources principales tirées des archives américaines qui décrivent les événements tels que vécus par différentes personnes impliquées dans différentes étapes du franchissement de la rivière. Les comptes rendus individuels auxquels il fait référence font état d'une plus grande confusion lors du franchissement que ne le révèle l'examen de l'ensemble de ce qui s'est réellement passé. L'auteur expose l'invasion d'une telle façon qu'on en vient à croire que c'est par chance que les Américains ont réussi à franchir la rivière et que le franchissement s'est déroulé dans le désordre le plus complet. Toutefois, si on analyse le franchissement étape par étape, les Américains ont, en fait, réussi un franchissement de rivière leur permettant de se retrouver en terrain ennemi.

Revoyons un peu les étapes de ce franchissement. Tout d'abord, les Américains ont chargé leurs bateaux avant les premières lueurs du jour et ont entrepris de franchir la rivière, au courant de forte intensité, dans l'obscurité. La première équipe a pris et tenu la tête de plage et, une fois les renforts arrivés, a livré un ardent combat contre les forces britanniques qui tentait d'empêcher le débarquement des troupes américaines. Ces dernières ont par la suite pris et tenu leur objectif principal, soit Queenstown. Avec plus de 1 000 soldats et quelques pièces d'artillerie ayant franchi la rivière, les troupes américaines se sont ensuite attaquées à la batterie britannique située à Queenston Heights, qu'ils ont capturée pour ensuite saisir ce terrain vital. Ainsi ils ont été en mesure de contrôler l'ensemble de la zone et de réduire au silence certaines des autres batteries britanniques. En prenant et tenant le terrain vital ainsi que le site de

franchissement, ces troupes ont permis aux soldats américains demeurés de l'autre côté de la rivière de franchir cette dernière sans subir d'assaut des forces britanniques. Par la suite, les Britanniques ont été en mesure de reprendre le dessus en utilisant des pièces d'artillerie pour attaquer les bateaux américains franchissant la rivière, mais cela n'est aucunement dû à l'échec du franchissement initial des Américains, mais plutôt à leur incapacité de tirer avantage de leur victoire originale.

L'auteur de *A Very Brilliant Affair* passe du franchissement à la description des combats terrestres qui ont eu lieu dans la ville et sur les hauteurs. Dès le début du livre, la thèse de Malcomson concernant l'échec de l'invasion américaine est présentée — soit le manque de préparation au niveau administratif et l'incompétence du commandant américain — thèse que défend admirablement l'auteur tout au long du livre. Il fait état des difficultés d'ordre logistique rencontrées par les Américains, qui ont eu de la difficulté à restructurer leurs forces régulières et à mobiliser leur milice. L'auteur présente également d'entrée de jeu un argument intéressant, soit l'impossibilité d'ordonner aux militaires de la milice de se battre à l'étranger, ces derniers étant limités par la loi à la défense des frontières de leur pays. Cette interdiction est devenue très importante car nombreux sont les membres de la milice qui ont choisi de revendiquer ce droit constitutionnel dans les minutes précédant l'embarquement, même s'ils savaient depuis longtemps qu'un franchissement les impliquant se préparait. De ce fait, les Américains ne disposaient d'aucune réserve pour exploiter leur succès tactique. Après les victoires du matin, les Américains ont atteint un point critique en après-midi. Sans renforts, ils ont perdu l'initiative et ont opté pour une position défensive pour retenir leurs gains. C'est à ce moment qu'une autre faiblesse du plan des Américains est apparue. Aucun moyen logistique n'avait été prévu pour le soutien des forces américaines une fois ces dernières en sol canadien. Les Américains ne disposaient d'aucun matériel défensif pour améliorer leurs positions, et ils avaient peu de munitions pour assurer leur réapprovisionnement.

Après avoir analysé la bataille du point de vue américain, Malcomson change de camp et examine cette dernière en fonction des témoignages britanniques et canadiens. Bien qu'on ne puisse analyser exhaustivement cette bataille sans se pencher sur les actions du Général Brock, l'auteur a plutôt tendance à accorder à ce dernier le rôle d'un héros. Lorsqu'il traite du Général, l'auteur en fait généralement un éloge enthousiaste. Un des faits intéressants soulevés par Malcomson est le manque presque total d'expérience au combat de Brock, ce dernier s'étant retrouvé dans le feu de l'action qu'une seule fois alors qu'il était un jeune capitaine. Cela n'est peut-être pas étranger à sa brave, bien que « intéressée », charge contre la position américaine. Malcomson ne blâme Brock que pour cette attaque et un autre aspect de l'échec des forces britanniques au cours des premiers instants de la bataille : Malcomson considère Brock responsable, sans le blâmer, des actions d'un de ses subordonnés au cours des premiers balbutiements de la bataille, alors que Brock accourait de Niagara-on-the-Lake à Queenston Heights. C'est à ce moment, pendant que les forces britanniques défendaient Queenston, qu'un commandant local a ordonné aux troupes d'infanterie se trouvant à Queenston Heights de quitter leur poste pour rejoindre les forces occupées à défendre la ville. Cela a permis aux Américains de saisir aisément les hauteurs et de neutraliser la batterie d'artillerie qui se trouvait toujours sur place. Ces critiques ne représentent qu'une infime partie de celles qui pourraient être soulevées à la suite de l'analyse du mythe entourant le Général Brock.

À mon avis, Brock a commis de nombreuses erreurs attribuables à son manque d'expérience tactique et stratégique de même qu'à son manque de présence d'esprit dans le feu de l'action. Du point de vue tactique, les forces de Brock chargées de défendre la rivière n'étaient pas bien positionnées. Le Général a placé toutes ses troupes le long de la rivière, dans une approche

défensive de type « voici tout ce que nous avons ». De toute évidence, il s'agit là d'une pensée linéaire à une époque où ce type de pensée était monnaie courante; toutefois, le lecteur comprend à la lecture du livre que Brock avait identifié certaines des lacunes de sa défense. Une analyse du livre permet de conclure que Brock a commis deux erreurs manifestes, et une étude plus poussée de cette bataille permettrait sûrement d'en déceler quelques autres. Par exemple, Brock avait identifié Queenston Heights comme étant un terrain important. Toute personne ayant visité les lieux sait pertinemment qu'il s'agit du terrain vital de la zone car on peut contrôler les hauteurs sans avoir le contrôle de la ville ou de la rivière, mais on ne peut conserver le contrôle de la ville ou de la rivière sans contrôler les hauteurs. Brock le savait et y avait positionné une batterie d'artillerie défendue par une troupe d'infanterie. Il aurait dû (?) concentrer sa défense sur Queenston Heights et s'assurer que tous ses subordonnés connaissaient l'importance de maintenir le contrôle de cette position et que toutes les forces locales savaient qu'au besoin, elles devaient y battre en retraite. En somme, l'incapacité de Brock à communiquer ces éléments par le biais de discussions ou d'ordres défensifs pourrait bien être à l'origine de l'échec des Britanniques dans les premiers instants de la bataille.

La deuxième erreur commise par Brock est une erreur stratégique. Il avait identifié le besoin de disposer d'une force de réserve stratégique, mais n'en avait pas créé à partir de ses propres troupes. Nous savons qu'il s'est vu refuser des renforts par ses supérieurs. Toutefois, positionner toutes ses forces le long de la rivière ne lui laissait aucune marge de manœuvre pour réagir à l'invasion. Il s'est donc retrouvé à commander une attaque avec environ 50 soldats, disposant de peu de temps pour estimer la position et la taille de l'ennemi, dans le but de regagner un terrain qu'il n'aurait jamais dû perdre. Il n'a pas élaboré de plan tactique élémentaire pour reprendre le contrôle des hauteurs; il a simplement foncé sans réfléchir sur les hauteurs en criant « Suivez-moi les gars! ». Il aurait pu demander à un des commandants de compagnie d'accomplir cette tâche. Il a plutôt mené des soldats vers leur mort. Bien qu'il était le commandant militaire provincial, responsable de la force régulière comme de la milice pour l'ensemble du Haut-Canada, Brock n'était pas en mesure de procéder à une simple attaque de peloton. Le Général Brock mérite d'être reconnu pour avoir fait la promotion de la défense du Haut-Canada auprès de ses supérieurs, qui jugeaient ce territoire indéfendable. Manifestement, le Général Brock connaissait l'aspect politique du théâtre, mais, en bout de ligne, c'est son manque de compréhension tactique, son incapacité à mettre en application ses propres déductions stratégiques et son manque de confiance en ses subordonnés, qu'il croyait incapables d'accomplir des tâches qui leur revenaient, qui aura mené le Général à sa mort.

Le livre de Malcomson est une excellente analyse historique de la bataille, à la lecture de laquelle le lecteur se demande quelles ont été les conséquences de cette bataille sur la façon de combattre des forces américaines et sur le comportement de l'Armée américaine dans les années précédant la guerre de Sécession. Les forces armées modernes peuvent tirer davantage de leçons tactiques et stratégiques de la bataille de Queenston Heights que celles présentées dans ce livre. Une étude plus poussée de cette bataille et, en fait, de la campagne dans son ensemble pourrait bien les dévoiler. Je recommande ce livre à toute personne s'intéressant à la guerre de 1812 ou à tout étudiant sérieux s'attaquant à l'étude de cette bataille. Ce dernier y trouvera une excellente bibliographie présentant de nombreuses sources principales et secondaires, qui constitue un excellent point de départ pour toute personne intéressée à analyser davantage le sujet.

NOTES

1. Malcomson, p.xiii.

MODERN INSURGENCIES AND COUNTER INSURGENCIES: GUERRILLAS AND THEIR OPERATIONS SINCE 1750

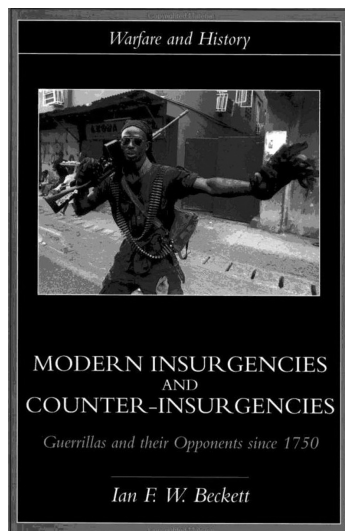
Par le Ian F. W. Beckett. London: Routledge, 2001.
ISBN 0-415-23934-6. 268 pages. 41,95 \$.

Compte rendu de Peter K. Roberts.

Malgré l'incidence étonnante des insurrections et du terrorisme depuis la Seconde Guerre mondiale, la plupart des ouvrages historiques sur la guerre, notamment ceux de J.F.C. Fuller, de T. Ropp et de Sir M. Howard, ont tendance à n'accorder qu'une attention distraite aux conflits irréguliers et à se concentrer plutôt sur les guerres conventionnelles. Les récents événements, particulièrement l'attaque terroriste du 11 septembre 2001 contre les États-Unis et la guerre en Iraq ont ravivé l'intérêt pour le phénomène de l'insurrection. En l'occurrence, le prolifique auteur John Keegan n'a pas tardé à contribuer à la récente vague d'ouvrages sur ce sujet en publiant *The Iraq War* en 2004. Par ailleurs, une abondance de nouvelles études ne cesse de nous arriver sur d'anciennes insurrections, notamment *The Myth of Inevitable US Defeat in Vietnam* (2002) de Walton et *Counterinsurgency Lessons from Malaya and Vietnam: Learning to Eat Soup with a Knife* (2002) de Nagl. Même si l'ouvrage de Beckett s'inscrit dans ce courant, il appartient cependant à une classe distincte d'études savantes ne comptant que quelques autres publications du même genre et qui s'intéressent à l'examen holistique des traditions et innovations de l'insurrection et de la contre-insurrection et ce, dans une perspective historique large. Dans cette optique, Beckett analyse le développement de la guerre non conventionnelle en examinant un large échantillon de conflits, entre autres, la guerre d'indépendance des États-Unis, la campagne de Napoléon en Espagne, la guerre du Vietnam, le conflit en Irlande du Nord et celui de Malaisie, pour n'en citer que quelques-uns. L'intérêt central de l'auteur est ainsi d'étudier ces grandes tendances pour combler une étrange lacune dans l'étude de la guerre.

Ian Beckett, historien abondamment publié de l'université de Luton et membre de la Royal Historical Society, prétend qu'on retrouve dans l'histoire de la guerre des types de campagnes insurrectionnelles. Il soutient toutefois que la guérilla a subi une transformation profonde dans les années 1940. En effet, les insurgés ont réalisé de plus en plus clairement qu'il pouvait être profitable de lier étroitement la guerre conventionnelle à la politique, à la psychologie et à l'idéologie, en particulier le nationalisme et le socialisme. Son objectif est éventuellement devenu politique, et non plus militaire. Beckett souligne d'autres développements cruciaux, notamment le rôle de l'Union soviétique dans la promotion des guerres non conventionnelles, la tendance des insurgés à organiser des campagnes en milieu urbain après 1960 et l'émergence de nouvelles insurrections « spirituelles » et « économiques » depuis l'effondrement de l'Union soviétique.

En réaction à la fréquence croissante des campagnes insurrectionnelles, les forces armées ont été obligées d'élaborer des contre-mesures. En général, Beckett avance que les développements en matière de contre-insurrection ont suivi et reflété l'évolution de l'insurrection. Autrement dit, la contre-insurrection s'est mise à inclure sans détour des



solutions politiques, socio-économiques et psychologiques comme compléments dans le cadre d'une réaction militaire globale. D'une part, l'étude de Beckett met en lumière un décalage critique entre l'élaboration de contre-mesures appropriées aux nouvelles formes d'insurrection et la tentation éprouvée par les forces militaires établies d'envisager l'insurrection selon une grille de guerre conventionnelle. Cependant, il prend soin de mettre le lecteur en garde contre la propension historiquement incorrecte et dangereuse à croire que les insurgés détiennent un avantage inhérent.

L'ouvrage de Beckett représente un apport de premier ordre à l'étude de la guerre non conventionnelle. L'auteur fait un large survol chronologique des grands développements en matière d'insurrection et de contre-insurrection depuis 1750. Tout au long de son étude, il continue d'élaborer des thèmes cruciaux comme le développement d'une doctrine de l'insurrection, la sophistication et la politisation croissantes des insurgés, le développement et l'application d'une stratégie et de tactiques, le rôle des facteurs externes, les objectifs et, dans une moindre mesure, les origines de la guérilla. Son étude repose sur un vaste éventail de documents principaux comme les manuels de campagne officiels des États-Unis, du Royaume-Uni et de la France, les textes de révolutionnaires de Mao-Tsé-Toung et Che Guevara, et diverses études sur le terrain menées par des experts militaires. Beckett puise aussi à de nombreuses sources secondaires touchant des campagnes particulières en plus de proposer une liste de lecture organisée par sujet à la fin de chaque chapitre. Malheureusement, il n'a pas cru bon d'ajouter des notes de bas de page ou d'inclure une liste en bonne et due forme des ouvrages consultés. L'ouvrage souffre évidemment du traitement nécessairement comprimé d'un si grand nombre d'études de cas en seul volume. Néanmoins, Beckett parvient à établir une continuité chronologique et thématique entre les chapitres et tire des conclusions générales bien étayées sur son parcours. En ce sens, il nous offre une étude exhaustive et bien écrite de son sujet. Cet ouvrage est un incontournable pour quiconque s'intéresse à un survol général d'un sujet fascinant et de plus en plus pertinent ou pour ceux qui cherchent à replacer dans un contexte plus large une étude de cas portant sur une campagne insurrectionnelle particulière.

Au sujet de l'auteur ...

Peter K. Roberts fait actuellement un baccalauréat ès arts avec majeure en histoire et développement à l'université Queen's.

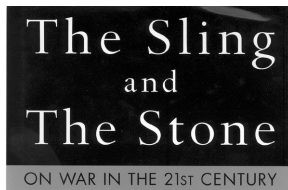
COMPRENDRE « LA GUERRE À TROIS VOILETS » THE SLING AND THE STONE : ON WAR IN THE 21ST CENTURY

Colonel Thomas X. Hammes, USMC.

Zenith Press : St. Paul, Minnesota, 2004. 291 pages.

Compte rendu du Colonel Mike Capstick

Dans ce superbe ouvrage, le Colonel Thomas X. Hammes, officier actif du Corps des Marines des États-Unis, offre à toute personne qui s'intéresse aux principaux problèmes de la transformation de l'institution militaire un point de vue inestimable qui contraste avec la prépondérance accordée à la technologie qui a marqué les débats



COLONEL THOMAS X. HAMMES, USMC

"Understanding the type of war you are fighting is the first step to winning. This book will help you understand."
—General Anthony Zinni, USMC (Ret.), former CENTCOM commander

chez les militaires en Occident depuis la fin de la guerre froide. Hammes, qui est maintenant instructeur à la National Defense University des États-Unis (il est diplômé de l'ancien Collège de la Défense nationale du Canada, sur lequel il tient des propos flatteurs), s'appuie sur de solides études universitaires et une vaste expérience de l'infanterie et des activités interorganismes. Le résultat de ses efforts est une histoire succincte, stimulante et très facile à lire de l'évolution de la conduite de la guerre durant la deuxième moitié du 20^e siècle et de ses répercussions sur la manière de faire la guerre en Occident au 21^e siècle. Plus important encore, Hammes analyse en détail le genre de guerre qui risque d'être dominant au cours des prochaines décennies. Son livre constitue un acte d'accusation féroce contre la fixation que les militaires occidentaux font sur la technologie, les armes et les systèmes d'information de pointe. D'autre part, l'auteur fait des recommandations au niveau stratégique que tous les spécialistes de la défense et de la sécurité auraient tort de négliger.

Dans les quatre premiers chapitres, Hammes explique comment les guerres et les conflits modernes ont évolué au fil des générations. S'appuyant largement sur le travail de William Lind et de Gary Wilson, présenté pour la première fois dans le numéro d'octobre 1989 de la *Marine Corps Gazette* (*The Changing Face of War : Into the Fourth Generation*), il décrit la succession des « générations » (ou modes) de guerre depuis l'émergence de l'État-nation moderne. Contrairement à d'autres auteurs, Hammes situe son analyse de la nature de la guerre dans le contexte politique, social et économique plus large des différentes époques. Le présent compte rendu n'est pas le lieu approprié pour une analyse détaillée de ce modèle, mais le site Web « Defense and the National Interest » (<http://www.d-n-i.net/>) constitue une excellente ressource pour obtenir une explication complète. En un mot, les théoriciens se servent du modèle « générationnel » pour diviser l'évolution de la guerre à l'époque moderne en phases généralement définies par le type d'armée, la nature des belligérants et la relation entre la puissance de feu et la manœuvre. Dans ce modèle, la guerre de la « troisième génération » (G3G) culmine dans la guerre de manœuvre, qui constitue l'objectif de la majorité des armées occidentales depuis la fin de la Première Guerre mondiale. (Le lecteur doit faire attention de ne pas interpréter les « générations » trop littéralement, car le modèle souffre d'une généralisation excessive sous certains aspects, mais il s'avère tout de même un outil utile pour réfléchir sur la guerre.)

Dans la deuxième partie du livre, Hammes examine le développement de la guerre de la « quatrième génération » (G4G) depuis la Seconde Guerre mondiale. Une guerre de ce genre exploite les réseaux politiques, économiques, sociaux et militaires pour « miner l'esprit des décideurs ennemis afin de détruire leur volonté politique » (p. 2). Décrite par Hammes comme une « forme évoluée de l'insurrection », elle représente, suivant son analyse, le seul moyen pour une entité parti plus faible de vaincre une puissance militaire classique. Hammes cite des exemples historiques aussi différents que la Longue Marche de Mao et l'intifada palestinienne pour illustrer l'évolution de la G4G durant cette période. Bien que cette section renferme trop de matière pour qu'on examine ici chaque étude de cas, on peut mentionner les principales leçons que Hammes tire de son analyse. La première est que les forces d'insurgés ont prouvé en général qu'elles avaient une forte capacité d'adaptation et qu'elles pouvaient devancer facilement la « courbe d'apprentissage » des forces militaires classiques. Le résultat est souvent que des forces à la fine pointe de la technologie sont incapables de conserver l'initiative contre des insurgés déterminés et réfléchis. Un autre leitmotiv de ces diverses insurrections est que le succès sur le plan stratégique n'est jamais purement militaire. La victoire exige plutôt un éventail complet de mesures sociales, militaires, politiques et économiques coordonnées et patiemment mises en oeuvre.

Le dernier tiers de *The Sling and the Stone* commence par les leçons émergeant de la guerre en Iraq pour conduire à un examen général de la transformation que les armées occidentales de

l'ère industrielle doivent subir afin de pouvoir relever les défis du 21^e siècle. Hammes soutient que depuis le début des années 1990, la guerre a démontré à presque tous les ennemis potentiels que la confrontation avec une puissance militaire classique comme les États-Unis par les moyens habituels est vouée à l'échec. En conséquence, la guerre, maintenant et au cours des prochaines décennies, prendra la forme d'insurrections sophistiquées et adaptables, conçues pour rendre inopérante la puissance des armées occidentales de la troisième génération. Le message de Hammes est clair : le présent et l'avenir prévisible appartiennent à la G4G et, pour vaincre l'adversaire, l'institution militaire doit rompre avec le modèle de la G3G.

Très critique de la vision centrée sur la technologie de la transformation de l'armée américaine, Hammes propose de modifier radicalement la structure des forces, l'instruction et l'éducation, la doctrine, l'équipement, les systèmes de gestion du personnel et, plus important encore, la culture militaire. L'autre solution, selon Hammes, serait de continuer à remporter des batailles grâce à une puissance de feu et à une technologie supérieures, mais en perdant du même coup la guerre asymétrique au niveau stratégique. Il s'inquiète en particulier de la tendance obsessionnelle du Pentagone à centrer sur la technologie des concepts comme la guerre réseautique (opérations facilitées par le réseau au Canada), les opérations basées sur les effets et les opérations rapides et décisives. Comme son analyse historique le démontre — et comme l'expérience en cours en Iraq et en Afghanistan le confirme —, la « manière occidentale de faire la guerre » n'est tout simplement pas la réaction appropriée aux insurrections avancées contemporaines. En résumé, la puissance écrasante que la technologie procure dans le combat contre des forces classiques est clairement insuffisante. En réalité, les capteurs à la fine pointe qui permettent de frapper avec précision dans un combat à découvert sont souvent inutiles contre des insurgés qui vivent parmi la population, et les systèmes d'arme qu'ils orientent ne peuvent être utilisés sans entraîner un risque inacceptable, celui de créer des martyrs et d'inciter de nouvelles recrues à se joindre aux forces insurrectionnelles. Hammes croit fermement que « ce n'est pas la technologie qui résout les problèmes, mais les gens ». Il fait donc reposer la majorité de ses recommandations sur les gens et les idées, et non sur la technologie.

Disponible en ligne sur les sites d'Indigo-Chapters et d'Amazon, l'ouvrage du Col Hammes est une lecture obligée pour les dirigeants militaires, tout simplement parce que ce sont nos soldats qui devront fournir la matière grise et le muscle nécessaires pour sortir vainqueurs de la sorte de guerre que le Col Hammes décrit. En outre, j'ai la ferme conviction que l'analyse exposée dans ce livre apporte de solides arguments en faveur de la théorie canadienne de la guerre à trois volets et de l'approche d'« Équipe Canada » face aux défis que pose la sécurité dans le monde contemporain. Ce livre serait également à recommander aux universitaires, aux journalistes et aux commentateurs qui s'occupent des questions de défense, spécialement ceux qui persistent à croire qu'on peut mesurer la capacité militaire avec des concepts de plus en plus dépassés comme la masse et la puissance de feu.

THE STAND-UP TABLE

Commentary, Opinion and Rebuttal

par le Capitaine Michael Chagnon

L'ÉQUIPE D'INSTRUCTION INTÉGRÉE DU CANADA : LEÇONS RETENUES

L'Armée nationale afghane (ANA) profite actuellement de l'aide d'un groupe d'instructeurs canadiens intégrés pour son instruction opérationnelle. Deux mois après le début du déploiement dans le cadre de l'Op ATHENA, il a été décidé que la Force opérationnelle Kaboul participerait à l'instruction de l'ANA. L'équipe d'instruction intégrée (EII) du Canada est constituée de 21 militaires de tous les grades qui se sont détachés des camps et des fonctions qui étaient auparavant les leurs pour se joindre à la Force opérationnelle de coalition Phoenix. L'équipe a été assemblée en peu de temps; des sous-officiers et des officiers expérimentés ont été tirés des postes qu'ils occupaient au sein du groupement tactique du 3 RCR et d'autres postes de la BMNK et de l'ISAF afin de satisfaire les besoins de l'équipe. Étant donné l'ampleur de la mission de l'EII, l'équipe est constituée de représentants de différents groupes professionnels, même s'il s'agit essentiellement de fantassins. Même si certains membres de l'équipe ont été un peu déçus de quitter leur section, leur peloton, leur compagnie ou encore leur bureau, tous avaient hâte de relever les défis et de vivre les expériences qui les attendaient.

L'EII canadienne a été officiellement activée le 7 octobre 2003 et avait la vaste mission d'entraîner le 1^{er} Kandak (bataillon) de la 1^{re} Brigade de l'Armée nationale afghane, de lui servir de mentor et de l'aider à se préparer à exécuter des missions au plus tard en juin 2004. Les membres de l'EII avaient tous pour but principal et pour tâche de servir de moniteur, d'instructeur et de mentor aux dirigeants du 1^{er} Kandak de la 1^{re} Brigade. Ce n'est pas la première fois que les Forces canadiennes servent de mentor à des soldats d'autres pays, mais les tâches précédentes étaient de bien moindre envergure. Ces dernières années, des soldats canadiens ont pris part à l'instruction des armées en Sierra Leone et au Congo. Cette fois-ci, l'équipe, qui compte 21 personnes, assure la formation d'un bataillon d'infanterie entier et des mentors sont en poste à tous les niveaux de la structure de commandement. L'équipe s'est mise résolument à la tâche et a établi une excellente relation de travail avec l'ANA, aussi bien sur le plan personnel que sur le plan professionnel. Grâce au grand nombre de personnes qui ont contribué au mentorat et à la dure tâche à effectuer, le 1^{er} Kandak est nettement en voie de devenir une unité autonome. Sommes-nous en train de nous sortir de la tâche en cours? Oui, tout à fait. Cette tâche va exiger beaucoup de temps et d'efforts, mais nous allons pouvoir dire que notre mission est enfin accomplie lorsque, pour la première fois, le bataillon prendra part seul à des opérations.

Comme nous l'avons déjà dit, l'EII canadienne est chargée d'entraîner le 1^{er} Kandak de la 1^{re} Brigade de l'ANA, qui est en garnison au palais présidentiel, au centre de Kaboul, de lui servir de mentor et de l'aider. Le 1^{er} Kandak a été formé en juillet 2002, ce qui en fait la première unité professionnelle et reconnue de l'armée de terre jamais formée en Afghanistan. La plupart des

soldats et des officiers ont une vaste expérience du combat acquise en majeure partie au cours de la guérilla qui les a opposés aux Russes pendant des années. Le kandak compte à l'heure actuelle quelque 360 militaires de tous les grades, mais son effectif autorisé est beaucoup plus élevé et atteint 867 militaires de tous les grades. L'ANA éprouve des problèmes persistants de recrutement et d'absentéisme; il arrive souvent que des soldats partent pour aller remettre leur solde à leur famille, dans une province éloignée, et qu'ils ne reviennent pas ou qu'ils soient tentés de travailler pour des seigneurs de la guerre qui leur offrent des sommes d'argent élevées, du point de vue afghan, pour leur loyauté et leurs services. Beaucoup de soldats de l'ANA acquièrent aussi, grâce à l'instruction donnée à l'ANA, beaucoup de compétences monnayables qui les rendent intéressants pour les organisations internationales qui sont très présentes en Afghanistan. Il est clair que la rémunération que les soldats peuvent obtenir de ces organisations, le fait qu'ils ne sont plus exposés à des déploiements dangereux et le fait qu'ils peuvent rester à la maison avec leur famille tendent à les attirer. Le recrutement et la stabilité du personnel sont un problème considérable auquel l'ANA s'attaque actuellement de concert avec le Bureau de coopération militaire en Afghanistan (OMC-A).

En général, le kandak n'a pas l'organisation et la structure de commandement de type occidental qu'une armée professionnelle possède. L'ANA n'a pas non plus la structure logistique nécessaire pour que la force reçoive le soutien approprié. Même si le Corps d'armée du Centre s'emploie actuellement à constituer des kandaks de soutien au combat chargés d'appuyer les brigades organiques, il n'existe pas, à l'heure actuelle, d'éléments chargés de soutenir les troupes de première ligne. Les organisations d'approvisionnement et de gestion du personnel sont nettement déficientes, ce qui cause des problèmes persistants à tous les niveaux et ne permet pas au Corps d'armée du Centre d'atteindre le moindre degré d'autonomie. Il dépend en conséquence et dans une grande mesure des forces de la coalition pour l'exécution de fonctions courantes telles que l'acquisition de matériel, l'approvisionnement et l'administration de la solde. Le corps des sous-officiers est inexpérimenté et continue de se débattre pour mériter le respect des simples soldats et se faire obéir d'eux. Les sous-officiers ont été écartés des fonctions importantes et les officiers gèrent le moindre détail. La plupart des soldats reconnaissent que les sous-officiers ont été enrôlés en même temps qu'eux et qu'ils n'ont pour la plupart pas de formation plus poussée. Lorsque le kandak a été formé, des soldats ont essentiellement été choisis dans la masse et nommés sous-officiers en raison de leur niveau d'instruction supérieur, de leur origine ethnique ou de leurs liens avec le personnel supérieur du kandak. Les soldats et les officiers suivent différents cours offerts au Centre d'instruction militaire de Kaboul (CIMK). Du personnel des forces américaines donne le cours élémentaire de recrue alors que du personnel français forme les officiers. Le cours de chef de combat, qui est offert aux sous-officiers supérieurs et aux officiers subalternes, est donné par les forces britanniques. Différents autres cours donnés par diverses forces de la coalition sont aussi offerts. On trouve des officiers qui ont fréquenté des collèges militaires russes dans le passé et des officiers qui suivent actuellement des cours d'état-major à l'extérieur de l'Afghanistan dans des pays tels que l'Italie et la Turquie. Comme l'enseignement des tactiques et de la doctrine à ce personnel ne correspond virtuellement à aucune norme fixe, la normalisation de l'instruction dans l'ensemble de la force fait face à des défis monumentaux. Il en résulte d'énormes problèmes à la base, car officiers et soldats sont littéralement, du point de vue de l'instruction, tirés dans toutes les directions. Ainsi, depuis sa création, le 1^{er} Kandak a eu des instructeurs provenant de différentes

organisations. Il a d'abord eu comme instructeurs des membres des forces spéciales américaines, puis des instructeurs de l'armée britannique, encore des instructeurs de l'armée américaine de la 10^e Division de montagne et il se retrouve maintenant en compagnie d'une équipe canadienne.

Au cours de sa relativement courte histoire, le 1^{er} Kandak de l'ANA a pris part à un certain nombre de missions dans tout le pays et a quotidiennement servi de garde et d'escorte personnelle au président. Il a aussi exécuté des opérations de sécurité à Kaboul durant la loya jirga (grand conseil) d'urgence et la loya jirga constitutionnelle.

OBJET

Le présent article traite de la multitude des leçons que l'équipe a tirées de sa tâche de mentor de l'Armée nationale afghane. Nous espérons que ce que nous avons appris va aider les équipes subséquentes à être mieux préparées au début de leur tâche et rendre l'expérience plus enrichissante tant pour l'équipe que pour les soldats de l'ANA. Nous avons observé différents points et nous allons recommander des mesures permettant de résoudre une partie des problèmes permanents avec lesquels nous avons été aux prises jusqu'à maintenant.

DISCUSSION

COMPOSITION DE L'ÉQUIPE

L'équipe est constituée de 21 membres de l'ensemble du groupement tactique du 3 RCR et de quelques personnes détachées de l'ISAF, de la BMNK, de l'élément de commandement national et l'élément de soutien national. La plupart des soldats qui constituent l'équipe ont une tonne d'expérience qui inclut des périodes de service à Chypre, en Somalie, en Bosnie, en Croatie et en Érythrée, pour ne nommer que quelques endroits. Afin d'atteindre notre objectif, qui était de former les différentes compagnies du bataillon de l'ANA, l'équipe a été subdivisée en quatre équipes plus petites : l'équipe du groupe de commandement, deux équipes de compagnie de fusiliers et l'équipe de la compagnie des armes. Chaque équipe de compagnie comptait un officier et trois ou quatre sous-officiers. Au sein des compagnies, l'officier avait pour tâche de travailler avec le commandant de la compagnie, le commandant adjoint et les commandants de peloton. Les sous-officiers ont servi de mentor aux soldats et aux sous-officiers. Au sein de la compagnie de commandement, notre chef d'équipe a servi de mentor au commandant du kandak tandis qu'un autre officier supérieur servait de mentor au commandant adjoint du bataillon. Notre officier des opérations a travaillé avec la cellule des opérations du bataillon, notre QM a travaillé avec le S1 et le S4 et notre sergent-major de compagnie a servi de mentor au sergent-major du groupe de commandement du kandak et au sergent-major des opérations. De plus, au sein de la compagnie de commandement, notre sous-officier du transport a travaillé avec l'officier du transport de l'ANA.

Nous conseillons quelques additions et modifications. Tout d'abord, l'équipe devrait compter un technicien en approvisionnement (cplc ou sgt), qui serait le magasinier de l'équipe et qui ne ferait pas fonction d'instructeur. Cette personne pourrait aussi aider à assurer la coordination auprès du Centre de distribution du Corps d'armée du Centre de l'ANA pour que le matériel soit distribué correctement et en temps opportun à l'ANA. Ensuite, le sous-officier du transport devrait être un conducteur de matériel mobile de soutien, ce qui garantirait que le parc de

véhicules de l'ANA est bien entretenu et que tous les aspects du transport reçoivent l'attention voulue. Enfin, comme un instructeur particulier n'est pas affecté à la compagnie de commandement, le sous-officier des opérations devrait être un sous-officier expérimenté qui devrait pouvoir servir de mentor à tous les pelotons de la compagnie et les entraîner.

Chaque membre de l'équipe devrait avoir une connaissance pratique des méthodes d'instruction (MI). Les sous-officiers devraient au moins avoir la qualification de chef subalterne et avoir déjà enseigné dans une école. Les officiers devraient aussi avoir exercé les fonctions d'officier de cours et bien comprendre les tactiques du niveau de la compagnie. Les instructeurs ont pour la plupart travaillé avec des homologues qui étaient au moins un rang au-dessus du leur. Il est de la plus haute importance que les instructeurs aient déjà pris part à des opérations. Les instructeurs de la compagnie des armes devraient aussi connaître les mortiers, la reconnaissance, les mitrailleuses lourdes et les systèmes antichars.

INSTRUCTION PRÉALABLE AU DÉPLOIEMENT

Il est très important, avant de partir accomplir cette mission particulière, d'avoir eu une formation préalable au déploiement. Dans notre cas, l'équipe a eu environ dix jours pour s'organiser avant d'entreprendre le transfert avec l'équipe américaine relevée. Il aurait évidemment été avantageux d'avoir eu plus de temps pour nous préparer avant d'entreprendre cette tâche. Il serait notamment important d'apprendre à connaître les différentes armes et les différents systèmes d'arme utilisés par l'ANA et son TED. Il serait également avantageux d'étudier les principaux acteurs du kandak. Comme il semble que cette tâche va avoir un caractère permanent, il peut être avantageux de recevoir également une formation linguistique avancée, car il est possible qu'on n'ait pas toujours accès à des interprètes lorsqu'on essaie de communiquer un message aux personnes à qui nous servons de mentors. Les interprètes suffisent pour ce qui est de la majeure partie de l'instruction à faire passer notre message, mais il est possible que, à un moment donné, le temps soit tout simplement insuffisant pour faire traduire la conversation. Pour bien comprendre le parcours de ce pays et sa situation actuelle, l'équipe devrait avoir des exposés sur son histoire militaire. Notre équipe en a eu la majeure partie sur le tas et nous en apprenons chaque jour davantage. Autrement dit, la sensibilisation culturelle que les membres de l'équipe ont eue au Canada durant l'instruction préalable au déploiement n'allait pas assez loin pour la tâche que nous accomplissons. Plus vous en savez avant le déploiement sur la tâche, mieux c'est pour vous. Chaque membre de l'équipe devrait avoir la qualification applicable aux soins tactiques aux personnes blessées au combat et devrait recevoir la trousse de premiers soins qui convient en raison de la nature de l'instruction en campagne et des conditions sommaires du pays à l'extérieur des villes. Comme la plupart des kandaks apprennent la doctrine de combat américaine, il serait avantageux d'en apprendre plus sur cette dernière pour garantir la continuité et la normalisation de l'instruction qui conviennent. Nous recommandons également que l'équipe relevée envoie certains de ses membres au Canada appuyer l'instruction de l'équipe de relève, pour que cette dernière reçoive l'information la plus récente sur les opérations en cours et sur ce qui l'attend.

ÉQUIPEMENT REQUIS

L'équipe est essentiellement arrivée au camp de la Force opérationnelle Phoenix avec son équipement personnel sur le dos; elle n'avait qu'un matériel et un équipement limités. Comme

il s'agit d'un nouveau genre de mission, personne ne savait exactement ce qui serait nécessaire. De plus, comme nous faisons partie du déploiement de la rotation 0, il fallait s'attendre à ce que nous n'ayons pas tout le matériel nécessaire dans le théâtre et à ce qu'il arrive au compte-gouttes. Au cours de la première semaine, nous avons constaté qu'il nous manquait une bonne part de l'équipement de protection de la force et du matériel de combat de nuit nécessaire pour nous livrer aux différentes activités auxquelles nous serions associés. Le tout inclut une C9 et un lance-grenades de 40 mm par équipe de compagnie et chaque instructeur a reçu les LVN monoculaires et le PAC4. Nous avons aussi eu l'autorisation de porter la tenue de combat pour régions arides, principalement pour pouvoir nous distinguer des soldats de l'ANA, surtout durant les exercices d'entraînement en campagne. L'uniforme de l'ANA reproduit le dessin de camouflage du BDU de l'armée américaine. Durant les exercices de tir réel en campagne, cette mesure permet aux membres de l'EII d'être distingués de l'ANA si un membre de cette dernière doit communiquer sur-le-champ avec un des membres de l'équipe. La majeure partie du matériel de l'équipe va être remise directement à l'équipe de relève afin d'assurer la continuité. Une partie de l'équipement qui nous manque encore inclut les publications et les documents de référence, même si la plupart existent sous forme électronique. Nous n'avons pas pu trouver de documents de référence sur la plupart des armes de l'ANA, notamment le SPG-9. Nous avons aussi besoin du matériel servant à tracer les gabarits afin de nous préparer en vue des exercices de tir de campagne, car l'ANA ne commencera pas avant longtemps à tracer les gabarits qui s'appliquent à ses exercices de tir. En ce qui concerne les armes, nous croyons avoir maintenant une puissance de feu suffisante pour nous défendre au besoin, mais nous recommandons la distribution d'armes courtes, comme la C8, car nous n'avons pas assez de place pour bouger à l'intérieur des VUS et des camionnettes à bord desquels nous nous déplaçons. Ce problème devrait être réglé sous peu avec la mise en service du fusil C7 A2, dont la monture est plus courte.

Il est également vital de maintenir un lien arrière avec nos organisations canadiennes. Au camp Phoenix, la plupart des besoins relatifs au bien-être sont satisfaits, mais nous n'avons pas accès à quelques commodités et agréments. Nous avons donc demandé par l'entremise de l'ASPF et de l'ESN des téléviseurs, des lecteurs de DVD, des films, des barbecues et ainsi de suite afin d'améliorer quelque peu la qualité de la vie au camp. L'équipe qui va nous remplacer ne devrait pas avoir de problèmes de « qualité de vie » et de bien-être, car la 1^{re} Brigade de l'ANA est censée s'installer dans un nouveau camp actuellement en cours de construction au sud du camp Julien. En conséquence, l'EII canadienne va finir par déménager au camp Julien et en faire sa base d'opérations, au même titre que les autres forces américaines et les autres forces de la coalition qui sont aussi responsables de l'instruction de la 1^{re} Brigade de l'ANA.

RELÈVE SUR PLACE

Le processus de transfert est très important, en particulier lorsque l'instruction préalable au déploiement est nulle ou à peu près nulle. La relève sur place avec l'équipe américaine a pris une semaine. Elle a commencé par une familiarisation avec le camp Phoenix et toutes les formalités d'arrivée nécessaires. Nous avons été présentés à nos homologues de l'ANA et avons accompagné les instructeurs américains pendant qu'ils donnaient les cours. Les briefings sur les politiques et les procédures concernant les demandes d'appui à la FO Phoenix ont été omis durant notre transfert. Il serait aussi avantageux d'en apprendre plus sur les méthodes de la FO

Phoenix et des forces américaines. Dans le cadre de la relève sur place, nous avons assisté à un exercice d'attaque de peloton avec tir réel dirigé par les instructeurs américains, ce qui nous a donné l'occasion de vraiment voir le niveau atteint par les compagnies. Nous avons déjà, avant même de vraiment avoir les choses en main, un certain nombre d'idées sur les améliorations qui pouvaient être apportées à l'instruction et sur notre point de départ. Nous prévoyons de tenir un exercice similaire durant notre transfert pour permettre à l'équipe qui va nous relever de voir le niveau atteint par le kandak, pour qu'elle puisse commencer à se fixer ses propres objectifs et repérer les autres domaines où des améliorations peuvent être nécessaires.

INSTRUCTION

Durant nos quatre mois avec le 1^{er} Kandak, nous avons procédé à divers genres d'activités d'instruction individuelle et collective. Quelques situations, dont il sera question plus loin, ont limité l'instruction. Depuis que nous avons pris la relève, nous avons principalement cherché à permettre aux officiers et aux sous-officiers de l'ANA de diriger eux-mêmes l'instruction, notre rôle se bornant à les guider et à les encadrer dans cette tâche. Nous avons insisté sur le fait que les officiers devraient élaborer un plan d'instruction et sur le fait qu'ils devraient se concentrer sur l'enseignement des tactiques du niveau du peloton et de la compagnie. Nous avons aussi insisté sur le fait qu'ils devraient permettre aux sous-officiers d'enseigner les habiletés de base du soldat. Ce point a pour un certain nombre de raisons fait l'objet d'une lutte constante. Pour commencer, les officiers n'étaient pas assez prévoyants pour planifier plus que quelques jours à l'avance. Les commandants de compagnie attendent que le S3 présente un plan ou que les instructeurs leur disent quoi faire. Malheureusement, le S3 ne reçoit des instructions de la brigade qu'à la dernière minute, car une lutte similaire se livre à ce niveau. Nous avons incité les officiers à élaborer des plans provisoires et à charger leurs sous-officiers de préparer des leçons « simplement au cas où ». En second lieu, les sous-officiers n'ont pas l'expérience et les compétences nécessaires pour enseigner eux-mêmes une bonne part des habiletés de base. Dans certains cas, nos sous-officiers ont donné des leçons, les sous-officiers de l'ANA assurant la supervision et corrigeant les drills des soldats. Cette méthode a permis aux sous-officiers de l'ANA d'acquérir de l'expérience et de gagner le respect des soldats. Avec le temps, ils devraient pouvoir donner seuls des leçons. Enfin, les officiers aiment trop se mêler aux leçons que les sous-officiers donnent au lieu de simplement rester en arrière et superviser tout en intervenant uniquement selon les besoins. Lorsqu'ils commencent à corriger les drills des soldats ou les instructions des sous-officiers, ils sapent l'autorité de ces derniers et les embarrassent devant les soldats. Il est comme de raison important que les officiers s'intéressent à l'instruction des soldats, mais les officiers servant de mentors ont dû les retenir et les « sortir du champ ». Les officiers servant de mentors ont appris à distraire les officiers de l'ANA durant l'instruction donnée par les sous-officiers au moyen d'activités telles que des discussions sur les tactiques pour éviter que les officiers perturbent l'instruction donnée par les sous-officiers. C'est le seul moyen permettant aux sous-officiers de gagner le respect des soldats. Le SMC de notre équipe a aussi élaboré son propre programme d'instruction des sous-officiers supérieurs, dont les activités se déroulent une fois par semaine et qui met l'accent sur les responsabilités quotidiennes des sous-officiers au sein du bataillon. Il leur a appris à faire des inspections, à prendre les présences et, de façon générale, à « assister » les officiers, ce qui sera sans doute profitable pour les sous-officiers supérieurs de l'ANA.

L'instruction devrait être adaptée aux personnes à qui elle s'adresse. Les compagnies de fusiliers se concentrent sur les habiletés de base de l'infanterie, alors que la compagnie des armes devrait se concentrer sur ses rôles particuliers tout en apprenant en même temps certaines habiletés de base. Il va de soi que si nous servions de mentors à un bataillon d'infanterie mécanisée nous axerions l'instruction sur les opérations mécanisées. Habituellement, durant le mois qui précède le déploiement associé à une mission, l'ANA se concentre sur l'instruction propre à la mission. Avant le déploiement associé à la *loya jirga* constitutionnelle, à l'occasion de laquelle le 1^{er} Kandak a été chargé d'assurer la sécurité au niveau du cordon intérieur du site, nous avons élaboré un plan d'instruction de concert avec les dirigeants de l'ANA. Nous leur avons au début demandé ce qu'ils voulaient et les points que, selon eux, ils avaient besoin de travailler. Nous avons ensemble préparé un programme d'instruction d'une durée de trois semaines portant sur la fouille du personnel et des véhicules, les patrouilles urbaines, les fonctions et les responsabilités de la sentinelle et les tâches de la force d'intervention rapide (FIR). Comme le 1^{er} Kandak avait accompli le même genre de tâche au moment de la *loya jirga* d'urgence, l'année précédente, la formation a été pour lui un bon recyclage et a par la même occasion touché beaucoup de points nouveaux. Nous avons laissé son personnel donner lui-même ses leçons et lui avons montré la façon dont nous nous y prenons. Nous avons aussi conçu différents scénarios qui lui ont permis de mettre les connaissances acquises en pratique dans diverses situations. Le personnel a très bien accueilli ce type d'instruction et s'est nettement amélioré au cours de la période de trois semaines. Une fois la *loya jirga* constitutionnelle terminée, nous allons reprendre là où nous nous étions arrêtés. Il va de soi que cette tâche a pris plus de temps que prévu et nous avons dû déplacer le plan d'instruction vers la droite ou annuler complètement certains des exercices. Le plan existant doit reprendre par des exercices de feu et mouvement à deux et se terminer par un exercice de tir réel de compagnie fait avec l'appui de la compagnie des armes. C'est le but que nous avons leur avons fixé et nous allons les aider à l'atteindre. La période de trois semaines va inclure des exercices de tir conventionnel à l'arme légère et des exercices avec et sans munitions visant à amener chaque compagnie au niveau de confiance requis pour exécuter l'attaque de compagnie. Comme nous le mentionnons plus haut, il existe un certain nombre d'obstacles potentiels. Outre qu'il doit se préparer à exécuter des missions, le 1^{er} Kandak a en général pour tâche permanente de fournir la garde du palais présidentiel. Cette tâche exige jusqu'à 40 soldats, qui doivent occuper un certain nombre de postes de garde et de barrières à la périphérie du terrain du palais présidentiel. Comme, en tant que premier bataillon formé, le 1^{er} Kandak est considéré comme le bataillon le plus prestigieux, c'est à lui que revient l'« honneur » d'occuper les postes en question. Les instructeurs de la brigade font tout ce qu'ils peuvent pour que les trois kandaks de la brigade qui occupent actuellement le terrain du palais présidentiel exécutent cette tâche à tour de rôle. Il reste à voir si le 1^{er} Kandak va, une fois revenu de la mission relative à la *loya jirga* constitutionnelle plus tard cette semaine, avoir droit à un répit à l'égard de cette tâche. Le congé et les célébrations à caractère religieux associés au ramadan sont un autre obstacle qui a nui à notre instruction ces derniers temps. Nous y reviendrons plus loin plus en détail.

CHAMPS DE TIR ET SECTEURS D'ENTRAÎNEMENT

Nous avons procédé avec le 1^{er} Kandak à un certain nombre d'exercices de tir conventionnel et de tir de campagne. Sauf en ce qui concerne la préparation des gabarits de tir, les officiers et

les sous-officiers de l'ANA ont montré qu'ils peuvent planifier et diriger de façon satisfaisante leurs propres exercices de tir conventionnel. Cela dit, leur planification n'est pas allée assez loin pour qu'ils réservent les champs de tir et nous avons dû le faire à leur place. Même si l'ANA a préséance sur les champs de tir par rapport aux forces de la coalition, la demande à l'égard de ces derniers est forte et il n'est pas possible de les réserver à la dernière minute. La réservation des champs de tir se fait selon le principe « premier arrivé, premier servi » et nous voulons garantir que l'ANA ne perd pas des occasions d'utiliser régulièrement ses armes au champ de tir. Nous avons poussé l'ANA à regarder plus loin dans ses calendriers d'instruction afin de prévoir les besoins touchant l'instruction et son personnel prend lentement l'habitude de le faire. Nous avons aussi été obligés de nous y prendre de façon détournée pour ce qui est de demander des munitions. Même si l'ANA a une réserve relativement importante de munitions pour armes légères et de roquettes gardées dans leurs conteneurs maritimes, nous les poussons encore à prévoir la quantité nécessaire et à la demander par l'entremise du CIMK. De plus, comme les munitions gardées dans les conteneurs ne sont pas dans le meilleur état possible, il est important que l'ANA ait des munitions de bonne qualité pour réduire au minimum le nombre des ratés et des enrayages qui se produisent durant l'instruction de tir réel. Cela dit, tout le personnel sait ce qu'il a à faire lorsqu'il est au champ de tir. Il prend les mesures de sécurité, met les cibles en place, s'organise en relèves et procède à ses exercices de tir sans y être incité. Nous avons suggéré différentes idées concernant des sortes d'activités et nous les avons intégrées aux exercices. Le personnel s'est exercé à tirer dans les différentes positions de tir et à employer les bonnes techniques de pointage et de tir, et a noté que la plupart des soldats ont encore besoin de beaucoup s'exercer et que la plupart ne maîtrisent pas les principes élémentaires de l'adresse au tir. Les soldats se contentaient de toucher la cible à 100 mètres avec leur AK47 au lieu d'obtenir un petit groupement au centre de la masse. Une fois dotés des outils de zéro tage appropriés et une fois qu'ils auront appris à zéroter leur arme, la précision de leur tir devrait s'améliorer. Les Roumains nous ont aidés à zéroter leurs armes, car ils ont les mêmes armes légères et les outils de zéro tage nécessaires. Lorsque les exercices de tir commencent, nous nous tenons essentiellement à l'arrière et assurons la sécurité tout en incitant les sous-officiers et les officiers de l'ANA à faire de même. Même s'ils ne sont pas des officiers de sécurité du tir qualifiés conformément à nos normes, ils ont pris l'habitude d'être à l'affût de tous les dangers et de prendre les mesures qui conviennent.

Pour ce qui est des exercices de tir de campagne, nous les avons pour la plupart planifiés et dirigés pour le compte de l'ANA. L'ANA n'a pas atteint le niveau requis pour délimiter les zones de danger ou préparer des exercices de tir plus complexes. Elle a un secteur d'entraînement où se fait l'instruction sans munitions et un où se fait l'instruction avec munitions. Le secteur d'entraînement de Kamari est à environ une heure de route du palais présidentiel et permet diverses sortes d'instruction sans munitions. On y trouve un terrain ondulé et des oueds qui donnent des voies d'approche situées à couvert et, le long de la limite sud du secteur, une grande chaîne de montagnes qui est excellente pour l'instruction en montagne. La plupart des soldats sont habitués à combattre en montagne, car ils l'ont fait contre les Russes.

Le secteur d'entraînement avec munitions de Wais Qarni permet l'utilisation de toutes les armes lourdes. Les montagnes ou hauteurs présentes dans le secteur permettent la tenue d'un grand nombre d'exercices de tir simultanés. Cela dit, il n'existe qu'un nombre limité de façons

permettant d'attaquer un même objectif et des secteurs d'entraînement additionnels sont indéniablement nécessaires. Après le déménagement prévu à Duralaman, il faudra presque deux heures de route pour atteindre les secteurs d'entraînement, ce qui limite sérieusement l'instruction, sauf si un bivouac est établi. Il existe des plans visant à ouvrir certaines parties du district de Chahar-Asiab pour en faire des secteurs d'entraînement, ce qui pourrait atténuer ces problèmes.

L'exécution proprement dite des attaques de section, de peloton et de compagnie est toujours une aventure. Les sous-sous-unités ont ordinairement besoin de deux ou trois séances de révision générale théorique avant d'être prêtes à passer aux attaques réelles. Elles ont appris à

Il faut aussi rappeler plusieurs fois aux soldats de viser chaque fois qu'ils tirent, ce qui, avons-nous constaté, s'applique à la plupart des soldats inexpérimentés, peu importe leur nationalité

réduire un objectif, mais les commandants ont du mal à diriger leurs groupes et leurs paires et ils les laissent rarement se déplacer de façon autonome. Comme l'article l'indique plus haut, ils confondent souvent les différentes tactiques qu'ils ont apprises de chacune des équipes d'instruction qui les ont aidées. Il faut aussi rappeler plusieurs fois aux soldats de viser chaque fois qu'ils tirent, ce qui, avons-nous constaté, s'applique à la plupart des soldats inexpérimentés, peu importe leur nationalité. Lorsqu'on leur demande pourquoi ils n'ont pas pris le temps de viser la cible, la réponse courante est « qu'ils ne veulent pas tuer quelqu'un délibérément mais que si Allah

désire que l'ennemi meure, alors la balle va le toucher ». Qui peut contester cette façon de penser lorsqu'on songe à la force de leurs convictions religieuses??? Durant le calendrier d'instruction de février, nous prévoyons de tenir un certain nombre d'exercices de tir. Nous avons constaté une amélioration graduelle de leur adresse au tir à tous les niveaux depuis que nous avons commencé l'instruction, que ce soit au niveau individuel ou au niveau collectif. Comme les membres de l'EII se le disent souvent : « Un tout petit pas à la fois, un tout petit pas. »

L'ANA a beaucoup appris des exercices de tir qui s'appliquent aux armes d'appui. Avant que l'EII canadienne prenne la relève, l'ANA n'avait jamais tiré indirectement au mortier. Avec l'appui de la batterie F du 2 RCHA, nous avons pu le faire. Comme le peloton de mortiers de l'ANA n'avait pas de tables de tir, il a tenu un exercice qui l'a aidé à préparer ses propres tables. Comme il utilise de très vieux obus de mortier chinois et russes, le peloton avait besoin de ses propres tables. Il a appris à communiquer la direction afin d'indiquer l'orientation à l'aide d'une boussole, car son dispositif de visée n'inclut pas de goniomètre-boussole. Comme il n'y a aucun genre de dispositif de calcul, nos experts des mortiers ont enseigné à l'ANA les fonctions du PO et du PC et la façon dont ils s'échangent l'information. L'EII canadienne a dû faire face à une multitude de types de munitions différents qui inclut des obus russes, chinois et yougoslaves et des obus qui n'ont pas encore été identifiés. Quant à lui, l'équipement est dans un état relativement bon, bien qu'il soit vieux. Le problème principal auquel l'équipe a fait face est la différence entre notre équipement, qui est gradué sur 6400 millièmes, et celui de l'ANA, qui est en totalité gradué sur 6000 millièmes. Bien que très intelligents, les soldats de l'ANA n'ont eu que peu ou pas d'instruction en mathématiques, ce qui est la source d'une certaine confusion lorsqu'il s'agit d'appliquer les corrections au dispositif de visée. Durant l'instruction ou les parties de

l'instruction consacrées au tir réel, l'équipe de mortiers a constaté qu'un diagramme est très utile pour les soldats de l'ANA. Notre instruction avait pour but principal d'amener les membres du peloton de mortiers à faire du tir indirect; le but a été atteint, mais il faut se rappeler que nous avons fondamentalement dû donner en même temps, avec l'aide d'un interprète, un cours élémentaire de mortier, un cours élémentaire de technicien, un cours de Tech OOA et un cours de communication. Il est également à noter que tous les soldats ont reçu le premier document afghan jamais publié sur le tir indirect, qui inclut des tables de tir.

Le peloton de SPG-9 a connu le même succès au champ de tir. Ses membres ont appris à se déployer de façon tactiquement avisée et ont amélioré leurs drills de maniement. Malheureusement, il se produit encore un certain nombre de ratés et le peloton n'a pas de drills permettant de corriger ce problème. Nous avons constaté que les soldats sont plutôt insouciants en ce qui concerne les munitions non explosées et les ratés et nous avons souvent dû veiller de près à la sécurité durant les exercices faits avec les soldats de la compagnie des armes.

MISSIONS

Les missions sont peut-être l'aspect le plus important du présent article. À l'heure actuelle, l'EII canadienne fait encore partie de l'ISAF et nous avons en conséquence été restreints à la zone des opérations de l'ISAF. Par conséquent, si le 1^{er} Kandak est chargé d'assurer la sécurité à l'intérieur des limites de Kaboul, nous l'accompagnerons, comme nous l'avons fait dans le cas de la loya jirga constitutionnelle. Malheureusement pour nous, les bataillons de l'ANA sont souvent appelés à se déployer dans des provinces différentes, partout en Afghanistan, afin de maintenir la sécurité dans les secteurs qui sont des « foyers » de l'activité des forces militaires d'opposition (FMO). La plupart des zones de mission bordent le Pakistan et l'ANA a ordinairement pour tâches d'assurer la sécurité ou d'exécuter des patrouilles de présence. Dernièrement, toutefois, l'ANA a commencé à jouer un rôle plus actif et a exécuté des opérations plus offensives, qui incluent des tâches telles que, de concert avec les forces de police locales, la fouille de maisons susceptibles d'abriter des combattants talibans et des membres d'al-Qaïda.

Au cours d'une mission typique exécutée dans les provinces éloignées, les instructeurs intégrés vont accompagner l'ANA jusqu'à une base de feux ou jusqu'à un local de contact où commencent les déploiements tels que les patrouilles de présence et les opérations de contrôle. L'ANA et les instructeurs déployés avec elle assurent leur propre protection dans la base de feux. Jusqu'à tout récemment, les instructeurs américains étaient obligés de rester dans la base de feux durant les opérations offensives, mais ce n'est plus le cas. La prochaine mission du 1^{er} Kandak est prévue pour avril ou mai 2004. Si la ZO de l'ISAF n'est pas agrandie et si l'EII canadienne n'est pas autorisée à se déployer à l'extérieur de la ZR de l'ISAF, les responsabilités relatives au kandak vont devoir être transférées à une équipe américaine durant la période de l'instruction préalable au déploiement et durant le déploiement. Le personnel de l'équipe américaine ne connaîtra pas les soldats, il ne se sera pas entraîné de façon approfondie avec lui et il ne saura pas exactement ce dont le kandak est vraiment capable. Cet aspect exerce également une pression additionnelle sur les ressources de la FO Phoenix, car elle devrait former sa propre équipe pour aller « à l'objectif ». Nous sommes d'avis que si nous ne pouvons pas aller en mission avec le kandak, nous ne devrions pas nous occuper de sa formation. Nous

avons atteint avec nos homologues un niveau de confiance qui serait complètement perdu si nous les laissons partir avec une autre équipe. Nous prenons actuellement part à une mission et, comme c'est l'activité la plus importante qui se déroule actuellement dans le pays, nous courons indéniablement un plus grand risque d'attaque. Selon la plupart des comptes rendus du renseignement, l'emplacement de la loya jirga constitutionnelle est la cible éventuelle d'un certain nombre d'attaques. Nous sommes en plein là avec le kandak et les soldats savent que s'ils établissent le contact nous serons là pour les aider, ce qui m'amène à la question des règles d'engagement. À l'heure actuelle, nous sommes encore soumis à la version canadienne des RE de l'ISAF, selon lesquelles nous pouvons au besoin protéger nos forces et les forces de la coalition en cas d'attaque. Ces règles n'incluent pas, par définition, les soldats de l'ANA, que nous défendrions presque certainement s'ils étaient attaqués. De plus, nos RE ne renferment actuellement aucune directive concernant les opérations offensives, ce qui sera nécessaire si jamais nous devons prendre part à des missions avec l'ANA ou lorsque nous le ferons.

Jusqu'à maintenant, il n'y a pas eu d'incidents durant la loya jirga et nous espérons qu'il en ira de même jusqu'à ce qu'elle se disperse, dans quelques jours. Même si la loya jirga constitutionnelle est officiellement terminée, un certain nombre de délégués sont encore présents. L'ANA a, tout au long de son déploiement ici, assuré la sécurité de façon exceptionnelle. Les soldats ont agi en professionnels lorsqu'ils fouillaient les personnages officiels et leur présence a presque certainement tenu les attaquants éventuels à distance.

La FIR a tenu un certain nombre d'exercices préparatoires, parfois de concert avec la compagnie d'intervention rapide norvégienne. On a fait appel à elle uniquement par précaution et elle s'est préparée à faire face à des bagarres possibles entre les délégués. Le peloton spécialisé d'intervention rapide, qui est composé de soldats de chaque compagnie, a élaboré un ensemble d'IPO qui a garanti une intervention opportune et l'exécution des plans du commandant de la FIR.

Le kandak va retourner au palais présidentiel à la fin de la loya jirga constitutionnelle, où il va exécuter des opérations de récupération avant de profiter de congés bien mérités.

CONDITIONNEMENT PHYSIQUE

Le conditionnement physique est un autre sujet important. Durant le peu de temps que nous avons passé avec le 1^{er} Kandak, nous avons remarqué que la condition physique générale est très basse. Rester en bonne forme physique est, après tout, une des responsabilités de chaque soldat. Il est connu que les Afghans peuvent gravir sans mal les montagnes, mais ils sont habitués à l'altitude. Durant les quelques séances de conditionnement physique que nous avons faites avec soldats de l'ANA, nous avons constaté que la plupart ne peuvent pas courir plus de 20 minutes d'affilée et que la plupart ont du mal à faire plus de 10 à 15 pompes. Pour eux, le conditionnement physique consiste en exercices physiques de style russe d'une durée de 10 minutes. Nous leur avons présenté quelques suggestions d'exercices, mais le ramadan et la tâche relative à la loya jirga constitutionnelle ont limité ce que nous pouvions faire avec eux. Comme la majeure partie du dernier mois que nous passons avec eux va se dérouler dans les secteurs d'entraînement, il y aura peu de temps à consacrer au conditionnement physique, mais c'est assurément un point à améliorer sur lequel il faudrait à l'avenir mettre l'accent.

ADMINISTRATION ET APPROVISIONNEMENT

La gestion du personnel et l'administration sont des domaines auxquels les instructeurs consacrent le plus d'efforts. C'est en grande partie à cause du manque d'ordinateurs et du fait que presque personne ne sait utiliser un ordinateur. À l'heure actuelle, les instructeurs s'occupent de presque tout ce qui concerne la solde, ce qui est particulièrement exigeant du point de vue administratif. Les compagnies ont à cet égard pour seule responsabilité de prendre les présences. Comme les officiers de la compagnie le font à la main, les relevés des absences et les souvenirs concernant le personnel déployé sont souvent bourrés d'erreurs. Nous avons remis à chaque compagnie des registres de présences que les commandants remplissent eux-mêmes et qui devraient atténuer ce problème. L'instructeur du SI a la responsabilité d'entrer les présences dans l'ordinateur, qui calcule la solde mensuelle. Les cartes d'identification sont un problème qui persiste, ce qui complique également la comptabilité relative au personnel. La plupart des soldats n'ont que des cartes temporaires qui ont été distribuées au CIMK et nous espérons voir ce problème réglé sous peu. À l'heure actuelle, les instructeurs américains sont les seuls qui peuvent en fait manipuler l'argent, car c'est le gouvernement américain qui paie ces soldats. Cet aspect n'a pas été un problème pour l'EII canadienne, car un major américain accompagne notre équipe depuis deux mois.

Les soldats de l'ANA gagnent très peu d'argent, ce qui est une des causes principales des problèmes de recrutement et du taux élevé de désertion. Le nouveau soldat qui sort du CIMK gagne 70 dollars américains par mois. En général, chaque promotion lui donne 15 dollars de plus par mois et une année d'ancienneté encore cinq dollars. Les officiers gagnent en général beaucoup plus. Un sous-lieutenant commence à 163 dollars par mois, alors que le commandant du kandak en gagne 350. Comparativement aux 400 à 450 dollars par mois que gagnent les interprètes de l'ISAF, il est facile de comprendre pourquoi les soldats se plaignent de leur solde. Lorsqu'ils sont déployés, les soldats gagnent deux dollars de plus par jour, ce qui double essentiellement leur solde mensuelle.

Comme dans notre armée, les congés sont, outre la solde, un autre avantage que tout soldat peut espérer en compensation du dur labeur qu'il accomplit en mission ou dans d'autres conditions. Conformément à la politique du Corps d'armée du Centre, chaque soldat a droit à 2,5 jours de congé par mois. Le commandant peut de surcroît, tout dépendant de l'emplacement de la province d'origine du soldat, autoriser des congés supplémentaires. Le commandant peut, après les déploiements, accorder quatre jours de congé aux soldats qui vivent aux environs et accorder jusqu'à 15 jours de congé aux soldats qui vivent dans les provinces éloignées. Dans les jours après qui suivent la distribution de la solde, les soldats ont ordinairement droit à environ deux jours pour pouvoir aller en porter une partie à leur famille. C'est une mesure qui est nécessaire car, le pays n'ayant à l'heure actuelle pas de système bancaire, il n'existe manifestement pas de moyen de déposer de l'argent dans un compte bancaire de sorte que les familles y aient accès là où elles vivent.

Le système d'approvisionnement du niveau du bataillon se met lentement en place. Les magasins des compagnies renferment toutes sortes d'articles allant des armes aux munitions et des radios aux trousseaux de premiers soins. Lorsque nous avons relevé l'équipe américaine, nous avons procédé à un inventaire détaillé des stocks de chaque compagnie et avons noté un grand nombre de lacunes. Le tout était un fouillis, boîtes ou caisses et armes de toute forme et de

tout genre étant empilées n'importe comment. Nous leur avons suggéré de vider les magasins, d'en cataloguer le contenu et de les réorganiser. Le matériel du niveau du kandak est gardé dans des conteneurs maritimes et son état est assez uniforme. Des munitions de différents genres étaient gardées avec des manteaux et des bottes d'hiver, ce qui était clairement déconcertant. Notre instructeur du S4 a veillé à ce que chaque conteneur soit tour à tour vidé et réorganisé. Chaque caisse de munitions a été inspectée et nous avons constaté que la plupart des munitions étaient inutilisables. Beaucoup des roquettes inspectées, par exemple, étaient rouillées ou n'avaient pas de fusée.

La majeure partie de l'équipement personnel des soldats est en assez bon état. Les armes sont dans un état impeccable et les soldats nettoient maintenant le magasin de leur compagnie durant leur journée de maintenance hebdomadaire. Leur équipement, leurs vêtements et leurs munitions sont le résultat de dons provenant de différents pays et les pièces de rechange sont à peu près inexistantes. Nous essayons encore d'amener les sous-officiers et les officiers à signaler tout l'équipement qui est non utilisable et à bien identifier les problèmes. Malheureusement, ils n'ont pas de manuels permettant de déterminer les numéros et le nom des pièces. Ils signalent simplement, par exemple, que leur AK47 ne tire pas ou que le poste radio ne fonctionne pas.

Le parc automobile de la brigade et du kandak éprouve des problèmes semblables. Les soldats gardent les véhicules propres, mais il n'y a pas à proprement parler de mécaniciens et les soldats qui occupent le poste de conducteur connaissent très peu la mécanique. Le parc de véhicules du kandak comprend des camions Mercedes de 30 passagers, des jeeps WAZ, des camions de transport de troupes KAMAZ et des camionnettes Ford Ranger données par le gouvernement américain. Lorsqu'un véhicule tombe en panne ou a un accident, les soldats s'attendent à ce que les Américains le remplacent aussitôt, ce qui est clairement irréaliste. Le manque d'expérience des conducteurs est un énorme problème pour l'ANA. La plupart des soldats n'ont jamais conduit quelque genre de véhicule que ce soit et l'ANA n'a actuellement accès qu'à une formation régulière très limitée. Cette situation est compliquée par le fait que le parc de véhicules des bataillons n'est pas uniforme et que de nouveaux genres de véhicules sont donnés. Tout dernièrement, par exemple, les États-Unis ont donné cinq cents camions de 2 ½ tonnes et de 5 tonnes. Il va de soi que ce don représente pour l'ANA d'énormes défis en matière d'instruction pour garantir que le personnel reçoit l'instruction requise relativement à ces véhicules avant qu'ils soient remis aux bataillons organiques. Avec plus d'expérience, et grâce aux plans visant à former des conducteurs et des techniciens d'entretien et de véhicules, l'avenir s'annonce plus prometteur.

Comme nous l'indiquons plus haut, quelques événements indépendants de notre volonté ont nui à l'instruction. L'absentéisme et la tâche de la protection du palais présidentiel en sont deux exemples, mais nous nous sommes heurtés à un mur lorsque le ramadan a commencé à la fin d'octobre 2003. Nous avons presque dû modifier nos plans d'instruction du jour au lendemain afin de respecter l'horaire quotidien, car les activités d'instruction qui étaient réalistement possibles durant le mois saint étaient limitées. Durant le ramadan, les musulmans doivent jeûner durant le jour et prier plus souvent, ce qui a grandement limité l'effort physique que les soldats pouvaient faire au fil du jour. Il n'y avait donc pas de conditionnement physique et l'instruction quotidienne se déroulait de 08 h 00 à 12 h 00. La plupart des jours, cet horaire réduit permettait seulement de courtes périodes d'instruction, dans l'enceinte du palais présidentiel.

Nous n'avions pas le temps d'aller dans les secteurs d'entraînement ou au champ de tir. De plus, cherchant à respecter leur culture, les instructeurs ont aussi évité de manger, de boire et de fumer devant les soldats.

LEÇONS RETENUES

L'EI canadienne a assumé cette mission et toutes les responsabilités qui s'y rattachent à très court préavis. Même si l'équipe n'était peut-être pas aussi bien préparée que nous l'aurions aimé lorsqu'elle a assumé cette tâche, nous avons beaucoup appris au cours des premiers mois.

Comme c'est le cas pour toute mission, une instruction préalable au déploiement considérable est nécessaire. L'instruction en question devrait être adaptée à la tâche exacte à accomplir et, comme nous l'indiquons plus haut, elle devrait inclure une formation sur les armes étrangères et une formation linguistique avancée, et le personnel devrait connaître la doctrine de l'armée américaine. Il n'est actuellement pas nécessaire de recourir aux forces spéciales pour l'instruction, car nous enseignons les tactiques réglementaires de l'OTAN et non les techniques de guérilla. Tant que l'équipe relevée et l'équipe de relève peuvent communiquer comme il se doit, nous pouvons assurer une bonne transmission de l'information et faire en sorte que l'instruction la plus à jour et conforme au niveau d'instruction atteint par le kandak se donne. Il ne devrait pas être nécessaire de revenir en arrière et de faire recommencer le kandak aux niveaux élémentaires de l'instruction chaque fois qu'une nouvelle équipe d'instruction intégrée arrive.

Nous avons constaté que le 1^{er} Kandak est une très jeune organisation et qu'il faudra du temps et de la patience pour qu'elle devienne un bataillon professionnel autonome. Les sous-officiers ont besoin d'expérience et ils ne peuvent l'acquérir que si les officiers leurs donnent des responsabilités et les laissent faire ce qu'ils ont à faire. Il va de soi qu'ils vont commettre des erreurs, mais c'est de cette manière qu'ils vont apprendre. Tant que les officiers ne les laissent pas échouer et s'embarrasser devant leurs soldats, les sous-officiers vont profiter de tout ce à quoi ils s'attaquent. Nous recommandons que les équipes subséquentes poursuivent l'instruction des sous-officiers supérieurs afin d'enseigner à ces derniers les leçons que nos sous-officiers supérieurs apprennent en observant les autres en action. Ces leçons ne sont pas enseignées durant des cours; elles font plutôt partie intégrante d'un travail quotidien bien fait aux niveaux de la compagnie et du peloton. Les sous-officiers canadiens ont toujours eu quelqu'un dont ils pouvaient s'inspirer et apprendre. Comme ils font partie d'une nouvelle armée, les premiers soldats du 1^{er} Kandak n'ont pas ce luxe.

Les officiers doivent commencer à regarder un peu plus loin vers l'avant et prendre en mains la planification de l'instruction qui se fait à tous les niveaux. Les commandants de compagnie doivent, grâce à des instructions et à des directives claires de la brigade et du bataillon, pouvoir déterminer ce qui doit être fait pour accomplir la mission. L'ANA a tendance à éviter toute planification et à s'attendre à ce que les instructeurs fassent tout pour elle. Elle ne sera jamais capable de travailler de façon indépendante des équipes d'instruction si elle ne peut pas penser et planifier par elle-même.

Le fait que l'équipe doit être autorisée à prendre part à des missions aux côtés de nos homologues de l'ANA est le point le plus important à régler. Pour continuer à faire ce travail et conserver notre crédibilité en tant qu'instructeurs, nous devons être autorisés à suivre les soldats dans les parties éloignées du pays, ce qui nous permettra d'y continuer à nous acquitter

de nos responsabilités de mentor. À cette fin, il faut soit agrandir la ZO de l'ISAF, soit détacher les instructeurs intégrés de l'ISAF. Comme nous avons encore besoin du soutien administratif de l'ESN, nous devons rester affiliés à l'ISAF, mais les pouvoirs de commandement et de contrôle devraient être entièrement accordés au CJTF-180 et à la chaîne de commandement de la FO Phoenix dans le cadre de l'opération Enduring Freedom. Il faudrait de plus donner à l'équipe de nouvelles RE applicables aux déploiements propres à la mission.

CONCLUSION

Comme nous travaillons avec l'ANA depuis quatre mois, nous estimons avoir fait un certain nombre de bonnes choses et estimons que l'ANA a profité de notre présence ici. Cela dit, nous avons nous aussi beaucoup profité de nos expériences et avons beaucoup appris de l'ANA.

Nous espérons que les leçons retenues en question vont permettre aux équipes d'instruction subséquentes de vivre une expérience enrichissante sans s'inquiéter de devoir reprendre à zéro. Nous avons eu la grande chance de travailler et de nous entraîner avec des soldats étrangers et nous allons nous en souvenir jusqu'à la fin de nos jours. Les Afghans ont une longue route devant eux. Après des années de combat, ce pays ravagé par la guerre est enfin en mesure de pouvoir commencer à se rebâtir. La mise sur pied d'une armée est, au même titre que l'existence d'un gouvernement légitime et d'un service de police compétent, une des pierres angulaires cruciales qui sont nécessaires pour garantir à ce pays un environnement sûr et sans danger. Cette tâche va clairement nécessiter un soutien et un travail acharné considérables, mais l'ANA est bien partie.

La tâche intimidante que constitue la formation d'une armée professionnelle en Afghanistan va nécessiter un soutien constant et considérable de la part des partenaires de la coalition et de la communauté internationale dans son ensemble. Dans ce pays, la sécurité est loin d'être assurée, car les seigneurs de la guerre et les chefs des communautés ethniques associés à des éléments criminels continuent de régner sur une bonne part du pays. L'ANA va un jour, avec l'aide de son gouvernement et le mentorat des instructeurs intégrés, pouvoir atteindre son but, qui est d'être une armée professionnelle indépendante et autonome. D'ici là, toutefois, nous serons présents pour faire ce que les soldats canadiens font le mieux : transmettre nos connaissances et notre expérience et ainsi permettre à nos homologues de devenir de meilleurs soldats au service de leur pays.

INTÉGRATION DES MINI-VÉHICULES AÉRIENS TÉLÉGUIDÉS (MINI-VATG) DANS L'ESPACE AÉRIEN DU THÉÂTRE OPÉRATIONNEL

par le major M. F. Notaro

CONTEXTE

Les VATG commencent à proliférer au sein des forces terrestres. La doctrine et les tactiques, techniques et procédures (TTP) touchant leur utilisation sont lentes à se développer. Même si les gros VATG stratégiques bénéficient d'une doctrine et de TTP bien définies, les nouveaux mini-et micro-VATG ne bénéficient que d'une documentation limitée sur leur exploitation. Par Intégration des mini-véhicules aériens téléguidés (mini-VATG)

Le groupe-bataillon (gp-bon) allemand a utilisé le mini-VATG ALADIN durant l'OP ATHENA. Ce VATG était principalement utilisé dans la zone d'opération (ZO) allemande à l'appui direct des opérations menées par les Allemands. Il est arrivé que ce VATG soit affecté à l'appui des opérations de la brigade. Pour la première année d'existence du théâtre, les Allemands ont officiellement géré l'exploitation des mini-VATG et assuré la coordination de l'espace aérien utilisé par eux. La sensibilisation à l'espace aérien et l'usage accru de cet espace nécessitaient une officialisation des procédures pour intégrer le mini-VATG dans l'espace aérien. Voici la fiche technique du VATG ALADIN :



Type : Mini-VATG / drone de reconnaissance aéroporté courte portée à imagerie
Altitude d'exploitation : Jusqu'à 3 000 pieds au-dessus du niveau moyen de la mer (AMSL)
Altitude de vol : De 100 à 600 pieds au-dessus du niveau du sol (AGL)
Exploitation : 2 personnes
Moteur : Moteur électrique de 300 watts
Dimensions : Envergure et longueur : 150 cm chacune
Poids : 3 kg
Capteurs : Caméra couleur à focale variable, capteurs optionnels pour le crépuscule
Vitesse : De 45 à 80 km/h
Rayon d'action : 5 km
Temps de vol : 30 min
Atterrissage : Atterrissage plané autonome

BUT

Le présent article a pour but de décrire la méthode suivie par le centre de coordination de l'espace aérien (CCEA) BMNK pour intégrer officiellement le mini-VATG dans l'espace aérien du théâtre opérationnel.

DISCUSSION

Comme il n'y avait pas de radar dans la zone d'opérations (ZO) de la Force d'assistance à la sécurité internationale (ISAF), le centre de coordination de l'espace aérien (CCEA) de la Brigade multinationale de Kaboul (BMNK) se fiait au contrôle aux procédures pour coordonner l'espace aérien. Le contrôle aux procédures repose sur une combinaison d'ordres et de procédures mutuellement acceptés et promulgués. La coordination de l'espace aérien sert à empêcher l'interférence réciproque de tous les utilisateurs de l'espace aérien, à faciliter l'identification des engins volants pour les fins de la défense antiaérienne et à accommoder et accélérer en toute sécurité les allées et venues de tout le trafic aérien.

Les principes établis de gestion de l'espace aérien qui régissent les vols d'engins habités s'appliquent normalement à l'exploitation des VATG, mais peuvent être suspendus par l'autorité de coordination de l'espace aérien (ACEA). Dans le cas des gros VATG (tactiques, opérationnels

ou stratégiques), les besoins d'espace aérien ne diffèrent généralement pas de ceux des autres aéronefs à basse performance. Le VATG peut être difficile à repérer visuellement et ne crée pas une signature radar claire, ce qui présente un risque potentiel pour les aéronefs de haute performance. Pour limiter les risques que présentent les VATG pour les aéronefs à voilure fixe et les hélicoptères, il doit y avoir séparation entre les aéronefs pilotés et les VATG. Les missions de VATG peuvent être planifiées à l'avance ou de nature immédiate. Les vols pré-planifiés de VATG à l'appui de la brigade devraient être inclus dans les ordres de missions aériennes (ATO) de la force interarmées, dans les instructions spéciales (SPINS) ou dans les ordres de contrôle de l'espace aérien (OCEA). Les missions de VATG de nature immédiate étaient coordonnées avec l'organisme de contrôle de l'espace aérien approprié (CCEA, CJTF-180 A2C2, centre combiné d'opérations aériennes (CCAO) et la tour de contrôle de l'aéroport international de Kaboul (KAIA)) pour garantir une séparation sûre entre les aéronefs pilotés et les engins téléguidés. Les VATG sont lancés à partir de sites de lancement et de récupération (SLR) des VATG. Après le lancement, le VATG peut monter à son itinéraire de vol ou à son altitude de transit (normalement au-dessus de l'altitude de coordination) dans l'espace aérien se trouvant au-dessus du SLR, ou monter à son altitude de vol en cours de route jusqu'au secteur de la mission. Une fois rendu dans le secteur de la mission, le VATG monte ou descend pour exécuter sa mission, selon les besoins, à l'intérieur de la zone d'opérations réglementée (ZOR) spécifiée. Durant le cours de la mission du VATG, l'itinéraire et l'altitude peuvent être appelés à changer. Tous les changements doivent être coordonnés auprès du CCEA. À la fin de la mission, le VATG retourne à son SLR en suivant une altitude de vol ou de transit. Les mesures de contrôle de l'espace aérien (MCEA) suivantes devraient être utilisées pour éviter les conflits entre les VATG et les autres utilisateurs de l'espace aérien :

◆ **ZOR SLR.** Une ZOR devrait être établie à l'égard de chaque SLR. Le fait d'établir une ZOR autour du SLR peut faciliter le lancement et la récupération des VATG lorsque le SLR ne se trouve pas dans un aérodrome. La ZOR entourant le SLR est normalement circulaire, centrée sur le site de lancement, fait de 2 à 3 kilomètres de diamètre et permet au VATG de monter à son altitude de transit ou d'en descendre au-dessus du SLR.

◆ **ZOR de recherche.** Une ZOR de recherche peut être établie autour du secteur de mission du VATG pour faciliter l'exécution de la mission. La taille et les altitudes de la ZOR du secteur de mission du VATG dépendent des capacités du VATG et des exigences de la mission.

◆ **Corridor spécial/corridor de transit (CS/CT).** Si le VATG doit passer par un secteur pour se rendre de son SLR à sa zone de recherche, il conviendrait alors de désigner un CS/CT. La largeur de ce corridor devrait être suffisante pour permettre au VATG de faire un virage à 180 degrés. Cette largeur permet au VATG de demeurer à l'intérieur de son corridor si, d'urgence, il doit revenir à son SLR avant d'arriver à sa ZOR de recherche. Le corridor en question peut se trouver à une altitude standard ou peut être plus vaste pour permettre au VATG de prendre de l'altitude en cours de route vers sa zone de recherche.

Ces problèmes de coordination touchent les VATG plus petits (mini et micro). De par leur nature, ces VATG font partie de l'équipement intégral de la compagnie ou même d'entités de niveaux inférieurs. Leur utilisation est dictée par des critères tactiques et est rarement planifiée. Le commandant de compagnie ou de peloton utilise ces VATG pour savoir ce qu'il y a de l'autre côté de la rue ou derrière le prochain mur ou la prochaine colline. Sa décision d'utiliser le VATG repose sur son besoin de connaître la situation ou de bénéficier d'un avantage tactique sans risquer la vie de ses soldats. La taille et le poids relativement faibles de ces petits véhicules les

rendent idéals pour ce genre de mission immédiate de bas niveau.

PROBLÈME 1. De par leur nature, les mini-VATG font partie de l'équipement intégral d'éléments se trouvant à un niveau tactique où leur emploi est dicté par des critères tactiques qui, contrairement à ce qui est le cas pour les plus gros VATG, sont rarement définis.

Ces VATG ont un rayon d'action (jusqu'à 5 km) et une altitude de vol (jusqu'à 600 pieds AGL) qui présentent un risque pour les hélicoptères dans la ZO ISAF. La plupart des aéronefs à voilure tournante sont limités à une altitude de 300 pieds et moins dans le théâtre (les hélicoptères de l'Armée nationale afghane (ANA), des autres organismes du gouvernement (AOG), les hélicoptères allemands et ceux du CJTF-180). Cette restriction est surtout imposée pour des raisons tactiques liées à la menace que pose le système portatif de défense antiaérienne (SPDAA) dans la ZO. Normalement, la séparation d'altitude serait utilisée si ce n'était d'assurer la sécurité de nos aéronefs à voilure tournante, car le fait de faire voler ces derniers plus haut leur ferait courir des risques indus. Le fait de limiter le mini-VATG ALADIN équivaldrait à enlever au gp-bon allemand et à la brigade une ressource vitale, ce qui augmenterait les risques. Le problème de l'espace aérien se complique davantage à cause de la présence de l'aéroport de Kaboul et des nombreux utilisateurs d'aéronefs à voilure fixe qui s'en servent, et de la possibilité de vols d'appui aérien rapproché (AAR), qui peuvent se faire à aussi peu que 100 pieds AGL.

Il faut trouver un équilibre pour minimiser les risques courus par les utilisateurs de l'espace aérien afin de créer un environnement aérien sûr. Le fait de limiter exagérément un utilisateur en particulier mettrait les autres à risque de façon injustifiée et pourrait, en bout de ligne, compromettre la mission de l'ISAF. Les deux problèmes à régler sont les conflits d'utilisation entre les aéronefs à voilure tournante dans le théâtre et les mini-VATG, d'une part, et l'exploitation de l'aérodrome et des mini-VATG.

PROBLÈME 2. À Kaboul, les deux problèmes qu'il fallait régler dans le contexte de l'emploi des mini-VATG étaient les conflits entre les aéronefs à voilure tournante (qui volent sous 300 pieds AGL pour des raisons tactiques) et les mini-VATG, et l'exploitation de l'aérodrome (où circulent des aéronefs à aussi peu que 100 pieds AGL sur des vecteurs d'approche axés sur le centre-ville) et le mini-VATG.

Les aéronefs à voilure tournante et le mini-VATG

Dans les rares cas où le mini-VATG doit être utilisé dans le cadre de missions planifiées à l'avance, une demande de moyens/mesures de contrôle de l'espace aérien (ACMREQ) doit être soumise pour réserver l'espace aérien devant être utilisé. Les IPO normales sur l'exploitation du VATG s'appliqueront alors comme nous venons de le décrire ci-dessus. Dans le cas des missions non planifiées, il faut définir une série de sites de lancement et de recherche prédéterminés et les diffuser à tous les utilisateurs de l'espace aérien. Quinze minutes avant le lancement, le CCEA BMNK doit être informé, par l'intermédiaire du réseau de commandement de la brigade, pour qu'un avis puisse être envoyé à tous les autres utilisateurs que le mini-VATG est en vol dans l'espace aérien prédéterminé. Cet avis permettra à tous les autres utilisateurs de l'espace aérien d'éviter le secteur en question ou de faire preuve de vigilance à l'égard du mini-VATG lorsqu'ils circuleront dans l'espace aérien dans lequel le mini-VATG est supposé de voler (voir et éviter). Le ALADIN n'a pas la capacité de voler la nuit.

LEÇON APPRISE 1. Pour accommoder les vols non planifiés de mini-VATG, il faut définir une série de sites de lancement et de recherche prédéterminés et les diffuser

à tous les utilisateurs de l'espace aérien. Un avis à l'effet que le mini-VATG sera utilisé dans un secteur donné doit être envoyé à tous les utilisateurs de l'espace aérien quinze minutes avant le lancement du VATG pour que ces derniers puissent éviter l'espace aérien en question ou faire preuve de vigilance à l'égard du mini-VATG s'ils doivent y circuler (voir et éviter).

KAIA ET LE MINI-VATG

L'espace aérien de classe D de KAIA couvre la vaste majorité de la ZO ISAF. Il ne serait ni raisonnable ni pratique de simplement interdire les vols de mini-VATG dans cet espace aérien. En ce qui concerne les zones d'atterrissage et de décollage de la piste et compte tenu des calculs sur l'altitude et la vitesse, il est raisonnable de limiter l'exploitation du mini-VATG dans les vecteurs d'approche et de décollage du terrain d'aviation. Cette restriction s'appliquera aux deux extrémités de la piste dans des limites de 22 degrés à gauche et à droite de l'axe de la piste et sur une distance de 4 NM à partir du bout de la piste. Il faudra demander une permission spéciale au CCEA BMNK si on veut faire voler le ALADIN à l'intérieur de cette boîte. De tels vols ne devraient se faire qu'avec l'approbation du commandant. Comme on l'a mentionné précédemment, les missions planifiées du ALADIN doivent être exécutées par l'intermédiaire d'une demande ACMREQ. Le CCEA BMNK devra s'assurer que la tour de contrôle de KAIA est informée de toutes les missions non planifiées du VATG ALADIN.

LEÇON 2. Même s'il n'est pas pratique d'exclure le mini-VATG de l'espace aérien de classe D associé à un aéroport situé en ville dans le cadre du présent scénario d'OSP qui inclut une menace terroriste, une exclusion des vecteurs d'approche et de décollage du terrain d'aviation dans une limite de 22 degrés à gauche et à droite de l'axe de la piste et sur une distance de 4 NM à partir du bout de la piste devrait être imposée. Il est clair que certaines circonstances imminentes peuvent justifier l'exploitation du mini-VATG dans cet espace aérien.

CONCLUSION

Le CCEA a tenu compte de tous les principes énumérés ci-dessus dans l'élaboration du système de contrôle de l'espace aérien de l'ISAF. L'intégration du mini-VATG est importante pour le bataillon et exige un processus rapide d'intégration sûre dans le système de contrôle de l'espace aérien. L'espace aérien de l'ISAF définit une dimension cruciale de l'espace de combat que toutes les composantes des forces interarmées et multinationales utilisent pour exécuter leurs missions. Les aéronefs amis, hélicoptères, armes de surface et VATG doivent tous partager l'espace aérien sans qu'aucun élément ne nuise à l'application de la puissance de combat de n'importe quel autre élément. Le contrôle interarmées de l'espace aérien cherche avant tout à améliorer l'efficacité des forces aériennes, terrestres et maritimes. La politique décrite ci-dessus a été immédiatement adoptée dans le but de préciser et d'améliorer la sécurité dans l'espace aérien de la BMNK.

Réf.

- A. B-GL-372-002/FP-001, *Doctrine de l'artillerie antiaérienne*
 - B. Publication interarmées 3-55.1, Joint Tactics, Techniques, and Procedures for Unmanned Aerial Vehicles (UAV)
 - C. FM 3-52, Army Airspace Command and Control in a Combat Zone
 - D. Annexe V, Coordination de l'espace aérien de la BMNK, de l'ordre d'opération 014 de la BMNK IV
-

par le Major R.A. Roach

LES RÉGIMENTS, LES CORPS ET LA TRANSFORMATION

L'article du Lcol Dave Banks, « Une branche de combat unique? » m'a réconforté alors que les commentaires du Lcol Harry Bondy publiés dans le *Journal de l'Armée de terre du Canada*, Vol. 7, numéro 2 — Été 2004 m'ont ravi.

J'estime que les hypothèses posées par le Lcol Banks sont valables et que finalement, l'Armée de terre sera pertinente et connaîtra du succès dans la mesure où elle parvient à s'adapter à un environnement en perpétuel changement, ce qui comprend les menaces qui pèsent contre le Canada (au sens le plus large) et les développements sociopolitiques qui se produisent au pays et à l'étranger. La présence d'une branche unique favoriserait une plus grande souplesse au regard des activités de développement des méthodes de combat et de transformation.

Le point de vue historique qui nous a été présenté n'a pas su rendre l'ascendant qu'exerçait le « corps » au cours de la Seconde Guerre mondiale et durant la période qui a immédiatement suivi. Nous vivons dans l'ombre d'un système de branches (corps) qui, à l'origine, visait à exploiter le potentiel de combat de l'ère industrielle. Je prétends que le système de branches a affaibli le système régimentaire au Canada parce qu'il a contribué, en fait, à la formation d'« uber-régiments » et créé des tensions inutiles entre les commandants et les commandants d'unité en raison de l'apparition de « réseaux techniques » porteurs d'une charge affective et basés sur les fonctions, destinés à contrôler la gestion du personnel et le processus de développement des méthodes de combat. J'avance que des régiments forts et sains sans affiliation à un corps pourraient émerger de la formation d'une branche de l'Armée de terre unique.

Je suis d'accord avec le Lcol Bondy lorsqu'il soutient qu'une branche de combat unique ne peut suffire à transformer l'Armée de terre et que les « soldats d'abord » devraient aussi englober la notion du « soldat d'abord. » La présence de personnel du soutien au combat et du soutien logistique du combat spécifique à l'Armée de terre contribuerait non seulement à renforcer les capacités de la composante terrestre mais également à enrichir et à favoriser la mise en place de projets interarmées, cette solution nous assurant que tous les membres du personnel de l'Armée de terre sont au même diapason.

Je ne crois pas que le Lcol Banks ait à trop s'inquiéter de la capacité de produire des soldats ISTAR. Un soldat expérimenté, qui possède les aptitudes voulues et qui a reçu un bon entraînement, fera un meilleur spécialiste de la reconnaissance ou de la surveillance qu'un soldat formé dans une branche fonctionnelle.

De même, il est possible de transformer la milice sans se ruiner. Je prétends une fois de plus que la plus grande source de tensions émane du lien avec les corps. En fait, je crois qu'on devrait laisser à la Réserve toute la latitude voulue pour explorer cette tâche. À l'heure actuelle, les questions touchant le personnel et la formation sont gérées efficacement à l'intérieur d'une « branche unique » dans chaque SFT. Les exigences liées à la RRFT influent considérablement sur l'avenir des unités de la milice et des transferts de régiments d'un corps à un autre ont déjà eu lieu afin d'équilibrer les besoins touchant la mise sur pied de la force. Le fait d'acquérir des compétences communes en « combat rapproché » avant de devenir un spécialiste contribuerait à améliorer l'entraînement et l'employabilité de la milice.

Il serait certes difficile de faire accepter à la grandeur des FC la création d'une branche unique de l'Armée de terre, mais cela nous permettrait sans doute d'être bien vus du Conseil du Trésor qui cherche désespérément à alléger le système de classification des emplois au sein du gouvernement. Il serait grandement souhaitable de prévoir un modèle où tous les officiers et soldats passeraient dans le « creuset » de l'Armée de terre avant d'entreprendre une formation spécialisée dans les métiers (en raison notamment du niveau de plus en plus élevé de menace asymétrique et d'opérations non contiguës). Cela pourrait se réaliser, à court terme, par le reclassement volontaire, les personnes passant à une branche « mauve ». À long terme, la branche de l'Armée de terre pourrait mettre en place une structure et un processus afin de satisfaire aux besoins en personnel et aux besoins professionnels de différentes spécialités tout en donnant satisfaction aux FC et en comblant des postes interarmées aussi bien que des postes au sein des FC.

Le moment est venu de mettre à profit, et non de justifier, le système régimentaire afin de réaliser les objectifs de transformation de l'Armée de terre. Les Canadiens possèdent un riche héritage de « branches de l'Armée de terre » avec les Canadian Mounted Rifles qui ont déployé des unités autonomes tactiques au début du siècle dernier (il y a bien longtemps de cela, mais ce fait est représentatif et vibrant.) Nous avons maintenant la possibilité de marcher résolument vers l'avenir en nous inspirant de l'esprit, de la ténacité et des compétences de nos ancêtres.